les textes du
parti communiste international

7

DEFENSE DE LA CONTINUITE DU PROGRAMME COMMUNISTE

- thèses de la fraction communiste abstentionniste (1920)
- thèses de rome (1922)
- thèses sur la tactique de l'internationale (1922)
- thèses de lyon (1926)
- nature fonction tactique du parti communiste (1945)
- thèses caractéristiques du parti (1951)
- l'activité organique du parti dans les situations défavorables (1965)
- thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1965)
- thèses supplémentaires aux thèses de 1965 (1966)

éditions programme communiste

DEFENSE DE LA CONTINUITE DU PROGRAMME COMMUNISTE

« Les communistes luttent pour les buts et les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais au sein du mouvement actuel ils représentent (1) en même temps l'avenir du mouvement. »

Manifeste du Parti Communiste, 1848.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Ce n'est pas un hasard si nous avons intitulé le présent recueil de thèses fondamentales du Parti de 1920 *à aujourd'hui : « Défense de la continuité du programme communiste ». En fait, si le marxisme revendique avec fierté et ténacité son caractère invariant, plus d'un siècle d'histoire tourmentée du mouvement prolétarien démontre que l'opportunisme, qui se vante d'être nouveau et innovateur, rénové et rénovateur, inventif et toujours à la page, possède lui aussi une formidable invariance et qu'il se rattache à un fil rigoureusement continu. Les pages de* Que Faire ?, *où Lénine prend courageusement à bras le corps la première variante révisionniste que l'histoire du mouvement marxiste ait connue (puisque les « faux frères » proudhoniens et bakounistes appartenaient à une* autre *école), décrivent avec une clarté cristalline les traits caractéristiques et l'inévitable trajectoire de* tout *opportunisme ; et il est facile de constater non seulement que soixante-dix années n'ont ajouté* aucune *touche « nouvelle » à la grisaille* uniforme *du tableau, mais qu'elles ont confirmé le diagnostic d'un mal qui est toujours* le même *et qui, avec les années, ne peut que croître en virulence destructrice. On commence — nous citons textuellement Lénine — par « nier la possibilité de donner un fondement* scientifique *au socialisme et d'en prouver, du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire, la* nécessité *et l'*inéluctabilité *» ; puis par déduction logique, on nie « la misère croissante, la prolétarisation, l'aggravation des antagonismes capitalistes » (théorie du néo-capitalisme, mythe de la coexistence pacifique, etc.) ; un pas de plus et « on rejette catégoriquement l'idée de la dictature du prolétariat » (l'opportunisme dernier cri ne* déclare *plus « inconsistante la conception même du but final », mais n'est-ce pas à cette conclusion qu'il aboutit lorsqu'il parle d'une « voie pacifique au socialisme », ou d'un « socialisme aux différents visages » ? Quand il affirme le caractère « exceptionnel » de l'Octobre russe, fait-il autre chose que de nier le fondement scientifique de notre pronostic classique ou plutôt de reconnaître un fondement scientifique au pronostic inverse ? Puisque — même les cancres le savent — l'exception confirme la règle, la révolution et la dictature en Russie confirment le gradualisme et la démocratie); encore un petit pas et on réfute « l'opposition de principe entre le libéralisme (aujourd'hui, on pourrait ajouter le catholicisme) et le socialisme » ; et nous voici arrivés en fin de parcours avec « un parti démocratique de réformes » ouvert à toutes « les idées et à tous les éléments de la bourgeoisie » ; c'est ainsi que — pour avoir perdu le fil qui permettait de gravir la pente accidentée de la lutte d'émancipation prolétarienne « en se tenant fortement par la main » et en résistant à l'assaut « de toutes parts » de l'ennemi et à son « feu » constamment pointé sur nous — on se précipite dans le « marais d'à côté ».* 1902, *Messieurs des « voies nouvelles », ou* 1972 *?*

Ensuite, il y a ceux qui prétendent sortir de ce marais en redécouvrant pas à pas le trésor caché du « but final », en repoussant farouchement la doctrine scientifique, *le programme — fixé* une fois pour toutes *et rendu toujours plus* tranché dans ses traits immuables *par le bilan dynamique des heurts physiques entre les classes au cours de tout un siècle et à l'échelle du globe — et donc le parti qui est le dépositaire de ce programme* ou n'est rien ; *pour ceux-là, dire programme, doctrine et parti, c'est dire, horreur des horreurs, « dogmatisme, doctrinarisme, fossilisation » et (nous accepterons au moins cette nouveauté terminologique...) « talmudisme ». Le moins qu'on puisse dire de ces prétendus novateurs, est qu'ils ne s'aperçoivent pas qu'ils redescendent à reculons la même pente fatale ; ou bien ils s'agenouillent devant l'idole bourgeoise de la « liberté de pensée », ou bien ils s'en remettent aux caprices de l'histoire, aux flux et aux reflux d'un océan où ils se sont jetés sans boussole et sans capitaine, attendant que ces flux et ces reflux leur dictent la voie à suivre, alors qu'ils les engloutissent, les submergent et les ballottent comme de misérables fétus de paille : dans un cas comme dans l'autre, ils se livrent en* esclaves *au moment qui passe, à l'endroit qui se présente, au maître d'hier et d'aujourd'hui, d'ici et de partout.*

S'il est vrai qu'il « n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », s'il est vrai que l'opportunisme se définit par l' « absence de principes », alors on n'a pas le droit de parler de marxisme et de s'en déclarer un disciple, et encore moins un militant,

(1) Il ne s'agit pas d'une « représentation » formelle ; *vertreten* signifie en allemand *représenter*, mais avec le sens de *soutenir, combattre pour, défendre !*

si on ne l'accepte pas en bloc. *Le marxisme est comme une voûte : toutes ses pierres tiennent* ensemble *ou tombent* ensemble. *Il n'y a pas d'une part une doctrine hypocritement conservée dans la naphtaline d'un musée, et d'autre part un programme lancé à l'aventure. Il n'y a pas d'une part un programme devant lequel on s'agenouille le matin, et d'autre part une tactique libre de faire le trottoir le soir (et même le jour). Il n'y a pas d'un côté un marxisme qui est la doctrine des* lois *présidant à la naissance, au développement et à la fin catastrophique du mode de production capitaliste, et de l'autre un marxisme qui serait une attente agnostique de faits* imprévisibles *dans l'alignement des classes et demi-classes, dans les tournants, grands ou petits, de l'histoire. Il n'y a pas d'un côté une théorie du mouvement prolétarien et de l'autre une pratique, de même qu'il n'y a pas non plus de classe tant qu'il ne s'en est pas dégagé un* parti, *mais il n'y a pas de parti s'il n'y a pas de théorie, de principes, de programme et de directives tactiques ; ou alors il y a un simulacre infâme qu'on appelle parti et qui n'est qu'un récipient dans lequel il est permis de verser* n'importe quel *contenu, l'idéalisme en théorie, le machiavélisme en politique, le libéralisme en économie, et, pour couronner le tout, le fidéisme en... métaphysique (pour information, s'adresser au spectre de Staline, au spectre ambulant de Khrouchtchev et au candidat-spectre de Brejnev). Le fait est que, en lâchant le faisceau de ces fils divers mais indissociables, on ne perd pas seulement une « théorie » — s'il ne s'agissait que de cela, cette perte ne mériterait pas une larme du moindre prolétaire — mais le « mouvement » tout entier dont cette théorie est, si l'on veut, le cœur ou le cerveau : car, comme tous les cœurs et comme tous les cerveaux, cet organe n'a de raison d'être que s'il entraîne les membres de manière constante et précise, et il cesserait de battre ou de fonctionner si ceux-ci avaient la prétention de se mouvoir librement chacun pour soi, ou si lui-même avait la fatuité « d'agir en liberté ».*

Pendant plus d'un demi-siècle, notre courant a vécu en maintenant — comme le bolchevisme de Lénine avant que le tacticisme d'abord, le socialisme dans un seul pays ensuite, ne l'engloutissent — le fil continu *des positions programmatiques et tactiques* indissolublement *liées à l'*intégralité *de la doctrine. Il ne l'a pas fait par amour de la cohérence abstraite ni par manie de la rigueur logique, mais par conviction que dans l'alternance confuse des phases d'avancée et de recul du mouvement communiste, on ne préserve l'avenir qu'en préservant le passé au sein du présent et en le projetant dans l'avenir, faute de quoi on perd à la fois le passé, le présent et l'avenir.*

Les thèses, que nous publions ici comme autant de repères émanent d'un courant d'abord, d'un parti ensuite, qui a l'orgueil de se rattacher au Manifeste *de* 1848 *et qui s'y rattache d'autant plus qu'il ne se présente pas aux prolétaires avec un éclat trompeur emprunté aux noms de personnalités célèbres ou aspirant à le devenir. Rappelons*

*une fois de plus que, selon la phrase de Marx et Engels, « les positions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde ; elles ne sont que l'*expression générale *des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux ». Ces thèses ne sont pas nées du cerveau fécond d'un génie : elles sont l'expression condensée d'un mouvement réel étendu à toutes la planète, sans étiquette nationale ni limites temporelles. A la rigueur, on pourrait les lire en commençant par les dernières et les retrouver* toujours identiques à elles-mêmes, *si ce n'est que les dernières contiennent le bilan d'une chute dans l'opportunisme qui n'a pas de précédent dans l'histoire, et dont seuls les « talmudistes » ont pu, au lieu de réciter leur mea culpa, tirer une nouvelle raison d'affiler l'arme transmise par le passé, de la tenir solidement empoignée, et de la livrer intacte à ceux que l'Histoire appellera à l'utiliser pour décapiter le monstre horrible du capital. Dire cela aujourd'hui, c'est, nous le savons, aller à contre-courant : sur le chemin tourmenté de sa lutte, le prolétariat doit avoir un point de repère stable, une étoile polaire, afin de ne pas risquer à chaque pas de s'égarer et de devoir à chaque fois tout recommencer ; mais ce point de repère, il ne le trouvera qu'à la condition qu'une avant-garde, même petite, même « solitaire », sache résister aux suggestions de la dernière mode, et ne suive pas le destin pitoyable de ces mouvements qui durent l'espace d'un matin, renaissent l'espace d'un soir, disparaissent à nouveau dans l'espace d'une nuit, avec pour seul résultat de brouiller les cartes, de confondre les idées, de détruire des conquêtes laborieusement obtenues.*

Les lecteurs qui connaissent le premier volume de notre Storia della Sinistra *comprendront, d'après les préfaces qui présentent historiquement chacun des textes, que ces pages contiennent déjà le fil conducteur des volumes futurs, et ils tireront, nous l'espérons, la grande leçon des batailles que nous avons menées, non dans la stupide tour d'ivoire que les vendus de toute espèce font volontiers passer pour notre idéal, mais dans le vif des luttes ardentes et malheureuses au cours desquelles s'est joué, entre* 1920 *et* 1926, *le sort du nouvel Octobre mondial, avant que le mouvement ouvrier ne dévale jusqu'au bout la pente de la dégénérescence opportuniste, sous les ricanements cyniques de la classe dominante.*

THESES DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN (1920)

INTRODUCTION

Les thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (1) que nous reproduisons ici et qui sont extraites des numéros 16 et 17 des 6 et 27 juin 1920 de l'hebdomadaire *Il Soviet*, furent rédigées au printemps de la même année et approuvées par la Conférence nationale, tenue à Florence par la Fraction les 8 et 9 mai 1920.

Les « thèses » précèdent de quelques mois le IIe Congrès de l'Internationale Communiste (19 juillet-7 août 1920), celui qu'on appela, à juste titre, son véritable congrès constitutif. Elles représentent l'*unique* apport international qui coïncide parfaitement avec les principes inspirant le corps de thèses programmatiques et tactiques qui fut plus tard élaboré par ces assises mondiales du mouvement prolétarien. Elles sont, d'autre part, un exemple clair de ce que la Gauche attendait de ces mêmes assises — comme son représentant l'exprima au cours du débat sur les « conditions d'admission à l'Internationale Communiste », et comme cela fut dit encore plus

(1) Comme on le sait, notre courant, qui s'était déjà organisé à la fin de 1918 autour de l'hebdomadaire *Il Soviet* dans la ligne de la longue bataille soutenue durant la guerre sur les mêmes positions que Lénine et que la Gauche de Zimmerwald, se constitua en Fraction Communiste Abstentionniste au début de juillet 1919. L'adjectif « abstentionniste » fut conservé essentiellement pour distinguer notre Fraction de celle de Serrati, qui se proclamait elle aussi « communiste »; mais, comme cela saute aux yeux en lisant ces Thèses, ce qui la caractérisait et la définissait ce n'était pas la question particulière de l'abstentionisme, mais son adhésion *totale* à la doctrine révolutionnaire communiste, rétablie dans son intégralité par les bolcheviks, et dont les maximalistes italiens avaient une idée extrêmement confuse dans le meilleur des cas, et complètement déformée dans le pire.

explicitement dans des articles (1) publiés avant et après la constitution officielle du Parti Communiste d'Italie : à savoir un texte qui, partant de la définition générale des principes et des buts du mouvement communiste, en déduisît à la fois la critique des différentes « écoles » adverses et les normes d'action intangibles du parti (la « tactique ») à une échelle ni locale ni contingente, mais mondiale et historique, et opposât ainsi une barrière infranchissable aux trop nombreux réformistes qui s'étaient « convertis » à un communisme devenu « à la mode » (l'expression n'est pas de nous, elle est tirée du préambule aux *Conditions d'admission* du Komintern).

Les « thèses », en effet, ne sont pas conçues comme la plate-forme doctrinale et opérationnelle d'*un* parti *national*, mais comme un schéma des bases programmatiques et tactiques qui distinguent nécessairement le parti de la révolution communiste mondiale (2). Nous avons toujours soutenu et soutenons encore qu'au sujet du programme, on ne peut concevoir ni admettre une « consultation » préalable de courants ou d'individus, ni, une fois cette consultation faite, une acceptation « par discipline » de délibérations sanctionnées par une majorité : en fait, il s'agit d'adhérer ou non à un patrimoine collectif, impersonnel et invariable, sans lequel il serait vain de se dire ou de se prétendre communiste : « *à l'égard du programme* — dira Bordiga au nom de la Gauche au congrès de Moscou — *il n'existe pas de discipline. Ou on l'accepte ou on ne l'accepte pas ; et dans ce dernier cas, on quitte le parti. Le programme est une chose qui nous est commune à tous, ce n'est pas une chose qui est proposée par la majorité des camarades du parti* ».

(1) Voir *Il Soviet* n° 24 du 3 octobre 1920 (*Au sujet du Congrès communiste international*), ainsi que *Rassegna Comunista* n° 4 du 31 mai 1921 (*Parti et action de classe*) : « *Il aurait peut-être été préférable qu'au lieu de traiter les arguments dans l'ordre où il les a traités dans les différentes thèses, toutes théorico-tactiques, le Congrès définisse les bases de la théorie et du programme communiste, puisque l'adhésion des partis à l'Internationale devrait dépendre en premier lieu de leur acceptation de cette théorie et de ce programme ; il aurait ainsi pu formuler les règles d'action fondamentales que tous les adhérents doivent observer strictement dans la question syndicale, agraire, coloniale, etc.* » Voir notre brochure *Parti et classe*.

(2) L'exigence d'un programme *unique* pour toutes les sections de l'Internationale Communiste — qui de cette façon serait finalement devenue le « parti communiste mondial » — était si forte dans la Gauche qu'au IIe Congrès son porte-parole, dont le rôle dans la formulation définitive des conditions d'admission fut déterminant, demanda qu'au lieu d'inviter, comme on le faisait dans le projet initial des bolcheviks, « *les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates* » à « *les réviser sans retard* » et à « *élaborer un nouveau programme communiste adapté* aux conditions particulières de leur pays *et conçu dans l'esprit des délibérations de l'Internationale Communiste* », on prescrive au contraire « *d'élaborer un programme dans lequel les principes de l'Internationale Communiste soient* fixés d'une manière non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux : *la minorité du parti qui se déclare opposée à ce programme doit, pour cette raison, être exclue de l'organisation du parti* ». On aurait ainsi exclu par avance les « exceptions nationales », qui fourniront aux groupes opportunistes une arme précieuse pour éluder les questions de fond et serviront ensuite à faire passer la désastreuse formule des « voies nationales au socialisme », manifestation extrême de la trahison.

Voir *Les Conditions d'admission à l'I.C.*, dans *Programme Communiste*, n° 43-44.

Ces thèses constituent, d'autre part, l'*unique* apport international à la solution des problèmes du mouvement communiste qui soit en parfait accord avec les positions âprement défendues par les bolcheviks : la preuve en est que malgré la faiblesse des relations internationales à l'époque, les thèses affrontent un à un les thèmes mêmes du IIe Congrès mondial, sans qu'affleure *jamais* une seule des déviations théoriques qui commençaient à se manifester dès cette époque, particulièrement en Allemagne, à l'égard des questions fondamentales : la question du parti comme *organe* de la révolution prolétarienne et de sa dictature, celle des rapports entre le parti et les organisations économiques de la classe ouvrière, celle des conditions nécessaires pour la constitution des Soviets et de la nature spécifique de ceux-ci ; il en est de même pour le problème controversé du « parlementarisme révolutionnaire », au sujet duquel on ne répétera jamais assez que la position prise par la Gauche n'avait et n'eut jamais rien de commun avec les positions d'origine anarcho-syndicaliste des abstentionnistes allemands et hollandais (1). Le schéma des thèses n'a, d'autre part, rien d'académique (2) ; sa formulation est une arme tranchante qui trace une ligne de démarcation entre le parti de classe et toute formation politique soi-disant voisine, sur le double plan de la théorie et de la pratique — deux termes que le marxisme considère comme indissociables par définition : la théorie n'est plus la théorie, si elle est isolée de la pratique (c'est-à-dire de la lutte réelle d'émancipation du prolétariat), et la pratique n'atteint pas son but, et se transforme même en son contraire, si elle est détachée de la théorie et si elle s'en remet dans son développement au jeu imprévu et imprévisible des flux et des reflux des situations contingentes.

La définition, dans la première partie des thèses, de la doctrine et du programme — c'est-à-dire du but final et des voies nécessaires qui y conduisent — est, comme toujours pour nous, la condition d'une *sélection organique* des militants, sans laquelle serait impossible l'action efficace, sûre et disciplinée de ce que les thèses appellent, en anticipant sur les formules classiques du IIe Congrès, l' « organe » de la lutte révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. Et cette définition qui exclut, ne serait-ce que comme sujet de discussion, toute « version » du marxisme fondée sur des prémisses idéalistes, exclut également toute conception de la lutte historique d'émancipation prolétarienne qui méconnaîtrait ou ignorerait les développements inévitables de cette lutte ou qui les considérerait comme pouvant déboucher sur des solutions différentes, entre lesquelles l' « expérience » seule permettrait de décider en « connaissance de cause ».

Ainsi, la présentation des fondements idéologiques (le matérialisme dialectique) et programmatiques (réalisation du communisme par l'*unique* voie de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de l'exercice de la dictature prolétarienne, avec toutes les mesures d'ordre politique et économique qui en découlent, sous la direction hégémonique du parti), cette présentation qui reparaîtra sous une forme plus synthétique mais

(1) Voir à ce sujet nos brochures *La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, Parti et classe*, et notre *Storia della Sinistra* (en langue italienne).

(2) C'est à dessein que nous parlons de « schéma », car dès cette époque la Gauche revendiquait la nécessité de donner une formulation *stable* à toute une série de points programmatiques et tactiques, *fût-ce au prix* d'une certaine *simplification*, d'ailleurs inévitable, et qui est loin d'être sans efficacité pour l'action pratique, puisque ces points sont et doivent être aussi des *mots d'ordre !*

aussi plus lapidaire dans les huit points du programme de Livourne (janvier 1921) forme un tout organique avec la dénonciation et la démolition critique des doctrines adverses : et par doctrines « adverses », nous entendons non seulement celles qui émanent de la classe bourgeoise (libéralisme, démocratisme) ou de ses valets réformistes (gradualisme, réformisme, parlementarisme, ministérialisme), mais aussi celles qui dissimulent sous un langage apparemment révolutionnaire leur nature opportuniste et leur origine petite-bourgeoise : maximalisme, syndicalisme, anarchisme, ordinovisme (1) et, de façon générale, immédiatisme.

Il n'est pas sans intérêt de noter que cette seconde partie aussi révèle une convergence totale avec les futures thèses fondamentales du IIe Congrès du Komintern, à une seule différence près, mais d'importance : à savoir qu'elle condense, dans un *unique texte de base*, impératif et obligatoire pour tous, le verdict historique communiste condamnant toute vision du processus révolutionnaire (et donc aussi de ses buts et de ses moyens de lutte) qui nierait ou même seulement éluderait *un seul* des postulats programmatiques du parti selon Marx, Engels et Lénine.

Encore une fois, ce n'est pas un « luxe » théorique qui guidait la main des rédacteurs, mais une conscience précise des nécessités permanentes de la gigantesque lutte révolutionnaire du prolétariat, confirmées par le sanglant bilan de ses victoires temporaires, et plus encore de ses défaites pleines d'enseignements dans les pays de capitalisme avancé, pourris de démocratie et imprégnés d'idéologie bourgeoise depuis plus d'un siècle. Ils savaient, en effet, que la renaissance du mouvement révolutionnaire marxiste sur les ruines de la IIe Internationale et de ses partis, presque tous souillés par leur adhésion ouverte ou dissimulée à la guerre et par leur capitulation devant les idoles du démocratisme interclassiste, ne serait pas pleine et durable, s'il subsistait une équivoque sur un seul de ces points-clé. De même, l'acceptation générale des principes de la destruction violente de l'Etat bourgeois, comme objectif auquel devaient tendre toutes les forces des partis communistes naissants, ne devait pouvoir recouvrir aucune divergence sur les questions fondamentales : parti (la *constitution du prolétariat en classe* de Marx), dictature (la *constitution du prolétariat en classe dominante*), rapports entre parti et classe, entre lutte politique et lutte économique, entre objectifs finaux et buts contingents, organes de combat. Le bilan des quarante années qui suivirent montre, de façon irréfutable, que le maximum de clarté doit être fait sur tous ces problèmes et sur toutes les graves déviations qui s'y sont rattachées en un siècle d'histoire du mouvement prolétarien, si on veut éviter des « récidives » trop fréquentes et des défaites fatales.

Mais c'est peut-être la troisième partie de ces thèses qui est la plus vitale pour nous, car la restauration du programme et des principes généraux du communisme révolutionnaire s'y trouve complétée par une première « codification » des normes tactiques indispensables, conformément à ce qui sera une revendication constante de la Gauche, malheureusement mal accueillie ou mal comprise par l'Internationale. On fera plus tard des gorges chaudes sur le « schématisme » dans lequel nous serions tombés en insistant pour que les grandes lignes de l'action tactique du parti dans

(1) Doctrine du groupe de Turin organisé autour de la revue *L'Ordine Nuovo*.

les développements successifs de la lutte soient fixées avec le maximum de rigueur possible, et rendues tout aussi impératives que les grandes lignes du programme. Et pourtant, les vingt et une conditions d'admission, imposées quelques mois après par l'Internationale à tous les partis désireux d'y entrer, ne sont pas autre chose qu'une formulation *sans appel* de normes tactiques toutes impératives, puisque le fait d'en transgresser une seule était suffisant pour exclure comme non-communiste un parti qui prétendait l'être. « *Il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire* », avait proclamé Lénine. Cela ne peut signifier qu'une chose : ou bien la doctrine marxiste est le *guide* de l'action d'émancipation du prolétariat, *ou bien elle n'est rien du tout ;* confier la solution des problèmes pratiques soulevés par la lutte de classe aux sollicitations des contingences immédiates et locales signifie trahir à la fois et la doctrine et la lutte pratique, et se placer sur la pente de cet opportunisme que Lénine a défini, selon une formule valable pour toutes les époques, comme une « *absence de principes* ». C'est un fait que, par exemple, la tactique du parti dans les phases de révolution double, prévues par Marx pour l'Allemagne de 1848-1850 et par Lénine pour la Russie de 1917 (ou pour l'Orient dans les années suivantes), ne peut être identique à la tactique qu'exigent les pays et les phases historiques de révolution « unique » ; mais il s'agit d'une diversité *prévue* par le marxisme comme est prévu le camp dans lequel se rangent *fatalement* les partis bourgeois et les courants opportunistes dans les différentes phases de la lutte. Ou bien, pour prendre un second exemple, c'est un fait que les thèses de Lénine sur le parlementarisme révolutionnaire laissent *ouverte* l'éventualité, soit de la participation aux campagnes électorales et au parlement (mais toujours dans un but subversif), soit de leur boycottage ; mais il s'agit précisément d'une alternative *prévue et codifiée*, en rapport avec des situations prévisibles et codifiables de façon marxiste, et qui ne tolère pas de « solution de rechange ». L' « élasticité tactique » sur laquelle on insistera tant *par la suite* jusqu'à l'identifier avec l'éclectisme puis avec l'agnosticisme, avait toujours été rigoureusement maintenue par les bolcheviks dans des limites coïncidant avec les frontières invariables du *programme ;* elle n'avait jamais signifié l'abandon au caprice des situations, au hasard d'événements obscurs et impénétrables ou, pire, aux intuitions d'individus ou d'un parti prétendument immunisé une fois pour toutes contre l'opportunisme.

De même, il est vrai que certaines tactiques aujourd'hui manifestement insoutenables — comme celle du parlementarisme révolutionnaire — eurent une justification historique et une fonction positive dans une certaine période du mouvement ouvrier (et, comme la Gauche le dira au IIe Congrès, conservent cette justification et cette fonction dans des aires géo-historiques données) ; mais ce dont il s'agissait, c'était (et c'est toujours) de savoir si la phase ouverte pour le capitalisme et donc pour le prolétariat par la première guerre mondiale dans les pays de capitalisme non seulement mûr mais pourri (phase que l'on ne peut apprécier à l'aune d'une année ou d'un mois, mais de tout un cycle), permet d'adopter ces tactiques en vue de la bataille décisive pour le pouvoir, ou si, au contraire, notre *prévision* de cette issue n'impose pas nécessairement qu'on les abandonne *précisément et uniquement* dans l'intérêt de la préparation du parti et des masses prolétariennes à la lutte finale. Enfin, il est vrai qu'une chose est l'action du parti dans les phases de préparation à ce heurt des classes, avec toutes les manœuvres tactiques que cette préparation comporte, autre chose est

son action dans les phases d'assaut direct pour le pouvoir. Mais la tactique à suivre dans la première phase n'est valable, c'est-à-dire efficace dans la pratique, que dans la mesure où elle *ne rompt pas mais renforce* la continuité de programme, d'agitation, de lutte, et donc aussi d'organisation, qui est le véritable gage de succès ou, en tout cas, de haute combativité dans la phase finale. Et c'est dans cette perspective que la tactique doit être *prévue* (1), *expliquée aux militants, exposée aux masses, et constamment appliquée dans les batailles quotidiennes*, car c'est justement cette convergence étroite du programme, de la propagande et de l'action dans le vif de la lutte qui est la condition d'une influence non passagère et fictive, mais réelle du parti sur les couches ouvrières qui, dans la dynamique historique, dans l'affrontement inévitable prévu par le marxisme non seulement avec les partis bourgeois et leur Etat, mais aussi avec l'opportunisme, s'ouvrent à la conscience — confuse, peu importe — que la voie tracée par le parti est la *seule* voie possible et que sa direction est unique et *irremplaçable.*

Au départ, on ne tombe pas dans l'opportunisme par choix « délibéré », mais parce qu'on croit, de façon illusoire, qu'on peut atteindre le succès plus rapidement par la voie la moins ardue, la plus immédiatement accessible aux réactions *instinctives* des masses, *et apparemment* la moins hérissée d'obstacles. Le grand « art » de la tactique révolutionnaire réside dans la capacité de *toujours tenir*, même dans les moments les plus difficiles, un cap que nous avons *prévu et proclamé comme unique.* La soudure entre l'action consciente de l'organe politique et l'action physique et élémentaire des masses, processus dont la plus ou moins grande rapidité dépend certes en premier lieu de facteurs objectifs (mais le parti, en tant qu'il agit, est lui-même un facteur objectif de l'histoire), s'établira justement dans la mesure où le parti aura opiniâtrement résisté à la tentation de la voie courte, de la voie sans obstacles, de la voie « nouvelle », et où il aura suivi la voie difficile mais sûre, sur laquelle les prolétaires seront poussés non par nous mais par *les faits* eux-mêmes, quel que soit leur parti, quelle que soit leur catégorie, quelle que soit la couleur de leur peau.

Forte de cette conviction, la Gauche adopta, en mai 1920, ces directives tactiques que le IIe Congrès du Komintern confirmera avec force en leur donnant une validité statutaire (en ce qui concerne, par exemple, les syndicats, les conseils d'usine, les soviets, la propagande dans l'armée, les méthodes d'organisation, etc.) ; mais elle les compléta en condamnant par avance les fronts uniques politiques, y compris avec des forces qui acceptent le principe de la révolution violente mais qui, à cause de divergences radicales sur le plan théorique et *donc* pratique, rejettent notre manière de concevoir et d'apprécier les développements ultérieurs de la lutte révolutionnaire dans le domaine bien plus difficile et vital de l'après-révolution (2). Selon nous, cette condamnation valait (et vaut toujours)

(1) La définition de la tactique (ou action) « directe » et « indirecte » du parti se trouve dans les *Thèses de Rome*, de 1922, qu'on pourra lire plus loin.

(2) Ceci valait et vaut en particulier pour les anarchistes, les syndicalistes-révolutionnaires, etc., dans le cadre d'une polémique aussi vieille que le marxisme et qui fut particulièrement âpre en Italie (voir dans le tome 1 de la *Storia della Sinistra* les articles intitulés : « *L'erreur de l'unité prolétarienne - Polémique sur plusieurs fronts* » et « *Le front unique révolutionnaire ?* », tirés du *Soviet* du 1-6 et du 15-6-1919).

à plus forte raison pour les propositions de front unique avec des partis que nous considérons et dénonçons publiquement comme contre-révolutionnaires : la social-démocratie, le centrisme et leurs innombrables variantes. En 1920, année de luttes ardentes et acharnées, personne n'imaginait qu'on pourrait un jour leur tendre le rameau d'olivier d'un accord, fût-il momentané. C'est pourtant ce qu'on fit, sous le prétexte fallacieux que leur refus, prévu, de notre invitation publique, ouvrirait les yeux aux prolétaires militant encore dans leurs rangs, sans voir que cette éventualité lointaine ne pouvait compenser la confusion *certaine* que l'offre d'un bloc unique ou d'un appui parlementaire à des « partis ouvriers » en pleine putréfaction allait répandre dans l'esprit d'un nombre bien plus important de prolétaires (et de prolétaires bien autrement aguerris), entravant le processus normal d'orientation politique et pratique. Les manifestations même embryonnaires d'un abandon de la voie correcte ont leur constance dans l'histoire, et cette constance doit nous permettre de les prévoir au lieu de les *subir*. C'est pourquoi ces mêmes thèses préfigurent les discussions de 1921-1922 sur la question de la « conquête de la majorité ». Elles ne repoussent certes pas le principe évident que le parti n'est pas le parti s'il ne met pas tout en œuvre pour gagner sur les prolétaires le maximum d'influence compatible avec la situation objective ; mais elles refusent de prendre comme critère de l'efficacité du parti le nombre *brut* de ses adhérents ou le critère encore plus flou du nombre de ses sympathisants, et de lui sacrifier l'ensemble des autres facteurs, bien plus déterminants, dont le parti ne peut s'assurer la possession que s'il sait rester ouvertement, non en paroles mais dans l'action pratique, *fidèle à lui-même*.

En commentant les textes suivants, nous verrons comment le problème de la tactique s'est présenté quelques années plus tard, justement sur ces questions fondamentales, d'une part pour l'Internationale, d'autre part pour la Gauche. Il nous reste ici à attirer l'attention sur le fait que la divergence *mineure* entre Moscou et nous, celle qui portait sur l'abstentionnisme opposé au « parlementarisme révolutionnaire », premièrement, ne modifiait en rien notre *identité de vue* sur les institutions démocratiques et sur le sort que le prolétariat devra leur réserver, et deuxièmement, ne mettait en cause aucune question de principe, puisque notre abstentionnisme se fondait non sur des lubies idéalistes de style anarchisant mais sur des considérations *pratiques*, qui le rendent impératif dans les aires géographiques et les époques historiques de capitalisme avancé ; c'était, autrement dit, la revendication d'une *méthode* bien plus apte à favoriser le regroupement des masses prolétariennes sur le front de la négation totale et définitive de l'Etat bourgeois, et à concentrer les forces du parti dans la bataille pour la conquête *violente* du pouvoir et pour l'exercice de la *dictature*, ces deux manifestations suprêmes de notre *antidémocratisme*.

Le bilan des cinquante dernières années prouve, de façon écrasante, que le « parlementarisme révolutionnaire » fut une des failles par lesquelles — contre toute attente des partisans des « tactiques audacieuses » — des partis et des groupes *purement parlementaires, et ce jusqu'à la moelle*, purent entrer dans l'Internationale de Lénine. Mais beaucoup plus que cet aspect relativement secondaire de la pratique révolutionnaire, ce bilan met vivement en lumière la nécessité de bannir définitivement toute possibilité de transiger sur *l'ensemble* des postulats d'action du parti de classe, comme sur leurs bases de principe. Nous ne prétendions ni que

le programme de l'Internationale dût nécessairement être celui que la Gauche avait formulé en 1920, ni que des thèses de doctrine, de programme et de tactique suffiraient à préserver le parti de la révolution communiste des contre-coups catastrophiques de rapports de forces défavorables, ou à lui garantir la victoire lors de situations objectives montantes. Il est toutefois *certain* que le processus de dégénérescence de l'Internationale n'aurait pas été aussi rapide ni aussi faiblement contrecarré, et que la reprise prolétarienne après la tourmente stalinienne ne serait pas aujourd'hui aussi difficile ni aussi douloureuse, si on avait dressé la barrière d'une plate-forme politique analogue, en en faisant la *condition* d'appartenance au « parti mondial unique » : on aurait risqué d'y perdre un peu en résultats numériques et en prestige, mais on y aurait gagné en clarté théorique, en efficacité pratique, et en cohésion organisative.

Au IIe Congrès de Moscou, la Gauche lança un cri d'alarme en avertissant l'Internationale que, chassé par la porte, l'opportunisme pourrait bien rentrer par la fenêtre — danger de plus en plus pressant à mesure que s'éloignait l'épreuve de la première guerre impérialiste, et que le premier acte de la révolution était reporté dans un futur pas forcément proche (1).

Ce qui alors pouvait sembler excès de rigidité, sinon abstraction pure, apparaît aujourd'hui comme la dure mais réaliste condition de toute reprise du mouvement prolétarien marxiste, dans la fidélité à cette vision intégrale du cours des luttes de classes, de leur déroulement et de leur issue finale, dont on ne peut briser un seul maillon sans détruire, qu'on le veuille ou non, la chaîne entière.

(1) Contre toute prétendue « reconstruction » posthume des faits historiques, il nous faut rappeler ici que le jugement de la Gauche sur les potentialités révolutionnaires des années 1920-1921 (comme on peut le voir dans le discours déjà cité de notre représentant au Congrès de Moscou) était bien moins optimiste que celui des bolcheviks et, par là même, du Komintern ; et nous le disons non par scrupule... professoral de rétablir la « vérité », mais parce que cela répond à l'objection éculée que nous font ceux pour qui la voie que nous traçions convenait (« peut-être ») pour une situation révolutionnaire, mais n'offrait pas d' « alternative » pour des situations de reflux. La réalité est que, alors comme aujourd'hui, nous nous préoccupions non pas tant de la première heure de la révolution — où les meilleures forces prolétariennes trouvent tout naturellement et presque mécaniquement leur chemin et, à condition qu'il y ait le parti, *le suivent* jusqu'au bout — que de la dure veille révolutionnaire, pendant laquelle il est si facile d'oublier, dans l'ardeur de l'enthousiasme, que « *qui n'est pas avec nous est contre nous* » (la phrase est de Marx et de Rosa Luxembourg, et non de Mussolini), et encore plus des difficile lendemains, qui peuvent nous réserver des temps d'arrêt ou, pire, des défaites, quand il est *presque* fatal de sacrifier à une illusoire perspective de survie immédiate les *raisons* de notre combat *de toujours*. Et c'est cela même qui fonde ce qu'on peut cette fois appeler notre « optimisme », le même que celui de Marx, d'Engels et de Lénine dans les périodes les plus sombres, comme dans les périodes les plus éclatantes de la montée prolétarienne à l'assaut du ciel de la révolution communiste.

THÈSES DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

- MAI 1920 -

I

1. Le communisme est la doctrine des conditions sociales et historiques de l'émancipation du prolétariat.

L'élaboration de cette doctrine commença dans la période des premiers mouvements prolétariens contre les effets du système de production bourgeois ; elle prit forme dans la critique marxiste de l'économie capitaliste, la méthode du matérialisme historique, la théorie de la lutte des classes et la conception des développements que présentera le processus historique de la chute du régime capitaliste et de la révolution prolétarienne.

2. C'est sur la base de cette doctrine, dont la première et fondamentale expression systématique est le *Manifeste du Parti communiste* de 1848, que se constitue le Parti communiste.

3. Au cours de la présente période historique, la situation créée par les rapports de production bourgeois, fondés sur la possession privée des moyens de production et d'échange, sur l'appropriation privée des produits du travail collectif, sur la libre concurrence dans le commerce privé de tous les produits, devient de plus en plus intolérable pour le prolétariat.

4. A ces rapports économiques correspondent les institutions politiques propres au capitalisme : l'Etat à représentation démocratique et parlementaire. Dans une société divisée en classes, l'Etat est l'organisation du pouvoir de la classe privilégiée sur le plan économique. Bien que la bourgeoisie représente la minorité de la société, l'Etat démocratique représente le système de la force armée organisée en vue de la conservation des rapports de production capitalistes.

5. La lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste revêt des formes successives : de la destruction violente des machines à l'organisation de métier pour l'amélioration des conditions de travail, aux Conseils d'usine et aux tentatives de prise de possession des entreprises.

A travers toutes ces actions particulières, le prolétariat se dirige vers la lutte révolutionnaire décisive contre le pouvoir d'Etat bourgeois qui empêche que les actuels rapports de production puissent être brisés.

6. Cette lutte révolutionnaire est le conflit de toute la classe prolétarienne contre toute la classe bourgeoise. Son instrument est le parti politique de classe, le parti communiste, qui réalise l'organisation consciente de l'avant-garde du prolétariat qui a compris la nécessité d'unifier son action, dans

l'*espace* en dépassant les intérêts des groupes, catégories ou nationalités particulières, dans le *temps* en subordonnant au résultat final de la lutte les avantages et les conquêtes partiels qui ne modifient pas l'essence de la structure bourgeoise.

C'est donc seulement l'organisation en parti politique qui réalise la constitution du prolétariat en classe luttant pour son émancipation.

7. Le but de l'action du Parti communiste est le renversement violent de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'organisation de celui-ci en classe dominante.

8. Alors que la démocratie parlementaire avec la représentation des citoyens de chaque classe est la forme que revêt l'organisation de la bourgeoisie en classe dominante, l'organisation du prolétariat en classe dominante se réalisera par la dictature du prolétariat, c'est-à-dire par un type d'Etat dont la représentation (système des Conseils ouvriers) sera désignée par les seuls membres de la classe travailleuse (prolétariat industriel et paysans pauvres), les bourgeois étant exclus du droit de vote.

9. Après que la vieille machine bureaucratique, policière et militaire ait été mise en pièces, l'Etat prolétarien unifiera les forces armées de la classe laborieuse en une organisation chargée de réprimer toutes les tentatives contre-révolutionnaires de la classe dépossédée, et de réaliser les mesures d'intervention dans les rapports bourgeois de production et de propriété.

10. Le processus par lequel on passera de l'économie capitaliste à l'économie communiste sera extrêmement complexe, et ses phases seront différentes selon les différents degrés de développement économique. Le terme de ce processus est la réalisation complète de la possession et de la gestion des moyens de production par toute la collectivité unifiée, ainsi que de la distribution centrale et rationnelle des forces productives parmi les diverses branches de la production, et enfin de l'administration centrale par la collectivité dans la répartition des produits.

11. Quand les rapports de l'économie capitaliste auront été entièrement éliminés, l'abolition des classes sera un fait accompli et l'Etat, en tant qu'appareil politique du pouvoir, aura été remplacé progressivement par l'administration collective rationnelle de l'activité économique et sociale.

12. Le processus de transformation des rapports de production s'accompagnera d'une longue série de mesures sociales reposant sur le principe que la collectivité prend en charge l'existence matérielle et intellectuelle de tous ses membres. De cette manière seront progressivement éliminées toutes les tares dégénératives que le prolétariat a héritées du monde capitaliste et — selon les termes du *Manifeste* — à la vieille société divisée en classes antagonistes se substituera une association dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

13. Les conditions de la victoire du pouvoir prolétarien dans la lutte pour la réalisation du communisme ne se trouvent pas tant dans l'utilisation rationnelle des compétences pour les tâches techniques, que dans le fait que

l'on confie les charges politiques et le contrôle de l'appareil d'Etat à des hommes qui font passer l'intérêt général et le triomphe final du communisme avant les intérêts limités et particuliers des groupes.

Puisque précisément le Parti communiste est l'organisation des prolétaires qui ont cette conscience de classe, le but du parti sera de conquérir par sa propagande les charges électives dans l'organisation sociale pour ses adhérents. La dictature du prolétariat sera donc la dictature du Parti communiste, et celui-ci sera un parti de gouvernement dans un sens totalement opposé à celui des vieilles oligarchies, car les communistes endosseront les charges qui exigeront le maximum de renoncement et de sacrifice, et prendront sur eux la part la plus lourde de la tâche révolutionnaire qui incombe au prolétariat dans le dur travail qui enfantera un monde nouveau.

II

1. La critique communiste qui s'élabore sans trêve sur la base de ses méthodes fondamentales et la propagande des conclusions auxquelles elle aboutit, ont pour but d'extirper les influences qu'exercent sur les prolétaires les systèmes idéologiques propres aux autres classes et aux autres partis.

2. En premier lieu, le communisme déblaie le terrain des conceptions idéalistes, selon lesquelles les faits du monde de la pensée sont la base — et non le résultat — des rapports réels de la vie de l'humanité et de leur développement. Toutes les formulations religieuses et philosophiques de ce genre sont à considérer comme le bagage idéologique de classes dont la domination, qui précéda l'époque bourgeoise, reposait sur une organisation ecclésiastique, aristocratique ou dynastique, qui ne se justifiait que par une prétendue investiture supra-humaine.

Un symptôme de décadence de la bourgeoisie moderne est la réapparition en son sein, sous des formes renouvelées, de ces vieilles idéologies qu'elle avait pourtant elle-même détruites.

Un communisme qui se fonderait sur des bases idéalistes serait une absurdité inacceptable.

3. De façon plus caractéristique encore, le communisme représente la démolition critique des conceptions du libéralisme et de la démocratie bourgeoise. L'affirmation juridique de la liberté de pensée et de l'égalité politique des citoyens, la conception selon laquelle les institutions fondées sur le droit de la majorité et sur le mécanisme de la représentation électorale universelle sont une base suffisante pour un progrès indéfini et graduel de la société humaine, sont les idéologies qui correspondent au régime de l'économie privée et de la libre concurrence, et aux intérêts de classe des capitalistes.

4. C'est une des illusions de la démocratie bourgeoise que de croire que l'on peut parvenir à une amélioraion des conditions de vie des masses au travers d'un développement de l'éducation et de l'instruction par les classes dirigeantes et leurs institutions. L'élévation du niveau intellectuel des grandes masses a, tout au contraire, comme condition un meilleur niveau de vie

matérielle, incompatible avec le régime capitaliste ; d'autre part, à travers ses écoles, la bourgeoisie tente de répandre justement les idéologies qui tendent à empêcher les masses de reconnaître dans les institutions actuelles l'obstacle à leur émancipation.

5. Une autre des affirmations fondamentales de la démocratie bourgeoise est le principe de nationalité. La formation des Etats sur une base nationale correspond aux nécessités de classe de la bourgeoisie au moment où elle établit son propre pouvoir, car elle peut ainsi se prévaloir des idéologies nationales et patriotiques, correspondant à certains intérêts communs, dans la période initiale du capitalisme, aux hommes de même race, de même langue et de mêmes coutumes, pour retarder et atténuer l'antagonisme entre l'Etat capitaliste et les masses prolétariennes.

Les irrédentismes nationaux naissent donc d'intérêts essentiellement bourgeois.

La bourgeoisie elle-même n'hésite pas à fouler aux pieds le principe de nationalité dès que le développement du capitalisme lui impose la conquête, souvent violente, de marchés extérieurs, entraînant ainsi des conflits entre les grands Etats qui se les disputent. Le communisme dépasse le principe de nationalité, en ce qu'il met en évidence l'analogie de situation dans laquelle se trouvent les travailleurs sans réserves face aux employeurs, quelle que soit la nationalité des uns et des autres ; il pose l'union internationale comme type de l'organisation politique que le prolétariat formera quand il accédera à son tour au pouvoir.

A la lumière donc de la critique communiste, la récente guerre mondiale a été engendrée par l'impérialisme capitaliste. Ceci met en pièces les diverses interprétations tendant à la présenter, du point de vue de l'un ou de l'autre Etat bourgeois, comme une revendication du droit national de certains peuples, ou comme un conflit d'Etats démocratiquement plus avancés contre des Etats organisés en des formes prébourgeoises, ou enfin comme une prétendue nécessité de se défendre contre l'agression ennemie.

6. Le communisme s'oppose également aux conceptions du pacifisme bourgeois et aux illusions wilsoniennes sur la possibilité d'une association mondiale des Etats, fondée sur le désarmement et l'arbitrage et ayant pour condition l'utopie d'une subdivision des unités étatiques selon les nationalités. Pour les communistes, les guerres ne seront rendues impossibles et les questions nationales résolues que lorsque le régime capitaliste aura été remplacé par la République Internationale Communiste.

7. Sous un troisième aspect, le communisme se présente comme le dépassement des systèmes de socialisme utopique qui proposaient d'éliminer les défauts de l'organisation sociale au moyen de plans achevés de nouvelles constitutions de la société, dont la possibilité de réalisation n'était en aucune façon mise en rapport avec le développement réel de l'histoire et était confiée aux initiatives de potentats ou à l'apostolat de philantropes.

8. L'élaboration par le prolétariat d'une interprétation théorique propre de la société et de l'histoire, capable de diriger son action contre les rapports sociaux du monde capitaliste, donne continuellement lieu à un foisonnement

d'écoles ou de courants plus ou moins influencés par l'immaturité même des conditions de la lutte et par les préjugés bourgeois les plus divers. De tout cela découlent des erreurs et des échecs de l'action prolétarienne ; mais c'est avec ce matériel d'expérience que le mouvement communiste parvient à préciser de plus en plus clairement les traits de sa doctrine et de sa tactique, en se différenciant nettement de tous les autres courants qui s'agitent au sein même du prolétariat et en les combattant ouvertement.

9. La constitution de coopératives de production, où le capital appartient aux ouvriers qui y travaillent, ne peut constituer une voie vers la suppression du système capitaliste, car l'acquisition des matières premières et la distribution des produits s'y effectuent selon les lois de l'économie privée, et le crédit, et donc le contrôle du capital privé, finissent par s'exercer sur le capital collectif de la coopérative elle-même.

10. Les organisations économiques professionnelles ne peuvent être considérées par les communistes, ni comme des organes suffisant à la lutte pour la révolution prolétarienne, ni comme des organes fondamentaux de l'économie communiste.

L'organisation en syndicats professionnels sert à neutraliser la concurrence entre les ouvriers de même métier et empêche que les salaires ne tombent au niveau le plus bas ; mais, pas plus qu'elle ne peut parvenir à éliminer le profit capitaliste, elle ne peut réaliser l'union des travailleurs de toutes les professions contre le privilège du pouvoir bourgeois. D'autre part, le simple transfert de la propriété des entreprises du patron privé au syndicat ouvrier ne saurait réaliser les postulats économiques du communisme, selon lequel la propriété doit être transférée à toute la collectivité prolétarienne, car c'est là le seul moyen d'éliminer les caractères de l'économie privée dans l'appropriation et la répartition des produits.

Les communistes considèrent le syndicat comme le lieu d'une première expérience prolétarienne, qui permet aux travailleurs d'aller plus loin, vers l'idée et la pratique de la lutte politique, dont l'organe est le parti de classe.

11. De façon générale, c'est une erreur de croire que la révolution est une question de forme d'organisation des prolétaires selon les regroupements qu'ils forment de par leur position et leurs intérêts dans le cadre du système capitaliste de production.

Ce n'est donc pas une modification de la structure des organisations économiques qui peut donner au prolétariat le moyen efficace de son émancipation.

Les syndicats d'entreprise et les conseils d'usine surgissent comme organes de défense des intérêts des prolétaires des différentes entreprises, lorsque commence à apparaître la possibilité de limiter l'arbitraire capitaliste dans la gestion de celles-ci. Mais l'obtention par ces organisations d'un droit de contrôle plus ou moins large sur la production n'est pas incompatible avec le système capitaliste ; il pourrait même être pour celui-ci un dernier recours pour sa conservation.

Même le transfert de la gestion des entreprises aux conseils d'usine ne constituerait pas (comme nous l'avons dit à propos des syndicats) l'avènement

du système communiste. Selon la conception communiste véritable, le contrôle ouvrier sur la production ne se réalisera qu'après le renversement du pouvoir bourgeois et il sera le contrôle de tout le prolétariat unifié dans l'Etat des conseils sur la marche de chaque entreprise ; la gestion communiste de la production sera la direction de toutes les branches et de toutes les unités productives par des organes collectifs rationnels qui représenteront les intérêts de tous les travailleurs associés dans l'œuvre de construction du communisme.

12. Les rapports capitalistes de production ne peuvent pas être modifiés par l'intervention des organes du pouvoir bourgeois.

C'est pourquoi le transfert des entreprises privées à l'Etat ou aux administrations locales ne correspond pas le moins du monde à la conception communiste. Un tel transfert s'accompagne toujours du paiement de la valeur capital des entreprises aux anciens possesseurs qui conservent ainsi intégralement leur droit d'exploitation ; les entreprises elles-mêmes continuent de fonctionner comme entreprises privées dans le cadre de l'économie capitaliste ; elles deviennent souvent des moyens opportuns pour l'œuvre de conservation et de défense de classe développée par l'Etat bourgeois.

13. L'idée que l'exploitation capitaliste du prolétariat puisse être graduellement atténuée, puis éliminée par l'œuvre législatrice et réformatrice des institutions politiques actuelles, qu'elle soit sollicitée de l'intérieur par les représentants du parti prolétarien dans ces institutions ou même par l'agitation des masses, ne conduit qu'à se rendre complice de la défense des privilèges de la bourgeoisie, qui feint parfois d'en céder une part minime, pour tenter d'apaiser la colère des masses et dévier leurs efforts révolutionnaires dirigés contre les bases du régime capitaliste.

14. La conquête par le prolétariat du pouvoir politique, même considéré comme but intégral de l'action, ne peut être réalisée à travers la conquête de la majorité au sein des organismes électifs bourgeois.

Grâce aux organes exécutifs de l'Etat, qui sont ses agents directs, la bourgeoisie assure très facilement la majorité dans les organes électifs à ses mandataires ou aux éléments qui, pour y accéder individuellement ou collectivement, sont tombés dans son jeu et sous son influence. En outre, la participation à de telles institutions comporte l'engagement de respecter les bases juridiques et politiques de la constitution bourgeoise. La valeur purement formelle de cet engagement est toutefois suffisante pour libérer la bourgeoisie même du léger embarras d'une accusation d'illégalité formelle, lorsqu'elle fera logiquement recours à ses moyens réels de défense armée plutôt que d'abandonner le pouvoir et de laisser le prolétariat briser sa machine bureaucratique et militaire de domination.

15. Reconnaître la nécessité de la lutte insurrectionnelle pour la prise du pouvoir, tout en proposant que le prolétariat exerce son pouvoir en concédant à la bourgeoisie une représentation dans les nouveaux organismes politiques (assemblées constituantes ou combinaisons de celles-ci avec le système des conseils ouvriers) est un programme inacceptable et en opposition avec la revendication centrale du communisme : la dictature du prolétariat. Le processus d'expropriation de la bourgeoisie serait aussitôt compromis s'il

lui restait encore un moyen d'influencer en quelque manière la constitution des organismes représentatifs de l'Etat prolétarien expropriateur. Cela permettrait à la bourgeoisie d'utiliser les influences qu'elle gardera inévitablement en raison de son expérience et de sa formation technique et intellectuelle pour y greffer son activité politique en vue du rétablissement de son pouvoir dans une contre-révolution. On aurait les mêmes conséquences si on laissait subsister le moindre préjugé démocratique sur l'égalité de traitement que le pouvoir prolétarien devrait appliquer aux bourgeois en ce qui concerne la liberté d'association, de propagande ou de presse.

16. Le programme d'une organisation de représentation politique fondée sur des délégués des catégories professionnelles de toutes les classes sociales, n'est pas, même formellement, une voie menant au système des conseils ouvriers, car celui-ci est caractérisé par l'exclusion des bourgeois du droit électoral, et son organisme central n'est pas désigné par professions, mais par circonscriptions territoriales. La forme de représentation en question constitue plutôt un stade inférieur même par rapport à la démocratie parlementaire actuelle.

17. L'anarchisme s'oppose profondément aux conceptions communistes : il tend à l'instauration immédiate d'une société sans Etat et sans ordonnancement politique et prône dans l'économie future le fonctionnement autonome des unités de production, en niant tout centre organisateur et régulateur des activités humaines dans la production et dans la distribution. Une telle conception est proche de celle de l'économie privée bourgeoise, et reste étrangère au contenu essentiel du communisme. En outre, l'élimination immédiate de l'Etat comme appareil de pouvoir politique équivaut à ne pas opposer de résistance à la contre-révolution, ou bien présuppose l'abolition immédiate des classes, la fameuse expropriation révolutionnaire contemporaine de l'insurrection contre le pouvoir bourgeois.

Une telle possibilité n'existe pas le moins du monde, étant donné la complexité des tâches prolétariennes lors de la substitution de l'économie communiste à l'économie actuelle, et la nécessité qu'un tel processus soit dirigé par un organisme central qui représente l'intérêt général du prolétariat, et subordonne à celui-ci tous les intérêts locaux et particuliers dont le jeu est la force principale de conservation du capitalisme.

III

1. La conception communiste et le déterminisme économique ne font pas des communistes des spectateurs passifs du devenir historique, mais au contraire d'infatigables lutteurs. La lutte et l'action deviendraient pourtant inefficaces si elles se séparaient des conclusions de la doctrine et de l'expérience critique communiste.

2. L'œuvre révolutionnaire des communistes se fonde sur l'organisation en parti des prolétaires qui, à la conscience des principes communistes, joignent la décision de consacrer tous leurs efforts à la cause de la révolution.

Le parti, organisé internationalement, fonctionne sur la base de la discipline envers les décisions de la majorité et des organes centraux désignés par celle-ci pour diriger le mouvement.

3. La propagande et le prosélytisme, — qui doit être fondé, pour l'admission des nouveaux membres, sur les plus grandes garanties —, sont des activités fondamentales du Parti. Bien qu'il base le succès de son action sur la propagation de ses principes et de ses buts finaux, et bien qu'il lutte dans l'intérêt de l'immense majorité de la société, le mouvement communiste ne fait pas de l'approbation de la majorité une condition préjudicielle de son action. Le critère qui décide de l'opportunité de déclencher une action révolutionnaire est l'évaluation objective de nos propres forces et de celles de nos adversaires, dans leurs rapports complexes où l'élément numérique n'est pas le seul déterminant, ni même le plus important.

4. Le parti communiste développe en son sein un intense travail d'étude et de critique, étroitement relié à l'exigence de l'action et à l'expérience historique, en s'efforçant d'organiser ce travail sur des bases internationales. Au dehors, il développe, en toute circonstance et avec tous les moyens dont il dispose, le travail de diffusion des conclusions de sa propre expérience critique et de réfutation des écoles et partis adverses. Avant tout, le parti exerce son activité de propagande et d'attraction au sein des masses prolétariennes, notamment dans les circonstances où elles se mettent en mouvement pour réagir contre les conditions que leur impose le capitalisme et au sein des organisations formées par les prolétaires en vue de défendre leurs intérêts immédiats.

5. Les communistes pénètrent donc dans les coopératives prolétariennes, les syndicats, les conseils d'usine, y constituant des groupes d'ouvriers communistes et s'efforçant d'y conquérir la majorité et les postes de direction en sorte que la masse des prolétaires encadrée par ces associations subordonne son action aux finalités plus hautes, politiques et révolutionnaires, de la lutte pour le communisme.

6. Le Parti communiste, en revanche, se tient en dehors de toutes les institutions et associations auxquelles bourgeois et ouvriers participent au même titre ou — pire encore — qui sont dirigées et patronées par des bourgeois (sociétés de secours mutuel, écoles de culture, universités populaires, associations de franc-maçonnerie, etc.), et il cherche à en détourner les prolétaires en en combattant l'action et l'influence.

7. La participation aux élections pour les organismes représentatifs de la démocratie bourgeoise et l'activité parlementaire, bien que présentant en tout temps des dangers incessants de déviation, pouvaient être utilisées pour la propagande et la formation du mouvement dans la période où ne se dessinait pas encore la possibilité de renverser la domination bourgeoise et où par conséquent la tâche du parti se limitait à la critique et à l'opposition. Dans la période actuelle ouverte par la fin de la guerre mondiale, avec les premières révolutions communistes et la création de la IIIe Internationale, les communistes posent comme objectif direct de l'action politique du prolétariat

de tous les pays la conquête révolutionnaire du pouvoir, à laquelle doivent être consacrées toutes les forces et toute l'œuvre de préparation du parti.

Dans cette période, il est inadmissible de participer à ces organismes qui apparaissent comme un puissant moyen défensif de la bourgeoisie, destiné à agir jusque dans les rangs du prolétariat ; c'est précisément en opposition à ces organismes, à leur structure comme à leur fonction, que les communistes soutiennent le système des conseils ouvriers et la dictature du prolétariat.

En raison de la grande importance qu'elle revêt en pratique, il n'est pas possible de concilier l'action électorale avec l'affirmation qu'elle n'est pas le moyen d'atteindre le but principal de l'action du parti : la conquête du pouvoir ; et il n'est pas possible d'éviter qu'elle n'absorbe toute l'activité du mouvement en le détournant de la préparation révolutionnaire.

8. La conquête électorale des communes et des administrations locales, qui présente les mêmes inconvénients que le parlementarisme mais à un degré plus élevé encore, ne peut pas être acceptée comme un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois, d'une part parce que ces organismes n'ont pas de pouvoir réel, mais sont subordonnés à la machine d'Etat, d'autre part parce qu'une telle méthode, bien qu'elle puisse donner aujourd'hui quelque embarras à la bourgeoisie dominante en affirmant le principe de l'autonomie locale, d'ailleurs opposé au principe communiste de la centralisation de l'action, préparerait à la bourgeoisie un point d'appui pour sa lutte contre l'établissement du pouvoir prolétarien.

9. Dans la période révolutionnaire, tous les efforts des communistes tendent à conférer le maximum d'intensité et d'efficacité à l'action des masses. Les communistes accompagnent la propagande et la préparation révolutionnaire de grandes et fréquentes manifestations prolétariennes surtout dans les centres importants, et s'efforcent d'utiliser les mouvements économiques pour des manifestations de caractère politique dans lesquelles le prolétariat réaffirme et fortifie sa volonté de renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

10. Le Parti communiste porte sa propagande dans les rangs de l'armée bourgeoise. L'antimilitarisme communiste ne se fonde pas sur un humanitarisme stérile, mais a pour but de convaincre les prolétaires que la bourgeoisie les arme pour défendre ses intérêts et pour se servir de leur force contre la cause du prolétariat.

11. Le Parti communiste s'entraîne à agir comme état-major du prolétariat dans la guerre révolutionnaire ; c'est pourquoi il prépare et organise son propre réseau d'informations et de communications ; il soutient et organise surtout l'armement du prolétariat.

12. Le Parti communiste ne conclut pas d'accords ni d'alliances avec d'autres mouvements politiques qui ont en commun avec lui un objectif contingent déterminé, mais en divergent dans le programme d'action ultérieur. Il faut également refuser l'alliance — autrement dit le « front unique » — avec toutes les tendances ouvrières qui acceptent l'action insurrectionnelle contre la bourgeoisie, mais divergent du programme communiste dans le développement de l'action ultérieure.

Il n'y a pas lieu de considérer comme une condition favorable l'augmentation des forces tendant au renversement du pouvoir bourgeois, lorsque restent insuffisantes les forces tendant à la constitution du pouvoir prolétarien sur les directives communistes, qui seules peuvent en assurer la durée et le succès.

13. Les soviets ou conseils des ouvriers, paysans et soldats, constituent les organes du pouvoir prolétarien et ne peuvent exercer leur véritable fonction qu'après le renversement de la domination bourgeoise.

Les soviets ne sont pas, par eux-mêmes, des organes de lutte révolutionnaire ; ils deviennent révolutionnaires quand le parti communiste y conquiert la majorité.

Les conseils ouvriers peuvent aussi surgir avant la révolution, dans une période de crise aiguë où le pouvoir de l'Etat est mis sérieusement en danger.

Dans une situation révolutionnaire, il peut être nécessaire que le parti prenne l'initiative de constituer des soviets, mais cela ne peut être un moyen pour provoquer une telle situation.

Si le pouvoir de la bourgeoisie se renforce, la survie des conseils peut présenter un danger sérieux pour la lutte révolutionnaire, celui d'une conciliation et d'une combinaison des organes prolétariens avec les institutions de la démocratie bourgeoise.

14. Ce qui distingue les communistes n'est pas de proposer dans toutes les situations et dans tous les épisodes de la lutte de classe la mobilisation immédiate de toutes les forces prolétariennes pour l'insurrection générale, mais de soutenir que la phase insurrectionnelle est l'aboutissement inévitable de la lutte et de préparer le prolétariat à l'affronter dans des conditions favorables pour le succès et le développement ultérieur de la révolution.

Selon les situations, que le parti peut mieux évaluer que le restant du prolétariat, il peut donc se trouver devant la nécessité d'agir pour précipiter ou pour retarder le moment du heurt décisif.

En toute hypothèse, la tâche spécifique du Parti est de combattre aussi bien ceux qui, en voulant précipiter à tout prix l'action révolutionnaire, pourraient pousser le prolétariat au désastre, que les opportunistes qui exploitent toutes les circonstances où l'action décisive est déconseillée, pour bloquer définitivement le mouvement révolutionnaire, en détournant l'action des masses sur d'autres objectifs. Le Parti communiste, au contraire, doit l'amener toujours plus sur le terrain d'une préparation efficace à l'inévitable lutte finale armée contre les défenses du principe bourgeois.

THESES SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (THESES DE ROME – 1922)

INTRODUCTION

Le Parti Communiste d'Italie se constitua en 1921 (au Congrès de Livourne), sur la base des vingt et une conditions d'admission de Moscou et du programme qui figure en introduction aux Thèses de Rome que nous reproduisons ici. La Gauche, qui le dirigea jusqu'au début de l'année 1923, procéda à un vigoureux travail d'encadrement politique (puis militaire), d'agitation et de propagande, et surtout d'intervention dans les puissantes luttes économiques du prolétariat. Celui-ci n'avait pas encore été vaincu par la répression de l'appareil d'Etat démocratique et des bandes fascistes prospérant dans son ombre, ni par le travail subtil de *désarmement* politique et organisationnel que les réformistes développaient dans ses rangs. Parmi toutes les sections de l'Internationale, c'est le P.C. d'Italie qui, le premier, lança et soutint énergiquement la proposition de *front unique syndical.* Cette tactique avait un double aspect. Il s'agissait, d'une part, d'inviter les trois organisations ouvrières existantes (C.G.L., U.S.I., S.F.) (1) à se fondre dans une organisation unique, et d'autre part d'orienter les luttes vers l'unification de toutes les revendications catégorielles en une plate-forme unique, à défendre (et ceci était une « question de principe ») selon une méthode d'action unique — la grève générale — tout en constituant dans la C.G.L. un réseau serré et efficace de groupes communistes agissant comme une « courroie de transmission » pour conquérir la confédération à la direction politique du parti. Dans le même temps, le P.C. d'Italie

(1) C.G.L. : Confédération Générale du Travail, contrôlée par les sociaux-démocrates ; U.S.I. : Union Syndicale Italienne, anarchisante ; S.F. : Syndicat des Cheminots.

fut aussi le seul à se battre contre le fascisme *sur son propre terrain,* celui de la violence, n'ignorant pas et ne cachant pas aux prolétaires qu'il se trouvait malheureusement sur la *défensive* — pour des raisons indépendantes de son action et de sa volonté — mais n'hésitant pas à passer, chaque fois que les circonstances le permettaient, à la *contre-attaque* nécessaire et souhaitée.

Le P.C. d'Italie était (et ceci n'est pas contradictoire) un parti d'*offensive,* comme *ne peut pas ne pas l'être* un parti d'opposition *permanente* au régime du capital. Et ce, non pas — comme on l'a dit trop hâtivement à l'époque, et comme les opportunistes le répètent aujourd'hui pour couvrir leur propre trahison — parce qu'il aurait répugné à ordonner la retraite quand celle-ci était nécessaire, ou, pire, parce qu'il n'aurait rêvé que de coups de main de minorités agissantes (chose qu'il refusa toujours ouvertement comme une méthode *non marxiste* et donc *étrangère au Parti*) : mais bien au contraire parce qu'il se savait contraint par la situation historique elle-même de relever le *défi suprême* de l'ennemi (nécessité qu'il ne déplorait pas mais reconnaissait et affrontait virilement), et parce que *jamais,* même en position de retraite, il n'aurait accepté de se placer sur le terrain du désarmement idéologique et matériel du prolétariat en invoquant la loi, le droit, et... la démocratie.

Tandis que le prolétariat, qui se battait dans la lutte quotidienne avec une admirable générosité, se trouvait constamment abandonné à lui-même ou, pire, trahi par ses « chefs », l'obstacle que le parti rencontrait dans son combat pour le *réarmement* véritable du prolétariat, c'était l'énorme barrière de la droite et du centre social-démocrates. C'est pourquoi précisément la lutte contre la social-démocratie faisait indissolublement partie de la lutte du Parti contre la bourgeoisie, contre son organe central, l'Etat, et contre ses formations militaires « illégales », mais largement soutenues *en sous-main* par le gouvernement et *ouvertement* par les industriels et les grands propriétaires fonciers. Et c'est aussi pourquoi le parti pouvait prévoir que la défaite de l'opportunisme, droitier ou centriste, serait à la fois le résultat et la condition d'un accroissement de sa propre influence sur le prolétariat. Celui-ci le reconnaîtrait comme son *unique* guide, parce que seul il aurait mérité sa confiance, non par des proclamations *verbales* mais par ses *actes* et par la constance de ses *positions pratiques aussi bien que doctrinales,* en sachant tirer de l'*isolement* imposé par la situation européenne et mondiale défavorable une raison non de découragement, mais de *force.*

Les *Thèses sur la tactique* furent présentées au IIe Congrès du Parti Communiste d'Italie (1) comme une contribution à la définition de problèmes complexes et fondamentaux qui intéressaient tout le mouvement communiste, étant bien entendu que le parti se soumettrait de toute façon aux décisions finales de l'Exécutif du Komintern. Pour bien les comprendre, il est nécessaire d'avoir à l'esprit certains aspects de l'histoire de l'Internationale Communiste à cette époque. Non que les thèses aient une valeur de polémique contingente : mais, nous le soulignons, parce qu'elles contiennent

(1) Les *Thèses* furent publiées pour la première fois dans *Rassegna Comunista* n° 17, 30 janvier 1922 ; elles furent présentées au IIe Congrès du Parti qui se tint à Rome du 20 au 24 mars 1922 (d'où l'appellation courante de *Thèses de Rome*). Les rapporteurs furent Amadeo Bordiga et Umberto Terracini.

le bilan d'affrontements *réels* à l'échelle non seulement italienne mais surtout européenne et extra-européenne, et parce qu'elles tirent de ce bilan non la « découverte » de directives nouvelles, mais la *confirmation* de directives invariantes que, pour cette raison même, nous pensions devoir être valables pour toujours et pour tous, et que nous avons aujourd'hui d'autant plus de raisons de considérer comme un point acquis et définitif.

⁂

Réuni du 22 juin au 12 juillet 1921, le IIIe Congrès de l'Internationale avait fait la critique de la malheureuse « action de mars » en Allemagne et de la « tactique de l'offensive » préconisée — avec beaucoup de confusion — par des groupes d'ailleurs plus situés en marge du parti allemand qu'en son sein. Il en avait tiré deux conclusions fondamentales que la Gauche, en Italie, était la première à partager, d'une part parce qu'elle les considérait, « *dans leur esprit de clarification, comme le patrimoine commun de tous les communistes marxistes, si elles étaient correctement et heureusement appliquées* » (1), d'autre part parce qu'elle-même agissait justement dans cette voie en dirigeant le parti dans une des phases les plus difficiles, mais aussi les plus exaltantes, de la lutte prolétarienne en Europe. Ces conclusions étaient les suivantes :

1) Il ne suffit pas d'avoir des partis solidement encadrés selon les principes du marxisme révolutionnaire et basés sur les normes qui en découlent sanctionnées par les congrès de fondation de l'Internationale, des partis uniquement composés par conséquent d'éléments possédant une vision claire et nette de la nécessité de la lutte révolutionnaire et ne s'en laissant pas détourner parce qu'ils auraient atteint (ou espèreraient atteindre) des résultats partiels et temporaires. Il faut que ces partis s'efforcent de rassembler autour d'eux des phalanges de plus en plus nombreuses de l'armée prolétarienne, que les développements mêmes de la situation conduisent à une lutte générale contre la classe ennemie et son appareil de gouvernement. La formation de partis véritablement communistes et la conquête des grandes masses prolétariennes sont deux conditions qui non seulement *ne s'excluent pas*, mais *coïncident* parfaitement, car la première n'est pensable qu'en fonction de la seconde et la seconde n'est réalisable sur des bases de classe qu'en fonction de la première.

2) La conquête de couches toujours plus larges du prolétariat à l'influence politique et enfin à la direction matérielle du parti ne s'obtient ni ne s'obtiendra jamais par le *seul* travail de prosélytisme et de propagande :

(1) Citation tirée de la série d'articles sur *La tactique de l'Internationale Communiste*, parus du 12 au 31 janvier 1922 dans la presse du P.C. d'Italie, et traduits en français dans *Programme Communiste*, n° 51-52, p. 94 à 120. Ces articles sont particulièrement importants pour la compréhension de l'ensemble de notre position sur les questions tactiques.

elle exige que le parti participe *activement* et *donne son impulsion* aux luttes économiques que des groupes de prolétaires engagent sous la pression d'intérêts matériels contingents. Il serait infantile et même antimarxiste de mépriser ces luttes et ces intérêts car les premiers sont à la source de tous les conflits de classe, et les seconds reflètent la tension croissante des antagonismes sociaux : le parti se propose au contraire de les épauler et de les développer « *dans leur processus réel et nécessaire, en les harmonisant pour les faire converger dans l'action générale révolutionnaire* » (1). Est en dehors du marxisme aussi bien le parti qui rêve de lancer l'assaut final en n'importe quelle circonstance et en faisant abstraction des rapports de force qu'il n'essaie nullement de modifier parce qu'il considère cet assaut final comme l'*unique* action qui soit de son ressort, que le parti qui ne s'assigne qu'une tâche purement « éducative » ou de « recrutement » quantitatif, en attendant passivement que sonne une heure H, toujours lointaine et toujours nébuleuse : volontarisme dans le premier cas, mécanisme dans le second !

Pour nous, l'accord sur ces points ne soulevait ni objections ni réserves : il était *total*. Mais ce que l' « action de mars » et ses séquelles auraient dû montrer *en fait*, ce n'était pas tant le danger de coups de main à la Blanqui (les thèses même du IIIe Congrès niaient d'ailleurs qu'on pût en parler dans ce cas spécifique) ; ce n'était pas non plus le danger de théorisations faussement de « gauche » nées en marge du communisme, en particulier dans le KAPD, car cette maladie infantile était rapidement guérissable au sein des partis de la IIIe Internationale. C'était bien plutôt l'*oscillation* instable et inquiète des jeunes partis de l'Europe centrale, entre la passivité *avant* que ne se déchaînent des mouvements élémentaires qu'ils n'avaient ni prévus ni souhaités, et l'extrémisme verbal *devant le fait accompli* (il en avait été ainsi un an auparavant lors du putsch de Kapp, et il en avait été ainsi en mars) ; c'était le danger d'un empirisme et d'un éclectisme variant au gré des situations et reflétant — surtout dans le parti allemand — un manque d'homogénéité idéologique présent dès l'origine, mais aggravé ultérieurement par la fusion hâtive du parti avec la gauche du parti indépendant. Plus encore, c'était le danger que ce mouvement d'oscillation perpétuelle ne trouvât son point d'équilibre dans une orientation nettement *droitière*, qui se dessinera effectivement quelques mois plus tard, et qui sera chèrement payée au cours de l'automne 1923 : un grave symptôme de ce danger apparaissait déjà avec la crise (sévèrement jugée dans les réunions de l'Exécutif international avant et pendant le IIIe Congrès) du parti tchécoslovaque, qui, avec ses 400 000 adhérents (!) recrutés au prix d'un relâchement du programme et des principes eux-mêmes, était certes pléthorique mais surtout malade de parlementarisme et honteusement passif devant les luttes sociales très dures menées par le prolétariat

(1) *Op. cit.*, p. 100. Pour l'action menée par le Parti Communiste d'Italie en 1921-1922 sur le plan syndical, voir les nos 11 à 18 de 1967 de notre organe en langue italienne *Il Programma Comunista ;* pour son action contre le fascisme, voir les articles parus dans les nos 16, 17, 18, 21, 22 de 1967 et 1, 2, 3 de 1968, publiés en français dans *Programme Communiste*, nos 45 à 50, sous le titre *Le P.C. d'Italie face à l'offensive fasciste*, ainsi que notre brochure *Communisme et fascisme*.

tchèque (1). Et ce qui préoccupait la Gauche par-dessus tout, c'était la possibilité que ces oscillations autour, disons, d'un *barycentre de droite* ne s'instaurent dans l'Internationale (comme cela se produisit d'ailleurs) dans la phase la plus tragique de la vie de la Russie bolchevique, à un moment où son isolement aurait rendu encore plus urgent un afflux de sève saine et d'oxygène non contaminé en provenance de l'Europe prolétarienne.

Dans ce contexte, on comprend également la raison de notre opposition tenace et nullement « byzantine » au lancement de formules générales et mal définies, dont le sens dans l'esprit de Lénine ou de Trotsky était bien clair pour nous, mais qui, justement à cause de leur indétermination dans une phase historique où la précision tranchante des directives était une nécessité plus impérieuse que jamais, se prêtaient aux interprétations les plus disparates et, hélas ! les plus enclines aux compromis. Le mot d'ordre de la « conquête de la *majorité* de la classe laborieuse », comprise comme une condition *sine qua non* de l'assaut et de la conquête du pouvoir, en est un exemple typique. Pourtant Lénine s'en était expliqué clairement : « *Bien entendu, cette conquête de la majorité, nous ne l'entendons pas de façon formelle, comme l'entendent les chevaliers de la « démocratie » petite-bourgeoise de l'Internationale II ½. Lorsqu'à Rome, en juillet* 1921, *le prolétariat tout entier a suivi les communistes contre les fascistes, y compris les prolétaires réformistes des syndicats et les centristes du parti de Serrati, c'était une* conquête de la majorité de la classe ouvrière *à nos côtés... Ce n'était qu'une conquête partielle, éphémère, locale. Mais c'était la conquête de la majorité* » (2). Bien vite toutefois, il sera évident que pour de nombreux partis (et pour certains courants au sein même du parti russe, et par contrecoup dans l'Internationale), la « conquête de la majorité » signifiait bien autre chose. Tantôt elle signifiait la conquête matérielle de la majorité numérique par le moyen des adhésions au parti (contradiction dans les termes avec les thèses fondamentales de 1920 sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne) (3). Tantôt elle signifiait la conquête, non plus de la majorité de la classe laborieuse, mais des « *masses* » *comprises de façon générale*, organisées ou non, prolétariennes ou « populaires ». Tantôt enfin, dans l'hypothèse la plus favorable, elle signifiait qu'on établissait abstraitement un niveau statistiquement déterminable d'influence directe (ou, pire, de *contrôle* effectif) sur les masses ouvrières, niveau considéré comme nécessaire pour que le parti soit et se sente autorisé par le rapport des forces à engager la bataille finale.

(1) Le tort de Terracini, qui parla au IIIe Congrès non seulement pour le Parti Communiste d'Italie, mais aussi pour les Partis allemand et autrichien, fut de n'avoir pas développé tous ces points avec une dialectique sûre : d'où la sévère réprimande de Lénine, qui reconnaîtra d'ailleurs avec sa franchise habituelle qu'il avait dû, pour réagir contre des « gauchismes » mal résorbés, s' « allier avec la droite » plus que les problèmes réels du mouvement international ne l'imposaient, comme le prouvèrent les faits ultérieurs à juin-juillet 1921 (voir en particulier la *Note d'un publiciste*, de mars 1922, très violente contre les Levi et les Serrati, in *Œuvres*, tome 33, p. 209).

(2) Lénine, *Lettres aux communistes allemands*, 14 août 1921, in *Œuvres*, tome 32, p. 555.

(3) Voir notre brochure *Parti et classe*.

On ignorait ainsi qu'il existe des facteurs bien plus importants que celui du « nombre », grâce auxquels — comme c'était arrivé en Russie en 1917 — un parti aux effectifs restreints (sans que cela dépende de sa *volonté*) mais solidement ancré dans une continuité de programme et d'action au sein de la classe, peut se trouver à la tête de situations montantes et doit assumer ce rôle avec courage ; un tel parti a pleinement le droit de demander à ne pas être jugé, pour l'efficacité de son action pratique, d'après le critère aride, académique, et instable des chiffres (1). Trop vite pourtant s'imposera la mauvaise habitude de « juger » les partis sur la base de leurs effectifs numériques ou de leurs résultats électoraux et de transformer ainsi les réunions de l'Exécutif Elargi en séances de tribunal : triste prélude à la future pratique stalinienne. Il y avait enfin des déviations encore plus graves, qui se manifestèrent au IVe Congrès, mais que nous n'examinerons pas ici : certains courants ou ailes de partis traduisaient ce mot d'ordre dans le sens du parlementarisme le plus pur et le plus traditionnel, ou y voyaient une autorisation à inviter des fractions de la social-démocratie à de nouveaux tours de valse ou même à des réconciliations organisationnelles.

Bref, le danger général qui se dessinait était de croire qu'on pouvait surmonter des défaites temporaires ou accélérer le mûrissement du processus révolutionnaire en « fabriquant » artificiellement des partis d'un calibre supposé optimum, par le recollage de débris que la social-démocratie avait laissés tomber au cours de sa dégringolade, ou par de laborieuses tractations diplomatiques à base de concessions réciproques : cela revenait en effet à briser la *stricte discipline de programme, d'action et d'organisation* qui est le véritable signe distinctif et le critère authentique du parti de classe.

Ce danger n'était pas imaginaire et notre cri d'alarme n'était pas dicté par des *a priori* idéalistes. La preuve en est que Moscou acceptait juste à ce moment de discuter de l'éventualité et des conditions d'une adhésion posthume de ce Parti Socialiste Italien, dont des événements historiques gravés par le fer et par le feu dans la chair des prolétaires, démontraient une nouvelle fois qu'il était incurablement contre-révolutionnaire (les premiers « pactes de pacification » avec les fascistes furent signés alors que les pèlerins social-démocrates voyageaient vers la Mecque de leur fausse pénitence). Accepter le recours en appel du P.S.I. signifiait introduire dans l'Internationale la catégorie plus qu'équivoque du « parti sympathisant » flanquant le parti officiel et, sur le même plan que celui-ci, en liaison directe avec Moscou (2). Lui demander, après les réprimandes méritées qu'il s'était attirées de la part de Lénine, Trotsky et Zinoniev au cours des

(1) Trotsky lui-même, à l'Exécutif Elargi de l'Internationale de février-mars 1922, où il réaffirma par ailleurs plusieurs fois et avec force nos principes communs, se laissa aller à établir des pourcentages quasi obligatoires (les 3/4 !) pour mesurer le degré d'influence nécessaire et suffisant au lancement de l'attaque. Se serait-il jamais attardé à de semblables expériences de laboratoire pendant l'éclatant Octobre rouge où il combattait aux côtés de Lénine, et où même l'arithmétique du rapport majorité-minorité au sein du Comité Central avait été balayée ?

(2) Comme on sait, cette catégorie sera, au Ve Congrès de 1924, tristement institutionnalisée : le premier exemple de parti « sympathisant » sera justement le parti du bourreau Chiang Kaï-chek !

congrès internationaux, de se séparer de la droite de Turati (chose qu'il ne fit même pas au congrès de Milan, qui eut lieu quelques mois plus tard), signifiait remettre en cause les conditions d'admission formulées en 1920 : en effet l'amputation « à droite » du P.S.I. représentait un test efficace *avant* le congrès constitutif du P.C. d'Italie, car c'était une contre-épreuve de l'acceptation totale des 21 conditions, mais elle n'avait plus d'intérêt *dès l'instant où*, à Livourne, le centre de Serrati et la droite de Turati avaient fait bloc ensemble *contre* les décisions impératives de Moscou, et surtout *depuis que* le P.S.I. avait mille fois prouvé, au cours des affrontements sanglants entre les classes, et même sur le simple terrain économique, qu'il refusait *en fait* la plate-forme de l'Internationale tout comme il l'avait condamnée à plusieurs reprises *sur le plan des principes.* Les partis ne sont pas des agrégats informes d'individus ou de groupes ; ce sont des *organismes* qui se sont formés à travers une histoire réelle et qui possèdent une logique interne propre, qu'on ne peut bouleverser ni déformer sans miner les bases mêmes du parti et les conditions de son développement. Il ne servait à rien de dire que, tout compte fait, le P.S.I. n'était pas le plus mauvais des partis du type IIe Internationale, pour la bonne raison que même si la Gauche avait été touchée directement par ces volte-faces dans son travail énergique de réarmement du prolétariat, elle ne faisait pas du rejet de la fusion avec le P.S.I. ou avec certains de ses courants une question nationale ou locale, ni à plus forte raison une question de prestige, mais bien une question de juste orientation *internationale.* D'ailleurs, une fois amputé de sa droite, qu'aurait été le P.S.I. (ou n'importe lequel de ses équivalents dans d'autres pays), sinon une édition « italienne » (ou autre...) du centre social-démocrate, ennemi numéro un de Lénine et des bolcheviks, qui dénonçaient précisément sa vocation à dissimuler sa véritable nature, le réformisme gradualiste et parlementaire, derrière le masque d'une « intransigeance » purement verbale ? Et quel effet aurait pu avoir sa fusion en tant que groupe *organisé* avec le P.C., sinon de reproduire le fâcheux modèle d'un parti ayant non pas tant « deux âmes », comme on disait alors, que deux corps, deux mécanismes opposés, et se trouvant donc paralysé dans tous ses mouvements, comme cela s'était si souvent produit lors des événements cruciaux de l'immédiat après-guerre ? Enfin ce compromis avec des repentis de la dernière heure n'aurait-il pas introduit au sein du Komintern (et nous pouvons assurer aujourd'hui qu'il le fit) la pratique désastreuse des retours périodiques en arrière et des oscillations perpétuelles caractérisant l'*éclectisme tactique,* qui se laisse dominer par les vissicitudes de la « situation », au lieu de les maîtriser grâce à la fermeté de ses positions et de ses prévisions historiques ?

Six mois s'étaient à peine écoulés que ce second danger, prévu sous tous ses aspects par une direction peu encline à rendre des jugements superficiels et à condamner à la légère, prenait corps explicitement, pour la première fois, dans les thèses sur le front unique votées par l'Exécutif de l'Internationale Communiste le 28 décembre 1921.

Le IIIe Congrès avait formulé ses thèses pour l'encadrement politique et le développement des partis communistes en se proposant comme objectif la conquête des masses, dans une perspective qu'on considérait encore — de façon peut-être trop optimiste — comme celle d'un assaut révolutionnaire plus ou moins imminent. L'optique de l'Internationale change à la fin de l'année 1921 (pour nous, la nouvelle phase était en cours depuis un

certain temps déjà) : l'offensive est maintenant le fait de la classe patronale ; dans tous les pays, le prolétariat se bat avec énergie pour la simple défense de son pain et de son emploi et il est porté instinctivement à dépasser toutes les divisions en courants politiques et en catégories professionnelles, pour agir sur le front le plus large possible, et avec le plus d'unité possible. Les *Thèses sur le front unique prolétarien* posent le problème dans des termes qui semblent s'accorder pleinement avec la pratique qui était celle du P.C. d'Italie depuis sa naissance à Livourne. Il s'agissait d'une agitation menée autour d'un plan de tactique défensive pour tout le prolétariat, qui tout en s'appuyant sur des revendications et des objectifs contingents afin d'étendre et de généraliser les luttes économiques selon l'impulsion élémentaire des masses ouvrières elles-mêmes, ne *devait pas s'arrêter* à cet objectif, mais se préparer à y greffer une *contre-offensive,* c'est-à-dire un retour à l'unique perspective envisagée depuis toujours par les communistes, celle de l'action révolutionnaire, et y préparer en même temps les militants et les travailleurs formés à la dure école de la lutte pour la défense du pain quotidien. Pour reprendre les paroles de l'*Appel de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier* (1er janvier 1922) :

« *Nous vous disons, prolétaires : si vous n'osez pas engager la lutte définitive, si vous n'osez pas engager, l'arme au poing, la lutte pour la dictature ; si vous n'osez pas engager le grand assaut contre la citadelle de la réaction, du moins rassemblez-vous dans la lutte pour la vie, la lutte pour le pain, la lutte pour la paix. Rangez-vous sur un front de combat pour mener cette lutte, unissez-vous en tant que classe prolétarienne contre la classe des exploiteurs et des destructeurs du monde* » (1).

Entendu dans ce sens et dans ces limites précises, le front unique prolétarien *aurait pu* être celui que la Gauche elle-même avait la première proclamé et défendu vigoureusement en Italie. Le front unique que nous proposions, à travers notre réseau syndical, aux grandes confédérations ouvrières, était fondé sur une analyse précise de la situation : nous avions la certitude que dans cette situation, des mouvements d'ensemble de tout le prolétariat, si celui-ci affrontait des problèmes intéressant non pas une catégorie ou une localité mais *toutes* les catégories et *toutes* les localités, ne pouvaient s'effectuer que dans le sens communiste, c'est-à-dire *dans le sens que nous leur aurions nous-mêmes donné s'il avait tenu à nous de diriger la classe tout entière.* Nous avions la certitude que des prolétaires entrés dans la lutte pour des objectifs et avec des méthodes d'action compatibles en principe avec leur affiliation à tel ou tel parti d'origine ouvrière (et par conséquent communs également aux ouvriers social-démocrates, anarchistes, etc.) tireraient de l'expérience même de la lutte, et sous l'impulsion de notre propagande et de notre exemple, la conviction que *même* la défense du pain quotidien n'est possible *que* si on prépare et si on réalise l'offensive dans tous ses développements révolutionnaires tels que nous les envisagions. Or les thèses de l'Internationale insistaient vigoureusement sur ce point et réaffirmaient que tout retour à l' « unité » organisationnelle après les récentes scissions était à exclure. Mais elles ne

(1) D'après *Il C.E. dell'Internazionale Comunista per il fronte unico proletario,* Libreria editrice del P.C. d'Italia, Roma, 1922, p. 81.

s'arrêtaient malheureusement pas là : reprenant et avalisant certaines initiatives du parti allemand (qui s'était déplacé d'un pôle à l'autre selon la tendance à l'oscillation perpétuelle dont nous avons parlé plus haut), elles proposaient toute une série d'initiatives qui allaient de l'envoi des fameuses « lettres ouvertes » à d'autres partis, jusqu'à des accords ou des alliances avec eux (accords cependant temporaires et sur des objectifs contingents), et enfin jusqu'à l'appui parlementaire à des gouvernements social-démocrates qu'on définissait comme « ouvriers », comme cela s'était déjà passé en Saxe et en Thuringe, et comme on recommandait de le faire pour la Suède au sujet de l'archi-opportuniste Branting (1).

C'est ici que commença le désaccord entre la Gauche et l'I.C. Nous comprenions le « front unique » comme une action commune de toutes les catégories, de tous les groupes locaux et régionaux de travailleurs, de toutes les organisations syndicales nationales du prolétariat, qui devait, de par sa logique même et de par le mûrissement de la situation, *déboucher un jour sur la lutte de toute la classe prolétarienne dans une direction communiste ;* il ne signifiait pas et *ne pouvait pas* signifier un mélange informe de méthodes politiques différentes, un effacement de la démarcation entre révolutionnaires et opportunistes, ou un amoindrissement (même temporaire) de notre caractère spécifique de *parti d'opposition permanente envers l'Etat et les autres partis politiques.*

Il est vrai que les thèses de l'Internationale insistaient sur le maintien de l'indépendance absolue du parti comme condition préjudicielle du front unique politique ; mais l' « indépendance » n'est pas une catégorie métaphysique : c'est un *fait réel,* qu'on détruit non seulement — hypothèse extrême — par la constitution de comités d'action mixtes ou d'alliances parlementaires (et nous ne parlons pas des alliances gouvernementales, qui seront réclamées par la suite), mais aussi — hypothèse plus modérée — par le lancement de propositions d'actions communes dont on est sûr au départ qu'elles seront repoussées et pourront donc être utilisées pour démasquer l'ennemi. On détruit l' « indépendance » du parti même dans le dernier cas, parce qu'on obscurcit aux yeux des prolétaires la vision claire de l'abîme qui sépare la voie réformiste et la voie révolutionnaire, la démocratie légalitaire et la dictature du prolétariat, abîme *dont nous avons toujours affirmé l'existence et qui justifie précisément notre existence en tant que parti,* puisqu'il n'est rien d'autre que l'abîme *qui nous sépare de tous les autres.* Il est vain et antimarxiste de prétendre que de telles manœuvres nous sont permises et que nous pouvons être sûrs d'en sortir *tels que nous étions auparavant* parce que nous sommes, nous, des communistes trempés par un dur combat et possédant un programme immuable. Ceci n'est pas forcément vrai pour nous, car nous sommes non seulement un facteur mais un *produit* de l'histoire : nous manions d'une main sûre

(1) En anticipant un peu, notons que dans les *Thèses sur la question des réparations,* de la même époque, on fait aussi allusion, déjà, à la possibilité d'une participation communiste à un « gouvernement ouvrier » : « *La question de savoir si les communistes en Allemagne doivent ou non entrer dans un gouvernement ouvrier,* n'est pas une question de principe, mais d'opportunité (!!!). *Cette décision dépend du degré de force que la classe ouvrière possède au moment où elle entre au gouvernement, et des possibilités qui se présentent d'augmenter immédiatement cette force* ». On voit déjà se profiler l'ombre de l'automne 1923.

l'instrument de la tactique, mais nous sommes aussi conditionnés par lui, et donc conditionnés négativement si nous l'utilisons dans un sens qui contredit notre objectif final. Mais c'est encore moins vrai pour les masses qui nous suivent, ou commencent à nous suivre, *précisément parce que* nous leur indiquons une voie diamétralement *opposée* à celle de nos prétendus « frères » ou « cousins » ; c'est cette même voie qu'elles *doivent* nous voir *toujours* suivre, et non des chemins même apparemment « équivalents ». Ce ne sont pas nos intentions mais nos *actes* qui nous gagnent les sympathies de couches prolétariennes qui ne sont pas encore formellement « acquises ». Or, tendre la main à des partis que nous avons toujours dénoncés publiquement, les inviter à une action qui dépasse *inévitablement* le cadre de la défense des conditions de vie des prolétaires pour mettre en cause la question de l'Etat, de notre position face à celui-ci et aux forces de classe en présence, est un acte particulièrement désastreux. Il *détruit* en effet *l'autonomie* véritable que nous avions eu tant de mal à obtenir, en provoquant dans nos rangs et parmi les masses des confusions et des errements qui rendront plus difficile le passage à la lutte antilégalitaire pour la conquête du pouvoir. Dans notre formule tactique, front syndical et opposition politique incessante vis-à-vis du gouvernement et de tous les partis légaux sont deux termes parfaitement compatibles : intentions mises à part, pouvait-on en dire autant du front unique *politique ?*

Il est vrai que, dans certaines conditions, l'accession au pouvoir d'un soi-disant parti ouvrier (1) *peut* être un *facteur utile* dans notre lutte pour la conquête de couches toujours plus larges du prolétariat. Non qu'elle puisse représenter une *étape intermédiaire* vers la prise du pouvoir (comme le pensaient certains partis et même, du début de 1922 à la fin de 1923, certains secteurs de la IIIe Internationale). Mais *tout au contraire,* parce que l'exercice du pouvoir par les réformistes révèlera aux yeux des prolétaires encore pleins d'illusions la véritable nature contre-révolutionnaire du réformisme gradualiste et démocratique. Cette accession au pouvoir ne sera donc un facteur utile *pour nous,* elle n'orientera les masses dans un sens révolutionnaire, que si nous en avons non seulement *prévu* mais *dénoncé à l'avance* l'issue inéluctable, que si nous avons *agi* sans trêve pour que cette expérience — *si nous n'avons pas su ou pas pu l'empêcher* — n'aboutisse pas du moins à de nouveaux désastres, à de nouveaux massacres de prolétaires.

C'est ici que se greffe le problème, que nous avons toujours soulevé avec entêtement, des *limites* nécessaires de la *tactique. Ces limites ne sont pas fixées par nous, mais par l'histoire,* et nous ne pouvons les ignorer sans sacrifier ce qui est la première condition *subjective* de la victoire révolutionnaire, proche ou lointaine : à savoir la *continuité* du programme, de l'action pratique et de l'organisation, continuité qui n'est que l'autre face

(1) Dès cette époque, nous faisions remarquer qu'il était absurde d'appeler « ouvrier » un gouvernement social-démocrate (peu après on le fera pour le ministère Mac-Donald !!!) : « *Un parti qui s'enferme volontairement dans les limites de la légalité, c'est-à-dire qui ne conçoit pas d'autre action politique que celle qu'on peut développer, sans utiliser la violence civile, dans les institutions de la Constitution démocratique bourgeoise,* n'est pas un parti prolétarien, mais un parti bourgeois. » (*La tactique de l'Internationale Communiste,* cit., dans *Programme Communiste,* n° 51-52, p. 115.)

de l'*autonomie* du parti. Ou bien on admet qu'il existe des *constantes historiques* qui permettent de prévoir avec certitude le camp que choisiront les différents partis, y compris les partis « ouvriers », ou bien c'est le marxisme lui-même qui s'écroule. Ou bien on admet que notre force en tant que partis communistes tient justement à cette prévision — que nous n'avons pas à cacher, mais à proclamer bien haut comme ce qui nous distingue de tous les autres partis et constitue notre *raison d'être* —, ou bien tout l'édifice de l'Internationale ressuscitée tombe en morceaux.

Voici ce qu'écrivait la Gauche, qui était encore à la direction du P.C. d'Italie, quelques jours avant le Congrès de Rome, et quelques jours après la clôture du second Exécutif Elargi (qui avait confirmé les thèses sur le front unique prolétarien de décembre 1921) : « *Il ne fait pas de doute, quand on considère la situation actuelle, que la grande masse est disposée à agir pour des objectifs immédiats et qu'elle ne ressent pas la nécessité des objectifs révolutionnaires plus lointains dont le parti communiste possède au contraire une claire conscience. Il faut utiliser cette disposition des masses en vue de nos fins révolutionnaires, en participant à l'élan qui les porte vers les objectifs que la situation leur désigne.* » Mais nous ajoutions : « *Ceci est-il vrai en dehors de toute limite ?* Non. Quand nous posons comme limite à notre tactique la nécessité de ne jamais renoncer à la pratique qui caractérise le parti communiste, c'est-à-dire à l'opposition envers le gouvernement bourgeois et envers les partis légaux, est-ce que nous faisons de la *théorie*, ou est-ce que nous travaillons correctement sur la base de l'expérience ? » (1). Une année auparavant, nous avions répondu à l'avance à cette question, en tirant la réponse non pas de nos cervelles de « théoriciens » têtus, mais du bilan d'une double expérience : celle des luttes sanglantes de l'après-guerre et celle — inséparable — de l'écroulement de la IIe Internationale face à l'éclatement du conflit. Ce bilan avait une portée *internationale*, et non nationale, *historique* et non contingente, tout comme le bilan que Marx et Engels avaient tiré du déroulement des luttes de classes en Allemagne et en France dans les années 1848-1849, portant un jugement *définitif* sur l'attitude de la petite-bourgeoisie radicale et de ses partis aux moments cruciaux de la guerre des classes. Il aurait dû permettre — grâce à notre action critique et pratique infatigable — d'épargner pour toujours au prolétariat occidental « *la nécessité d'apprendre au prix de son sang quelle est la véritable fonction de la social-démocratie dans l'histoire.* » Cette fonction *fatale* et *nécessaire*, nous la connaissons. Cela ne nous interdit pas seulement de jeter des ponts organisationnels et politiques, même transitoires, vers un parti dans lequel nous reconnaissons notre *ennemi* ; cela nous interdit également, au cas où il accèderait de nouveau au pouvoir sous la poussée de masses prolétariennes encore abusées ou aveuglées par le mirage réformiste, de cacher notre jugement sévère et irrévocable sur cette forme de gouvernement, dans l'attente que la désillusion leur ouvre les yeux. Nous pouvons en être certains, et nous devons le déclarer par avance : « *Là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter, un tel intermède ne représentera pas une condition nécessaire de l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires, une préparation utile à l'assaut prolétarien : ce sera au contraire*

(1) *La tâche de notre parti* dans *Il Communista*, 21 mars 1922.

une tentative désespérée de la bourgeoisie pour le priver de sa force et le dévier, et au cas où il resterait à la classe ouvrière assez d'énergie pour se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate, pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction » (1)

La voilà donc, la limite ! C'est bien une limite *pratique*. Il n'y a donc pas la moindre hésitation à avoir : l'histoire *ne peut pas défaire* ce qu'elle a fait ; la tactique n'est pas un instrument neutre que notre main pourrait brandir sans en être déformée : aucune habileté de manœuvre, aucun maniement subtil ne peut nous autoriser à retisser la trame détruite des actions communes, des comités mixtes, de la « neutralité bienveillante », voire de l'appui à des combinaisons gouvernementales supposées être un « pas en en avant » vers la révolution et son corollaire, la dictature du prolétariat. Le paravent du « front unique politique » pouvait cacher la nostalgie des voies intermédiaires, des retours en arrière, des unités recousues tant bien que mal ; bref la nostalgie de solutions moins crûment chirurgicales que celles que la *réalité* avait imposées aux bolcheviks et que l'holocauste de 1918-19 rendait plus impératives encore dans l'Europe capitaliste avancée. La Gauche était bien consciente de ce danger, particulièrement vivace en Occident, où le processus de délimitation programmatique et organisationnelle des jeunes partis communistes s'était déroulé d'une façon trop hâtive et sommaire dans une aire de tradition démocratique ancienne et particulièrement pernicieuse. En Italie même, dans ce parti qui tout au long de l'année « chaude » de 1921 s'était dressé comme un seul homme dans une lutte fière et incessante contre l'offensive capitaliste, affleuraient sous le mot d'ordre du front unique politique certains regrets pour une scission considérée comme « trop à gauche », pour le refus du parti de s'allier organiquement aux « *arditi del popolo* » (2), pour son opposition tenace à la récupération (ou plutôt à l'*espoir abstrait* d'une récupération) du courant serratiste. En Allemagne, c'était encore bien pire. Nous savions parfaitement que les promoteurs du front unique défendaient la nécessité vitale de conserver l'autonomie absolue du parti dans le jeu mouvant de ces manœuvres tactiques (il suffit de voir les nombreuses mises en garde contre les dangers de l'élasticité, contenues dans les thèses présentées par l'Exécutif de l'I.C. en décembre 1921). Mais c'était encore insuffisant, et la Gauche le démontrait sans équivoque possible dans son article du 21 mars 1922 (comme elle allait le faire également dans les thèses de Rome) : « *Pour nous*, l'existence indépendante du parti communiste *n'est encore qu'une formule vague, si on ne précise pas la valeur de cette indépendance en exposant les raisons qui nous ont* imposé *de l'édifier par la scission d'avec les réformistes, et qui font qu'*elle s'identifie avec la conscience programmatique et la discipline organisationnelle du mouvement. *Le contenu et l'orientation programmatiques du parti peuvent être influencés négativement par des erreurs dans la tactique, car le parti, considéré en tant qu'organisation de militants et, plus largement, des masses qu'il encadre entre autres dans les syndicats, n'est pas une simple*

(1) *La fonction de la social-démocratie, Il Communista*, 6 février 1921 (article reproduit dans *Communisme et fascisme*, Editions Programme Communiste, pp. 35-38).

(2) Organisation militaire d'inspiration antifasciste banale et se prétendant « au-dessus des partis ». (Voir, à ce sujet, *Programme Communiste*, n° 46, p. 51.)

machine, mais précisément à la fois un produit et un facteur du processus historique. » Conclusion pratique : « *En aucun cas le parti ne devra déclarer qu'il accepte des postulats et des moyens d'action qui cautionnent une politique* en contradiction avec son programme... *Il ne devra pas accepter de partager la responsabilité d'actions qui pourraient ensuite être dirigées par d'autres éléments politiques prédominants dans une coalition dont il aurait accepté par avance la discipline* (sans quoi *il n'y aurait même pas de coalition*). *D'autre part, en ce qui concerne le problème d'un gouvernement social-démocrate, il est nécessaire de montrer qu'il ne peut apporter de solution aux problèmes du prolétariat, et de le montrer* avant même *que ce gouvernement se constitue, pour éviter que le prolétariat ne soit complètement abattu par l'échec de cette expérience. Que cette action du parti ne freine pas le développement du processus réel qui y conduit, nos thèses elles-mêmes le disent et il est curieux de voir que ceci est admis, au prix d'ailleurs d'une contradiction flagrante, par un de leurs adversaires, lorsqu'il affirme que ce développement est accéléré par la pression révolutionnaire des masses. Lorsque le parti communiste* refuse de se ranger parmi les forces qui revendiquent un gouvernement social-démocrate, *il ne fait que devenir le protagoniste — dans ses prises de position, dans son travail de propagande, dans sa lutte — de cette pression de la partie la plus révolutionnaire des masses. C'est ainsi que son opposition à la social-démocratie devient* non plus seulement théorique, mais pratique, *démentant la conception que certains camarades se font de la dialectique, qui serait synonyme, selon eux, de la versatilité des attitudes. En réalité, c'est précisément la dialectique, comprise dans son sens véritable, qui explique que l'opposition des communistes à l'expérience social-démocrate,* avant et après, soit un facteur qui accélère le processus historique *dont cette expérience fait elle-même partie.* »

Et l'article se terminait sur une conclusion qui peut aujourd'hui apparaître prophétique : « Il y a des limites tactiques qui sont tracées non par la théorie, mais par la réalité. *Cela est si vrai que sans vouloir jouer les oiseaux de mauvais augure, nous pouvons prévoir que si on continue dans cette voie des oscillations tactiques illimitées et des alliances contingentes avec des partis politiques opposés,* on détruira peu à peu le résultat des sanglantes expériences de la lutte de classe vécues par le prolétariat, pour aboutir non pas à des succès sensationnels mais à l'extinction de l'énergie révolutionnaire du prolétariat, de sorte qu'on risque de voir une nouvelle fois l'opportunisme célébrer ses saturnales sur la défaite de la révolution, *dont il décrit déjà les forces comme incertaines, hésitantes, et prêtes à s'engager sur le chemin de Damas* » (1).

C'est justement ce qui, hélas ! arrivera, confirmant une nouvelle fois que les moyens conditionnent la fin, et de façon désastreuse s'ils ne sont pas déterminés par elle et en fonction d'elle.

En présentant ses *Thèses sur la tactique,* la Gauche (et à travers elle l'ensemble du parti) a montré qu'elle avait su évaluer avec une conscience sûre et précise tous les facteurs mis en lumière par l'histoire même des luttes de classe, et tracer en fonction de ces facteurs une voie révolutionnaire nette et droite. Contrairement à ce que prétendent les perroquets

(1) *La tâche de notre parti, Il Comunista,* 21 mars 1922.

d'aujourd'hui, qui répètent sottement après coup les critiques polémiques d'autrefois, il ne s'agissait nullement d'ignorer les aspects multiformes de la lutte révolutionnaire. La Gauche les prévoyait au contraire et en examinait les répercussions possibles sur l'action du parti (en se préoccupant plus encore, d'ailleurs, des effets inévitables dans les périodes de reflux, que de ceux que l'on peut attendre des périodes de marée haute). Mais surtout elle reliait toutes ces vicissitudes de la lutte à notre but final, — qui n'inspire pas seulement notre « pensée », et qui n'est pas seulement un objectif à atteindre au terme de notre long combat, mais qui imprègne aussi le *présent* moins riche de promesses. En faisant ainsi du présent un maillon inséparable de la longue chaîne qui relie le passé à l'avenir, les luttes contingentes à la bataille finale, elle n'invoqua jamais le prétexte du reflux pour jeter par-dessus bord, comme un lest encombrant, une fidélité aux principes qui est au contraire la condition même d'un avenir meilleur.

L'abandon de cette ancre que constitue l'intégrité programmatique, la continuité dans l'action et la solidité du lien organisationnel qui en découle, signifiera pour l'Internationale la chute dans l'abîme du « socialisme dans un seul pays » et de la contre-révolution stalinienne. Parce qu'elle s'y est tenue fermement, la Gauche aura sauvé le fil, même bien mince, auquel pourra se raccrocher le prolétariat au cours de sa remontée future, pénible et exténuante, sans doute, mais certaine ! (1).

(1) Nous avons insisté sur les aspects par lesquels les *Thèses de Rome* se rattachent à l'histoire dramatique de l'Internationale et de tout le mouvement communiste, pour souligner qu'elles sont nées au cœur même des luttes réelles et des affrontements physiques du prolétariat, et non des élucubrations de cervelles « géniales ». *Nature organique du parti, rapports du parti et de la classe, rapports avec les autres partis politiques :* tels étaient les problèmes brûlants d'une époque glorieuse malgré ses ombres. Nous laissons de côté la partie sur la situation « italienne », qui trouvera tout naturellement sa place dans les prochains volumes de la *Storia della Sinistra,* pour mettre encore davantage en relief la nature et la portée *internationales* des Thèses, dont la partie « italienne » n'était qu'un corollaire ou, si on préfère, l'application, en rapport avec l'analyse spécifique des rapports de forces dans un pays donné, de même que les thèses sur la question agraire et sur le mouvement syndical.

THÈSES SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (THÈSES DE ROME - 1922)

PRÉAMBULE

Les présentes thèses ont pour objet le problème général des critères auxquels le Parti communiste doit obéir dans son action pour réaliser son programme et atteindre son but, de la méthode qu'il doit suivre pour déterminer les initiatives à prendre et la direction à donner à ses mouvements.

Dans les différentes sphères de l'action du Parti (question parlementaire, syndicale, agraire, militaire, nationale et coloniale, etc.), ce problème revêt des aspects particuliers, qui ne seront pas traités ici séparément car ils font l'objet d'autres discussions et résolutions des congrès internationaux et nationaux.

Les présentes thèses partent du programme que le Parti communiste d'Italie a adopté à Livourne et qui est l'expression et le fruit de la doctrine et de la méthode propres à l'Internationale Communiste et au Parti. Ce programme déclare :

« Le Parti communiste d'Italie (Section de l'Internationale Communiste) est constitué sur la base des principes suivants :

« 1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

« 2. Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

« 3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

« 4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti politique de classe.

Le Parti communiste, groupant dans ses rangs la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Le Parti a pour rôle de répandre dans les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

« 5. La guerre mondiale a été causée par les contradictions internes incurables du régime capitaliste qui ont engendré l'impérialisme moderne. Elle a ouvert une crise dans laquelle la société capitaliste va se désagrégeant et où la lutte de classe ne peut aboutir qu'à un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des différents Etats bourgeois.

« 6. Après le renversement du pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant les organismes représentatifs de l'Etat sur la seule classe productive et en privant la bourgeoisie de tout droit politique.

« 7. La forme de représentation politique dans l'Etat prolétarien est le système des conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en vigueur dans la Révolution russe, commencement de la Révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable d'une dictature du prolétariat.

« 8. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

« 9. Seul l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

« 10. Cette transformation de l'économie et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale aura pour effet, une fois éliminée la division de la société en classes, d'éliminer aussi peu à peu la nécessité de l'Etat politique, dont l'appareil se réduira progressivement à celui de l'administration rationnelle des activités humaines. »

I. NATURE ORGANIQUE DU PARTI COMMUNISTE

Parti politique de la classe prolétarienne, le Parti communiste se présente dans l'action comme une collectivité opérant selon une orientation unitaire. Les mobiles initiaux qui poussent les éléments et les groupes de cette collectivité à s'organiser pour une action unitaire sont les intérêts immédiats que la situation économique suscite dans les différents groupes de la classe ouvrière. Le rôle du Parti communiste se caractérise essentiellement par l'utilisation des énergies ainsi encadrées en vue d'atteindre des objectifs qui, pour être communs à toute la classe travailleuse et situés au terme de toutes ses luttes successives, dépassent, en les intégrant, les intérêts des groupes particuliers et les revendications immédiates et contingentes que la classe ouvrière peut poser.

2. L'intégration de toutes les poussées élémentaires dans une action unitaire se manifeste à travers deux facteurs principaux : l'un est la conscience critique dont le Parti tire son programme ; l'autre est la volonté qui s'exprime dans l'organisation disciplinée et centralisée du Parti, instrument de son action. Il serait faux de croire que cette conscience et cette volonté peuvent être obtenues et doivent être exigées de simples individus, car seule l'intégration des activités de nombreux individus dans un organisme collectif unitaire peuvent permettre de les réaliser.

3. Les déclarations programmatiques des Partis et de l'Internationale communiste contiennent une définition précise de la conscience théorico-critique du mouvement. A cette conscience, comme à cette organisation nationale et internationale, on est parvenu et on parvient par une étude de l'histoire de la société humaine et de sa structure à l'époque capitaliste actuelle conduite sur la base des données et des expériences de la lutte prolétarienne réelle et dans une participation active à celle-ci.

4. La proclamation de ce programme et la désignation des hommes aux différentes fonctions de l'organisation résulte en apparence d'une consultation démocratique des délégués du parti. En réalité, elles sont le produit du processus réel qui, accumulant les éléments d'expérience, préparant et sélectionnant les dirigeants, permet au programme de prendre forme et à la structure du Parti de se hiérarchiser.

II. PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU PARTI COMMUNISTE

5. Le Parti prolétarien s'organise et se développe dans la mesure où la maturité et l'évolution de la société permet à une conscience des intérêts généraux et suprêmes de la classe ouvrière d'apparaître et à une action collective et unitaire de se développer dans ce sens.

D'autre part, le prolétariat n'apparaît et n'agit comme classe dans l'histoire que lorsque se dessine en lui la tendance à se donner un programme et une méthode commune d'action, c'est-à-dire à s'organiser en parti.

6. Le processus de formation et de développement du parti prolétarien ne présente pas un aspect continu et régulier, mais peut passer, sur le plan national et international, par des phases très complexes et des périodes de crise générale.

Bien souvent, les Partis prolétariens ont subi une dégénérescence qui a privé leur action de son unité et de sa conformité aux buts révolutionnaires suprêmes, ou du moins a atténué ces caractères indispensables de leur activité au lieu de les accentuer. Celle-ci s'est alors fragmentée dans la poursuite d'avantages limités à tel ou tel groupe ouvrier ou de résultats contingents (réformes), adoptant des méthodes qui compromettaient le travail révolutionnaire et la préparation du prolétariat à la réalisation de ses finalités de classe. Par cette voie, les Partis prolétariens en sont souvent arrivés à ouvrir leurs rangs à des couches et des éléments qui ne pouvaient pas encore se placer sur le terrain de l'action collective unitaire pour les buts suprêmes. Cela s'est toujours accompagné d'une révision et d'une déformation de la doctrine et du programme, et d'un relâchement de la discipline intérieure ; ainsi, au lieu de donner au mouvement prolétarien un état-major de chefs aptes et décidés à la lutte, on l'a livré aux mains d'agents larvés de la bourgeoisie.

7. Sous l'influence de situations nouvelles, sous la pression des événements provoquant la classe ouvrière à l'action, il est possible de sortir d'une pareille situation et de retourner au véritable Parti de classe. Ce retour s'effectue sous forme d'une scission de la partie de l'organisation qui, en défendant le programme, en critiquant les expériences défavorables de la lutte et en formant une école et une fraction organisée au sein du vieux parti, a rétabli cette continuité indispensable à la vie d'un organisme unitaire qui se fonde sur la possession d'une conscience et d'une discipline. C'est de cette conscience et de cette discipline que naît le nouveau Parti. Tel est généralement le processus qui a conduit des Partis faillis de la IIe Internationale à la naissance de l'Internationale Communiste.

8. Le développement du Parti communiste après le dénouement d'une telle crise peut être défini comme « normal » pour la commodité de l'analyse, ce qui n'exclut pas le retour de phases critiques dans des situations nouvelles. C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (par-delà le remplacement individuel de chefs infidèles ou usés) que le Parti assure également le maximum de travail efficace et utile pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles

énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.

9. Pour les mêmes raisons, on doit considérer comme un processus tout à fait anormal l'agrégation au Parti d'autres partis ou fractions détachées de Partis. Un groupe, qui se distinguait jusqu'à un moment donné par une position programmatique différente et par une organisation indépendante, n'apporte pas au Parti communiste des éléments utilement assimilables, mais altère la fermeté de sa position politique et la solidité de sa structure : dans ce cas, l'accroissement des effectifs, loin de correspondre à un accroissement des forces et des capacités du Parti, pourrait bien paralyser son travail d'encadrement des masses, au lieu de le faciliter.

Il est souhaitable que l'Internationale Communiste déclare au plus tôt qu'elle n'admet pas la moindre dérogation à deux principes fondamentaux d'organisation : il ne peut y avoir dans chaque pays qu'un seul Parti Communiste, et on ne peut adhérer à l'Internationale que par admission individuelle au Parti Communiste du pays donné.

III. RAPPORTS ENTRE LE PARTI COMMUNISTE ET LA CLASSE PROLÉTARIENNE

10. La délimitation et la définition des caractères du Parti de classe, qui fondent sa structure constitutive d'organe de la partie la plus avancée de la classe prolétarienne, n'empêchent pas, mais au contraire exigent qu'il soit rattaché par des liens étroits au reste du prolétariat.

11. La nature de ces rapports se déduit de la dialectique régissant la formation de la conscience de la classe et de l'organisation unitaire du Parti. Cette formation se traduit par le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscites par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une action prolétarienne générale. Mais, bien loin de le faire en niant ces mouvements élémentaires, il assure leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les suivant avec attention dans tout leur développement.

12. L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer

jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire.

13. Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc.). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui. Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer.

Ils tendent à entraîner derrière eux la majorité des travailleurs de ces associations et à conquérir les charges directrices, devenant ainsi le véhicule naturel des mots d'ordre du Parti. Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action.

14. Tout le travail et l'encadrement des groupes communistes tend à donner au Parti le contrôle définitif des organes dirigeant les associations économiques. Les centrales syndicales nationales, en particulier, apparaissent comme le plus sûr moyen de diriger les mouvements du prolétariat non organisé vers le Parti. Celui-ci considère qu'il a le plus grand intérêt à éviter la scission des syndicats *et des autres* organisations économiques. C'est pourquoi il ne saurait s'opposer à l'exécution des mouvements décidés par leurs directions sous prétexte qu'elle est dans les mains d'autres partis. Cela ne l'empêchera pas de faire la critique la plus ouverte tant de l'action elle-même que de l'œuvre des chefs.

15. Non seulement le Parti communiste participe, comme il vient d'être dit, à la vie des organisations prolétariennes que les intérêts économiques réels engendrent naturellement ; non seulement il favorise leur extension et leur renforcement, mais il s'efforce de mettre en évidence par sa propagande les problèmes qui intéressent réellement les ouvriers et qui, dans le développement de la situation, peuvent donner naissance à de nouveaux organismes de lutte économique. Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'influence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations et possibilités de manifestations dans la vie sociale.

16. Ce serait une conception complètement erronée du Parti que d'exiger de chacun de ses adhérents considéré isolément une parfaite conscience critique et un total esprit de sacrifice, et de limiter la sphère d'influence du Parti à des unions révolutionnaires de travailleurs constituées dans le domaine économique selon un critère scissionniste, et ne comprenant que les prolétaires qui

acceptent des méthodes d'action données. D'autre part, on ne peut exiger qu'à une date donnée ou à la veille d'entreprendre des actions générales, le Parti ait réalisé la condition d'encadrer la majorité du prolétariat sous sa direction, ni à plus forte raison dans ses propres rangs. Un tel postulat ne peut être posé à priori, sans tenir compte du déroulement dialectique du processus de développement du Parti. Cela n'a aucun sens, même abstrait, de comparer le nombre des ouvriers encadrés dans l'organisation disciplinée et unitaire du Parti, ou contrôlés par lui, et celui des ouvriers inorganisés et dispersés ou affiliés à des organismes corporatifs incapables de les unir organiquement. Les conditions auxquelles doivent répondre les rapports entre le Parti et la classe pour que les actions données soient possibles et efficaces, ainsi que les moyens de les réaliser, vont être définis dans la suite de cet exposé.

IV. RAPPORTS DU PARTI COMMUNISTE AVEC LES AUTRES MOUVEMENTS POLITIQUES PROLÉTARIENS

17. La fraction du prolétariat qui est organisée dans d'autres partis politiques ou qui sympathise avec eux est particulièrement récalcitrante à un regroupement dans les rangs et sous l'influence du Parti communiste. Tous les partis bourgeois ont des adhérents prolétariens, mais ceux qui nous intéressent ici sont surtout les partis sociaux-démocrates et les courants syndicalistes et anarchistes.

18. Le Parti doit développer une critique incessante du programme de ces mouvements et démontrer leur insuffisance pour l'émancipation du prolétariat. Cette polémique théorique sera d'autant plus efficace que le Parti pourra mieux démontrer que l'expérience confirme les critiques programmatiques anciennement formulées par lui contre ces mouvements. C'est pourquoi, dans les polémiques de cette nature, on ne doit jamais masquer les divergences de méthode, non seulement au sujet des problèmes du moment, mais au sujet des développements ultérieurs de l'action du prolétariat.

19. Par ailleurs, ces polémiques doivent se refléter dans le domaine de l'action. Participant aux luttes des organisations économiques prolétariennes même quand elles sont dirigées par les socialistes, les syndicalistes ou les anarchistes, les communistes ne se refuseront pas à en suivre l'action, à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle. Ils n'en démontreront pas moins que la méthode erronée de ces chefs condamne cette action à l'impuissance ou à l'utopisme, à un point donné de son développement, alors que la méthode communiste aurait conduit à de meilleurs résultats, aux fins du mouvement révolutionnaire général. Dans la polémique, les communistes distingueront toujours entre les chefs et les masses, laissant aux premiers la responsabilité des erreurs et des fautes. Ils ne manqueront pas de dénoncer tout aussi vigoureusement l'œuvre des dirigeants qui, malgré un sincère sentiment révolutionnaire, préconisent une tactique dangereuse et erronée.

20. Le Parti communiste a pour objectif essentiel de gagner du terrain au sein du prolétariat, accroissant ses effectifs et son influence aux dépens des courants et partis politiques prolétariens dissidents. A condition qu'on ne compromette jamais la physonomie programmatique et organisationnelle du Parti, cet objectif sera atteint par une participation à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque avec ceux-ci.

21. Pour attirer à lui les prolétaires adhérant à d'autres mouvements politiques, le Parti communiste ne peut appliquer la méthode consistant à organiser en leur sein des fractions communistes ou de sympathisants communistes. Il est normal d'employer cette méthode pour pénétrer dans les syndicats d'où l'on ne cherche pas à faire sortir des groupes communistes organisés ; mais appliquée à des mouvements politiques, elle compromettrait l'unité organique du Parti, pour les raisons dites plus haut à propos du développement de son organisation.

22. Dans la propagande et la polémique, il ne faudra pas oublier que de nombreux travailleurs déjà mûrs pour la conception unitaire et révolutionnaire de la lutte ne se sont fourvoyés dans les rangs syndicalistes et anarchistes qu'en réaction à la dégénérescence des vieux partis sociaux-démocrates. La vigueur de la polémique et de la lutte communistes contre ces derniers sera un facteur de premier ordre pour ramener ces travailleurs sur le terrain révolutionnaire.

23. On ne peut évidemment appartenir en même temps au Parti communiste et à un autre parti politique. L'incompatibilité s'étend à tous les mouvements qui, sans être ni s'intituler partis, ont un caractère politique, et à toutes les associations dont les conditions d'admission sont des thèses politiques, en particulier la franc-maçonnerie.

V. ÉLÉMENTS DE LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE TIRÉS DE L'EXAMEN DES SITUATIONS

24. Dans les points précédents, les critères généraux qui règlent les rapports entre le Parti communiste et les autres organisations du prolétariat ont été établis en fonction de la nature même du Parti. Avant d'en arriver à la tactique proprement dite, il faut examiner quels éléments l'étude de la situation du mouvement peut apporter à sa détermination. Le programme du Parti communiste prévoit qu'au cours du développement qu'on lui attribue généralement celui-ci accomplira une série d'actions correspondant à des situations successives. Il y a donc une étroite connexion entre directives programmatiques et règles tactiques. L'étude de la situation apparaît donc comme un élément complémentaire de la solution des problèmes tactiques, puisque dans sa conscience et son expérience critiques, le Parti avait déjà prévu un certain développement des situations, et donc délimité les possibilités d'action correspondant à chacune d'elles. L'examen de la situation permettra de contrôler l'exactitude de la perspective de développement que le Parti a formulée dans son programme ; le jour où cet examen imposerait une révision substantielle

de celle-ci le problème ne pourrait se résoudre par une simple volte-face tactique : c'est la vision programmatique elle-même qui subirait inévitablement une rectification, non sans conséquences graves pour l'organisation et la force du Parti. Celui-ci doit donc s'efforcer de prévoir le développement des situations, afin de déployer dans chacune d'elles tout le degré d'influence qu'il sera possible d'exercer ; mais les attendre et se laisser indiquer et suggérer par elles des attitudes éclectiques et changeantes est une méthode caractéristique de l'opportunisme social-démocrate. Si les Partis communistes se la laissaient jamais imposer, ils souscriraient à la ruine du communisme en tant qu'idéologie et action militantes.

25. Le Parti communiste ne possède d'unité, ne tend à réaliser le développement prévu dans son programme qu'autant qu'il groupe dans ses rangs la fraction du prolétariat qui a surmonté la tendance à se mouvoir uniquement sous l'impulsion immédiate de situations économiques particulières. Ce dépassement se réalise précisément par la voie de l'organisation politique. Si la conscience critique et l'initiative volontaire n'ont qu'une valeur très limitée pour les individus, elles se trouvent pleinement réalisées dans la collectivité du Parti, d'autant plus que celui-ci se présente comme un précurseur de ces formes d'association humaine qui, au lieu de subir passivement la loi des faits économiques, seront réellement en mesure de les diriger rationnellement, parce qu'elles auront dépassé l'informe organisation économique actuelle. C'est pourquoi les mouvements d'ensemble du Parti, au lieu d'être immédiatement déterminés par la situation, lui sont liés par une dépendance rationnelle et volontaire.

26. La volonté du Parti ne peut toutefois pas s'exercer de façon capricieuse, ni son initiative s'étendre dans des proportions arbitraires. Les limites qu'il peut et doit fixer à l'une comme à l'autre lui sont données précisément par son programme et par l'appréciation de la possibilité et de l'opportunité d'engager une action qu'il déduit de l'examen des situations contingentes.

27. C'est en examinant la situation qu'on jugera des forces respectives du Parti et des mouvements adverses. Le premier souci du Parti doit être d'apprécier correctement l'importance de la couche du prolétariat qui le suivrait s'il entreprenait une action ou engageait une lutte. Pour cela, il devra se faire une idée exacte de l'influence de la situation économique sur les masses et des poussées spontanées qu'elle détermine en leur sein, ainsi que du développement que les initiatives du Parti communiste et l'attitude des autres partis peuvent donner à ces poussées.

Qu'il s'agisse d'une période de prospérité croissante ou au contraire de difficultés et de crises, l'influence que la situation économique exerce sur la combativité de classe du prolétariat est très complexe. Elle ne peut être déduite d'un simple examen de cette situation à un moment donné, car il faut tenir compte de tout le déroulement antérieur, de toutes les oscillations et variations des situations qui ont précédé. Par exemple, une période de prospérité peut donner vie à un puissant mouvement syndical qui, si celle-ci est suivie d'une période de crise et d'appauvrissement, peut se porter rapidement sur des positions révolutionnaires, faisant jouer en faveur de la victoire le large encadrement des masses qu'il aura conservé. Par contre, une période

d'appauvrissement progressif peut désagréger le mouvement syndical au point que, dans une période ultérieure de prospérité, il n'offre plus matière suffisante à un encadrement révolutionnaire. Ces exemples (qui pourraient d'ailleurs être inversés) prouvent que « les courbes de la situation économique et de la combativité de classe sont déterminées par des lois complexes, la seconde dépendant de la première, mais ne lui ressemblant pas dans la forme ». A la montée de la première peut correspondre indifféremment, dans des cas donnés, la montée ou la descente de la seconde, et inversement.

28. Les éléments intégrants de cette recherche sont très variés. Il faudra examiner non seulement la tendance effective du prolétariat à constituer et développer des organisations de classe, mais toutes les réactions, psychologiques y compris, déterminées en son sein d'une part par la situation économique, d'autre part par les attitudes et initiatives sociales et politiques de la classe dominante elle-même et ses partis. Sur le plan politique, l'examen de la situation se complète par celui des positions des différentes classes et partis à l'égard du pouvoir d'Etat, et par l'appréciation de leurs forces. De ce point de vue, les situations dans lesquelles le Parti communiste peut être amené à agir et qui, dans leur succession normale, le conduisent à augmenter ses effectifs et en même temps à préciser toujours davantage les limites de sa tactique peuvent être classées en cinq grandes phases qui sont : 1. Pouvoir féodal absolutiste. 2. Pouvoir démocratique bourgeois. 3. Gouvernement social-démocrate. 4. Période intermédiaire de guerre civile dans laquelle les bases de l'Etat sont ébranlées. 5. Pouvoir prolétarien de la dictature des Conseils. En un certain sens, le problème tactique consiste non seulement à choisir la bonne voie pour une action efficace, mais aussi à éviter que l'action du Parti ne sorte des limites opportunes pour revenir à des méthodes qui, répondant à des phases dépassées, arrêteraient le développement du Parti et, bien pis, lui feraient perdre sa préparation révolutionnaire. Les considérations qui suivent se réfèrent à l'action du Parti dans la seconde et troisième phases politiques sus-mentionnées.

29. Pour vivre d'une vie organique, le Parti communiste doit posséder une méthode critique et une conscience le portant à formuler un programme propre. C'est précisément pour cette raison que le Parti et l'Internationale communiste ne peuvent accorder la plus grande liberté et élasticité de tactique aux centres dirigeants et remettre la détermination de celle-ci à leur seul jugement après examen de la situation. Le programme du Parti n'a pas le caractère d'un simple but que l'on pourrait atteindre par n'importe quelle voie, mais celui d'une perspective historique dans laquelle les voies suivies et les objectifs atteints sont intimement liés. Dans les diverses situations, la tactique doit donc être en harmonie avec le programme et, pour cela, les règles tactiques générales pour les situations successives doivent être précisées dans certaines limites, sans doute non rigides, mais toujours plus nettes et moins fluctuantes à mesure que le mouvement se renforce et approche de la victoire finale. C'est seulement ainsi qu'on parviendra au centralisme maximum dans les Partis et l'Internationale, c'est-à-dire que les dispositions prises centralement pour l'action seront acceptées et exécutées sans résistances non seulement par les Partis communistes, mais même par une partie des mouve-

ments de masse qu'ils sont parvenus à encadrer. On ne doit en effet pas oublier qu'à la base de l'acceptation de la discipline organique du mouvement, il y a non seulement l'initiative d'individus et de groupes résultant des développements de la situation, mais une progression continue et logique d'expériences les amenant à rectifier leur vision de la voie à suivre pour obtenir la plus grande efficacité dans la lutte contre les conditions de vie que l'organisation sociale actuelle impose au prolétariat. C'est pourquoi, avant d'appeler leurs adhérents et ceux des prolétaires qui les suivent a l'action et au sacrifice d'eux-mêmes, les Partis et l'Internationale doivent exposer de façon systématique l'ensemble de leurs règles tactiques générales et démontrer qu'elles sont la seule voie de la victoire. Si le Parti doit donc définir les termes et les limites de sa tactique, ce n'est pas par désir de théoriser et de schématiser les mouvements complexes qu'il pourra être amené à entreprendre, mais en raison d'une nécessité pratique et organisationnelle. Une telle définition peut sembler restreindre ses possibilités d'action, mais elle seule garantit la continuité et l'unité de son intervention dans la lutte prolétarienne, et c'est pour ces raisons tout à fait concrètes qu'elle doit être décidée.

VI. ACTION TACTIQUE « INDIRECTE » DU PARTI COMMUNISTE

30. Les conditions n'existent pas toujours pour une action tactique qu'on peut appeler « directe », puisqu'elle a le caractère d'un assaut au pouvoir bourgeois par le Parti communiste et les forces dont il dispose. Loin de se limiter au prosélytisme et à la propagande purs et simples, le Parti peut et doit alors exercer son influence sur les événements en réglant ses rapports avec les autres partis et mouvements sociaux et politiques et en exerçant sur eux sa pression de façon à déterminer un développement de la situation favorable à ses propres buts et à hâter le moment où l'action révolutionnaire décisive sera possible. Les initiatives et attitudes à adopter en pareil cas constituent un problème délicat. Pour qu'il soit résolu, la première condition est qu'elles ne soient et ne puissent sembler aucunement en contradiction avec les nécessités ultérieures de la lutte propre du Parti, selon le programme qu'il est le seul à défendre et pour lequel le prolétariat devra lutter au moment décisif. La propagande du Parti n'a pas seulement une valeur théorique ; elle résulte surtout de positions que le Parti prend quotidiennement dans la lutte prolétarienne réelle, et elle doit continuellement mettre en évidence la nécessité pour le prolétariat d'embrasser le programme et les méthodes communistes. Toute attitude qui causerait ou comporterait le passage au second plan de l'affirmation intégrale de cette propagande et qui ferait de l'obtention de tel ou tel résultat contingent une fin en soi, et non pas un moyen de poursuivre plus avant, conduirait à un affaiblissement de la structure du Parti et à un recul de son influence dans la préparation révolutionnaire des masses.

31. Dans la phase plus haut définie comme celle du pouvoir démocratique bourgeois, les forces politiques sont généralement divisées en deux courants ou « blocs » : la droite et la gauche, qui se disputent la direction de l'Etat.

Les partis sociaux-démocrates, coalitionnistes par principe, adhèrent plus ou moins ouvertement au bloc de gauche. Le Parti communiste n'est pas indifférent aux développements de cette lutte, que ce soit parce qu'elle soulève des points et des revendications qui intéressent les masses prolétariennes et concentrent leur attention, ou parce que sa conclusion par une victoire de la gauche peut réellement aplanir la voie à la révolution prolétarienne. Quant au problème de l'opportunité tactique de coalitions avec les éléments politiques de gauche, il faut l'examiner sans apriorisme faussement doctrinal ou sottement sentimental et puritain. On doit partir du fait que le Parti communiste ne dispose d'une initiative de mouvement qu'autant qu'il est capable de poursuivre avec continuité le travail d'organisation et de préparation d'où lui vient l'influence qui lui permet d'appeler les masses à l'action. Il ne peut donc se proposer une tactique répondant à un critère occasionnel et momentané, quitte à prévoir une brusque volte-face au moment où elle apparaîtrait dépassée, et un changement de front qui transformerait en ennemis les alliés de la veille. Si le Parti ne veut pas compromettre sa liaison avec les masses et la possibilité de la renforcer au moment où cela sera le plus nécessaire, toutes ses déclarations et attitudes publiques devront traduire sa continuité de méthode et d'intentions, c'est-à-dire être en parfaite harmonie avec la propagande pour la lutte finale et la préparation à celle-ci.

32. Une des tâches essentielles du Parti communiste pour préparer idéologiquement et pratiquement le prolétariat à la prise révolutionnaire du pouvoir est de critiquer sans pitié le programme de la gauche bourgeoise et tout programme qui voudrait se servir des institutions démocratiques et parlementaires bourgeoises pour résoudre les problèmes sociaux. La plupart du temps, c'est seulement par des falsifications démagogiques que la droite et la gauche bourgeoises parviennent à intéresser le prolétariat à leurs divergences. Les falsifications ne peuvent évidemment être démontrées par la seule critique théorique : c'est dans la pratique et le vif de la lutte qu'elle seront démasquées.

Le but de la gauche n'est nullement de faire un pas en avant pour atteindre un quelconque échelon intermédiaire entre le système économique et politique capitaliste et le système prolétarien. En général, ses revendications politiques tendent à créer de meilleures conditions de fonctionnement et de défense du capitalisme moderne, tant par leur contenu propre que par l'illusion qu'elles donnent aux masses de pouvoir faire servir les institutions présentes à leur émancipation de classe. Cela vaut pour les revendications d'élargissement du droit de vote et autres garanties et perfectionnement du libéralisme, comme pour la politique anticléricale et l'ensemble de la politique franc-maçonne. Cela vaut également pour les réformes d'ordre économique et social : ou bien elles ne seront pas réalisées, ou elles ne le seront qu'à la condition et dans le but de faire obstacle à la poussée révolutionnaire des masses.

33. Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeoise ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un pas vers

la lutte finale pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas dans le sens qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et moins encore accorde au prolétariat une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires. Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience : de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'Etat démocratique bourgeois.

C'est donc dans un tout autre sens que l'avènement de tels gouvernements peut être utile, à savoir dans la mesure où leur œuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme. Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale.

34. Une coalition du Parti Communiste avec les partis de la gauche bourgeoise ou de la social-démocratie nuirait donc à la préparation révolutionnaire du prolétariat et rendrait l'utilisation d'une expérience gouvernementale de la gauche difficile. En outre, elle retarderait pratiquement beaucoup la victoire du bloc de gauche sur celui de droite. En effet, si la clientèle du centre bourgeois que ces deux blocs se disputent s'oriente à gauche, c'est parce qu'elle est à bon droit convaincue que la gauche n'est pas moins conservatrice et ennemie de la révolution que la droite.

Elle sait que les concessions proposées par elle sont en majeure partie apparentes, et que lorsqu'elles sont effectives, elles visent à freiner la montée révolutionnaire contre les institutions que la gauche accepte aussi bien que la droite. Par conséquent, la présence du Parti Communiste dans la coalition de gauche ferait perdre à celle-ci une grande partie de sa clientèle, surtout électorale, perte que l'appui des communistes ne pourrait compenser. Une telle politique retarderait probablement l'expérience au lieu de l'accélérer.

35. Il est indéniable que le bloc de gauche agite des revendications intéressant les masses et correspondant souvent, dans leur formulation, a leurs exigences réelles. Le Parti communiste ne négligera pas ce fait et ne soutiendra pas la thèse superficielle que de telles concessions sont à refuser, car seules les conquêtes finales et totales de la révolution méritent les sacrifices du prolétariat. Pareille proclamation n'aurait aucun sens, car son seul résultat serait de rejeter ce dernier sous l'influence des démocrates et sociaux-démocrates auxquels il resterait inféodé. Le Parti communiste invitera donc les travailleurs à accepter les concessions de la gauche comme une expérience sur l'issue de laquelle il exprimera les prévisions les plus pessimistes, insistant sur la nécessité pour le prolétariat de ne pas mettre en jeu son indépendance politique et d'organisation, s'il ne veut pas sortir ruiné de l'expérience. Il incitera les masses à exiger des partis sociaux-démocrates qu'ils tiennent leurs engagements, puisqu'ils se portent garants de la possibilité de réaliser les promesses de la gauche bourgeoise. Par sa critique indépendante et ininterrompue, il se préparera à recueillir les fruits du résultat négatif de ces expériences, dénonçant le front unique de toute la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire et la complicité des partis soi-disants ouvriers qui, soutenant la coalition avec une partie de la bourgeoisie, se font les agents de celle-ci.

36. Les partis de gauche et en particulier les sociaux-démocrates affichent souvent des revendications d'une nature telle qu'il est utile d'appeler le prolétariat à l'action directe pour les obtenir. En effet, si la lutte était engagée, l'insuffisance des moyens proposés par les sociaux-démocrates pour réaliser leur programme de mesures ouvrières apparaîtrait immédiatement. A ce moment, le Parti communiste pourra agiter ces mêmes revendications en les précisant, en faire un drapeau de lutte de tout le prolétariat qu'il portera en avant pour forcer les partis qui en parlent par simple opportunisme à s'employer à leur réalisation. Qu'il s'agisse de revendications économiques ou même de caractère politique, le Parti communiste les proposera comme objectif d'une coalition des organisations syndicales. Il évitera cependant la constitution de comités directeurs de lutte et d'agitation dans lesquels il serait représenté et engagé aux côtés d'autres partis, afin de retenir l'attention des masses sur le programme spécifique du communisme et de conserver sa propre liberté de mouvement pour le moment où il devra élargir la plate-forme d'action en débordant les autres partis, abandonnés par les masses après la démonstration de leur impuissance. Le front unique syndical ainsi compris offre la possibilité d'actions d'ensemble de toute la classe travailleuse. De telles actions, la méthode communiste ne peut sortir que victorieuse, car elle est la seule capable de donner un contenu au mouvement unitaire du prolétariat, et la seule qui ne partage pas la moindre responsabilité dans l'œuvre des partis qui affichent un appui verbal à la cause du prolétariat par opportunisme et avec des intentions contre-révolutionnaires.

37. La situation que nous envisageons peut prendre l'aspect d'une attaque de la droite bourgeoise contre un gouvernement démocratique ou socialiste. Même dans ce cas, le Parti communiste ne saurait proclamer la moindre solidarité avec des gouvernements de ce genre : s'il les accueille comme une expérience à suivre pour hâter le moment où le prolétariat se convaincra de leurs buts contre-révolutionnaires, il ne peut évidemment les lui présenter comme une conquête à défendre.

38. Il pourra arriver que le gouvernement de gauche laisse des organisations de droite, des bandes blanches de la bourgeoisie mener leur action contre le prolétariat et, bien loin de réclamer l'appui de ce dernier, lui refuse le droit de répondre par les armes. Dans ce cas, les communistes dénonceront la complicité de fait, la véritable division du travail entre le gouvernement libéral et les forces irrégulières de la réaction, la bourgeoisie ne discutant plus alors des avantages respectifs de l'anesthésie démocratico-réformiste et de la répression violente, mais les employant toutes les deux à la fois.

Dans cette situation, le véritable, le pire ennemi de la préparation révolutionnaire est le gouvernement libéral : il fait croire au prolétariat qu'il le défendra pour sauver la légalité afin que le prolétariat ne s'arme ni ne s'organise. Ainsi, le jour où par la force des choses celui-ci sera mis dans la nécessité de lutter contre les institutions légales présidant à son exploitation, le gouvernement pourra l'écraser sans mal en accord avec les bandes blanches

39. Il peut aussi se produire que le gouvernement et les partis de gauche qui le composent invitent le prolétariat à participer à la résistance armée contre l'attaque de la droite. Cet appel ne peut que cacher un piège. Le Parti communiste l'accueillera en proclamant que l'armement des prolétaires signifie l'avènement du pouvoir et de l'Etat prolétarien, ainsi que la destruction de la bureaucratie étatique et de l'armée traditionnelle, puisque jamais celles-ci n'obéiraient aux ordres d'un gouvernement de gauche légalement instauré dès le moment où il appellerait le peuple à la lutte armée, et que seule la dictature du prolétariat pourrait donc remporter une victoire stable sur les bandes blanches. En conséquence, le Parti communiste ne pratiquera ni ne proclamera le moindre « loyalisme » à l'égard du gouvernement libéral menacé. Il montrera au contraire aux masses le danger de consolider son pouvoir en lui apportant le soutien du prolétariat contre le soulèvement de la droite ou la tentative de coup d'Etat, c'est-à-dire de consolider l'organisme appelé à s'opposer à l'avance révolutionnaire du prolétariat au moment où celle-ci s'imposera comme la seule issue, en laissant le contrôle de l'armée aux partis gouvernementaux, c'est-à-dire en déposant les armes sans les avoir employées au renversement des formes politiques et étatiques actuelles, contre toutes les forces de la classe bourgeoise.

VII. ACTION TACTIQUE « DIRECTE » DU PARTI COMMUNISTE

40. Dans le cas ci-dessus considéré, les revendications présentées par les partis bourgeois de gauche et social-démocrate comme les objectifs à atteindre ou à défendre retenaient l'attention des masses, et le Parti communiste les proposait à son tour avec plus de clarté et d'énergie, tout en critiquant de façon ouverte les moyens proposés par les autres pour les obtenir.

Mais il est d'autres cas où les besoins immédiats et urgents de la classe ouvrière ne rencontrent qu'indifférence auprès des partis de gauche ou sociaux-démocrates, qu'il s'agisse de conquêtes ou de simple défense. S'il ne dispose pas de forces suffisantes pour appeler directement les masses à l'action en raison de l'influence social-démocrate sur elles, le Parti communiste posera ces revendications et en appellera pour leur conquête au front

unique des syndicats prolétariens, en évitant d'offrir une alliance aux sociaux-démocrates, et même en proclamant qu'ils trahissent même les intérêts contingents et immédiats des travailleurs. La réalisation d'une action unitaire trouvera à leur poste les communistes qui militent dans les syndicats, tout en laissant au Parti la possibilité d'intervenir au cas où la lutte prendrait un autre cours, dressant inévitablement contre elle les sociaux-démocrates, et parfois même les syndicalistes et les anarchistes. Si les autres partis prolétariens refusent de réaliser le front unique syndical pour ces revendications, le Parti communiste ne se contentera pas de les critiquer et de démontrer leur complicité avec la bourgeoisie. Pour détruire leur influence, il devra surtout participer en première ligne aux actions partielles du prolétariat que la situation ne manquera pas de susciter et dont les objectifs seront ceux pour lesquels le Parti communiste avait proposé le front unique de toutes les organisations locales et de toutes les catégories. Cela lui permettra de démontrer concrètement qu'en s'opposant à l'extension des mouvements, les dirigeants sociaux-démocrates en préparent la défaite. Naturellement, le Parti communiste ne se contentera pas de rejeter sur les autres la responsabilité d'une tactique erronée. Avec toute la sagacité et toute la discipline nécessaires, il guettera le moment favorable pour passer outre aux résistances des contre-révolutionnaires, c'est-à-dire l'apparition d'une situation telle dans les masses au cours du développement de la lutte que rien ne les empêcherait plus de suivre un appel du Parti communiste à l'action. Une telle initiative ne peut être prise que centralement, et en aucun cas localement par des organisations du Parti communiste ou par des syndicats contrôlés par les communistes.

41. Plus spécialement, l'expression « tactique directe » désigne l'action du Parti quand la situation l'incite à prendre, indépendamment de tous, l'initiative d'attaquer le pouvoir bourgeois afin de l'abattre ou de lui porter un coup grave. Pour pouvoir entreprendre une pareille action le Parti doit disposer d'une organisation intérieure assez solide pour lui donner la certitude absolue que les directives du centre seront parfaitement suivies. Il doit en outre pouvoir compter sur la discipiline des forces syndicales contrôlées par lui afin d'être sûr qu'une grande partie des masses le suivra. Il a en outre besoin de formations militaires d'une certaine efficacité et, afin de conserver à coup sûr la direction du mouvement au cas probable où il serait mis hors-la-loi par des mesures d'exception, de tout un appareil d'action illégale, et spécialement d'un réseau de communications et de liaisons que le gouvernement bourgeois ne puisse contrôler.

Dans une action offensive, c'est le sort d'un très long travail de préparation qui peut se décider. Avant de prendre une si lourde décision, le Parti devra donc étudier à fond la situation. Il ne suffira pas qu'elle lui permette de compter sur la discipline des forces directement encadrées et contrôlées par lui, ni qu'elle l'autorise à prévoir que les liens l'unissant à la fraction la plus vivante du prolétariat ne se briseront pas au cours de la lutte. Il devra également avoir l'assurance que son influence sur les masses et la participation du prolétariat iront croissant au cours de l'action, car le développement de celle-ci réveillera et rendra effectives des tendances naturellement répandues dans les couches profondes de la masse.

42. Il ne sera pas toujours possible de proclamer ouvertement que le mouvement d'ensemble déclenché par le Parti communiste a pour but de renverser le pouvoir bourgeois. Sauf en cas de développement exceptionnellement rapide de la situation révolutionnaire, le Parti pourra engager l'action sur des mots d'ordre qui ne soient pas encore la prise révolutionnaire du pouvoir, mais ne puissent dans une certaine mesure être réalisés que grâce à elle, bien que les masses ne les considèrent que comme des exigences immédiates et vitales. Dans la mesure limitée où ces mots d'ordre sont réalisables par un gouvernement qui ne soit pas encore la dictature du prolétariat, ils laissent au Parti communiste la possibilité d'arrêter l'action à un certain point sans porter atteinte à l'organisation et à la combativité des masses. Cela peut être utile s'il semble impossible de continuer la lutte jusqu'au bout sans compromettre la possibilité de la reprendre efficacement plus tard.

43. Il n'est pas exclu non plus que le Parti juge opportun de lancer directement un mot d'ordre d'action tout en sachant qu'il ne s'agit pas encore de prendre le pouvoir, mais seulement de conduire une bataille dont le prestige et l'organisation de l'adversaire sortiront ébranlés et qui renforcera matériellement et moralement le prolétariat. Dans ce cas, le Parti appellera les masses à la lutte soit pour des objectifs réellement à atteindre, soit sur des objectifs plus limités que ceux qu'il se propose d'atteindre en cas de succès. Dans le plan d'action du Parti, ces objectifs devront être ordonnés selon une progression de façon à ce que chaque succès puisse constituer une plate-forme d'attente lui permettant de se renforcer pour les luttes suivantes. On évitera le plus possible la tactique désespérée consistant à se lancer dans la lutte dans des conditions telles que les seules possibilités soient ou bien le triomphe de la révolution, ou bien, dans le cas contraire, la certitude de la défaite et de la dispersion des forces prolétariennes pour une durée imprévisible. Les objectifs partiels sont indispensables pour conserver à coup sûr le contrôle de l'action, et on peut les formuler sans entrer en contradiction avec la critique que le Parti fait de leur contenu économique et social quand ils sont considérés comme des fins en soi dont les masses pourraient se satisfaire après les avoir atteintes, et non pas comme l'occasion de luttes qui sont un moyen, un pas vers la victoire finale.

Bien entendu, la détermination de ces objectifs et des limites de l'action est toujours un problème terriblement délicat ; c'est par l'expérience, et par la sélection de ses chefs, que le Parti devient capable d'assumer cette suprême responsabilité.

44. Le Parti ne doit ni croire ni faire croire que lorsque le prolétariat manque de combativité, il suffise qu'un groupe d'audacieux se lance dans la lutte et tente des coups de main contre les institutions bourgeoises pour que son exemple réveille les masses. C'est dans le développement de la situation économique réelle qu'il faut chercher les raisons qui feront sortir le prolétariat de sa prostration. Si la tactique du Parti peut et doit contribuer à ce réveil, c'est par un travail beaucoup plus profond et continu que ne peut l'être le geste spectaculaire d'une avant-garde lancée à l'assaut.

45. Le Parti se servira toutefois de ses forces et de son encadrement pour des actions menées par des groupes armés, des organisations ouvrières, et même des foules, et bien contrôlées par lui dans leur plan et leur exécution ; ayant une valeur démonstrative et défensive, ces actions sont destinées à prouver concrètement aux masses qu'avec de l'organisation et de la préparation il est possible d'affronter certaines résitances et contre-attaques de la classe dominante, qu'elles se manifestent sous la forme d'actions terroristes de groupes armés réactionnaires, ou sous la forme d'interdictions policières contre certaines formes d'organisation et d'activité prolétariennes. Le but ne sera pas de provoquer une action générale, mais de rendre à la masse abattue et démoralisée le plus haut degré de combativité par une série d'actions concourant à réveiller en elle les sentiments et le besoin de la lutte.

46. Le Parti évitera absolument qu'au cours de telles actions locales la discipline intérieure des organisations syndicales ne soit violée par les organes locaux et par les communistes qui y militent. Ceux-ci, en effet, ne doivent pas en venir à une rupture avec les organes centraux nationaux dirigés par d'autres partis, car ils doivent, comme il a déjà été dit, servir de points d'appuis indispensables pour conquérir ces organes. Cependant le Parti communiste et ses militants suivront attentivement les masses en leur donnant tout leur appui lorsqu'elles répondent spontanément aux provocations bourgeoises, fut-ce en rompant avec la discipline d'inaction et de passivité imposée par les chefs des syndicats réformistes et opportunistes.

47. Dans la situation qui caractérise le moment où le pouvoir de l'Etat est ébranlé sur ses bases et est sur le point de tomber, le Parti communiste, déployant ses forces au maximum et menant dans les masses le maximum d'agitation sur les conquêtes suprêmes, ne laissera pas échapper l'occasion d'influer sur les moments d'équilibre instable de la situation en utilisant, tout en gardant une action indépendante, toutes les forces marchant momentanément dans la même direction que lui. Quand il sera bien sûr de prendre le contrôle du mouvement dès que l'organisation traditionnelle de l'Etat aura cédé, il pourra recourir à des accords transitoires avec d'autres mouvements disposant de forces dans le camp en lutte, sans pourtant faire de ceci l'objet d'une propagande et de mots d'ordre aux masses. Dans tous les cas, la seule mesure de l'opportunité de ces contacts et du bilan qu'on devra ensuite en faire, sera le succès. La tactique du Parti communiste n'est jamais dictée par des *a priori* théoriques ou par des préoccupations éthiques ou esthétiques, mais uniquement par le souci de conformer les moyens aux fins et à la réalité du processus historique, selon cette synthèse dialectique de doctrine et d'action qui est le patrimoine d'un mouvement appelé à devenir le protagoniste du plus vaste renouvellement social, le chef de la plus grande guerre révolutionnaire.

LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PROJET DE THESES PRESENTE PAR LE P.C. D'ITALIE AU IV° CONGRES MONDIAL (1922)

INTRODUCTION

Il y a deux points dont nous voudrions qu'ils soient bien clairs après la lecture des textes reproduits jusqu'ici et des commentaires et rappels historiques par lesquels nous les avons encadrés. En premier lieu, la ligne tactique que la Gauche opposa dès cette époque à l'Internationale devait permettre au parti d'affronter non seulement les phases de montée, mais aussi celles de déclin, ou du moins celles où le parti se concentre sur les tâches de préparation à une nouvelle avancée — l'éventualité de ces phases est prévue tout comme les directives à suivre pour agir en elles et sur elles — sans jamais perdre le fil qui unit indissolublement la théorie et la pratique, et sans jamais estomper à ses propres yeux ni à ceux des prolétaires les caractères distinctifs et les limites définissant son existence indépendante. Alors comme aujourd'hui, cette ligne était tracée pour nous par les faits eux-mêmes, elle ne dépendait pas de la volonté et encore moins du libre-arbitre d'individus ou de groupes, fussent-ils les plus expérimentés et les plus sûrs du point de vue doctrinal. Cette ligne ne remplace pas et ne pourra jamais remplacer l'absence de conditions objectives favorables, elle n'empêchera pas non plus de nouveaux reflux, mais elle permettra au parti de ne pas se trouver désemparé et hésitant devant ceux-ci. L'Internationale tendait de plus en plus au contraire à *chercher dans les situations* — évaluées le plus souvent à brève échéance — et *dans leur succession capricieuse,* des *recettes* permettant d'inverser les rapports de force de façon volontariste : elle rompait ainsi le lien entre action pratique et but final, et elle se privait de toute possibilité d'agir sur les situations en tant que volonté collective et facteur de l'histoire, montrant ainsi comment le volontarisme peut se changer en détermination mécaniste et enfin en capitulation, larvée ou ouverte, devant sa majesté le Fait.

En second lieu, et pour les mêmes raisons, la Gauche avertit l'Internationale qu'une fois engagée sur ce chemin tortueux, et à moins de s'arrêter à temps, elle devrait *nécessairement* dévaler toute la pente : un expédient en entraînerait un second, au besoin contraire du précédent ; en cas d'échec, on chercherait la responsabilité, puis la "faute", non dans la contradiction entre la nature même de cet expédient et le but final, mais dans sa "mauvaise" utilisation par tel individu ou par tel groupe ; on s'efforcerait anxieusement d'y remédier par de brusques virages et par des jugements sommaires de "chefs", sous-chefs et militants de base, minant ainsi les fondements même de cette discipline internationale, non formelle mais réelle, qu'on voulait pourtant à juste raison instaurer. Le parti n'est pas une simple machine ni une armée passive, mais un organisme qui n'est pas seulement le facteur mais aussi le produit des événements historiques. C'est précisément pour cette raison que la tactique réagit sur l'organisme collectif qui la met en œuvre et peut même, lorsqu'elle ne concorde pas avec les bases programmatiques de cet organisme, le modifier dans sa structure, dans sa capacité d'agir, dans ses méthodes d'action et, à la longue, dans ses principes même — quelles que soient la sincérité et l'ardeur avec lesquelles on cherche à les défendre.

Le cri d'alarme lancé avec de plus en plus d'insistance par la Gauche à partir de 1922 au sujet d'une rechute possible dans l'opportunisme, concernait (et c'est pour nous, surtout pour les jeunes militants, une autre leçon de première grandeur) un phénomène non subjectif mais *objectif* qu'on ne pouvait certes pas imputer aux bolcheviks ; son apparition ne peut, en effet, s'expliquer banalement par les erreurs de tel ou tel puisqu'au contraire chacun agit comme la voie prise lui impose d'agir ; d'autre part, dans l'impasse dramatique où se trouvait la révolution russe, isolée du reste du monde, ce n'était pas des bolcheviks qu'on pouvait attendre l'impulsion énergique permettant de "rectifier le tir", ou plutôt de "revenir aux origines", mais c'était l'Occident qui aurait dû la fournir aux bolcheviks (en fait elle ne vint que de notre voix, forte mais isolée). Nous n'avons jamais réclamé la tête de personne, pas même lorsqu'on a réclamé et *obtenu* la nôtre : nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour que les têtes et les bras se remettent au travail et pour qu'on retrouve cette unique voie révolutionnaire qui, pour nous, n'aurait jamais pu ou dû être remise en question.

L'histoire que nous évoquons ici pour qu'elle serve de leçon aux générations présentes et futures est donc un enchaînement inexorable de faits ; ce n'est pas une série de "faits divers" que nous exploiterions pour nous parer de mérites personnels et mettre à notre tour au pilori les victimes inconscientes — et indiscutablement de bonne foi — d'une *méthode* erronée et d'une accumulation de conditions défavorables. Nous ne voulons pas tomber, et on doit nous donner acte que nous ne l'avons pas fait, dans le jeu infernal des oppositions d'individus, dans lequel Trotsky se laissera entraîner après 1927 par son indignation plus que

légitime à l'égard du stalinisme. Nous défendons le marxisme, et non la propriété intellectuelle de qui que ce soit ; nous condamnons une déviation avec ses conséquences inéluctables, et non un homme mis sur la sellette pour la douteuse satisfaction du juge et le plaisir morbide du parterre.

Cet enchaînement de faits peut être retracé plus brièvement maintenant que nous en avons vu les premiers maillons.

Le premier Exécutif Elargi de l'Internationale (24 février-4 mars 1922) confirme les « *Thèses sur le front unique prolétarien* » de décembre 1921, en chargeant le Présidium « *d'établir, en collaboration avec les délégations de toutes les sections les plus importantes, les mesures immédiates qui doivent être appliquées dans les différents pays pour l'exécution de la tactique qui a été décidée et qui, il va sans dire, doit être adaptée à la situation de chaque pays* », non sans mettre en garde cependant les partis contre les dangers d'une application trop étendue et trop hâtive de cette tactique. Il en donne, en outre, un premier exemple à l'échelle mondiale en déclarant : « *L'Internationale Communiste maintient dans son intégralité sa conception fondamentale des tâches de la classe ouvrière dans la situation révolutionnaire actuelle* » ; elle proclame que « *seule la dictature du prolétariat et le système soviétique peuvent libérer le monde de l'anarchie capitaliste ; mais elle estime également que le chemin qui mène à la lutte finale passe par la lutte des masses ouvrières unies contre les attaques de la classe capitaliste* ; elle est donc prête à participer à une conférence internationale qui se mettrait au service des actions unies du prolétariat » ; elle accepte par conséquent la proposition de l'Internationale « Deux et demie » pour une conférence des trois Internationales organisant la défense contre l'offensive capitaliste et contre la réaction, et propose d'étendre l'invitation à « *toutes les confédérations et associations syndicales aussi bien nationales qu'internationales* » de facon à élever la conférence au niveau d'un « *congrès ouvrier mondial* » pour la défense de la classe laborieuse contre le capital international.

La délégation italienne défend ce principe, toujours proclamé par le parti, que toute proposition et tout accord de front unique doivent se faire entre organisations économiques sans atteindre le seuil d'un accord entre partis ; elle invoque une action générale du prolétariat et une unification croissante des luttes, en les opposant à « l'unité formelle » des accords politiques ; elle met sévèrement en garde contre une déformation entachant la nature même des partis communistes (1) ; et enfin elle

(1) Un des délégués s'écrie : « *Nous préparons-nous à sacrifier, au nom de la conquête des masses, les principes auxquels nous devons notre existence ? Il est possible selon nous de conquérir les masses par les moyens suggérés par l'Exécutif ; mais il n'y aura plus de partis communistes, il n'y aura plus que des partis qui ressembleront comme deux gouttes d'eau aux vieux partis socialistes* ». Que le P.C. italien ait finalement connu un tel sort et que ce même délégué en fasse aujourd'ui partie, n'est qu'une preuve supplémentaire de l'*impersonnalité* des processus historiques.

repousse le projet d'adhésion de l'Internationale à une conférence à trois, en proposant de la remplacer par une rencontre entre « *les organisations* syndicales de toutes nuances », sous réserve qu'on y admette « *une représentation proportionnelle de tous leurs courants politiques* ». Cette motion présentée avec l'appui — douteux, hélas ! — des délégations française et espagnole, est repoussée à une large majorité (bien que de nombreuses délégations aient fait de fortes réserves sur la possibilité d'appliquer dans leur pays la tactique préconisée par l'Exécutif), et ses auteurs se soumettent à l'impératif de la discipline internationale (2).

Déjà cependant, à l'Exécutif Elargi de février-mars, un *nouveau* mot d'ordre avait fait son apparition, inspiré de certaines initiatives prises par le parti allemand : celui du « *gouvernement ouvrier* ». La formule ne fut pas précisée davantage dans le cadre de l'Internationale, mais il était notoire que certaines sections (avant tout la section allemande) la comprenaient ouvertement dans le sens d'une combinaison parlementaire de « transition » vers l'assaut révolutionnaire du pouvoir, après la première étape, déjà expérimentée, de l'appui « de l'extérieur » à d'éventuels gouvernements social-démocrates (3).

Ce n'est pas un pas en avant, mais un très grave pas en arrière qui s'annonce : du plan des rapports entre les partis, le front unique politique risque d'être transposé sur le plan des *rapports avec l'Etat*, terrain spécifique de notre opposition *permanente et totale*. Le délégué allemand au Congrès de Rome du P.C. d'Italie parle sans fard d'un « gouvernement ouvrier » (c'est-à-dire social-démocrate), comme d'un éventuel « gouvernement anti-bourgeois » à soutenir non seulement sur le terrain

(2) En fait la conférence eut lieu à Berlin au début du mois d'avril 1922 et consista en un violent duel oratoire entre le caustique Radek et les pires canailles du réformisme international, qui avaient bien autre chose en vue qu'une « *action commune pour la défense du prolétariat contre le capital* ». L'accord fut « *payé trop cher* », comme l'écrira Lénine à propos des concessions faites par la délégation russe sur la procédure du procès contre les socialistes-révolutionnaires. Il prévoyait la convocation à brève échéance d'un « congrès ouvrier mondial » que l'Internationale Communiste annonça aussitôt dans un manifeste aux prolétaires de tous les pays, mais qui ne vit jamais le jour. Les deux Internationales jaunes s'empressèrent d'ailleurs de violer l'accord : elles ne participèrent à *aucune* des manifestations « communes » prévues et elles fusionnèrent peu après, montrant ainsi à *quelle* « unité » elles avaient aspiré en fait ! L'effet produit fut désastreux, en particulier en Italie, où les manifestations contre l'Internationale syndicale jaune d'Amsterdam réunie en congrès à Rome, déjà prévues et organisées par le parti, durent être suspendues à cause des décisions de Berlin.

(3) Thalheimer, représentant du parti communiste allemand (KPD), dira à l'Exécutif Elargi de février-mars : « *La situation en Saxe et peut-être en Thüringe est telle que les majoritaires seraient volontiers disposés à entrer dans un gouvernement bourgeois de coalition, et la seule chose qui les retienne est précisément l'appui que nous donnons au gouvernement des majoritaires et des indépendants* ». Bel exemple de théorisation du « meilleur gouvernement » : la coalition ministérielle des Noske - Scheidemann - Haase, les bourreaux des mouvements révolutionnaires d'octobre-décembre 1919, tendrement parrainés par « nous », et ainsi empêchés de se démasquer devant les masses !

parlementaire, mais même, au besoin, en participant à une coalition ministérielle (tout en sauvegardant... l'indépendance du parti). Bordiga répond très durement, au nom de l'Exécutif du P.C. d'Italie, au sujet du front unique : « *Si, sur le plan politique, nous nous refusons à serrer la main des Noske et des Scheidemann, ce n'est pas parce que ces mains sont souillées du sang de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, mais parce que nous savons bien que si, dans l'immédiat après-guerre, les communistes avaient refusé de serrer ces mains-là, le mouvement révolutionnaire du prolétariat en Allemagne aurait très probablement déjà vaincu* ». Pour ce qui est du « gouvernement ouvrier » : « *Nous demandons : pourquoi veut-on s'allier avec les social-démocrates ? Pour faire les seules choses qu'ils savent, peuvent et veulent faire, ou bien pour leur demander de faire ce qu'ils ne savent, ne peuvent, ni ne veulent faire ? Veut-on que nous disions aux social-démocrates que nous sommes prêts à collaborer avec eux, même au parlement et même dans ce gouvernement qu'on a baptisé « ouvrier » ? Dans ce cas, c'est-à-dire si l'on nous demande d'élaborer au nom du parti communiste un projet de gouvernement ouvrier auquel devraient participer des communistes et des socialistes, et de présenter ce gouvernement aux masses comme un « gouvernement anti-bourgeois », nous répondrons, en prenant l'entière responsabilité de notre réponse, qu'*une telle attitude s'oppose à tous les principes fondamentaux du communisme. *Accepter cette formule politique, signifierait, en effet, tout simplement déchirer notre drapeau, sur lequel il est écrit :* il n'existe pas de gouvernement prolétarien qui ne soit constitué sur la base de la victoire révolutionnaire du prolétariat » (4).

La majorité de gauche de la délégation italienne au 2e Exécutif Elargi de l'Internationale (7-11 juin 1922) se fait l'interprète de l'inquiétude suscitée dans le parti par ce tournant encore peu dessiné, mais lourd de menaces. Il n'existe pas de compte rendu sténographique imprimé de cet Exécutif Elargi, mais on peut lire les documents se rapportant à la question italienne dans le n° 6 (mars 1924) de *Stato operaio* où ils ont été publiés avec d'autres documents, pendant la période de préparation de la conférence nationale de Côme. Au cours de la réunion, comme dans la « résolution confidentielle » sur la question italienne (5), Zinoviev, insistant sur la nécessité d'appliquer rapidement le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier », précise : « Il va de soi *que la notion de gouvernement ouvrier ne doit en aucun cas être considérée comme une combinaison parlementaire,* mais comme la mobilisation révolutionnaire de tous les ouvriers pour le renversement de la domination bourgeoise » ; il s'agit, comme on le dit alors et comme on le répètera par la suite, d'un « *synonyme de la dictature du prolétariat* », quelque chose comme le mot d'ordre bolchevik : « *tout le pouvoir aux Soviets* », entre avril et septembre 1917.

(4) *Il Comunista,* 26 mars 1922.

(5) Voir *Stato operaio,* 13 mars 1924.

Après un exposé approfondi sur l'activité du Parti Communiste d'Italie depuis sa constitution, l'Exécutif lui-même doit reconnaître que « *aucun conflit d'organisation et de discipline ne s'est jamais produit entre le parti et l'Internationale* » et que « *les comités locaux d'ouvriers de tous les partis ou sans parti* » ont déjà été constitués (comme le déclare loyalement Graziadei au nom de la minorité) sur l'initiative du parti lui-même : ce sont les comités de cette « Alliance du Travail », que le parti avait été le premier à proposer et à constituer, dès le mois d'août de l'année précédente, et dont il est devenu la vraie force motrice. Réagissant à des appréciations trop optimistes et indubitablement inexactes de la situation objective, la majorité du parti italien (6) s'efforce d'enlever au mot d'ordre de « *gouvernement ouvrier* » (qu'elle subit sans conviction, et avec les réserves indispensables) tout caractère de volontarisme abstrait, tout en évitant soigneusement de l'interpréter dans le sens d'un accord parlementaire.

L'Internationale exigeant qu'on fixe une date précise (le 15 juillet), la délégation précise que « *le moment où le mot d'ordre devra être lancé* devra correspondre à un tournant concret de la situation, *du point de vue des objectifs réels comme de la réalisation complète des mouvements d'ensemble du parti ; ce tournant pourra consister dans la réalisation d'une* grève générale provoquée par un épisode marquant de l'offensive bourgeoise, ou dans la convocation d'un congrès national de l'Alliance du Travail, comme aboutissement de la campagne menée depuis longtemps par le parti communiste ».

A propos des critiques adressées aux *Thèses de Rome* (7), la délégation rappelle qu'elle y a « *défini une conception de la tactique communiste en général, et de son application au front unique en particulier, dans un tableau précis et complet, où l'application de la tactique du front*

(6) Majorité dont Gramsci, qui ne manifeste encore à l'époque aucun désaccord avec la direction de gauche, fait inconditionnellement partie aux côtés de Bordiga.

(7) L'orientation désormais nettement prise par le Komintern aveugle à ce point ses dirigeants, que dans les *Observations du Présidium sur les Thèses de Rome sur la tactique du PCI,* publiées le 22 juillet 1922 (reproduites dans le numéro du 24 avril 1924 de *Stato operaio*), on lance contre nous les accusations les plus absurdes. Non seulement on nous accuse (comme à l'ordinaire) de doctrinarisme, de sectarisme, d'infantilisme, mais un texte comme celui que nous avons cité plus haut et qui indique avec une extrême précision les différentes éventualités de la situation pour permettre au parti de ne pas les « subir de façon éclectique », est interprété comme une nouvelle version de la « théorie de l'offensive » ! Un texte qui prône le front unique syndical et exclut le front unique politique *précisément* pour sauvegarder le caractère et la *fonction* propres du parti et qui d'autre part définit le front unique syndical comme un moyen d'imprégner les organismes économiques de l'idéologie du parti et de les soumettre à sa direction *politique,* est repoussé comme ayant « un fond syndicaliste » ! La lettre invite donc le parti à « *lutter pour la dissolution du Parlement afin d'instaurer un gouvernement ouvrier* » et à proposer à cette fin « *un bloc avec le parti social-démocrate* », en le soutenant dans la mesure où il « *défend (!!!) les intérêts de la classe ouvrière* » : un mois après le 2e Exécutif Elargi, voilà ce qu'est devenu le « *synonyme de la dictature du prolétariat* » !

unique a une valeur et des buts nettement politiques *et vise à* intensifier l'influence du parti dans la lutte politique. *Ces thèses définissent la tâche du parti communiste dans l'ensemble du mouvement ;* il s'agit d'éviter la coalition avec d'autres partis politiques comme base d'un organe commun de direction de la lutte prolétarienne, *mais sans diminuer le moins du monde l'importance de cette tâche et les caractères politiques de la lutte* ». Elle ajoute : « *La majorité du Parti Communiste d'Italie nie avoir eu des hésitations sur l'orientation de la tactique du parti et s'en être tenue à des demi-mesures ; elle a toujours suivi au contraire un plan bien précis à la seule fin d'exploiter le plus possible la situation concrète pour lutter contre les socialistes et tous les autres adversaires du parti et de l'Internationale. Elle ne nie évidemment pas qu'elle ait pu commettre des erreurs, et ne conteste pas à l'Internationale Communiste le droit d'exiger toute modification de la tactique du parti, selon les résolutions de la majorité de ces organes suprêmes,* et sous leur responsabilité ». Enfin, contre les jugements hâtifs sur une prétendue « instabilité » du gouvernement bourgeois en Italie, elle ajoute : « *Les événements qui ont eu pour théâtre le parlement ne doivent pas nous inciter à conclure que la classe dominante italienne ne dispose pas d'un appareil d'Etat solide et prêt à engager une formidable lutte contrerévolutionnaire avec l'appui des bandes irrégulières fascistes. Il faut également évaluer à sa juste importance le danger représenté par le jeu combiné de la politique des réformistes d'une part, des serratiens et autres groupes faussement révolutionnaires de l'autre. Avec leur campagne de tolstoïsme et de critique défaitiste du « militarisme rouge », les uns et les autres empêchent la réorganisation révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne. Alors que les premiers tendent à passer un compromis avec la bourgeoisie, les seconds couvrent leur trahison par une démagogie qui détourne le prolétariat de ses véritables tâches.* Nous devons prévoir les effets de ces influences qui pourraient donner à l'action prolétarienne qui approche une issue non souhaitée, alors que les communistes tendent à faire de cette action une étape vers l'élévation du niveau de préparation idéologique et matérielle de la classe ouvrière pour la lutte finale révolutionnaire » (8).

1er août 1922. Notre amère prévision se trouve, hélas, confirmée. A l'apogée d'une violente bataille défensive menée sur tous les fronts par le prolétariat italien, l'Alliance du Travail décide de proclamer une grève générale. Les réformistes n'y voient cependant qu'un moyen de pression pour résoudre la crise gouvernementale dans le sens d'une coalition entre libéraux et social-démocrates (quelques jours plus tôt, le chef de l'aile réformiste, Turati, avait été reçu au Palais du Quirinal), tandis que les prolétaires en général, et les communistes en particulier, ressentent la nécessité de répondre à l'offensive de grande envergure menée par les

(8) Pour les raisons déjà indiquées, nous sommes obligés de centrer le problème sur la « question italienne », mais il est clair qu'il s'agissait pour nous de passer de celle-ci à une interprétation *internationale* bien précise et sans équivoque possible, de la nouvelle tactique.

fascistes avec la connivence du pouvoir... La C.G.L. est si peu sûre de sa propre politique, et surtout de sa propre capacité de contrôle sur les masses, que le mot d'ordre « secret » de grève générale est rendu public dans un organe syndical dirigé par les social-démocrates, « *Il Lavoro* », ce qui permet à l'Etat et aux chemises noires d'entrer en action au bon moment. Quant à la grève, elle est suspendue après 24 heures, alors que les masses se sont mobilisées sans aucune défection et qu'elles continueront à se battre avec un courage magnifique contre les forces de la répression : tantôt (comme à Bari, où il faudra l'intervention de la marine pour « reconquérir la vieille ville »), elles ne cèderont qu'à la supériorité écrasante du nombre, tantôt (comme à Parme) elles repousseront avec éclat, après un véritable siège, les arrogantes bandes fascistes, beaucoup plus nombreuses et mieux équipées (9). Comme on sait, c'est d'août 1922 que date la véritable « passation de pouvoirs » des mains des libéraux à celles des fascistes : ceux-ci n'auront plus, pour prendre le pouvoir, qu'à faire un petit... voyage en wagon-lit sur le fond héroï-comique d'une « marche sur Rome » d'opérette.

Cependant, les réformistes tirent de l'échec *voulu et préparé* de la grève d'août une confirmation apparemment mélancolique, mais secrètement exultante : « *Nous sortons de cette épreuve battus à plate couture... cette grève a été notre bataille de Caporetto* » ; tandis que les maximalistes, fermant les yeux sur le sabotage évident de la grève par la droite social-démocrate, ne sont pas capables de faire autre chose que d'inviter les prolétaires démoralisés et dispersés à marquer une pause de « *recueillement* » pour « *corriger les erreurs (!!!), rectifier le front, perfectionner (!!!) l'instrument de la lutte* » en vue de nouvelles batailles que la « *fureur ennemie* » prépare, et des nouvelles « *preuves d'abnégation et de sacrifice* » qu'elle requiert — le premier de celles-ci n'étant rien de moins que « *la résistance sur les positions conquises dans l'administration publique* » ! ! !

Malgré tout cela, par une inexorable force d'inertie, l'Internationale insiste (elle insiste même de plus en plus) pour une action de récupération du Parti Socialiste Italien. Aussi, en toute logique, prend-elle au sérieux la comédie de la scission socialiste qui se produit enfin au congrès de Rome (1er-3 octobre 1922) à la quasi égalité des voix de part et d'autre, et la comédie plus ignoble encore d'une nouvelle demande d'adhésion à l'Internationale Communiste de la part de l'aile majoritaire du parti socialiste. En réalité, les prolétaires italiens avaient démontré qu'ils se

(9) On trouvera le récit détaillé de la lutte syndicale et militaire contre l'offensive fasciste dans la première moitié de 1922, au moment crucial d'août 1922 et au cours des mois suivants, ainsi que l'action défaitiste menée par les social-démocrates sous le paravent classique d'un « extrémisme » maximaliste de façade, dans les numéros 45 à 48-49 de notre revue théorique internationale *Programme Communiste*. (« *Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste* »). On remarquera que la puissante C.G.L. dut s'adresser au réseau clandestin du Parti Communiste d'Italie pour donner en code les consignes de grève du 1er août !

regroupaient toujours plus autour du Parti Communiste d'Italie dans la lutte contre le fascisme et pour la défense de leurs conditions de vie et de travail (10) ; et le parti lui-même, après la grève et ses séquelles meurtrières, leur avait lancé le 19 août un appel qui n'avait rien de rhétorique ,mais était nourri de propositions pratiques et de directives précises. Il s'agissait de réorganiser les forces détruites et dispersées du prolétariat autour d'une Alliance du Travail nouvelle et renforcée, s'articulant en un réseau efficace de comités locaux et centralisée en un « *organe directeur suprême, élu par un congrès national de l'Alliance selon les modalités répondant aux nécessités de la situation* ». Le prolétariat devait se préparer à utiliser à nouveau l'arme de la « *mobilisation simultanée de toutes ses forces, dans la convergence de tous les conflits que l'offensive bourgeoise continuera implacablement à susciter sur le terrain des luttes syndicales, comme dans la guérilla quotidienne contre le fascisme* » *(11)*. Ainsi, loin d'inviter les prolétaires à désarmer, le parti leur lançait un mot d'ordre viril et antidémagogique qui était un engagement au combat : « *La lutte continue !* » (*Il Comunista* du 8 août 1922). Cependant, l'initiative d'un congrès des gauches syndicales prenait corps, et l'invitation faite aux prolétaires encore liés au vieux parti réformiste de rompre avec le parti de la défaite et de se ranger dans le camp du parti révolutionnaire de classe obtenait des succès. Mais en même temps ces prolétaires voyaient l'Internationale hésiter entre le P.S.I., qui venait de se mutiler uniquement par ruse, et qu'elle courtisait même financièrement, et l'*unique* parti communiste, le parti de Livourne, auquel elle accordait un soutien inconfortable et presque réticent — mais pas plus qu'un soutien — : d'où des réactions de désarroi, de dégoût et d'amertume (12) dont on ne pourra jamais évaluer toute l'influence sur la débâcle

(10) Il est significatif que dans cette période d'offensive acharnée du patronat, les motions communistes obtiennent un nombre de suffrages stable ou croissant dans tous les congrès et conférences de la C.G.L. et de la F.I.O.M. (Fédération de la métallurgie), malgré les truquages électoraux dont les bonzes étaient et sont encore spécialistes, alors que les motions socialistes voient le nombre de leurs suffrages diminuer. Nous étions donc parfaitement en règle pour ce qui est de la « conquête de la majorité », mais nous l'étions surtout pour ce qui est de notre influence *réelle*, comme le montrent les innombrables épisodes de grèves, d'agitations, de batailles rangées qui se déroulèrent sous la *direction* matérielle du parti et de son « bras séculier », les groupes communistes syndicaux ou d'usine.

(11) Manifeste du 19 août 1922, *Pour le programme de lutte du prolétariat.*

(12) S'il était besoin de témoignages « non suspects », qu'on lise le rapport de Terracini au Comité Central du 10-11 septembre 1922 (*Annali Feltrinelli*, 1966, p. 128) et ses lettres du 8 mars 1923 à l'Internationale Communiste (dans *La formazione del gruppo dirigente del P.C.* de P. Togliatti, p. 45-50). Les livres récents de J. Humbert-Droz confirment d'autre part que la fraction du P.S.I. favorable à l'Internationale (celle des « *terzinternazionalisti* » ou « *terzini* ») était financée dès 1922 par le Komintern en tant qu'instrument de noyautage du P.S.I.

rinale (13).

Mais il y avait pire. En France s'accumulaient les symptômes d'un énième virage à droite du P.C.F. (dont le char était tiraillé dans tous les sens par au moins cinq chevaux) et d'une transposition des tactiques du front unique et du gouvernement ouvrier sur le plan des combinaisons électorales, ne fût-ce qu'à l'échelle municipale ou cantonale.

En Allemagne, la progression vers des positions pour le moins douteuses et conciliatrices avait fait des pas de géant : exténuantes négociations avec la social-démocratie pour une manifestation commune, tombée à l'eau par la suite, à l'enterrement du ministre bourgeois Rathenau, assassiné en juin 1922 par la droite nationaliste ; finalement, manifestation isolée du parti au cri de « République ! République ! » (14) ; nette prédominance, dans les organes directeurs, d'une interprétation du « gouvernement ouvrier » qui trouvera son expression de « gauche » (! !) à la conférence de Leipzig de janvier 1923, (« *ni dictature du prolétariat, ni passage pacifique et parlementaire au socialisme, mais tentative de la classe ouvrière, dans le cadre et,* au début, avec les moyens de la démocratie bourgeoise *d'exercer une politique ouvrière avec* l'appui d'organisations prolétariennes et de mouvements de masses prolétariennes ») mais qui, dans sa formulation de droite (comme celle de Graziadei ou de Radek au IVe Congrès de l'Internationale), avait une allure ouvertement parlementariste et ministérialiste. Et nous laissons de côté d'autres erre-

(13) Nous ne ferons que survoler la suite de la déplorable tentative de récupération du P.S.I. après la scission d'avec la « droite social-démocrate » (P.S.I.U.). Nouvelles tractations en vue de la fusion avec le P.C. d'Italie au IVe Congrès de l'Internationale sur la base de 14 conditions ; réaction immédiate de la majorité du P.S.I. en Italie qui, par la plume de Nenni dans l'*Avanti*, proteste contre la « liquidation » du parti dans les décisions de l'I.C. ; formation de « comités pour la fusion » qui, en l'occurrence, restent sur le papier ; nouveau congrès du P.S.I. à Milan du 15 au 17 avril 1923 et victoire des adversaires de la fusion à l'enseigne du « Comité de défense socialiste » ; nouvelles approches à la suite du 3e Exécutif Elargi de l'Internationale (juin 1923) et, devant un nouveau refus de la direction du P.S.I., constitution de la fraction « *terzinternazionalisti* » (« favorable à la IIIe Internationale ») avec l'appui du Komintern ; ultime invitation non seulement au P.S.I., mais au P.S.I.U., pour un bloc d'« unité prolétarienne » aux élections d'avril 1924, acceptée uniquement par les « *terzinternazionalisti* » ; enfin, entrée de ceux-ci (c'est-à-dire d'une organisation exigüe numériquement, plus que douteuse politiquement, qui ne se maintenait en vie que grâce à l'appui de Moscou) dans le Parti Communiste d'Italie, selon les décisions du Ve Congrès de l'I.C. (juin-juillet 1924), juste au moment où éclate la crise ouverte par l'assassinat du député socialiste Matteoti : cette folle poursuite du fantôme socialiste se terminait par l'adhésion de quelques hypothétiques et peu nombreux « nouveaux camarades » et par la perte de *véritables* militants de la vieille garde, désorientés ou pis dégoûtés ; pour ne pas parler de la confusion qu'on avait jetée dans les rangs prolétariens...

(14) Outre les manifestations « pour la défense de la république contre la réaction », le parti allemand ira jusqu'à réclamer, en accord avec le S.P.D., une « loi de défense de la république ». Votée en juillet 1922, cette loi servira naturellement par la suite... contre lui.

ments analogues et tout aussi scandaleux, comme ceux du parti tchécoslovaque ou autres.

Notre cri d'alarme n'était donc que trop justifié ; et le plus grave était que les oscillations et les dégringolades des partis les plus importants de l'Europe occidentale se reflétaient dans la politique de la direction du Komintern et la *conditionnaient*.

Seul l'optimisme officiel masquait ces tâtonnements et cette confusion en faisant état des succès numériques obtenus sur le terrain parlementaire et sur celui de l'organisation entendue au sens statistique. C'est dans cette atmosphère que se réunit le *IVe Congrès de l'Internationale Communiste* (5 novembre - 5 décembre 1922), tandis qu'en Italie le fascisme achevait déjà son ascension : une ascension pacifique, légale, et bénie par les pères tutélaires de la démocratie, sur les cendres d'une résistance prolétarienne acharnée et sans merci.

Pour la première fois, les délégations réunies à Moscou représentent vraiment le monde entier. Mais au-delà de cet aspect qui souligne la puissante force d'attraction de l'Internationale révolutionaire, la discussion — qui se traîne pendant un mois entier — révèle la fragilité intrinsèque du puissant édifice. Mis à part le bref discours de Lénine, qui relève à peine de maladie, le splendide bilan de Trotsky sur la N.E.P. et les perspectives de la révolution mondiale, le premier grand rapport de Bordiga sur le fascisme, et le rapport de Boukharine sur le programme de l'Internationale, qui élèvent le débat au niveau des grandes synthèses et des formulations de principe, le Congrès tâtonne péniblement à la recherche d'une définition univoque et d'une délimitation des évolutions tactiques les plus récentes, dans les pays de capitalisme avancé comme dans les pays encore coloniaux ou semi-coloniaux (paradoxalement, le problème des limites de la tactique est repris par nos contradicteurs, qui ne dépassent pas toutefois, le cadre d'une casuistique compliquée et fort peu éclairante).

Dès les premières interventions, il apparaît que le mot d'ordre de front unique a donné lieu non seulement à plusieurs interprétations erronées, mais à de véritables déviations de principe : il est même nécessaire de rappeler aux délégués des partis mondiaux que tout retour à l' « unité » avec la social-démocratie est à jamais exclu ! Mais à peine le spectre a-t-il été chassé par la porte, qu'il rentre par la fenêtre du « *gouvernement ouvrier* ». La manière d'interpréter et de réaliser ce mot d'ordre, soudainement et imprudemment lancé sous sa forme la plus vague, révèle dès l'abord la plus grande confusion. Si Zinoviev considère ce mythique « *gouvernement ouvrier* » comme une éventualité tout à fait exceptionnelle et quasi improbable, certains l'envisagent comme une possibilité conditionnée, d'autres enfin y voient de façon agnostique, un événement réalisable, ou non réalisable, *même* sur le plan parlementaire, selon la position que la social-démocratie prendra dans les mois à venir et que *nul ne peut prévoir*. Ainsi, Radek, qui soutient justement cette thèse sous sa forme la plus extrême, n'hésite pas à réviser le jugement

porté sur le rôle historique du réformisme et considéré jusque-là comme définitif. Et on en est réduit à entendre un représentant aussi qualifié du Présidium déclarer à la tribune que la social-démocratie, si elle a bien massacré les spartakistes et étranglé la révolution allemande, nous a quand même, bon gré mal gré, fait le plaisir de nous « *libérer* » du Kaiser ! ! !

Quoi qu'il en soit, les thèses (votées à l'unanimité moins une seule abstention, celle du parti italien) prouvent une chose : c'est que le mot d'ordre du « *Gouvernement ouvrier* » n'est plus présenté comme un substitut — acceptable seulement dans des *circonstances données* — de l'expression classique de dictature du prolétariat. Celle-ci, qui seule mérite véritablement le nom de « *gouvernement ouvrier* », est le *dernier degré*, le sommet idéal — si l'on peut dire — d'une série ascendante de formes, certes, *imparfaites*, mais pouvant être envisagées comme des *tremplins* permettant d'atteindre ensuite cette étape suprême. Gouvernement « ouvrier » à participation communiste (subordonnée à l'engagement d'armer les prolétaires, de désarmer les organisations contre-révolutionnaires, d'introduire le contrôle de la production, et de faire peser presque toute la charge fiscale sur le dos de la bourgeoisie) ; gouvernement « d'ouvriers et de paysans pauvres », sans autre précision, tel qu'il pourrait s'en former dans les Balkans ; gouvernements « en apparence ouvriers », comme le gouvernement « ouvrier »... libéral existant en Australie, et peut-être imminent en Angleterre, ou comme le gouvernement « ouvrier »... purement social-démocrate déjà réalisé ou en cours de réalisation en Allemagne. Ces derniers types — dit-on — ne sont pas « révolutionnaires » mais ils peuvent dans certaines circonstances « *contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois* » (la social-démocratie n'est donc plus l'instrument de conservation du régime bourgeois, mais peut être un ferment de dissolution de ce régime !), et les communistes, s'ils doivent démasquer le véritable caractère des « faux » (!!!) gouvernements ouvriers de ce type, sont cependant prêts « *à les soutenir sous certaines garanties et, naturellement, dans la mesure où ils expriment et défendent les intérêts des travailleurs* » (!!!) ; les deux premiers types « *ne signifient pas encore la dictature du prolétariat : ils ne constituent même pas une forme de transition historiquement inévitable vers la dictature, mais ils représentent, là où et quand ils se constituent, un point de départ important pour la conquête de la dictature par la lutte* ». Les thèses ajoutent : « *Un gouvernement ouvrier n'est possible que s'il naît de la lutte des masses elles-mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses prolétariennes opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire, et donc d'origine purement parlementaire, peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un véritable gouvernement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent déclencher les luttes les plus acharnées et éventuellement (!) la guerre*

civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de constituer ce gouvernement ouvrier se heurtera d'ailleurs dès le début à la résistance la plus acharnée de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc apte à unir le prolétariat et à déchaîner des luttes révolutionnaires ». Quant aux « garanties », les voici : « *La participation à un gouvernement ouvrier ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation de l'Internationale communiste ; les membres communistes du gouvernement ouvrier doivent rester soumis au contrôle le plus strict du parti... [et rester] en contact étroit et direct avec les organisations du prolétariat : le parti communiste doit absolument maintenir sa physionomie et l'indépendance complète de son agitation* » (15).

Mais en fait, dans cette vaste construction, ciselée avec une minutie juridique, dans un esprit constitutionnaliste qui rappelle la théorie bourgeoise classique des « freins et des contre-poids », *tout* est perdu : l'indépendance *réelle* du parti, qu'on ne peut lui demander de conserver alors même qu'il abandonne les postulats qui impliquaient sa scission irrévocable d'avec les partis à jamais classés au nombre des forces contre-révolutionnaires ; le rejet marxiste de solutions intermédiaires entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat ; les bases mêmes du « parlementarisme révolutionnaire », qui est un instrument de subversion des institutions représentatives bourgeoises, ou n'est rien ; enfin, implicitement, la notion même de l'Etat.

Du même coup, c'est le fondement d'une discipline internationale non factice, non mécanique, non basée sur l'exégèse des articles d'un code civil ou pénal, qui saute ; cette discipline *organique* est remplacée par une discipline formelle imposée par un organe à la fois délibératif et exécutif, dont on admet *a priori* qu'il est capable de maintenir le fil de la continuité théorique, pratique et organisationnelle à travers le jeu compliqué et imprévisible des manœuvres, en vertu d'une immunisation supposée permanente.

Quand on se met par malheur à poser le problème des « garanties », il est inévitable que surgisse la question : qui gardera les gardiens ? De deux choses l'une : ou bien la direction et la « base » sont unies par un lien commun et supérieur (qui ne peut être que le *programme* invariant et impératif pour tous) ou bien on voit *nécessairement* renaître tout l'appareil judiciaire des tribunaux de première, seconde et troisième instances, avec toute la troupe des avocats, des ministères publics et, naturellement, des professeurs de droit constitutionnel ; et cet appareil n'est pas une entité métaphysique, c'est la superstructure de l'organisme qu'il *devrait* théoriquement contrôler et juger : le juge et l'accusé sont une seule et même personne. Il ne reste donc plus qu'à le soumettre lui aussi à l'autorité suprême : non pas celle du bon dieu (qui, jusqu'ici du

(15) *Protokoll des 4. Kongress der Komunistischen Internationale*,, Hamburg, 1923, pp. 1.016-1.017.

moins, est exclu), mais du policier, puis du commissaire, et enfin du maréchal.

La discipline est le produit de l'homogénéité programmatique et de la continuité pratique. Introduisez la variable indépendante de l'improvisation : vous aurez beau l'entourer de clauses limitatives, au terme du processus il n'y aura plus que le knout, ou, si vous préférez, Staline.

Voilà, en d'autres termes, ce que dirent dans leurs interventions passionnées les représentants de la majorité du parti italien, qui était à l'époque *entièrement* de gauche (16). Et puisque *les paroles passent, les écrits restent*, ils formulèrent les thèses que nous reproduisons ci-dessous, et qui représentent la tentative désespérée de remettre de l'ordre dans la théorie et donc dans l'action pratique, et d'isoler le noyau *sain* des formulations issues des alambics moscovites, en les débarrassant de leur gangue malsaine. Les « *thèses sur la tactique* » (17) présentées au IVe puis au Ve Congrès de l'Internationale (les deux textes sont pratiquement identiques) seront renvoyées à des discussions ultérieures ; la « discipline » se chargera de les mettre définitivement au rebut.

(16) Le discours de Bordiga a été publié dans *Il Lavoratore* du 9 décembre 1922. Sur ces questions, le lecteur pourra également consulter la série d'articles de janvier 1922 sur *La tactique de l'Internationale Communiste* traduits dans *Programme Communiste* no 51-52, le *Rapport sur le fascisme au IVe Congrès de l'I.C.* publié dans notre brochure *Communisme et fascisme*, et les extraits des interventions de la Gauche au IVe et au Ve Congrès de l'I.C., publiés dans *Programme Communiste* no 53-54.

(17) Le texte original des Thèses a été publié dans *Stato Operaio*, 6 mars 1924.

LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE PROJET DE THESES PRESENTE PAR LE P. C. D'ITALIE AU IVe CONGRES MONDIAL (Moscou, 22 Novembre 1922)

Les conditions de réalisation des buts révolutionnaires de l'Internationale Communiste sont de nature objective dans la mesure où elles résident dans la situation du régime capitaliste et dans le stade atteint par la crise qu'il traverse ; elles sont de nature subjective en ce qui concerne la capacité de la classe ouvrière à lutter pour le renversement du pouvoir bourgeois et à organiser sa propre dictature grâce à l'unité de son action, c'est-à-dire en réussissant à subordonner tous les intérêts partiels de groupes limités à l'intérêt général de tout le prolétariat, et au but final de la révolution.

Les conditions subjectives sont de deux ordres, à savoir :

a) l'existence de partis communistes dotés d'une claire vision programmatique et d'une organisation bien définie qui en assure l'unité d'action ;

b) un degré d'influence du parti communiste sur la masse des travailleurs et sur leurs organisations économiques, qui le mette en position de supériorité par rapport aux autres tendances politiques du prolétariat.

Le problème de la tactique consiste à rechercher les moyens qui permettent le mieux aux partis communistes de réaliser simultanément ces conditions révolutionnaires de nature subjective, en se basant sur les conditions objectives et sur leur processus de développement.

CONSTITUTION DES PARTIS COMMUNISTES ET DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

La faillite de la Deuxième Internationale et la révolution russe ont donné lieu à la reconstitution de l'idéologie révolutionnaire du prolétariat et à sa réorganisation politique dans les rangs de l'Internationale Communiste.

Pour être en mesure de remplir ses tâches d'unification et de direction de la lutte du prolétariat de tous les pays vers le but final de la révolution mondiale, l'Internationale Communiste doit avant tout assurer sa propre unité de programme et d'organisation. Toutes les sections et tous les militants de l'Internationale Communiste doivent être engagés par leur adhésion de principe au programme commun de l'Internationale Communiste.

En éliminant tous les vestiges du fédéralisme de la vieille Internationale, l'organisation internationale doit assurer le maximum de centralisation et

de discipline. Ce processus se déroule actuellement à travers les difficultés qui découlent des conditions différentes existant dans les divers pays et de la persistance des traditions de l'opportunisme. Son aboutissement favorable ne peut être assuré par des expédients mécaniques, mais par la réalisation d'une unité de méthode effective mettant en lumière les caractères communs à l'action des groupes d'avant-garde du prolétariat dans les différents pays.

On ne peut admettre qu'un groupe politique quelconque puisse être intégré à la discipline et à l'organisation révolutionnaires internationales en vertu d'une simple adhésion à des textes donnés et de la promesse de tenir une série d'engagements. On doit au contraire tenir compte du processus réel qui s'est déroulé au sein des groupes organisés (partis et tendances) agissant dans l'arène politique prolétarienne, de la formation de leur idéologie et de leur expérience active pour juger si, et dans quelle mesure, ils peuvent faire partie de l'Internationale Communiste.

Les crises de discipline au sein de l'Internationale Communiste dérivent du double aspect que revêt aujourd'hui l'opportunisme traditionnel : tantôt il accepte avec enthousiasme les formulations de l'expérience tactique de l'Internationale Communiste, sans comprendre qu'elles sont solidement reliées aux buts révolutionnaires, et en reprend les formes extérieures d'application pour revenir aux vieilles méthodes opportunistes, dépourvues de toute conscience et de toute volonté du but final révolutionnaire ; tantôt il refuse ces formulations tactiques en les critiquant de manière superficielle comme une renonciation et un recul par rapport aux objectifs du programme révolutionnaire. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une incompréhension des rapports qui relient les buts communistes et les moyens employés.

Pour éliminer les dangers opportunistes et les crises de discipline, l'Internationale Communiste doit faire reposer la centralisation organisationnelle sur la clarté et la précision des résolutions tactiques et sur la définition exacte des méthodes à appliquer.

Une organisation politique, c'est-à-dire une organisation fondée sur l'adhésion volontaire de tous ses membres, ne répond aux exigences de l'action centralisée que lorsque ses adhérents connaissent et acceptent l'ensemble des méthodes dont le centre peut ordonner l'application dans les différentes situations.

Le prestige et l'autorité du centre, qui ne reposent pas sur des sanctions matérielles, mais mettent en jeu des paramètres qui restent dans le domaine des facteurs psychologiques, exigent absolument la clarté, la continuité et la décision dans les déclarations programmatiques et dans les méthodes de lutte. C'est là que réside la seule garantie de pouvoir constituer un centre d'action véritablement unitaire du prolétariat international.

Une organisation solide ne peut naître que de la stabilité de ses normes d'organisation ; en assurant à chacun que les normes seront appliquées avec impartialité, cette stabilité réduit au minimum les rébellions et les désertions. Tout autant que l'idéologie et que les normes tactiques, les statuts organisatifs doivent donner une impression d'unité et de continuité.

Les considérations qui précèdent, fondées sur une riche expérience, montrent qu'il est nécessaire, au moment où l'on passe de la période de construction de l'Internationale des partis communistes à celle de l'action du Parti Communiste International, d'éliminer des normes d'organisation tout à fait anormales. Il en est ainsi des fusions de sections isolées de l'Internationale avec d'autres organismes politiques ; de la possibilité pour certaines sections d'être constituées non d'après le critère des adhésions personnelles, mais par adhésions d'organisations ouvrières ; de l'existence de fractions ou de groupes organisés en tendances au sein de l'organisation ; de la pénétration systématique et du *noyautage* d'autres organismes de nature politique ayant leur discipline propre (ceci s'applique à plus forte raison aux organismes de type militaire).

Dans la mesure où l'Internationale emploiera ces expédients, on assistera à des manifestations de fédéralisme et à des ruptures de la discipline. Si le processus d'élimination progressive de ces anomalies devait marquer le pas ou même s'inverser, ou si elles devaient être élevées au rang de système, on serait en présence d'un danger de rechute dans l'opportunisme d'une extrême gravité.

LA CONQUETE DES MASSES

La conquête d'une influence toujours plus grande sur les masses est une des tâches fondamentales des partis communistes. Ils doivent pour cela recourir à tous les moyens tactiques que la situation objective rend opportuns et qui permettront d'assurer dans les couches du prolétariat une extension toujours plus grande de l'influence idéologique et des diverses formes d'encadrement qui s'appuient sur le parti.

La conquête des masses ne peut se réaliser par la seule propagande de l'idéologie du parti et par le seul prosélytisme, mais par la participation à toutes les actions auxquelles les prolétaires sont poussés par leur condition économique. Il faut faire comprendre aux travailleurs que ces actions ne peuvent, par elles-mêmes, assurer le triomphe de leurs intérêts ; elles peuvent seulement donner une expérience, un résultat dans le domaine de l'organisation et une volonté de lutte à encadrer dans la lutte révolutionnaire générale. On parvient à de tels résultats, non pas en niant ces actions mais en les stimulant, en incitant les travailleurs à les entreprendre et en leur présentant les revendications immédiates qui permettent de réaliser une union toujours plus large de travailleurs participant à la lutte.

Même dans les situations de développement normal du capitalisme, la lutte pour les revendications économiques concrètes des groupes de prolétaires sur le terrain des syndicats et des groupes similaires était une nécessité fondamentale pour les partis marxistes révolutionnaires. Les revendications d'ordre social et politique général doivent également servir au travail révolutionnaire. Mais ces revendications ne doivent pas donner l'occasion d'un compromis avec la bourgeoisie, dont le prolétariat ferait les frais en payant les concessions faites par la bourgeoisie, par la renonciation à l'indépendance de ses organisations de classe et à la propagande du programme et des méthodes révolutionnaires.

A travers les actions pour des revendications partielles, le parti communiste établit un contact avec la masse qui lui permet de faire de nouveaux prosélytes : en complétant par sa propagande les leçons de l'expérience, le parti s'attire la sympathie et la popularité et fait naître autour de lui tout un réseau organisatif plus vaste, relié d'une part aux couches les plus profondes des masses et d'autre part au centre dirigeant du parti lui-même. C'est ainsi que se prépare une discipline unitaire de la classe ouvrière. Cela s'obtient par le noyautage systématique des syndicats, des coopératives, et de toutes les formes d'organisations ayant pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière. Des réseaux d'organisation analogues doivent naître dès que possible dans tous les domaines de l'activité du parti : lutte armée et action militaire, éducation et culture, travail parmi les jeunes et parmi les femmes, pénétration dans l'armée, et ainsi de suite. L'objectif de ce travail est d'obtenir que le parti communiste exerce une influence non seulemnt idéologique mais aussi organisationnelle sur la plus grande partie de la classe ouvrière. En conséquence, dans leur travail au sein des syndicats, les communistes tendent à élargir au maximum la base de ceux-ci, comme de toutes les organisations de nature analogue, en combattant toute scission et en luttant pour l'unification organisationnelle là où la scission existe déjà, à condition d'être assurés d'un minimum de possibilité de travailler pour la propagande et pour le noyautage communistes. Dans des cas spéciaux, cette activité peut aussi être illégale et clandestine.

Les partis communistes, tout en cherchant, au moyen de la conquête de la majorité des ouvriers organisés, à s'assurer la direction des centrales syndicales, indispensable levier de manœuvre dans les luttes révolutionnaires, acceptent néanmoins dans tous les cas de suivre avec discipline les décisions de la direction, et n'exigent pas que dans leurs statuts ou dans des accords spéciaux, ces organisations syndicales (ou similaires) s'engagent officiellement à se soumettre à un contrôle du parti.

LE FRONT UNIQUE

L'offensive capitaliste et ses caractères actuels offrent aux partis communistes des possibilités tactiques particulières pour accroître leur influence sur les masses. C'est de là que vient la tactique du front unique.

L'offensive capitaliste a un double objectif ; d'une part détruire les organisations prolétariennes capables de mener une offensive révolutionnaire, d'autre part intensifier l'exploitation économique des travailleurs pour s'efforcer de reconstruire l'économie bourgeoise. L'offensive capitaliste heurte donc directement les intérêts des prolétaires, même de ceux qui ne sont pas encore acquis à la conscience et à l'encadrement révolutionnaires, et elle attaque même les organisations qui n'ont pas de programme révolutionnaire et sont dirigées par des éléments opportunistes. Comprenant qu'accepter la lutte, même défensive, équivaut à poser un problème révolutionnaire et à aligner

les travailleurs sur un front de combat contre la classe bourgeoise et ses institutions, la bureaucratie qui encadre ces organismes sabote même la pure et simple résistance défensive, et renonce au programme illusoire d'amélioration graduelle des conditions de vie du prolétariat.

Cette situation permet aux partis communistes de mener à la lutte même la partie des ouvriers qui n'a pas une conscience politique développée. Les partis communistes ont la possibilité d'inviter ces couches de travailleurs à des actions unitaires pour ces revendications concrètes et immédiates qui consistent dans la défense des intérêts menacés par l'offensive du capital.

Dans ce but, les communistes proposent une action commune de toutes les forces prolétariennes encadrées dans les organisations des plus diverses tendances.

Cette tactique ne doit jamais entrer en contradiction avec la tâche fondamentale du parti communiste : la diffusion au sein de la masse ouvrière de la conscience que seul le programme communiste et l'encadrement organisationnel autour du parti communiste la conduiront à son émancipation.

La perspective du front unique est double. L'invitation au front unique servira pour une campagne contre les programmes et l'influence des autres organisations prolétariennes, si elles refusent l'invitation à agir lancée par les communistes ; dans ce cas, l'avantage du parti communiste est évident. Si au contraire on aboutit réellement à une action à laquelle participent toutes les organisations prolétariennes, et tout le prolétariat, le parti communiste se propose de réussir à prendre la direction du mouvement, quand les conditions générales permettront de le mener à une issue révolutionnaire. Quand cela n'est pas possible, le parti communiste doit s'efforcer par tous les moyens — à travers les vicissitudes de la lutte, un succès partiel, ou l'échec, si celui-ci est inévitable — de faire acquérir aux masses la conviction que le parti communiste est le mieux préparé pour faire vaincre la cause du prolétariat. Si le parti communiste a fait auparavant une campagne sur les propositions précises qui garantiraient le succès de la lutte, il pourra, grâce à ses forces luttant au premier rang dans l'action commune, faire en sorte que les masses se forgent la conviction que la victoire sera possible lorsque les organisations non communistes n'auront plus sur elles d'influence prépondérante.

La tactique du front unique est donc un moyen de conquérir une influence idéologique et organisative prépondérante du parti.

La tendance instinctive des masses à l'unité doit être utilisée lorsqu'elle peut servir à un emploi favorable de la tactique du front unique ; elle doit être combattue lorsqu'elle conduirait au résultat opposé.

Le grave problème tactique du front unique présente donc des limites au-delà desquelles notre action manquerait son but. Ces limites doivent être définies en ce qui concerne le contenu des revendications et les moyens de lutte à proposer, et en ce qui concerne les bases organisationnelles à proposer ou à accepter comme plate-forme des forces prolétariennes.

Les revendications que le parti communiste avance pour le front unique ne doivent pas entrer en contradiction avec les programmes des divers organismes dont on propose la coalition, et doivent pouvoir être atteintes par des méthodes de lutte qu'aucun de ces organismes ne refuse par principe.

C'est de cette manière seulement qu'on pourra faire une campagne contre les organisations qui refuseraient d'adhérer à la proposition de front unique : et dans le cas contraire, c'est de cette manière seulement qu'on pourra utiliser le développement de l'action au profit de l'influence communiste.

Toutes les revendications qui peuvent être poursuivies au moyen de l'action directe du parti peuvent être avancées : défense des salaires et des contrats de travail de l'industrie et de l'agriculture, lutte contre les licenciements et le chômage, défense effective du droit d'association et d'agitation.

Comme moyens de lutte on peut proposer tous ceux que le parti communiste ne refuse pas pour ses propres actions indépendantes, et donc toutes les formes de propagande, d'agitation et de lutte par lesquelles la classe prolétarienne s'oppose nettement et ouvertement au capital.

Enfin, les bases de la coalition doivent être telles qu'au cas où les autres organisations prolétariennes, sans avoir accepté les propositions communistes — dont l'ensemble doit être connu des masses — engagent cependant une action générale prolétarienne (par exemple en utilisant les moyens de lutte conseillés par le parti communiste, tels que grève générale, etc... — mais pour d'autres objectifs), le parti communiste, sans rester à l'écart de l'action commune, puisse toutefois faire retomber la responsabilité de la direction de la lutte sur les autres organisations en cas de défaite du prolétariat.

Le parti communiste n'acceptera donc pas de faire partie d'organismes communs à différentes organisations politiques, agissant avec continuité et avec une responsabilité collective à la direction du mouvement général du prolétariat. Le parti communiste évitera également d'apparaître comme coparticipant à des déclarations communes avec d'autres partis politiques, lorsque ces déclarations contrediront en partie son programme et seront présentées au prolétariat comme le résultat de négociations pour trouver une ligne d'action commune.

Spécialement dans les cas où il ne s'agit pas d'une brève polémique publique par laquelle on invite les autres organisations à l'action en prévoyant avec certitude qu'elles s'y refuseront, mais où il est au contraire possible d'aboutir à une lutte en commun, le centre dirigeant de la coalition devra consister en une alliance d'organismes prolétariens à caractère syndical ou similaires. De cette façon, cette direction se présentera aux masses comme susceptible d'être conquise par les divers partis qui agissent au sein des organisations ouvrières.

C'est de cette façon seulement qu'on assurera l'efficacité de la tactique du front unique même dans une action qui, du fait de l'influence des oppor-

tunistes, aboutirait à une victoire incomplète ou à une défaite de la classe ouvrière.

LE GOUVERNEMENT OUVRIER

Les revendications immédiates qui intéressent le prolétariat peuvent également être liées à la politique de l'État.

Ces revendications doivent être formulées par le parti communiste et proposées comme objectif pour une action de tout le prolétariat, conduite à travers une pression extérieure exercée sur le gouvernement par tous les moyens d'agitation.

Quand le prolétariat se trouve amené à constater que, pour satisfaire ses revendications, il faut que le gouvernement en place soit changé, le parti communiste doit baser sur ce fait sa propagande pour le renversement du pouvoir bourgeois et la dictature prolétarienne : tout comme il doit le faire lorsque les travailleurs constatent que leurs revendications économiques ne trouvent pas leur place dans le cadre de l'économie capitaliste.

Lorsque le régime gouvernemental se trouve placé dans une situation critique par le rapport des forces sociales, il faut faire de son renversement non une simple formule de propagande, mais une revendication concrète accessible à la masse. Cette revendication (le pouvoir aux Soviets, aux Comités de Contrôle, aux Comités de l'Alliance Syndicale) peut être présentée aux travailleurs de tous les partis et sans parti représentés dans de tels organismes. Tous les travailleurs seront amenés à l'accepter, même contre leurs chefs. Cette revendication entre dans le cadre de la tâche politique propre du parti communiste, car sa réalisation implique la lutte révolutionnaire et la suppression de la démocratie bourgeoise, et sa proposition amène sur cette voie toute la masse prolétarienne. Mais on ne peut exclure qu'un tel mot d'ordre extraparlementaire puisse être lancé même au Parlement ou au cours d'une campagne électorale.

Parler de gouvernement ouvrier comme d'un gouvernement de coalition des partis ouvriers, sans indiquer quelle sera la forme de l'institution représentative sur laquelle ce gouvernement pourra s'appuyer, ce n'est pas lancer une revendication que les ouvriers peuvent comprendre, mais seulement une formule de propagande qui introduit la confusion dans la préparation idéologique et politique de la révolution. Les partis sont des organisations constituées pour prendre le gouvernement, et les partis qui forment le gouvernement ouvrier ne peuvent être ceux qui sont pour la conservation des institutions parlementaires bourgeoises.

Parler de gouvernement ouvrier en déclarant, ou en n'excluant pas qu'il puisse naître d'une coalition parlementaire à laquelle participerait le parti communiste, c'est nier en pratique le programme politique communiste, c'est-à-dire la nécessité de préparer les masses à la lutte pour la dictature.

La situation politique mondiale ne permet pas de prévoir la formation de gouvernements de transition entre le régime parlementaire bourgeois et

la dictature du prolétariat, mais plutôt celle de gouvernements de coalition bourgeois, qui conduiront la lutte contre-révolutionnaire pour la défense du système avec la plus grande énergie. S'il devait y avoir des gouvernements de transition, c'est une nécessité de principe pour le parti communiste de laisser aux partis sociaux-démocrates la responsabilité de les diriger, tant qu'ils naissent sur la base des institutions bourgeoises. C'est la seule façon pour le parti communiste de pouvoir se consacrer à la préparation de la conquête révolutionnaire du pouvoir et à la succession du gouvernement de transition.

LA CONQUETE DES MASSES INORGANISEES

L'existence d'organisations économiques puissantes et florissantes est une condition favorable pour le travail de pénétration au sein des masses. L'aggravation de la crise de l'économie capitaliste crée une situation objectivement révolutionnaire. Mais au moment où, après la prospérité apparente de l'immédiat après-guerre, la crise est apparue dans toute sa gravité, la capacité de lutte du prolétariat s'est révélée insuffisante. C'est pourquoi nous assistons aujourd'hui dans de très nombreux pays à une véritable hémorragie des syndicats et de toutes les organisations analogues, et il est prévisible que dans les autres pays ce phénomène ne tardera pas à se produire.

En conséquence, la préparation révolutionnaire du prolétariat est rendue plus difficile, malgré l'extension de la misère et du mécontentement.

Au premier plan se pose le problème de l'encadrement derrière les partis communistes, des masses de chômeurs et des éléments prolétariens réduits à une situation chaotique par la paralysie de la machine productive. Il est possible que d'ici quelque temps ce problème apparaisse comme plus grave que celui de la conquête des ouvriers suivant les autres partis prolétariens par l'intermédiaire des organisations économiques qu'ils dirigent — problème auquel la tactique du front unique propose une solution satisfaisante. Il faut même s'attendre à ce que, la décadence économique s'accompagnant d'une intensification de l'action unitaire contre-révolutionnaire de toutes les forces bourgeoises, les organisations économiques prolétariennes non communistes se vident plus rapidement. Les données du problème de la conquête des masses en seront modifiées.

Il faudra réaliser une nouvelle forme d'organisation des intérêts prolétariens, le travail révolutionnaire devant toujours s'appuyer sur des situations réelles concrètes. Dans la phase actuelle se présente la tâche d'encadrer les couches des prolétaires non organisés autour des comités et des organes du front unique des organisations, avec des formes de représentation adéquates. Le parti communiste devra être le centre de la lutte et de l'attaque contre la centralisation réactionnaire du capitalisme, qui tend à écraser une classe ouvrière éparpillée, dispersée, et définitivement abandonnée à elle-même par la bureaucratie opportuniste.

PROJET DE THESES PRESENTE PAR LA GAUCHE AU III° CONGRES DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (LYON – 1926)

INTRODUCTION

Les *Thèses de Lyon* se situent à une moment tellement crucial de l'histoire du mouvement communiste, qu'elles constituent tout à la fois un point d'aboutissement et un point de départ dans le laborieux processus de formation du parti de classe mondial du prolétariat.

Rédigées par le courant de gauche du Parti Communiste d'Italie pour être opposées aux thèses de la direction, alors à demi-stalinisée (1), elles

(1) La direction de gauche du Parti Communiste d'Italie, issue des congrès de Livourne et de Rome, fut remplacée provisoirement à la suite de l'arrestation des principaux dirigeants en février 1923, et définitivement après leur acquittement au cours du procès qui eut lieu en octobre de la même année. Après quelques résistances (surtout de la part de Terracini, mais aussi de Togliatti), la nouvelle direction « centriste » s'aligna progressivement sur les positions de l'Internationale. Cependant, à la Conférence nationale de Côme (mai 1924), elle était encore minoritaire par rapport à l'ensemble du parti, qui restait presque unanimement sur ses positions initiales. Malgré cela, la gauche (dont la position resta identique lors du Ve Congrès de *l'Internationale et du parti devait rester opposée à celle qui est tracée ici, ou même* mais fit valoir qu'une telle éventualité dépendait entièrement d'un changement radical de la politique menée par Moscou. C'est ainsi qu'on peut lire dans le schéma de thèses présenté par la gauche à la Conférence de Côme : « *Si la ligne politique de l'In ternationale et du parti devait rester opposée à celle qui est tracée ici, ou même* indéterminée et imprécise *comme elle l'a été jusqu'à maintenant, la tâche qui s'impose à la gauche italienne est une tâche* de critique et de contrôle, ainsi que le refus ferme et serein *des solutions bâtardes obtenues au moyen de listes de comités directeurs et de diverses concessions et compromis, le plus souvent sous le couvert démagogique du mot d'ordre tant acclamé et proclamé d'*unité ». En toute cohérence, Bordiga refusa au Ve Congrès non seulement le poste de vice-président de l'Internationale que lui avait proposé Zinoviev, mais tout partage de responsabilités dans la direction du Parti Communiste d'Italie, à un moment où ses chefs s'orientaient de plus en plus dans le sens voulu par Moscou et appuyé, en Italie, par la droite de Tasca et Graziadei.

furent présentées au IIIe congrès de ce parti, à Lyon, en janvier 1926 (1 bis) Elles suivent donc de quelques mois ce XIVe congrès du parti russe qui avait vu la quasi-totalité de la vieille garde bolchevique, Kamenev et Zinoviev en tête, se dresser dans un sursaut aussi violent qu'imprévu contre « l'embellissement de la N.E.P. » et le « *Paysans, enrichissez-vous !* » des « professeurs rouges » et de Boukharine, et contre l'étouffant régime intérieur du parti instauré par Staline. Elles précèdent aussi d'un mois à peine ce VIe Exécutif élargi de l'Internationale communiste (février 1926) où un bataillon d'avocats d'office tirera à boulets rouges sur la seule force internationale — la Gauche « italienne », précisément — qui se soit dressée pour dénoncer la crise du Komintern : en l'éliminant finalement, on préparera le terrain à la condamnation imminente de l'Opposition russe, qui adviendra en novembre-décembre.

Le mouvement communiste international était arrivé à la croisée des chemins. Au XIVe congrès, les Kamenev, Zinoviev, Kroupskaïa avaient eu conscience d'exprimer, eux qui avaient partagé jusque-là, ou peu s'en faut, la responsabilité politique de la direction, la révolte de *forces sociales et matérielles* en lutte, au sein de l'Etat soviétique, contre d'autres forces sociales et matérielles *objectives,* mille fois plus fortes que les individus se succédant à la tribune. De même, sur le plan international, la Gauche savait qu'en rédigeant des thèses qui, comme d'habitude, ne s'enfermaient point dans les étroites limites de la « question italienne », mais concernaient l'ensemble de la tactique communiste mondiale, elle exprimait un *cours historique* qui, en l'espace de quelques mois, prendrait le nom de Chine et, par une convergence rare et même unique pour de nombreuses années, d'Angleterre, — un pays semi-colonial, donc, et la métropole impérialiste par excellence.

C'était l'année de l'épreuve suprême. Le destin de la Russie soviétique et de l'Internationale Communiste dépendait en dernière instance de l'issue de la lutte des ouvriers et paysans chinois et des prolétaires britanniques. Au cours de cette année-là, l'Opposition russe verra sur quelle terrible pente on glissait depuis longtemps : s'élevant au-dessus d'anciens désaccords, Trotsky et Zinoviev, pour n'en citer que deux, feront bloc désespérément contre la marée des forces contre-révolutionnaires. Le premier surtout mènera tout au long de l'année 1927 une magnifique bataille, dont il sortira finalement vaincu. L'Opposition russe était battue, la révolution chinoise le fut aussi, la grande grève anglaise également : tout le mouvement communiste international était détruit. Pour la dernière fois, l'internationalisme prolétarien avait tenté désespérément à Moscou, ces deux années durant, de briser l'encerclement du « socialisme dans un seul pays ». Cette bataille restera inscrite en caractères indélébiles sur les pages qui inspireront les générations futures de l'avant-garde révolutionnaire marxiste ; pourtant, l'Opposition russe ne

(1bis) La partie I, *Questions Générales,* fut publiée dans les n^os des 12, 14, 23 et 26 janvier de l'*Unità* ; le texte complet parut en un fascicule intitulé *Tesi per il IIIe Congresso* (Rome, 1926).

pourra transmettre à ces générations le *bilan général* d'un cours historique amorcé bien avant 1926 et dont la débâcle finale était, au moins en partie, le produit. Elle pourra dénoncer le mal, mais non s'attaquer à sa *racine*. Elle ne le pourra pas, car elle partageait la responsabilité de ce cours historique, et mille fois Staline et Boukharine pourront la paralyser en le lui rappelant dans d'odieuses polémiques, sachant bien que désormais le grand antagoniste était emprisonné dans le filet tissé en commun.

Il n'en allait pas ainsi pour la Gauche « italienne ». Pour faible qu'elle ait été eu égard à l'enjeu international, c'était la seule force qui pouvait tirer des graves avertissements qu'elle avait lancés, des années durant, sur les conséquences objectives de l'éclectisme tactique du Komintern, imposé désormais par les manipulations de l'organisation, la « terreur idéologique » et le poids écrasant de l'Etat, non pas le droit, mais bien la capacité de tirer la leçon *globale* des cinq années écoulées. Elle le fit au début et non à la fin de l'année décisive (avant même : en Italie, toute la discussion qui précède le IIIe congrès, en 1925, tourne autour de ce thème), reconnaissant dans le *fait accompli* ce qu'elle avait *prévu* longtemps à l'avance. Seule contre tous (Zinoviev le tout premier) au VIe Exécutif élargi, elle sera également la seule à réclamer que la « question russe » (c'est-à-dire la question du « socialisme dans un seul pays » et du régime bureaucratico-disciplinaire instauré par le stalinisme et imposé à tous les partis du Komintern) soit inscrite à l'ordre du jour d'un congrès international à convoquer d'urgence, et donc arrachée au monopole de discussion et de décision du parti bolchevik (la requête fut transmise au présidium, qui la renvoya à l'Exécutif Elargi de novembre-décembre, particulièrement « orchestré », classant ainsi le dossier ; le congrès ne se tint que deux années plus tard, sur les ruines de toute opposition révolutionnaire, et n'y fit pas même allusion). Par ailleurs, en présentant son corps de thèses au mouvement international comme base d'une solution organique et complète des problèmes tactiques, liée à une conception tout aussi ferme du programme, la Gauche y insérait la question russe comme *un* anneau de la chaîne liant entre eux tous les problèmes vitaux de l'Internationale, et jetait ainsi les bases du retour du mouvement international à son programme initial, sur des fondements encore plus fermes. Au VIIe Exécutif élargi (novembre-décembre 1926), Trotsky aura mille fois raison de dire qu'en misant sur la révolution mondiale, le parti bolchevik pourrait demeurer solidement au pouvoir non pas une année, mais cinquante : mais pouvait-on tenir ce stupéfiant « pari » sans, comme le dit la Gauche, « *renverser la pyramide* » (2) du Komintern reposant en équilibre instable sur son sommet, c'est-à-dire

(2) Cette revendication n'avait, bien entendu, rien de « démocratique » ; elle n'opposait pas à la centralisation nécessaire l'ignoble décentralisation des « *voies nationales* » ; c'était au contraire une transposition sur le plan international de notre conception — le « centralisme *organique* » — selon laquelle le sommet, relié à la base de la pyramide par le fil unique et ininterrompu d'une doctrine et d'un programme uniques, reçoit et synthétise les impulsions de la base, faute de quoi la pyramide s'écroule. Inutile de dire que dans la situation de l'époque, l'Occident

sur le parti russe en pleine crise ? sans changer de fond en comble son régime intérieur ? et surtout, sans réviser intégralement et rigoureusement une tactique dont les tournants imprévus et imprévisibles avaient produit tant de désastres ? A cette question, Trotsky ne put jamais répondre ; ou plutôt, il n'y répondit qu'indirectement en reparcourant le chemin tortueux et accidenté des manœuvres élastiques, vainement éclairé par l'éclatante revendication de la révolution permanente.

Cette réponse d'ensemble, on la trouve dans la partie générale des *Thèses de Lyon* (et dans ses corollaires internationaux), et comme il s'agit justement d'une solution *générale*, on ne peut l'accepter ou la repousser qu'*en bloc*. Se tenant sur cette base, la Gauche pouvait, certes, être écrasée sous le poids des rapports de force défavorables qui s'étaient établis, et elle le fut effectivement ; mais il est tout aussi certain qu'elle ne pouvait renaître que sur cette base-là, qu'une reprise internationale du prolétariat révolutionnaire et de son parti ne sera possible que sur cette base, c'est-à-dire en s'appuyant sur un système complet, soudant les questions tactiques au programme et impliquant, par déduction, le mode d'organisation du mouvement.

C'est pourquoi les *Thèses de Lyon* sont un point de départ pour le présent et pour le futur, tout comme elles ont été un point d'aboutissement pour l'histoire des années ardentes de 1919 à 1926. Elles ne constituent pas, en effet, le produit de quelques cerveaux, mais bien le bilan dynamique du heurt de forces réelles sur l'arène des luttes de classe, dans une période où les batailles révolutionnaires de tout un siècle se sont condensées, soumettant à l'épreuve du feu la capacité des partis communistes de rester fidèles à leurs enseignements, sans jamais dévier. Le marxisme ne serait rien s'il ne savait, à l'école de Marx et de Lénine, convertir la défaite elle-même en des prémices de victoire. C'est là le sens profond et actuel de nos thèses de 1926.

Il est donc important de montrer que tous les fils de la longue bataille menée par la Gauche au sein de l'Internationale convergent vers les *Thèses de Lyon* pour s'y nouer ; en partant de celles-ci, on peut en effet remonter jusqu'en 1920 et découvrir ainsi le lien qui existe entre le déroulement de cette bataille et la succession des événements historiques dont les thèses présenteront le bilan dynamique, annonciateur de développements futurs.

n'aurait pas pu donner à la Russie bolchevique ni même au Komintern l'oxygène qui leur manquait de plus en plus, pour la simple raison que lui-même s'était engagé dès le début dans un démocratisme qui n'arrêtera pas de s'amplifier et finira par triompher partout. Ce que la Gauche revendiquait, c'était un *principe*, valable *toujours* et *partout*, même quand il n'est pas réalisable dans l'immédiat pour des raisons contingentes : le principe qui voit, au sommet, l'Internationale comme parti *unique* du prolétariat révolutionnaire, puis ses sections « nationales » si elles existent encore et enfin, au bas de l'échelle, l'Etat prolétarien victorieux, qui est le plus vulnérable en raison même de son isolement (surtout dans un pays économiquement arriéré comme la Russie) et dont le pouvoir de coercition n'aurait jamais dû et ne devrait jamais être utilisé (comme le répétera avec force la Gauche au VIe Exécutif Elargi) pour « résoudre » les questions disciplinaires de l'Internationale ou du parti qui dirige la dictature du prolétariat.

Comme le prouvent les deux premiers volumes de notre *Storia della Sinistra* (3), la Gauche a été sans contestation possible le seul courant qui, face à la guerre mondiale, se plaça sur les positions *de principe* ardemment défendues par Lénine et la petite avant-garde de la « gauche de Zimmerwald ». Lors de l'éclatement de la révolution d'octobre et pendant les deux années qui suivirent, elle fut aussi la seule à adhérer, d'une manière tout aussi profonde, aux buts et aux moyens de la dictature bolchevique et de son organe dirigeant, le parti russe. Elle était à mille lieues, en effet, de cette adhésion formelle et vague, inspirée par l'enthousiasme du moment, qui entraîna la conversion subite de la majorité du Parti socialiste français ou le rapprochement soudain du centrisme international, qui restaient démagogiques et confus, en admettant même, dans l'hypothèse la plus optimiste, que leurs « chefs » fussent sincères. Elle fut encore la seule à affirmer, dès la fin de 1918, qu'une rupture irrévocable avec la droite socialiste et le centre surtout, bien plus perfide, et la formation du parti communiste sur les bases que fixera le IIe Congrès de l'Internationale communiste en 1920, constituaient les conditions *préjudicielles* à un dénouement révolutionnaire de la crise d'après-guerre.

Il n'est donc pas étonnant que la Gauche, intervenant à ce IIe congrès de l'Internationale sans mandat officiel, comme simple courant du Parti socialiste italien, non seulement n'ait opposé aucune des objections soulevées (ou momentanément tues, pour être ressorties plus tard, au retour en Italie ou dans les congrès internationaux suivants) par la délégation officielle à l'encontre des fondamentales *Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne,* sur les conditions de formation des Soviets, sur les questions nationale et coloniale, syndicale ou paysanne, mais ait apporté au contraire une contribution directe et même décisive à la formulation, d'une importance vitale, des *Conditions d'admission à l'Internationale Communiste,* en insistant pour qu'elles soient rendues encore plus sévères et surtout pour qu'elles ne laissent aucune possibilité d'adaptation aux « situations locales ».

Pourtant, dans le cadre de cette lutte commune pour dresser autour de l'Internationale communiste des « barrières infranchissables » au réformisme, les directives que la Gauche proposait pour *tout* le mouvement, qu'elles concernent le programme ou le mode d'organisation des partis adhérents, ont déjà cet aspect global, ce caractère « fermé » des formulations que les *Thèses de Lyon* revendiqueront définitivement d'une manière lapidaire. Cette exigence ne sortait pas du cerveau d'un individu ; l'accumulation d'expériences de lutte en régime de pleine démocratie, avec ses inévitables séquelles de réformisme et de centrisme, l'imposait suffisamment. Et si elle s'affirma dans de vigoureuses polémiques contre la direction de l'Internationale, ce ne fut jamais, comme on de perfection esthétique, mais exclusivement pour des raisons éminemment « pratiques » (au sens marxiste bien entendu, qui fait de la théorie et de l'action deux termes dialectiquement indissociables). L'attitude de la Gauche était dictée par une saine préoccupation, non pas tellement pour le présent — c'est-à-dire pour une phase historique qui était loin d'avoir épuisé toutes ses ressources révolutionnaires, — que pour l'avenir. L'Europe occidentale et centrale était au cœur de cette préoccupation ; on la considérait à bon droit comme la clé de voûte de la stratégie communiste mondiale, mais la maturation des conditions *subjectives* de la révolution — et avant tout, le parti — y était en retard sur le développement des conditions objectives et se déroulait dans des circonstances historiques propres à entretenir la confusion théorique, l'hétérogénéité et l'inefficacité de l'organisation. *Alors,* il fallait avant tout donner au mouvement prolétarien en plein élan une direction mondiale centralisée. Sous la ferme direction du parti de Lénine et de Trotsky, les formules relativement « ouvertes » et même « élastiques » que l'on lançait dans ce but, pouvaient déjà comporter un risque, mais c'était toutefois un risque calculé et peut-être inévitable. Mais qu'adviendrait-il *après,* si la gigantesque vague révolutionnaire refluait et que, toute perspective d'offensive rapide s'estompant, le danger d'une « récidive social-démocratique » — pour reprendre une expression de Trotsky — danger toujours plus pressant dans les phases de recul qu'à la veille de l'insurrection, menaçait de nouveau, ramenant à la surface les scories du réformisme que ces formulations trop larges n'avaient permis ni de tenir à distance, ni d'éliminer ? La guerre désormais achevée, la révolution semblant proche, les Cachin et les Crispien acceptaient les thèses de l'Internationale communiste, le « pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, la terreur rouge », avec la même facilité qu'ils avaient mise, six ans auparavant, à entrer dans le camp de la défense nationale et de la guerre impérialiste. Mais si les poussées objectives dont leur adhésion était le produit inconscient et involontaire venaient à manquer, la fracture entre eux et les communistes véritables ne deviendrait-elle pas (comme ce fut le cas) un abîme ? Plus encore : l'Internationale elle-même, « *facteur mais aussi produit de l'histoire* », comme l'est toujours et nécessairement le parti, pourrait-elle se soustraire, non pas tellement à la pression extérieure d'une conjoncture défavorable, mais surtout à ce que les *Thèses de Lyon* appelleront « *les répercussions qu'ont sur le parti, par le jeu dialectique des effets et des causes, les moyens qu'il emploie dans son action* » ?

Un fil ininterrompu relie donc 1920 à 1926 ; et ceci explique que les *Thèses de Lyon,* reprenant, développant et organisant d'une façon complète et définitive les thèmes de 1920, aient pu et puissent encore les présenter, maintenant chargés du bilan *réel* de leur confirmation pratique, aux nouvelles générations.

D'entrée, les anneaux de notre chaîne dialectique étaient bien délimités. Que la doctrine, le programme, le système de règles tactiques

(3) Voir *Storia della sinistra comunista,* volumes I et I bis, en langue italienne ; un résumé substantiel de ces ouvrages a paru en langue française dans les numéros 28, 29, 31 et 32 de *Programme Communiste.*

soient uniques, connus de tous, impérieux pour tous, et l'organisation sera unitaire, disciplinée, efficace. Maître de ces conditions d'existence, le parti sera en mesure de se préparer et de préparer le prolétariat à la solution révolutionnaire des crises de la société capitaliste, sans jamais compromettre, dans les phases de réaction, les possibilités de reprise révolutionnaire du parti comme de la classe. Mais si l'on commence par relâcher les maillons de la chaîne et qu'ensuite on théorise ce relâchement, tout est perdu, la possibilité de vaincre dans la période de flux révolutionnaire comme les possibilités de reprise après les périodes de reflux. On détruit le parti lui-même, car il n'est l'organe de la révolution *que dans la mesure* où il a su prévoir grâce à une solide continuité théorique et pratique, « *comment arrivera un certain processus* au moment où *seront réunies certaines conditions* » (4) et « *ce que l'on doit faire dans les différentes hypothèses possibles sur l'évolution des situations objectives* ». (5)

L'histoire de la IIIe Internationale est malheureusement aussi l'histoire de l'abandon progressif de cette voie maîtresse ; par là, elle devient l'histoire de *la manière de tuer le parti*, sans même qu'on le veuille, voire avec les meilleures intentions de le sauver. 1926, c'est l'année du « socialisme dans un seul pays » et de tout son inévitable cortège (bolchévisation, écrasement de l'Opposition de gauche sous le rouleau compresseur de la discipline-pour-la-discipline), et cette maudite formule ne signifie rien d'autre que l'assassinat du parti mondial. *Le Komintern est vraiment mort en 1926* ; tout ce qui suivra ne sera qu'une danse macabre autour de son cercueil.

**
*

La dégringolade eut lieu sur trois plans que nous distinguerons pour la seule commodité de l'exposé, mais qui s'entrecroisent en réalité et convergent finalement vers la destruction de la *véritable unité* du mouvement communiste international, réduite en 1926-27 à une unité de façade fondée sur le caporalisme, bonne seulement à masquer ou à justifier d'avance la liberté du centre dirigeant de trahir jusqu'au dernier lambeau du programme. Une « unité » qui, finalement, lorsque la compression extérieure des « appareils » de parti et du pouvoir d'Etat russe aura cessé, lâchera la bride aux mille « voies nationales » d'un socialisme méconnaissable. Rappelons-en brièvement les étapes.

Nous avions demandé avec insistance que l'on forme les partis communistes (ou mieux, l'Internationale elle-même, en tant que parti communiste unique) sur une plateforme théorique et programmatique définie une fois pour toutes, à prendre ou à laisser, — quelque chose de semblable à la proclamation synthétique du premier point des *Thèses de Lyon*

(4) *Lénine sur le chemin de la révolution*, 1924 ; une traduction a été publiée dans *Programme Communiste*, n° 12.

(5) *Thèses de Lyon, Questions générales.*

(Questions générales). Ce barrage théorique et programmatique devait écarter définitivement non seulement les doctrines de la classe dominante, qu'elles fussent spiritualistes, religieuses, idéalistes en philosophie et réactionnaires en politique, ou bien positivistes, voltairiennes, libre-penseuses en philosophie et maçonniques, anticléricales et démocratiques en politique, mais aussi les écoles de pensée ayant quelque influence sur la classe ouvrière : depuis le réformisme social-démocrate, pacifiste et gradualiste, jusqu'au « syndicalisme » qui déprécie l'action politique de la classe ouvrière et la nécessité du parti comme organe révolutionnaire suprême, depuis l'anarchisme, qui répudie par principe la nécessité historique de l'Etat et de la dictature du prolétariat comme moyens de transformation de la société et de la suppression de la division en classes, jusqu'au « centrisme », formule bâtarde et ambiguë, synthèse et condensé de déviations du même type sous le couvert d'une phraséologie pseudo-révolutionnaire.

Ce barrage ne fut pas dressé. Le parti français, infecté jusqu'à la moelle par le virus parlementaire et démocratique, chauvin à l'occasion (Ruhr, Algérie, etc.), toujours sourd aux nécessités de la lutte syndicale, contestant sans cesse, au nom des fameuses « conditions particulières » à son propre pays, toute direction centralisée, ce parti put ainsi introduire par la brèche restée béante son jacobinisme maçonnique (Frossard) et populiste (Cachin). Dans les partis scandinaves, la théorie de la « religion considérée comme une affaire privée » fit son chemin et tout un Exécutif élargi dut être consacré à cette invraisemblable question, en 1923, à quelques mois à peine du dernier sursaut révolutionnaire en Allemagne, alors qu'il fallait concentrer toutes les énergies pour résoudre d'une façon révolutionnaire cette crise dont les conséquences, positives ou négatives, devaient nécessairement peser sur tout le mouvement mondial. Le syndicalisme qui sommeillait au sein du parti français, comme l'ouvriérisme dans le parti allemand, relevèrent la tête, réagissant contre l'atmosphère gradualiste et parlementariste, minimaliste et démocratique. Plus tard encore, cette mixture de sorélisme et d'idéalisme à la Benedetto Croce qu'était le courant de l'*Ordine nuovo* (6), dont les tenants avaient été sévèrement tenus en lisière tant que l'Internationale se maintenait fermement sur ses positions de départ et que la Gauche dirigeait le parti italien, eut à nouveau libre cours. Et il fut finalement possible de lancer, par une campagne savamment orchestrée à la manière publicitaire, la théorie mortelle du « socialisme dans un seul pays », suprême injure à Marx, Engels, Lénine, à tout un siècle d'internationalisme prolétarien. Tout était devenu licite, car rien n'avait été « interdit » par une définition limpide et invariable de la doctrine et du programme. Encadrant dans la partie *Questions générales* la question des rapports entre déterminisme économique et volonté politique, entre théorie et action, entre classe et parti, les *Thèses de Lyon* jetaient les bases d'une renaissance future du mouvement, à l'abri du double danger

(6) Voir *Thèses de Lyon*, IIIe partie, § 5.

de la passivité inerte d'une part, du volontarisme effréné de l'autre, dont l'orgie de la soi-disant « bolchévisation » et les tristes saturnales de la « construction du socialisme » en vase clos (ou ce qui revient au même, dans un seul pays) n'étaient que de nouvelles variantes.

*
**

La Gauche avait demandé (et nous voici sur le *deuxième* plan incliné de la dégringolade) que soit établi, au prix même d'une certaine schématisation, un système *unique et obligatoire* de règles tactiques, lié solidement aux principes et à la prévision (qui en découle, précisément parce que ce sont des principes) d'un « éventail » d'alternatives possibles dans la dynamique du heurt entre les classes. On trouva cette revendication « abstraite », on parla de « formule métaphysique ». Les faits, les faits tragiques accumulés pendant quarante ans, sont là pour prouver que cette revendication était terriblement « concrète », pour employer cet adjectif suant le sang et les larmes. Nous l'avons vu au sujet de la formule de la « conquête de la majorité », puis du « front unique politique », enfin du « gouvernement ouvrier », en même temps que nous avons suivi dans leurs grandes lignes les effets, au niveau de l'organisation, des laborieuses manœuvres de récupération de groupes réformistes et centristes ou même d'ailes de partis tout entières. Les mots d'ordre ont leur destin. Le IVe congrès de l'Internationale se situe à la charnière entre une année de défaites amères (1922) et une autre année extrêmement tourmentée, au cours de laquelle le glorieux parti russe fut secoué par une première grave crise internationale dont la solution aurait demandé la fermeté d'acier d'un Lénine (les *Lettres au Congrès* de 1923 sont là pour montrer que le grand révolutionnaire aurait donné, sans hésitation ni remords, un vigoureux coup de barre, s'il avait pu reprendre sa place à la tête du comité central), mais qui vit également la reprise du cycle des luttes prolétariennes en Allemagne, en Bulgarie, en Esthonie et les premières lueurs d'incendie en Orient. Dans ce cadre d'ombres et de lumières le fil conducteur des grands principes se perdra de plus en plus, et l'éclectisme tactique fera manquer irrémédiablement les dernières grandes occasions (du moins celles de *cette* phase historique), aggravant en conséquence le marasme au sein du parti bolchevik, et donc de l'Internationale. C'est dans les événements d'alors qu'on voit avec le plus de clarté à quel point les variations tactiques réagissent sur les principes et provoquent dans tous les domaines des *réactions en chaîne*. Les *Thèses de Lyon* le rappellent dans la deuxième partie *(Questions Internationales)*. Il est bon toutefois de suivre plus en détail le processus malheureusement inexorable qui conduira, précisément à partir de ce moment-là, l'Internationale des années glorieuses à l'effondrement total.

*
**

Pendant qu'en Italie le fascisme au pouvoir lançait son offensive contre le mouvement communiste et arrêtait les principaux dirigeants de gauche du Parti Communiste d'Italie, les empêchant de faire entendre leur voix en une année aussi cruciale que celle qui s'ouvrait, en Allemagne l'occupation de la Ruhr, l'effondrement du mark, l'agitation de toutes les couches sociales et l'apparition sur la scène politique des premiers noyaux du parti nazi (NSPD) plaçaient le parti communiste (KPD) — après l'échec ou l'absence de résultats de l'action commune de partis frères des deux côtés du Rhin — devant la tâche ingrate de « choisir », parmi les nombreuses interprétations possibles du front unique et du « gouvernement ouvrier », celle qui était la plus conforme aux thèses du IVe Congrès et à la situation allemande. Devant ce dilemme, les « deux âmes » (qui coexistaient depuis la naissance du parti) répondaient de façon opposée à la double question : front unique au sommet — comme le voulait la direction —, ou front unique « à la base » — comme le souhaitait une « gauche » incertaine et fluctante. « Gouvernement ouvrier » au sens d'un appui parlementaire à un gouvernement social-démocrate, au sens d'une participation à un gouvernement de coalition socialo-communiste, voire même d'une neutralité bienveillante à l'égard du gouvernement bourgeois en place, promoteur de la résistance passive au coup de force allié (ce qu'envisageait la direction du parti), ou bien « gouvernement ouvrier » au sens d'une « *mobilisation générale des masses vers la prise révolutionnaire du pouvoir* » (comme l'affirmait, sans toutefois préciser davantage, la minorité de « gauche ») ?

Les désaccords ne se limitaient pas à ces deux questions d'origine relativement récente. Dans une situation où, en particulier en Rhénanie et dans la Ruhr, les masses ouvrières s'agitaient, souvent les armes à la main, *aussi bien* contre l'occupant *que* contre le gouvernement bourgeois national, les spectres de « l'action de mars » de 1921 prenaient corps : fallait-il se désolidariser de ces généreux sursauts considérés comme des manifestations d' « aventurisme » infantile (la direction penchait pour cette attitude, invoquant le manque de préparation des masses et du parti et l'analyse trop optimiste des rapports de force fait par le courant de « gauche », pour se réfugier dans un « légalitarisme » tendanciel qui se manifestera de façon éclatante vers le milieu de l'année) ? Ou bien, au contraire, fallait-il s'efforcer de coordonner ces sursauts, de les diriger vers un but, de les discipliner, comme le soutenait l'aile de gauche — avec raison sur le plan des principes, mais en réalité de façon plus rhétorique et activiste que réaliste et pondérée ? Cet enchevêtrement de directives contradictoires provoquait une telle confusion et un tel désarroi dans le parti — à un moment où la situation politique et sociale avait atteint un point critique —, qu'il fallut une « conférence de conciliation », réunie à l'instigation de l'Exécutif du Komintern en avril 1923, pour y remédier tant bien que mal (et plutôt mal que bien). Cette conférence condamna la tactique de la direction du Parti allemand parce qu'elle même temps mit un frein aux impatiences et aux cris immédiatistes de tendait à « *adapter le parti communiste aux chefs réformistes* » et en la minorité. Mais des pourparlers, et surtout des pourparlers de « conciliation », ne pouvaient pas guérir des plaies désormais purulentes et toujours prêtes à se rouvrir dans la confusion des directives émanant de Moscou. Et le pire n'était pas encore arrivé.

En effet, ce qui allait bientôt faire son chemin, d'abord timidement puis sous une forme de plus en plus explicite dans les sphères dirigeantes du parti, ce fut l'idée selon laquelle l'occupation de la Ruhr fournirait l'occasion idéale pour la « conquête de la majorité » dans son interprétation la plus élastique — c'est-à-dire la conquête non seulement de larges couches de prolétaires, mais du « peuple » en général — si on lançait des appels pour attirer les couches fluctuantes de la petite-bourgeoisie, victimes de la dévaluation du mark et fortement influencées par le renouveau nationaliste. Pour que l'opération réussît il fallait s'efforcer de leur démontrer (proclamation de la direction du parti du 17 mai 1923) qu' « *elles ne pouvaient se défendre* elles-mêmes *et défendre* l'avenir de l'Allemagne *qu'en s'alliant aux communistes pour la lutte contre la vraie (?) bourgeoisie* », en faisant ainsi du parti le défenseur des « *valeurs nationales* » allemandes. Condamnée énergiquement en 1921, quand un petit groupe ouvriériste de Hambourg l'avait lancée, une expression faisait son entrée en scène, et cette fois sans que l'Internationale réagisse : celle de « *national-bolchevisme* », tout à la fois fruit et matrice de deux déviations monumentales du marxisme : 1) la mise sur le même plan, de façon plus ou moins explicite, de la question nationale dans les colonies et semi-colonies et dans un pays de très haut développement capitaliste (l'Exécutif élargi du 12-23 juin 1923 n'aura aucun scrupule à affirmer : « *le fait d'insister fortement sur l'élément national en Allemagne* est révolutionnaire AU MEME TITRE que le fait d'insister sur l'élément national dans les colonies », et renchérissant dans le tristement célèbre « discours Schlageter », Radek déclarera que « *ce que l'on appelle nationalisme allemand n'est pas seulement du nationalisme : c'est un large mouvement national ayant une vaste* signification révolutionnaire ». Quant à Zinoviev, il se félicitera, en concluant les travaux de l'Exécutif, qu'un journal bourgeois ait reconnu le caractère « national-bolchevique » enfin assumé par le KPD, preuve que le parti avait enfin acquis une « psychologie » de masse) (7) ; 2) la reconnaissance plus ou moins larvée

(7) La Gauche, pour les raisons indiquées plus haut, ne put faire entendre sa voix dans cette situation dramatique ; elle le fera un an plus tard, à la veille du Vᵉ Congrès : « *Nous nions que l'on puisse justifier le rapprochement en Allemagne du mouvement communiste et du mouvement national et patriotique sur ces bases (les thèses du IIᵉ Congrès sur les questions nationale et coloniale - N.D.R.). La pression exercée sur l'Allemagne par les puissances de l'Entente, même sous les formes aiguës et coercitives qu'elle a prises récemment, ne constitue pas un élément de nature telle que nous puissions considérer l'Allemagne au même titre qu'un petit pays de capitalisme arriéré. L'Allemagne reste un très grand pays formidablement équipé sur le plan capitaliste, et dont le prolétariat est socialement et politiquement plus qu'avancé... C'est amoindrir terriblement la tâche du grand prolétariat d'Allemagne que de la réduire à une tâche d'émancipation nationale alors que ce que nous attendons de ce prolétariat, et de son parti révolutionnaire, c'est qu'il parvienne à vaincre, non* pour lui-même, *mais pour sauver l'existence et l'évolution économique de la Russie des Soviets et pour déverser contre les forteresses capitalistes d'Occident le flot puissant de la révolution mondiale... Voilà comment* l'oubli des principes sur lesquels sont fondées les solutions politiques communistes peut conduire à appliquer celles-ci là où manquent les conditions qui les ont suggérées, sous prétexte que les expédients les plus compliqués sont toujours utilisables utilement. » (A. Bordiga, *Le communisme et la question nationale, Prometeo* nº 4, 15 avril 1924).

des potentialités révolutionnaires autonomes de la petite-bourgeoisie (encore Radek : le KPD doit montrer qu'il n'est pas seulement (!!) « *le parti de la lutte des ouvriers industriels pour un morceau de pain, mais le parti des prolétarisés qui se battent pour leur propre liberté,* une liberté qui coïncide avec la liberté du peuple tout entier, avec la liberté de tous ceux qui en Allemagne travaillent et souffrent »), et donc aussi l'interprétation du fascisme comme auto-mobilisation de la petite-bourgeoisie *contre* le grand capital, alors qu'il fut la mobilisation de la petite-bourgeoisie *à l'instigation* et au profit exclusif du grand capital, donc *contre le prolétariat.* (8)

Inexorablement, les anneaux de la chaîne se déroulent. L'Exécutif Elargi de juin 1923 ne discute pas à fond sur la situation allemande, qui est de plus en plus explosive. D'autres problèmes l'accaparent : le « fédéralisme » norvégien, le « neutralisme » face à la religion dans le parti suédois, la enième tentative de marchander une fusion entre le P. C. d'Italie et le P.S.I., malgré le prix très élevé que réclamait ce dernier pour... ne pas fusionner. Sans prendre de décisions fermes, l'Exécutif donne son aval à la thèse de la Direction qui veut que le KPD devienne un pôle d'attraction pour les masses petites-bourgeoises prolétarisées, en les berçant dans leurs rêves de renouveau national. Or le problème allemand de 1923 était exclusivement un problème *international* ; un « *programme nationaliste de révolution prolétarienne* » en Allemagne était la pire des solutions, car il risquait d'accroître par contre-coup le poids conservateur et contre-révolutionnaire de la petite-bourgeoisie en France et en Angleterre, annulant ainsi les avantages hypothétiques d'une conquête de la petite-bourgeoisie, sur *ce* terrain bâtard, dans la république de Weimar. Dans aucune des résolutions de l'Exécutif on ne trouve la moindre trace de cette idée. En même temps, de façon tout à fait logique, l'Exécutif décide d'élargir le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » et, fasciné par la prolifération de partis paysans non seulement dans les Balkans mais même en Amérique du Nord (La Follette), il le transforme en « gouvernement ouvrier et paysan » *pour tous les pays,* Allemagne comprise ! Il est vrai que les thèses (9) mettent en garde contre une interprétation parlementaire et... social-révolutionnaire de la nouvelle recette tactique ; mais la première interprétation était, nous l'avons vu,

(8) Pendant quelques mois, au cours de l'année 1923, le KPD qui s'efforçait désespérément d'attirer les « vagabonds du néant » de la petite-bourgeoisie agira comme un compagnon de route du NSPD nazi, les orateurs des deux partis se succédant sur les mêmes tribunes pour fulminer contre Versailles et Poincaré, provoquant la stupeur et l'indignation jusque dans les rangs du parti tchécoslovaque ! La lune de miel ne durera, il est vrai, que l'espace d'un matin, mais uniquement parce que les nazis dénoncèrent les premiers cette « alliance » de fait.

(9) Cf. *Protokoll der Konferenz der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale. Moskau, 12-23 juni 1923.*

autorisée par les imprécisions et le laxisme du IVe Congrès, et la seconde par la transposition mécanique et grossière du mot d'ordre « dictature des ouvriers et des paysans », des pays à la veille d'une révolution double aux pays de capitalisme surdéveloppé. Un autre lambeau de ce qui avait toujours été sans aucune équivoque la marque exclusive du parti révolutionnaire marxiste disparaissait.

De moins en moins ancrée à des principes fermes, l'Internationale se laisse une nouvelle fois aveugler par l'attrait du fait contingent et la crainte d'être prise de vitesse par la social-démocratie dans la « conquête des masses » ; et le problème sans aucun doute vital d'une action énergique en direction des paysans pauvres est vu sous l'angle d'une manœuvre qui, en l'espace de quelques années, débouchera sur la théorisation d'un rôle mondial *autonome* de la classe paysanne sans prise en considération de la variété et du caractère contradictoire de ses divers composants, et hors de toute caractérisation précise de ses rapports avec le prolétariat industriel et agricole, dans les pays à haut développement capitaliste et dans l'immense aire coloniale et semi-coloniale, asiatique en particulier. (10)

Mais le *point sensible,* en cette cruciale année 1923, reste l'Allemagne : c'est ici (encore plus qu'en Bulgarie et en Esthonie, que nous laissons de côté pour l'instant) que les oscillations tactiques et l'éclectisme du Komintern produisent dans la deuxième moitié de l'année ce désastre qui, par ses conséquences immédiates et lointaines, prépare les défaites en Chine et en Angleterre et la crise fatale du parti russe et de l'Internationale elle-même les années suivantes. Brusquement, en juillet 1923, alors qu'elle était longtemps restée passive devant les développements de la situation allemande (passivité peut-être due à la conscience du manque de consistance et d'homogénéité du KPD), l'Internationale s'alarme devant le danger fasciste, et affirme d'autre part sa conviction (fondée ou non, nous n'en discutons pas) qu'un cycle prérévolutionnaire va bientôt s'ouvrir. Toutefois les directives restent pendant longtemps vagues et prudentes : l'annulation, à la suite de l'interdiction gouvernementale, de la grande « journée anti-fasciste » (qui avait été fixée au 23 juillet), reçoit l'accord de Moscou et, du même coup, ravive les désaccords entre la direction et la gauche du KPD, entre Berlin la rouge et une province tiède, entre le prolétariat déjà en action et l' « aristocratie ouvrière » lente à se mettre en branle.

Début août, devant les signes évidents d'agonie du gouvernement Cuno, la direction du KPD estime que le moment de la mobilisation des masses sous le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan » est proche, alors que la « gauche » proclame depuis sa forteresse berlinoise que « *la phase intermédiaire du gouvernement ouvrier est pratiquement*

(10) Cette théorisation sera faite en particulier par Boukharine à partir du Ve Exécutif Elargi en mars 1925. (Voir à ce propos la IIe partie des *Thèses de Lyon.)*

de plus en plus improbable ». Tandis qu'éclatent de nouvelles grèves imposantes, et dans la confusion produite par ce jeu de bascule entre mots d'ordre opposés, le grand capital, fermement décidé à liquider la campagne (qui avait désormais fait faillite) de « résistance passive » contre l'occupation de la Ruhr et à se réconcilier avec l'Entente, en particulier avec l'Angleterre, envoie Streseman au pouvoir.

La réaction de Moscou — désormais habituelle — est un virage brutal de l'attentisme fondamentalement pessimiste à l'optimisme frénétique : « *La Révolution est aux portes de l'Allemagne* — écrit l'organe du Profintern en septembre — *C'est l'affaire de quelques mois.* » En présence de l'état-major complet du KPD, on décide à Moscou, au milieu de mille revirements, qu'il faut préparer d'urgence l'assaut du pouvoir et même en fixer la date. Sur quelle base ? Aucun doute là-dessus : le IVe Congrès l'a affirmé, le IIIe Exécutif Elargi l'a confirmé. Le 1er octobre, au plus fort de la crise économique et sociale, Zinoviev déclare au secrétaire du parti allemand, Brandler, qu'il voit « *le moment décisif d'ici quatre, cinq, six semaines* ». Il est donc « *nécessaire... de poser de façon concrète le problème de notre* participation au gouvernement saxon *(dominé par les sociaux-démocrates)* à condition que les gens de Zeigner *(président du conseil, réformiste — N.d.R.)* soient réellement disposés à défendre la Saxe contre la Bavière et les fascistes ». Ainsi malgré 1918, 1919, 1921, on fait à nouveau confiance à la « volonté » des sociaux-démocrates de renoncer à être... eux-mêmes ! Dans la brochure *Probleme der deutschen Revolution,* écrite justement à ce moment-là par le président de l'Internationale (Zinoviev), d'une part on affirme avec raison que « *la prochaine révolution allemande sera une révolution prolétarienne* classique » (c'est-à-dire pure), tout en tirant des conclusions excessivement optimistes du haut degré d'organisation et de l'esprit de discipline du prolétariat allemand (ce talent et cette fascination de l'organisation dans lesquels Rosa Luxembourg en 1918 et Trotsky en 1920 avaient vu une des causes de l'échec devant l'épreuve cruciale de la guerre, en l'absence d'une ferme direction de parti) ainsi que de sa « culture » (l'autre face d'une importante couche d'aristocratie ouvrière) ; d'autre part, on attribue un rôle révolutionnaire « *aux masses petites-bourgeoises urbaines, aux petits et moyens fonctionnaires, aux petits commerçants, etc.* » et on en arrive à émettre l'hypothèse selon laquelle « *le rôle joué dans la révolution russe par la paysannerie lasse de la guerre sera repris jusqu'à un certain point dans la révolution allemande par les larges masses petites-bourgeoises urbaines, poussées par le développement du capitalisme au bord de la faillite économique* » ! !

Dans cette époustouflante analyse, une ombre toutefois. Le front unique a obtenu sans aucun doute en Allemagne l'effet souhaité : entraîner dans la lutte même « *les couches les plus rétrogrades de la classe ouvrière, en les rapprochant de l'avant-garde révolutionnaire* » ; « *l'heure approche où l'énorme majorité des travailleurs allemands, qui met encore aujourd'hui quelque espoir dans la social-démocratie, sera définitivement convaincue que la lutte décisive doit être menée* sans *et* contre *les ailes*

droite et gauche du SPD » ; mais cette heure n'a pas encore sonné, et pour qu'elle sonne, un nouveau « round » d'expériences, non seulement de front unique politique, mais de gouvernement de coalition « ouvrière » est nécessaire. C'est pourquoi on impose l'entrée des communistes dans le gouvernement de Saxe, afin : « *1) d'aider l'avant-garde révolutionnaire de Saxe à s'implanter, à occuper un terrain déterminé et à faire de son pays le point de départ de batailles ultérieures ; 2) d'offrir aux sociaux-démocrates de gauche la possibilité de se démasquer* dans les faits, *permettant ainsi aux prolétaires sociaux-démocrates de se défaire de leurs dernières illusions* » ! Par ailleurs, l'expérience de gouvernement (qui ne peut se faire qu' « *avec l'accord du Komintern* ») n'a de sens « que si *elle offre* toute garantie *que l'appareil d'Etat commencera réellement à servir les intérêts de la classe ouvrière, que des* centaines de milliers de travailleurs seront armés *pour la lutte contre le fascisme bavarois, et allemand en général, qu'on commencera* effectivement *à expulser en masse les fonctionnaires bourgeois de l'appareil d'Etat en ne se contentant pas de promesses verbales... et que l'on prendra sans retard des mesures économiques de caractère révolutionnaire, de nature à frapper la bourgeoisie de façon décisive* ». Autrement dit, il faut, selon les termes du célèbre télégramme de Zinoviev à Brandler du 1er octobre 1923, « *armer immédiatement 50 à 60.000 hommes en Saxe... et autant en Thuringe* ».

Tout ici est contradictoire : on annonce une situation révolutionnaire soi-disant « favorisée » par l'intervention subversive des grandes masses petites-bourgeoises et on en indique le dénouement dans une combinaison parlementaire-gouvernementale ; on exalte les succès obtenus au moyen du front unique en réunissant autour du parti l'énorme majorité de la classe ouvrière et on se soumet à une coalition avec la plus discréditée des social-démocraties mondiales ; on prône la « conquête du pouvoir » de la manière révolutionnaire classique et on indique l'armement du prolétariat, l'expulsion des fonctionnaires bourgeois et l'introduction de mesures dictatoriales anti-bourgeoises, comme mesures à prendre par un gouvernement à majorité social-démocrate ; on se donne pour but de « démasquer » ainsi le SPD et on ne fait qu'effacer totalement les caractères distinctifs de son *propre* parti ; on prétend qu'ainsi le KPD « *convaincra* par des faits *la majorité de la classe ouvrière allemande qu'il n'est plus seulement l'avant-garde, comme pendant les années 1919-1921, mais qu'il a derrière lui des millions de travailleurs* », et on présente à ces derniers le *fait* humiliant et ignominieux d'une combinaison gouvernementale où trois ministres communistes (dont l'un est le secrétaire du parti, Brandler) sont entièrement à la merci des ministres sociaux-démocrates, des assassins de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht et, alors qu' « *ils ont derrière eux des millions et des millions de prolétaires* », les appellent, non pas à prendre d'assaut le pouvoir, mais à attendre patiemment et avec confiance quelques fusils de la part des compères réformistes ! Une coalition, alors qu'on proclame qu'on est à la veille de l'insurrection ! Le mépris de Trotsky dans *Les leçons d'Octobre* pour cette rechute dans les hésitations capitulardes de la minorité bolchevique face à la conquête du pouvoir en 1917 (mais en pire) était plus que justifié, même si, éludant la question de fond, il ne s'apercevait pas que cette « récidive social-démocrate » était la conclusion *nécessaire* des tactiques « élastiques » du front unique et du gouvernement ouvrier, que lui-même avait soutenues et défendues avant et après 1925 (11). On fixe la date de l'insurrection à partir... de la plate-forme de lancement d'un gouvernement socialo-communiste, puis on la déplace parce que la direction allemande le suggère ; tout se passe comme si la révolution était un fait *technique*, et non le produit d'une situation objective bien précise et d'une préparation subjective adéquate du parti (depuis des mois celui-ci prônait aux prolétaires la voie semi-légale des manœuvres d'approche à l'égard de tel ou tel groupe, et des solutions gouvernementales ou para-gouvernementales). On met en garde le parti afin d'éviter que « *dans l'Allemagne d'aujourd'hui, bouillonnante et tumultueuse, où l'avant-garde se jettera aujourd'hui ou demain dans la lutte décisive en entraînant derrière elle l'infanterie lourde prolétarienne, la tactique juste du front unique ne se transforme en son* contraire », mais on fait tout pour que cela arrive, en enchaînant le parti — dans un ou deux Etats régionaux au plus, isolés dans le vaste ensemble du territoire allemand et pris en étau entre le pouvoir central, entièrement aux mains de la bourgeoisie, et les troupes plus ou moins régulières de Bavière, réservoir habituel de la contre-révolution allemande — au char d'une social-démocratie dont la vocation à la trahison a été amplement prouvée. On proclame : « *Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, arrivée au seuil de la révolution, la formule générale de « gouvernement ouvrier et paysan » est déjà insuffisante... et nous devons, non seulement dans la propagande mais dans l'agitation de masse, montrer et faire clairement comprendre non seulement à l'avant-garde mais aussi aux grandes masses qu'il ne s'agit de rien d'autre que de la dictature du prolétariat, ou de la dictature des travailleurs des villes et des campagnes* », et on prétend atteindre cet objectif en allant (et en restant) au gouvernement avec une social-démocratie qui, par ses déclarations programmatiques explicites et par sa tradition confirmée dans les faits, *exclut* l'emploi de la dictature et de la terreur...

L'épilogue ne se fit pas attendre. Quelques jours après, le 20 octobre 1923, le gouvernement central du Reich envoie au gouvernement de Saxe un ultimatum afin que soient immédiatement dissoutes les milices ouvrières, aux effectifs d'ailleurs très faibles, et menace, en cas de refus, de donner l'ordre à la Reichswehr de se mettre en mouvement. Le parti décide de lancer une grève générale dans toute l'Allemagne, mais, manquant de confiance en soi, et n'étant pas sûr d'avoir le soutien des prolé-

(11) Trotsky, lui, aurait voulu que l'on utilisât les « formules algébriques » du « front unique » et du gouvernement ouvrier », pour les dépasser immédiatement et poser dans toute son ampleur le problème urgent de la conquête révolutionnaire du pouvoir. On trouvera un rappel du brillant exposé de cette interprétation audacieuse de Trotsky, ainsi que de nos objections à son égard, dans un article de Bordiga, *La politique de l'Internationale*, publié dans l'*Unità*, n° 15, octobre 1925.

taires désorientés par ce carrousel de mots d'ordre et d'objectifs contradictoires, Brandler pense qu'il faut d'abord « consulter » les masses — représentées par une assemblée d'ouvriers et de cadres politiques et syndicaux qui se réunit à Chemnitz ; puis, après s'être convaincu que le moment favorable est passé, il annule l'ordre de cesser le travail. Un détachement de la Reichswehr suffit à déposer le gouvernement de Saxe ; par suite d'un retard dans la transmission de l'ordre d'annulation de la grève, le prolétariat de Hambourg se soulève de façon isolée, et il est maté en vingt-quatre heures. Ce sont les prolétaires qui, sous la direction du parti, auraient dû se mettre en mouvement : ce fut l'armée qui le fit, sous la direction des généraux du Kaiser laissés à leurs postes par Ebert et Scheidemann. Quelques foyers de résistance furent rapidement maîtrisés : l'épisode allemand de 1923 était terminé.

Il sera facile, au cours des mois suivants, et particulièrement lors de l'Exécutif élargi de l'Internationale des 8-12 janvier 1924, d'imputer la responsabilité du désastre aux insuffisances, aux erreurs et aux faiblesses de la direction du parti allemand : il sera tout aussi facile à cette dernière de répondre que — mis à part quelques erreurs de détail — elle n'avait fait qu'appliquer les directives du Komintern, elles-mêmes conformes aux résultats du IVe Congrès. Pour sauver les meubles, c'est-à-dire l' « unité » d'un parti plus divisé que jamais, on remaniera la direction et on condamnera les « coupables », tout en les maintenant en tant que minorité suspecte dans la nouvelle direction de « gauche » (qu'un an plus tard, on déclarera pire que la précédente). (12) Mais le plus grave est que, parallèlement, on annoncera le enième « tournant tactique » à l'échelle mondiale : *Plus de front unique au sommet* — tel que l'avaient pratiqué, à la suite d'une « mauvaise interprétation » des résolutions du IVe Congrès, divers partis et en premier lieu le parti allemand — mais *front unique à la base*. « *Le moment est venu de proclamer ouvertement que nous renonçons à toute négociation avec le comité central de la social-démocratie allemande, et avec la direction centrale des syndicats allemands ; nous n'avons pas à discuter avec les représentants de la social-démocratie. Unité à la base, voilà notre mot d'ordre : déjà réalisé en partie, le front unique à la base est maintenant réalisable aussi contre ces messieurs* ». *Plus* de distinctions subtiles entre droite et gauche social-démocrates : « *les sociaux-démocrates de droite sont des traîtres reconnus ; ceux de gauche, au contraire, ne font que masquer par leur phraséologie l'action contre-révolutionnaire des Ebert, des Noske et des Scheidemann. Le KPD repousse toute négociation non seulement avec la direction du SPD mais aussi avec les dirigeants de « gauche »*, du moins tant que *(on rouvrait une petite porte après avoir fermé le grand portail* — N.d.R.) *ces héros n'auront pas eu le courage de rompre ouvertement avec la bande de contre-révolutionnaires qui est à la tête du parti social-démocrate* ». L'interprétation selon laquelle le gouvernement

(12) Voir le compte rendu de ce débat véhément ainsi que le texte des résolutions embarrassées auxquelles il donna lieu dans *Die Lehren der deutschen Ereignissen*, Hamburg, 1924.

ouvrier et paysan est « *un gouvernement dans le cadre de la démocratie bourgeoise, une alliance politique avec la social-démocratie* », cette interprétation *n'est plus* possible : « *le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan signifie, dans la langue de la révolution,* dictature du prolétariat... *et jamais, en aucun cas, tactique d'accord et transaction parlementaire avec les sociaux-démocrates. Au contraire, l'activité parlementaire des communistes doit elle aussi avoir pour objectif de démasquer le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie et de montrer aux ouvriers que les gouvernements « ouvriers » qu'elle a mis sur pied ne sont que duperie et imposture, qu'ils ne sont en réalité que des gouvernements bourgeois libéraux* ». Désormais le « meilleur gouvernement » et le « pire » se valent : « *fascisme et social-démocratie sont la main droite et la main gauche du capitalisme contemporain* ».

Le Ve Congrès de l'Internationale Communiste (17 juin-8 juillet 1924) reflète le profond désarroi des partis après le bilan catastrophique de deux années de brusques tournants tactiques et d'ordres équivoques : Togliatti lui-même demande que l'on dise enfin clairement *ce qu'il faut faire exactement* ! Alors que les dirigeants des sections nationales s'immolent une nouvelle fois sur l'autel de l'infaillibilité de l'Exécutif, c'est encore la Gauche qui fait entendre *la seule* voix sévère — mais sereine et dépouillée de toute fioriture personnelle et locale. S'il avait jamais été dans ses habitudes de se réjouir de voir ses prévisions confirmées de façon éclatante par la preuve terrible du sang prolétarien inutilement versé, ou de demander à son tour que des têtes de « coupables » ou de « corrompus » tombent pour laisser la place à des têtes « innocentes » et « incorruptibles », ç'aurait été le moment de le faire. Mais ce n'est pas ce que la Gauche demande et veut : elle demande et elle veut que l'on plonge courageusement le bistouri dans les déviations de principes dont ces « erreurs » étaient le produit inévitable, alors que les « têtes » n'en étaient que l'expression occasionnelle. « *Front unique à la base* » ? Soit ; *à condition* qu'on ne laisse la porte ouverte à aucune « exception » dans un sens opposé (comme on le fait déjà en le proposant), et à condition qu'on proclame sans équivoque que « *la base du front unique ne peut jamais être un bloc de partis politiques. On peut établir cette base dans d'autres organisations de la classe ouvrière, peu importe lesquelles, pourvu que leur structure permette à une direction communiste de les conquérir* ». Aucune invitation, donc, en direction d'organisations, comme la droite ou la gauche social-démocrate, qui *ne peuvent pas « lutter sur la voie finale de la révolution communiste mondiale »* ni même « *soutenir les intérêts contingents de la classe ouvrière* » et auxquelles il serait criminel de « *délivrer par notre attitude un certificat d'aptitude révolutionnaire, contredisant ainsi tout notre travail de principe, tout notre travail de préparation de la classe ouvrière* ». Lutte contre la social-démocratie, « *troisième parti bourgeois* » ? D'accord ; mais comment justifier alors la toute dernière « bombe » que constituait la proposition de fusion de l'Internationale Syndicale Rouge avec l'ignoble Internationale Syndicale d'Amsterdam ? Gouvernement ouvrier « *synonyme de dictature du pro-*

létariat » ? Nous avons trop chèrement payé le fait d'avoir employé ne serait-ce qu'une *phrase* ambiguë : nous demandons un « *enterrement de troisième classe non seulement pour la tactique mais pour l'expression même de gouvernement ouvrier* ». Nous le demandons parce que « *dictature du prolétariat, cela nous dit : le pouvoir prolétarien sera exercé sans donner aucune représentation politique à la bourgeoisie. Cela nous dit aussi : le pouvoir prolétarien ne peut être conquis que par l'action révolutionnaire, l'insurrection armée des masses. Lorsque je dis gouvernement ouvrier, on peut aussi, si on veut, entendre tout cela ; mais si on ne veut pas on peut aussi entendre* tout autre chose *(Allemagne ! Allemagne !) : un autre type de gouvernement qui n'excluerait pas la bourgeoisie des organes de représentation politique ou la possibilité d'une conquête légale du pouvoir* ». Nous répond-on que la formule de « gouvernement ouvrier » est plus facile à comprendre pour les masses ? Nous disons : « *Que peut bien comprendre un simple ouvrier, un simple paysan au gouvernement ouvrier, alors que, au bout de trois ans, nous qui sommes les chefs du mouvement ouvrier, nous ne sommes pas encore arrivés à comprendre et à définir de façon satisfaisante ce qu'est au juste ce gouvernement ?* »

Mais le problème est encore plus profond. Qu'en 1925 l'Internationale aille « à gauche », cela pourrait être pour nous un motif de soulagement, si nous posions le problème en termes de revanche mesquine. Mais ce n'est pas ainsi que nous le posons : « *ce que nous avons critiqué dans la méthode de travail de l'Internationale, c'est précisément cette tendance à aller à droite ou à gauche selon les indications de la situation, ou les interprétations qu'on croit pouvoir en donner. Tant qu'on n'aura pas discuté à fond le problème de l'élasticité, de l'éclectisme (...), tant que cette élasticité persistera, de nouvelles oscillations devront nécessairement se produire et* un brusque tournant à gauche nous fera toujours craindre un autre tournant, encore plus marqué à droite (*faut-il dire que c'est justement ce qui s'est produit au cours des années suivantes ? —* N.d.R.). *Ce n'est pas une déviation à gauche* dans la conjoncture actuelle *que nous demandons, mais une rectification* générale des directives de l'Internationale : *peu importe que cette rectification ne soit pas faite comme nous le demandons (...)* mais il faut qu'elle soit faite, et de façon claire. Nous devons savoir où nous allons. »

Et enfin : c'est nous, la Gauche, qui voulons plus que quiconque la centralisation et la discipline mondiales ; mais en la matière, « *on ne peut se fier à la bonne volonté de tel ou tel camarade qui, au bout de vingt séances, signe un accord aux termes duquel la droite et la gauche se sont finalement unies* » ; c'est « *dans la réalité, dans l'action, dans la direction du mouvement révolutionnaire du prolétariat tendu vers l'unité mondiale* » que cette discipline doit se réaliser ; pour cela « *il faut* une direction tactique claire et une continuité dans la constitution de nos organisations, *dans l'établissement des limites qui nous séparent des autres partis.* » Il faut donc jeter les bases de la discipline en la faisant reposer sur le socle inébranlable de la clarté, de la fermeté et de l'invariance des principes et des directives tactiques. Autrefois, au cours d'années que leur éclat faisait paraître éloignées, la discipline provenait d'un processus organique qui plongeait ses racines dans la force doctrinale et pratique de granit du parti bolchevik : aujourd'hui, ou bien on la reconstruit sur les fondements collectifs du mouvement mondial, dans un esprit de sérieux et dans la compréhension fraternelle de la gravité du moment, ou bien tout est perdu. La Gauche ose proclamer, à ce congrès qui effleure à peine la question russe, considérée comme un tabou dangereux, que la « garantie » que l'on ne retombera pas dans l'opportunisme ne peut venir du seul parti russe, parce que c'est le parti russe qui a besoin, un besoin urgent, de nous ; parce que c'est en nous qu'il cherche la « garantie » que nous lui demandons en vain.

« *Le moment est venu pour l'Internationale du prolétariat mondial de rendre au P.C. russe une partie des innombrables services qu'elle a reçus de lui.* Du point de vue du danger révisionniste c'est la situation du parti russe qui est la plus périlleuse, *et les autres partis doivent le soutenir contre ce danger.* C'est dans l'Internationale qu'il doit puiser l'essentiel de la force dont il a besoin pour traverser la situation extrêmement difficile dans laquelle il se débat. » (13)

Grande bataille, mais bataille perdue ! La crise interne du parti bolchevik sera accentuée par la débâcle de l'Octobre allemand. Du reflux de la révolution en Occident et de sa théorisation opportuniste sortira le monstre du « socialisme dans un seul pays ». Du front unique « à la base » on reviendra aux enthousiasmes pour le front unique au sommet, et même, en Allemagne, aux tours de valse avec le radicalisme bourgeois (14) ; en Italie pendant la crise Matteotti, à la désastreuse proposition faite par Gramsci aux « oppositions » de constituer un Anti-Parlement, proposition fondée une fois de plus sur l'attribution d'un rôle autonome à la petite-bourgeoisie et annonçant les futurs « fronts populaires » contre le fascisme ; à la doctrine ignoble « qui veut la fin veut les moyens », dont on cherchera un garant dans un « marxisme-léninisme » vidé de sa substance et ravalé au rang d'une vulgaire formule machiavélique, et ainsi de suite. A chacune de ces déviations une réponse est donnée dans la partie générale des *Thèses de Lyon,* tandis que leur « histoire » est résumée dans la partie internationale et dans la partie

(13) Toutes ces citations du discours de Bordiga au Ve Congrès de l'Internationale sont reproduites d'après le compte rendu sténographique allemand (pp. 394-406) ; le texte italien reproduit dans le n° 7-8 (1924) de *Stato Operaio* est incomplet et le compte rendu français est scandaleusement mutilé. Le texte complet du discours est traduit dans *Programme Communiste* n° 53-54, pp. 54-73.

(14) A la fin de 1924, les résultats des élections présidentielles ayant été moins bons que prévus, la direction de « gauche » du KPD regrettera, dans une résolution publique, de ne pas avoir suivi le conseil de l'Internationale Communiste d'amener la « *classe ouvrière allemande à s'unir sur le nom d'un candidat républicain militant dans la lutte contre la réaction en faisant bloc avec les vrais partisans de la république sur un programme républicain minimum.* » On revenait ainsi exactement au « gouvernement ouvrier » compris comme une combinaison parlementaire même avec des partis bourgeois, contre le péril « monarchique » incarné par... Hindenburg.

italienne, sur lesquelles nous n'insisterons donc pas. Tout le monde connaît la suite : l'Internationale châtrée, réduite à n'être qu'un instrument docile de la politique étrangère de l'Etat russe ; l'abandon de tout principe ; enfin, la dissolution du Komintern en raison de l'alliance de guerre de la Russie avec les « démocraties » et la voie libre à toutes les ignominies de l'après-guerre.

***

Nous avons vu — et nous arrivons au *troisième* aspect de la débâcle — comment, parallèlement aux manœuvres tactiques et même avec une certaine avance sur elles, et toujours dans l'illusion d'obtenir plus vite une large concentration des forces prolétariennes autour du parti, avait débuté un processus d'abandon graduel de cette rigueur dans les critères d'organisation que les *vingt et une conditions* avaient pourtant revendiquée comme un préalable nécessaire à la constitution de l'Internationale sur des bases non factices et non fluctuantes. Contre notre avis, on avait commencé à tolérer dans les draconiennes *conditions d'admission* une marge de manœuvre possible, afin de tenir compte des « particularités nationales ». C'est en hommage à celles-ci que l'Internationale avait accepté l'adhésion presque totale de l'ex-parti socialiste français avec pour seul résultat d'être obligée de constater, à chaque nouvelle session de l'Exécutif, que l'on avait en face de soi le spectre maladroitement maquillé de la vieille social-démocratie parlementariste et même chauvine. Auparavant, elle avait donné son aval à la fusion du KPD avec la « gauche » des indépendants : là encore le seul résultat obtenu fut de les voir filer à nouveau après avoir largement contaminé le parti et aggravé ses tares originelles. Elle avait pratiqué au sommet, par exemple à l'égard du Parti Socialiste Italien, ce « fédéralisme » qu'en 1923 on reprochera aux partis norvégien et danois, et ce chaque fois que semblait se manifester dans un pays quelconque une vague possibilité de recruter de nouvelles forces *numériques*. A côté des partis communistes — et presque à égalité avec eux — on avait accueilli dans les rangs de l'Internationale révolutionnaire des partis soi-disant sympathisants.

En continuant d'égrener le chapelet des innovations tactiques, on redonnait chaque fois de la vigueur aux courants centrifuges qui sommeillaient dans tous les partis, et les tournants brusques qui se succédaient suscitaient la confusion et des ruptures même chez les militants les plus solides. Aussi le problème de la « discipline » se posait-il *forcément*, non en tant que produit naturel et organique d'une homogénéité théorique préalable et d'une saine convergence dans l'action pratique, mais au contraire en tant que manifestation morbide de la discontinuité dans l'action et de l'hétérogénéité dans le patrimoine doctrinal. La « poigne de fer » s'imposait dans la mesure même où on constatait des erreurs, des déviations, des fléchissements, auxquels on essayait de remédier en remaniant les comités centraux ou les exécutifs, et elle était d'autre part idéalisée comme méthode et règle interne du Komintern et de ses

sections, et comme antidote souverain, non pas contre les adversaires et les faux amis, mais contre les camarades. La ronde infernale des procès contre... *soi-même*, l'époque de ce que la Gauche, au VIe Exécutif Elargi, appela « *le sport de l'humiliation et du terrorisme idéologique* » (exercé souvent par d' « *ex-opposants humiliés* ») avait commencé : et il n'est pas de procès sans geôlier.

On avait dévié de la discipline à l'égard du programme clair et tranchant des origines : pour empêcher que cette indiscipline ne provoquât la débandade, on prétendit fabriquer *in vitro* de « véritables partis bolcheviks ». On sait ce que deviendront, sous la botte stalinienne, ces caricatures du parti de Lénine. Au IVe Congrès nous avions lancé une mise en garde : « *La garantie de la discipline ne peut être trouvée que dans la définition des limites à l'intérieur desquelles nous devons appliquer nos méthodes, dans la précision des programmes et des résolutions tactiques fondamentales ainsi que des mesures d'organisation* ». Nous répétâmes au Ve Congrès qu'il était illusoire de poursuivre le rêve d'une discipline de fer, si la clarté et la précision dans ce qui est le préalable de toute discipline et de toute homogénéité dans l'organisation faisaient défaut ; qu'il était vain de se bercer de l'illusion d'un parti mondial unique, si la continuité et le prestige de l'organe international étaient continuellement détruits par le « libre choix », concédé non seulement à la base mais aussi au sommet, des principes qui déterminent l'action pratique et de cette même action ; qu'il était hypocrite d'invoquer une « bolchevisation » qui ne signifierait pas l'intransigeance dans les fins, et l'adéquation des moyens aux fins.

Comme une discipline de style militaire ne suffisait pas, on découvrit une recette particulière d'organisation : on voulut *reconstruire* les partis (cinq ans après leur constitution première !) sur la base des cellules d'entreprise considérées comme un modèle idéal issu du patrimoine historique du bolchevisme, et l'on attendit de cette *forme* la solution de ce problème de *force* qu'est la révolution. Nous répondîmes que la formule, qui était commode pour la Russie d'avant 1917 et n'avait *jamais* été élevée au rang de dogme immuable par Lénine, ne pouvait pas être transposée telle quelle en Occident, et que de plus son application mécanique impliquait une véritable rupture avec les principes de formation et le processus réel de genèse et de développement du parti révolutionnaire, une chute dans le « travaillisme » (VIe Exécutif Elargi) : le parti marxiste n'est pas défini en effet par sa composition sociale brute, mais par le but vers lequel il tend, et il est d'autant plus vivant qu'il n'est pas prisonnier du cadre étroit et corporatif de l'entreprise.

Nous montrâmes que cette « révision », célébrée comme un antidote de la bureaucratisation, aurait au contraire pour résultat d'hypertrophier le fonctionnarisme, car celui-ci resterait le seul lien aussi bien entre les cellules qu'entre les entreprises.

Allant plus loin, nous abordions le problème bien plus vaste et général vers lequel convergeaient toutes les questions qui allaient devenir

brûlantes dans la lutte interne du parti russe en 1925-1926 : nous dénoncions, avant qu'il ne fût trop tard, la fureur et la manie de la « lutte contre le fractionnisme », cette chasse aux sorcières qui célèbrera ses saturnales pendant l'ignoble campagne de 1926-1928 contre la gauche russe et ensuite contre la droite, alors que dans le parti bolchevik des années glorieuses, elle ne s'était pas même exercée contre les ennemis déclarés — qui étaient détruits, s'il le fallait, mais jamais couverts de boue — cette chasse aux sorcières qui, franchissant les frontières de l'Etat russe, accouchera d'abord de l'ignoble personnage de l'accusateur public, ensuite du délateur professionnel, et enfin du bourreau. Autant la révolution prolétarienne est généreuse, autant la contre-révolution (l'expression est de Marx) est cannibale. Le premier symptôme de la montée de l' « astre » contre-révolutionnaire (le *signe,* disons-nous, et non la *cause)* sera le féroce, le visqueux *cannibalisme* hypocritement masqué de phraséologie « léniniste », et personne ne le pratiquera avec plus de zèle que les recrues de la dernière heure, les mencheviks « convertis », les sociaux-patriotes qui s'étaient recouvert la tête de cendres, les hommes qui disaient toujours « oui » dans l'obscurité qui lentement devenait plus épaisse, eux qui avaient toujours répondu « non » ou tout au plus « oui mais » dans la grande lumière qui, pensions-nous, ne devait plus jamais se ternir.

De là nous élargissions le problème à la question encore plus brûlante du sauvetage de la Révolution d'Octobre au cours de cette cruciale année 1926. Nous lançâmes un ultime appel pour que, contre toutes les interdictions et les menaces de sanctions qui n'avaient rien de métaphorique, la crise du parti russe fût discutée dans tous les partis et dans leurs assises mondiales, *« car la révolution russe est la première grande étape de la révolution mondiale, c'est aussi notre révolution, ses problèmes sont nos problèmes et chaque membre de l'Internationale a non seulement le droit mais le devoir de collaborer à leur solution »* (VIe Exécutif Elargi), car nous savions que cette crise n'était autre que *la crise de l'Internationale Communiste.*

Reprenant un argument que les historiens d'aujourd'hui comprennent exactement à l'envers (c'est leur métier !), nous rappelions que la grandeur du parti russe avait été d'appliquer à un pays arriéré la stratégie et la tactique prévues pour les capitalismes pleinement évolués dans le cadre d'une vision *mondiale* de la Révolution d'Octobre et que, pour construire une barrière solide contre les résurgences de l'opportunisme, l'Internationale devait *« trouver pour les questions stratégiques »* (et avant tout pour celle des rapports entre la dictature du prolétariat victorieuse en U.R.S.S. et le prolétariat mondial en lutte, entre Etat et parti et particulièrement entre Etat et Internationale Communiste, aussi bien que pour l'arc immense de la stratégie révolutionnaire dans le monde et de la tactique qui s'y rattache) *« des solutions qui sortent du cadre de l'expérience russe »* (15). Ce que nous réclamions, ce n'étaient pas des raccommodages, mais un *changement radical* dans les méthodes de l'Internationale. Il n'existe pas de partis purs et dans le cas du parti russe de 1926 la garantie « subjective » de non-corruption — toujours incertaine et relative — cessait de jouer : ce n'étaient pas des questions secondaires mais centrales et de principe qui divisaient ce magnifique organe de bataille théorique et pratique qu'avait été le parti de l'Octobre rouge. Il fallait que l'internationalisme prolétarien reprenne tout son éclat pour que la puissante citadelle de la révolution mondiale des années ardentes du premier après-guerre soit sauvée de la menace d'un « dérapage à droite ». C'était là la seule sauvegarde possible du communisme menacé de mort par les aberrations du « socialisme dans un seul pays » ou, plus tard, des « voies nationales au socialisme » : la seule sauvegarde possible, *là et à ce moment précis ou jamais plus !*

Comme la Gauche l'avait demandé en vain dans chaque Congrès, le mouvement communiste devait être reconstruit de fond en comble sur la base des leçons d'Octobre et d'un bilan franc et viril de l'action de l'Internationale communiste. Les *Thèses de Lyon* et le commentaire qui en fut fait à l'Exécutif élargi de février-mars 1926 voulaient être cet apport du mouvement international à la Russie révolutionnaire en péril. Nous fûmes bâillonnés et dispersés ; mais si cet apport ne put être transmis aux générations d'alors, il vaut pour les générations actuelles et futures.

***

Il serait anti-marxiste de chercher dans les seules déviations du Komintern de 1922 à 1926 la cause d'une catastrophe qui nous écrase aujourd'hui encore. Trop de facteurs y concoururent, trop de déterminations firent que ce cours historique s'imposât inévitablement. Mais l'action du parti est aussi un élément des situations objectives et, dans certaines circonstances, un élément fondamental. Reconnaître les origines historiques de l'opportunisme, disions-nous au VIe Exécutif Elargi, n'a jamais signifié et ne signifie jamais pour nous accepter l'opportunisme comme un fait nécessaire, historiquement inévitable : *« même si la conjoncture et les perspectives nous sont défavorables ou relativement défavorables, on ne doit pas se résigner aux déviations opportunistes ou les justifier sous prétexte que leurs causes résident dans la situation objective. Et si, malgré tout, une crise intérieure se produisait, ses causes et les moyens de la résoudre doivent être cherchés ailleurs, c'est-à-*

(15) Notre bataille désespérée, seuls contre tous, au VIe Exécutif Elargi de l'Internationale, devra faire et fera l'objet d'une ample exposition ultérieure. Les principaux extraits des interventions de Bordiga ont été publiés dans *Programme Communiste* n° 55, pp 71 S. On peut aussi consulter le *Protokoll Erweiterte Executive, etc..., Moskau, 17 Februar bis 15 März 1926,* pp 122-124, 288-289, 517, 577, 609-611 et *passim.*

dire dans le travail et la politique du parti. » Curieuse déduction, en effet, pour une Internationale dont les Congrès avaient fini par devenir le siège de procès intentés à des partis, à des groupes ou à des individus considérés comme responsables des tragiques insuccès du communisme en Europe et dans le monde : tout devenait maintenant le produit nécessaire de « *situations objectives défavorables* ».

En réalité, ce qu'il fallait faire c'était non pas un procès, mais une révision critique radicale basée sur des données impersonnelles, en montrant combien le jeu des causes et des effets entre facteurs objectifs et subjectifs est infiniment complexe, et en montrant que si l'influence du parti sur les premiers — considérés pour un instant en eux-mêmes, indépendamment de notre action collective — est limitée, il est au contraire en notre pouvoir de sauvegarder, fût-ce au prix d'une impopularité et d'un insuccès momentanés, les conditions qui seules permettront aux seconds d'agir sur l'histoire et de la féconder.

Le parti ne serait rien s'il n'était pas, objectivement et subjectivement, pour ses militants et pour la classe ouvrière indifférenciée, le fil conducteur ininterrompu que le flux et le reflux des situations ne réussissent pas à briser ou, même s'ils le brisent, ne parviennent pas à *altérer*. La lutte pour que ce fil tienne bon, alors ; la lutte pour le renouer dans les longues années du stalinisme triomphant ; la lutte pour reconstruire dans son prolongement le parti mondial du prolétariat, voilà tout le sens de notre bataille.

PROJET DE THÈSES PRÉSENTÉ PAR LA GAUCHE AU IIIe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (LYON - 1926)

Dans un document comme celui-ci, il est difficile d'éviter une certaine disproportion entre les différentes parties, car le développement de la discussion a rendu certains points et certains thèmes plus actuels, et relégué au second plan certains autres qui sont pourtant d'importance égale. Pour compléter autant que possible la pensée du groupe de camarades qui a rédigé les présentes thèses, il serait bon de se référer à d'autres textes déjà connus, bien que tous ne puissent pas aujourd'hui les consulter facilement. Nous croyons donc utile de faire précéder le présent texte de quelques références à des documents relevant de la même orientation que celle qui y est réaffirmée et défendue.

Thèses de Rome. Adoptées au IIe Congrès du Parti Communiste d'Italie le 26 mars 1922. Le texte présenté au Congrès a été publié dans *Il Comunista* du 31-12-1921, n° 67 ; *L'Ordine Nuovo* du 3-1-1922, n° 2 ; *Il Lavoratore* du 5-2-1922, n° 4960 ; *Rassegna Comunista* du 30-1-1922, n° 17. Les quelques variantes apportées au texte primitif par le Congrès ont été publiées dans : *Il Comunista* du 4-4-1922, n° 95 ; *Il Lavoratore* du 5-4-1922, n° 5014 ; *L'Ordine Nuovo* du 6-4-1922, n° 96 ; *Rassegna Comunista* du 31-7-1922, n° 26.

Thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste. Présentées au IVe Congrès de l'Internationale Communiste. Publiées dans le n° 16 de *Stato Operaio* du 6-3-1924.

Programme d'action du Parti Communiste italien. Présenté au IVe Congrès de l'Internationale Communiste. Publié dans *Stato Operaio*, même numéro que ci-dessus.

Motions et thèses approuvées par la conférence nationale (consultative) du Parti Communiste italien de mai 1924, publiées dans *Stato Operaio* du 18-3-1924, n° 16.

Thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste. Présentées au Ve Congrès mondial. Publiées (en français et en allemand) dans le Bulletin du Congrès, n° 20 du 8-7-1924 (1).

(1) Les deux premiers textes cités sont publiés dans le présent recueil ; les autres feront l'objet d'une publication ultérieure.

I. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. *Principes du communisme.*

Les principes doctrinaux du parti communiste sont ceux du marxisme que la lutte contre les déviations opportunistes a permis de restaurer et de mettre à la base de la IIIe Internationale : le matérialisme dialectique comme conception du monde et de l'histoire humaine ; les doctrines économiques fondamentales du *Capital* de Marx comme méthode d'interprétation de l'économie capitaliste actuelle ; les formulations programmatiques du *Manifeste Communiste* comme schéma historique et politique de l'émancipation de la classe ouvrière mondiale. La grandiose expérience victorieuse de la révolution russe et l'œuvre de son chef Lénine, maître du communisme international, constituent la confirmation, la restauration et le développement conséquent de ce système de principes et de méthodes. Celui qui en rejette même une seule partie n'est pas communiste et ne peut donc militer dans les rangs de l'Internationale.

En conséquence, le parti repousse et condamne les doctrines de la classe dominante, les théories spiritualistes et religieuses — idéalistes en philosophie et réactionnaires en politique — comme les théories positivistes des libres-penseurs de type voltairien — maçonniques, anti-cléricales et démocratiques dans le domaine politique.

Il condamne de même les écoles politiques ayant une certaine audience dans la classe ouvrière : le réformisme social-démocratique, qui envisage une évolution pacifique, sans lutte armée, du pouvoir capitaliste au pouvoir ouvrier et préconise la collaboration des classes ; le syndicalisme, qui déprécie l'action politique de la classe ouvrière et rejette la nécessité du parti comme organe révolutionnaire suprême ; l'anarchisme, qui nie la nécessité historique de l'Etat et de la dictature prolétarienne pour transformer l'organisation sociale et supprimer la division de la société en classes. Le parti communiste combat également les multiples manifestations de ce révolutionnarisme bâtard que l'on désigne par le terme désormais bien connu de « centrisme », et qui tendent à faire survivre ces positions erronnées en les combinant à des thèses apparemment communistes.

2. *Nature du parti.*

Le processus historique d'émancipation du prolétariat et d'établissement d'un nouvel ordre social découle de l'existence de la lutte des classes. Toute lutte de classe est une lutte politique, c'est-à-dire qu'elle tend à se transformer en une lutte pour la conquête du pouvoir politique et pour la direction d'un nouvel organisme étatique. *Par conséquent, l'organe qui conduit la lutte de classe à sa victoire finale est le parti politique de classe, seul instrument possible d'insurrection révolutionnaire d'abord, et de gouvernement ensuite.* Ces affirmations élémentaires et géniales de Marx, que Lénine a pleinement remises en lumière, conduisent à définir le parti comme une organisation de tous ceux qui adhèrent au système d'opinions résumant la tâche historique de la classe révolutionnaire et qui sont décidés à agir pour la victoire de celle-ci. Grâce au

parti, la classe ouvrière parvient à la connaissance de la voie qu'elle doit parcourir et à la volonté de le faire ; *historiquement, le parti représente donc la classe dans les phases successives de la lutte, tout en n'en regroupant qu'une partie plus ou moins grande.* Tel est le sens de la définition que Lénine a donnée du parti au IIe Congrès mondial.

Cette conception de Marx et de Lénine s'oppose à la conception typiquement opportuniste du parti travailliste ou ouvriériste dont tous les individus de condition prolétarienne sont membres de droit. Un tel parti paraît plus fort numériquement, mais il est évident que les influences contre-révolutionnaires de la classe dominante peuvent et doivent même y prévaloir dans certaines situations, cette classe y étant représentée par la dictature d'organisateurs et de chefs qui peuvent provenir individuellement aussi bien du prolétariat que d'autres classes. C'est pourquoi Marx et Lénine ont combattu cette fatale erreur théorique, et n'ont pas hésité en pratique à rompre la fausse unité prolétarienne afin que, même pendant les éclipses de l'activité sociale du prolétariat, et même au moyen de petits groupes politiques adhérant au programme révolutionnaire, la continuité de la fonction politique du parti, qui est de préparer le prolétariat à ses tâches successives, soit assurée. Telle est la seule voie possible pour réaliser dans l'avenir la concentration de la plus grande partie possible des travailleurs sous la direction et la bannière d'un parti communiste capable de se battre et de vaincre.

Une organisation *immédiate* de tous ceux qui, économiquement parlant, sont des ouvriers, ne peut assumer des tâches politiques, et donc révolutionnaires, car les différents groupes professionnels ou locaux ne sont poussés à l'action que d'une manière limitée, pour satisfaire des exigences partielles déterminées par les conséquences directes de l'exploitation capitaliste. Seule l'intervention à la tête de la classe ouvrière d'un parti politique, défini par l'adhésion *politique* de ses membres, peut réaliser progressivement la synthèse de ces impulsions particulières en une vision et une action communes qui permettent aux individus et aux groupes de dépasser tout particularisme en acceptant des difficultés et des sacrifices pour le triomphe général et final de la cause de la classe ouvrière. La définition du parti comme parti de la classe ouvrière n'a pas, chez Marx et Lénine, un sens grossièrement statistique ou constitutionnel ; elle est liée au contraire aux fins historiques du prolétariat.

Toute conception des problèmes d'organisation interne retombant dans l'erreur de la vision travailliste du parti révèle une grave déviation théorique en ce sens qu'elle substitue un point de vue démocratique au point de vue révolutionnaire, et donne plus d'importance à des projets utopiques d'organisation qu'à la réalité dialectique du conflit des deux classes opposées. Elle comporte le danger d'une rechute dans l'opportunisme. Quant aux dangers de dégénérescence du mouvement révolutionnaire, ils ne peuvent être éliminés par aucune formule d'organisation, parce qu'il n'en existe pas qui puisse assurer la continuité nécessaire à l'orientation politique des chefs et des simples militants. La formule selon laquelle seul le travailleur authentique peut être communiste permet d'autant moins de les supprimer qu'elle est infirmée par l'immense majorité des exemples relatifs aux individus et aux partis que

notre expérience nous a fournis. La garantie contre la dégénérescence doit être cherchée ailleurs, si l'on ne veut pas contredire ce postulat marxiste fondamental qui résume toute la conquête réalisée par le socialisme scientifique par rapport aux premiers balbutiements du socialisme utopique : *la révolution n'est pas une question de forme d'organisation.*

C'est en partant de cette conception de la nature du parti de classe que nous résoudrons les questions actuelles d'organisation interne de l'Internationale et du parti.

3. *Action et tactique du parti.*

Le mode d'action du parti sur les situations et sur les autres groupements, organismes et institutions de la société dans laquelle il se meut, constitue sa tactique. Les éléments généraux de cette question doivent être définis en liaison avec l'ensemble de nos principes. C'est dans un second stade qu'on pourra préciser des normes d'action concrète répondant aux problèmes pratiques de différentes sortes et aux phases successives du développement historique.

En assignant au parti révolutionnaire sa place et son rôle dans la genèse d'une société nouvelle, la doctrine marxiste fournit la plus brillante des solutions au problème de la liberté et de la détermination dans l'activité humaine. Tant qu'on le posera à propos de l' « individu » abstrait, ce problème sera uniquement matière à élucubrations métaphysiques de la part des philosophes de la classe dominante et décadente. Le marxisme, lui, le pose à la lumière d'une conception scientifique et objective de la société et de l'histoire. L'idée que l'individu — et *un* individu — puisse agir sur le monde extérieur en le déformant et le modelant à son gré en vertu d'un pouvoir d'initiative qui lui viendrait de qualités de caractère divin est à mille lieues de notre conception ; nous condamnons tout autant la conception volontariste du parti selon laquelle, s'étant forgé une profession de foi, un petit groupe d'hommes pourrait l'imposer au monde en la diffusant grâce à un effort gigantesque d'activité, de volonté et d'héroïsme. Par ailleurs, ce serait une conception aberrante et stupide du marxisme de croire que l'histoire et la révolution obéissant à des lois fixes, il ne nous reste rien d'autre à faire qu'à découvrir ces lois par une recherche objective et à essayer de formuler des prévisions sur l'avenir sans rien tenter dans le domaine de l'action : cette conception fataliste reviendrait à nier la nécessité et la fonction du parti. La puissante originalité du déterminisme marxiste ne le place pas à mi-chemin de ces deux conceptions, mais au-dessus de l'une comme de l'autre. Dialectique et historique, il refuse tout apriorisme et ne prétend pas appliquer la même solution abstraite à tous les problèmes, quels que soient l'époque et le groupe humain considérés. Si le développement actuel des sciences ne permet pas un recensement complet des causes qui poussent l'individu à agir en partant des faits physiques et biologiques pour aboutir à une science des activités psychologiques, il est pourtant possible de résoudre le problème dans le domaine de la sociologie en appliquant à cette dernière, comme le fit Marx, les méthodes de recherche propres à la science positive et expérimentale moderne dont le socialisme recueille intégralement l'héritage, et qui sont tout autre chose que la philosophie soi-

disant matérialiste et positiviste que la classe bourgeoise a adoptée au cours de son ascension historique. En tenant ainsi rationnellement compte des influences réciproques que les individus exercent les uns sur les autres, grâce à l'étude critique de l'économie et de l'histoire, après avoir débarrassé le terrain de toutes les idéologies traditionnelles, on parvient dans un certain sens à lever l'indétermination du processus qui se déroule dans chaque individu. Sur cette base de départ, le marxisme a pu instaurer un système de notions qui n'est pas un évangile immuable, mais un vivant instrument d'étude et de découverte des lois du processus historique. Ce système repose sur le déterminisme économique découvert par Marx et qui voit dans l'étude des rapports économiques et du développement des moyens techniques de production la plate-forme objective sur laquelle on peut solidement s'appuyer pour énoncer les lois de la vie sociale et, dans une certaine mesure, prévoir son évolution ultérieure. Ce rappel fait, il faut noter que la solution finale ne consiste pas à dire que cette clé universelle étant trouvée, il suffirait de laisser les phénomènes économiques suivre leur loi immanente pour que se produise une série donnée et prévue de faits politiques.

Certes, notre critique dévalue de façon complète et définitive non tant l'action des individus, même présentés comme les acteurs principaux des événements historiques, que les intentions et les perspectives dont ils s'imaginent que cette action résulte ; mais cela ne signifie nullement qu'un organisme collectif comme le parti de classe ne puisse et ne doive avoir ni initiative ni volonté. La solution à laquelle le marxisme aboutit a d'ailleurs été formulée à de nombreuses reprises dans nos textes fondamentaux.

Les hommes et leurs regroupements, même les plus puissants : classes, partis, Etats, ont été jusqu'ici les jouets de lois économiques qu'ils ignoraient pour l'essentiel. Privés de la conscience théorique du processus économique, ils étaient incapables de le diriger et de le gouverner. Mais pour la classe qui est apparue à l'époque historique actuelle, le prolétariat, et pour les regroupements politiques — parti et Etat — qui doivent en émaner, le problème change. C'est la première classe qui n'est pas poussée à fonder son avènement sur la consolidation de privilèges sociaux et une division de la société en classes impliquant l'assujettissement et l'exploitation d'une nouvelle classe. Et c'est aussi la première qui réussisse à se forger une doctrine du développement économique, historique et social, le communisme marxiste précisément.

C'est donc la première fois qu'une classe lutte pour la suppression générale des classes, pour la suppression générale de la propriété privée des moyens économiques et non pas seulement pour la transformation des formes sociales de cette propriété.

Le programme du prolétariat est, en même temps que son émancipation du joug de la classe dominante et privilégiée actuelle, celle de toute la collectivité humaine de la tyrannie des lois économiques qui, une fois comprises, pourront être dominées dans une économie enfin rationnelle et scientifique permettant une intervention directe de l'homme. C'est pour cette raison et dans ce sens qu'Engels écrivit que la révolution prolétarienne marque le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Il ne s'agit pas de ressusciter le mythe illusoire de l'individualisme, qui veut libérer le Moi des influences externes, alors que sa dépendance s'élargit au contraire en se diversifiant et que la vie individuelle est de plus en plus difficile à distinguer d'une vie collective. Bien au contraire, le problème est posé sur un autre terrain : la liberté et la volonté sont attribuées à une classe destinée à réaliser l'unité de l'espèce humaine luttant finalement contre les seules forces adverses du monde physique extérieur.

Si seule l'humanité prolétarienne, dont nous sommes encore loin, peut être libre et posséder une volonté qui ne soit pas une illusion sentimentale, mais la capacité d'organiser et de maîtriser l'économie au sens le plus large du terme ; si aujourd'hui la classe prolétarienne est toujours *déterminée* dans les limites de sa propre action par des facteurs extérieurs à elle, quoique dans une moindre mesure que d'autres classes, le parti politique, lui, est l'organe qui concentre en lui-même le maximum possible de volonté et d'initiative dans tous les domaines de son action — non pas, s'entend, un parti quelconque, mais le parti de la classe prolétarienne, le parti communiste, lié pour ainsi dire à ses buts ultimes par un fil continu. Cette faculté volitive du parti, de même que sa conscience et sa préparation théoriques, sont des fonctions collectives par excellence. Du point de vue marxiste, la tâche assignée dans le parti à ses propres chefs en fait les instruments et les opérateurs par lesquels se manifestent au mieux ses capacités de comprendre et d'expliquer les faits, de vouloir et de diriger les actions, — mais ces capacités conservent toujours leur origine dans l'existence et les caractéristiques de l'organe collectif. Comme nous l'avons dit, la conception marxiste du parti et de son action est donc tout aussi éloignée du fatalisme passif se contentant d'attendre l'avènement de phénomènes sur lesquels il se sent incapable d'influer directement, que de toute conception volontariste au sens individuel, pour qui les qualités de formation théorique, de force de volonté, d'esprit de sacrifice, en somme un type spécial de figure morale et un certain degré de « pureté » devraient être exigés indistinctement de tout militant du parti, ce qui réduirait celui-ci à une élite supérieure au reste des éléments sociaux composant la classe ouvrière, tandis que l'erreur du fatalisme passif conduirait, sinon à dénier toute fonction et toute utilité au parti, du moins à l'aligner tout bonnement sur la classe ouvrière entendue au sens économique, statistique. Nous insistons donc sur les conclusions déjà ébauchées dans la thèse précédente en condamnant au même titre la conception ouvriériste du parti, et celle du parti conçu comme une « élite » intellectuelle et morale : également éloignées du marxisme, ces deux conceptions sont destinées à se rencontrer sur la voie opportuniste.

En définissant la tactique générale du parti conformément à sa nature, le marxisme se distingue à la fois des élucubrations abstraites des doctrinaires qui fuient la réalité de la lutte de classe et négligent l'activité concrète; de l'esthétisme sentimental qui voudrait créer de nouvelles situations et de nouveaux mouvements historiques grâce aux gestes bruyants ou héroïques de minorités exiguës ; de l'opportunisme qui oublie le lien avec les principes, c'est-à-dire avec les objectifs généraux du mouvement, et qui, visant seulement au succès immédiat et apparent, ne s'agite jamais que pour des revendications limitées et isolées sans se préoccuper de savoir si elles n'entrent pas en contradiction avec les nécessités de la préparation de la classe ouvrière à ses conquêtes suprêmes. La politique anarchiste combine la stérilité doctrinale incapable de comprendre les étapes dialectiques de l'évolution historique réelle avec l'illusion volontariste qui s'imagine pouvoir hâter les processus sociaux par la vertu de l'exemple et du sacrifice d'un ou de plusieurs individus. La politique social-démocratique, elle, juxtapose une fausse interprétation fataliste du marxisme à un pragmatisme volontariste. On déclare d'un côté que la révolution mûrira lentement, d'elle-même, sans que l'intervention volontaire d'une insurrection prolétarienne soit nécessaire ; de l'autre, faute de savoir renoncer aux effets immédiats des efforts quotidiens, on se contente de lutter pour des revendications intéressant en apparence seulement certains groupes de la classe ouvrière, mais qui, une fois satisfaites, font le jeu de la conservation sociale au lieu d'aider à la préparation de la victoire prolétarienne : réformes, concessions, avantages partiels, économiques et politiques, obtenus du patronat et de l'Etat bourgeois.

L'introduction artificielle dans le mouvement de classe des postulats théoriques de la philosophie volontariste et pragmatiste « moderne » (Bergson, Gentile, Croce), à base idéaliste, ne fait que préparer l'affirmation opportuniste de nouvelles phases réformistes, et ne saurait en tout cas passer pour une réaction contre le réformisme sous prétexte que celui-ci manifeste certaines sympathies extérieures pour le positivisme bourgeois.

L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation, non plus qu'à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une grande popularité. Toujours et dans toutes les situations, elle doit se développer simultanément dans ces trois directions :

a) Défendre et préciser en fonction des faits nouveaux qui se produisent les postulats fondamentaux du programme, c'est-à-dire la conscience théorique du mouvement de la classe ouvrière ;

b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;

c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement, mais en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables, en dénonçant le danger de se replier sur des réalisations partielles comme si elles étaient des fins en elles-même, et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité de classe du prolétariat que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti.

Le but suprême de cette activité complexe du parti est de réaliser les conditions *subjectives* de la préparation du prolétariat : il s'agit de le mettre en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que fournira l'histoire, dès qu'elles apparaîtront, de manière à vaincre au lieu d'être vaincu.

C'est de tout cela qu'il faut partir pour résoudre les problèmes posés par les rapports entre le parti et les masses prolétariennes, entre le parti et les

autres partis politiques, entre le prolétariat et les autres classes sociales. On doit tenir pour fausse la formulation tactique suivante : tout véritable parti communiste doit savoir être un parti de masses *dans n'importe quelle situation*, c'est-à-dire posséder toujours une organisation très nombreuse et une très large influence sur le prolétariat, et pour le moins assez nombreuse et assez large pour dépasser celles des autres partis soi-disant ouvriers. Cette formulation est une caricature de la thèse de Lénine qui, en 1921, lançait ce mot d'ordre pratique et contingent tout à fait juste : pour conquérir le pouvoir il ne suffit pas d'avoir formé de « véritables » partis communistes et de les lancer dans une offensive insurrectionnelle, il faut encore avoir des partis numériquement puissants et ayant acquis une influence prédominante sur le prolétariat. Cela revient à dire que dans la phase qui précède la conquête du pouvoir, le parti doit avoir les masses avec lui, qu'il doit avant tout conquérir les masses. Dans une telle formulation, seule est dangereuse en un certain sens l'expression de *majorité* des masses, car elle expose et a exposé les « léninistes de la lettre » au danger d'interprétations théoriques et tactiques social-démocrates : faute de préciser en effet si cette majorité doit être mesurée dans les partis, dans les syndicats ou dans d'autres organisations, on ouvre la voie — tout en exprimant une idée parfaitement juste, propre à éviter le déclenchement d'actions « désespérées » avec des forces insuffisantes dans des périodes défavorables — à la temporisation dans des périodes où l'action est possible et nécessaire, et où il faut faire preuve d'une résolution et d'une initiative vraiment « léninistes ». Mais cette formule selon laquelle le parti doit avoir les masses avec lui à la veille de la lutte pour le pouvoir est devenue, dans la grossière interprétation des pseudo-léninistes d'aujourd'hui quand ils affirment que le parti doit être un parti de masse « dans n'importe quelle situation », une formule typiquement opportuniste. Il y a des situations objectives dans lesquelles les rapports des forces sont défavorables à la révolution, bien qu'elles puissent en être moins éloignées dans le temps que d'autres, puisque l'histoire évolue à des vitesses très différentes, comme l'enseigne le marxisme. Dans de telles situations, vouloir à tout prix être des partis de masse, des partis majoritaires, vouloir à toute force exercer une influence politique prédominante, ne peut que conduire à renoncer aux principes et aux méthodes communistes en faisant une politique social-démocratique et petite-bourgeoise. On doit dire hautement que dans certaines situations passées, présentes et à venir, le prolétariat a été, est et sera nécessairement en majorité sur une position non révolutionnaire — position d'inertie ou de collaboration avec l'ennemi selon les cas —, mais que malgré tout, le prolétariat reste partout et toujours la classe potentiellement révolutionnaire et dépositaire des possibilités d'insurrection, dans la mesure où existe en son sein le parti communiste et où, sans jamais renoncer à aucune possibilité de s'affirmer et de se manifester de façon cohérente, ce parti sait éviter les voies qui semblent plus faciles pour conquérir une popularité immédiate, mais qui le détourneraient de sa tâche, enlevant au prolétariat le point d'appui indispensable à sa reprise révolutionnaire. C'est sur ce terrain marxiste et dialectique, jamais sur le terrain esthétique et sentimental, que doit être repoussée la stupide formule opportuniste disant qu'un parti communiste est libre d'adopter tous les moyens et toutes les méthodes. En assurant que c'est précisément parce qu'il est communiste, c'est-à-dire sain

dans ses principes et son organisation, que le parti peut se permettre les manœuvres politiques les plus acrobatiques, on oublie que pour nous le parti est en même temps un facteur et un produit du développement historique, et que face aux forces de ce dernier le prolétariat se comporte comme un matériau encore plus plastique. Ce ne sont pas les justifications tortueuses que les chefs du parti avanceront pour expliquer certaines « manœuvres » qui l'influenceront, mais bien des effets réels, qu'il faut savoir prévoir en utilisant surtout l'expérience des erreurs passées. C'est uniquement par une action correcte dans le domaine tactique et en s'interdisant les chemins de traverse grâce à des normes d'action précises et respectées que le parti se préservera des dégénérescences, et jamais simplement par des *credo* théoriques et par des sanctions organisatives.

Il y a, dans la question générale de la tactique, une autre erreur qui rappelle nettement la position opportuniste classique réfutée par Marx et par Lénine. Elle consiste à prétendre qu'en cas de luttes entre classes et organisations politiques ne se plaçant pas encore sur son terrain spécifique, le parti doit choisir celle des deux forces qui est la plus favorable à l'évolution historique générale et la soutenir ou s'allier avec elle plus ou moins ouvertement, sous le prétexte que les conditions de la révolution prolétarienne totale qui surviendra à la fin (et dont le parti sera le facteur, le moment venu) mûriront uniquement grâce à une évolution des formes politiques et sociales.

Avant tout, c'est la base même d'une telle politique qui fait défaut : le schéma typique, fixé dans ses moindres détails, d'une évolution sociale et politique préparant au mieux l'avènement final du communisme appartient au « marxisme » des opportunistes, c'est le fondement de la diffamation de la révolution russe et du mouvement communiste actuel par les divers Kautsky. On ne peut même pas établir d'une façon générale que les conditions les plus propices à un travail fécond du parti communiste se trouvent réalisées par certains types du régime bourgeois, les plus démocratiques par exemple. S'il est vrai que des mesures réactionnaires, de « droite », ont arrêté plusieurs fois la marche du prolétariat, il n'est pas moins vrai, et beaucoup plus fréquent, que la politique libérale, de *gauche*, des gouvernements bourgeois, a souvent étouffé la lutte de classe et détourné la classe ouvrière d'entreprendre des actions décisives. Une évaluation plus exacte, vraiment conforme à la rupture du marxisme avec les sortilèges de la démocratie, l'évolutionnisme et le progressisme, montre seulement que la bourgeoisie tente d'alterner ses méthodes et ses partis de gouvernement en fonction de son intérêt contre-révolutionnaire, et qu'elle y réussit souvent. Toute notre expérience nous montre d'ailleurs que lorsque le prolétariat s'est passionné pour les péripéties de la politique bourgeoise, l'opportunisme a toujours triomphé.

En second lieu, même s'il était vrai que certains changements de gouvernement dans le cadre du régime actuel facilitent le développement ultérieur de l'action du prolétariat, l'expérience montre à l'évidence que cela est soumis à une condition expresse : l'existence d'un parti qui ait prémuni les masses contre les désillusions qui ne manqueront pas de suivre ce qui se présentait comme un succès immédiat, et pas seulement la simple existence de ce parti, mais sa capacité d'agir, avant même le déclenchement de la lutte dont nous

parlons, avec une autonomie qui saute aux yeux des prolétaires, car ils ne le suivront qu'en fonction de son attitude concrète et non pas sur la base des schémas qu'il lui serait commode d'adopter officiellement. En présence de luttes qui ne peuvent aboutir à la victoire prolétarienne, le parti ne se fera donc pas le gérant de transformations et de réalisations qui n'intéressent pas directement la classe qu'il représente et il ne renoncera ni à son caractère propre ni à son action autonome pour participer à une espèce de société d'assurance au bénéfice de tous les mouvements politiques soi-disant « rénovateurs » ou de tous les systèmes politiques et les gouvernements menacés par un gouvernement prétendument « pire ».

On brandit souvent contre les exigences de cette ligne d'action la formule de Marx selon laquelle « les communistes appuient tout mouvement dirigé contre les conditions sociales existantes » ou l'argumentation de Lénine contre « la maladie infantile du communisme ». L'utilisation que l'on essaie d'en faire à l'intérieur de notre mouvement ne diffère pas, au fond, des tentatives constantes des révisionnistes et des centristes à la Bernstein ou à la Nenni de tourner les révolutionnaires marxistes en dérision au nom de Marx et de Lénine.

Deux observations doivent être faites. Avant tout, ces positions de Marx et de Lénine ont une portée historique contingente puisqu'elles se réfèrent à l'Allemagne non encore bourgeoise en ce qui concerne Marx, et à la Russie tsariste pour l'expérience bolchevique illustrée par Lénine dans son ouvrage. Ce n'est pas sur ces seules bases que doit se fonder la solution du problème de la tactique dans des conditions classiques : prolétariat en lutte contre une bourgeoisie capitaliste pleinement développée. En second lieu l'appui dont parle Marx (la même chose vaut pour les « compromis » dont parle Lénine, qui préférait ce terme plus par coquetterie de magnifique dialecticien marxiste qu'autre chose, lui qui reste le champion d'une intransigeance non pas formelle, mais tout entière tendue vers un but immuable) est un appui à des mouvements encore contraints de se frayer leur voie par l'insurrection contre les formes du passé, même si cela est en contradiction avec les idéologies et la volonté éventuelles de leurs dirigeants : l'intervention du parti communiste s'effectue donc sur le terrain de la guerre civile, ainsi qu'en témoignent les positions de Lénine dans la question des paysans et des nationalités, dans l'épisode de Kornilov et dans cent autres. Enfin, même en dehors de ces deux observations essentielles, le sens de la critique de l' « infantilisme » par Lénine et de tous les textes marxistes sur la souplesse de la politique révolutionnaire n'est nullement en contradiction avec le fait qu'ils ont volontairement élevé une barrière contre l'opportunisme, défini par Engels puis par Lénine comme l' « absence de principes » ou comme l'oubli du but final.

Elaborer la tactique communiste selon une méthode non pas dialectique, mais formaliste serait renier Lénine et Marx. Ce serait une erreur grossière de prétendre que, pour correspondre aux buts, les moyens doivent présenter une analogie d'ordre éthique, psychologique ou esthétique avec eux, alors que la correspondance réelle est historique et dialectique. Il ne faut pas commettre en matière de tactique la même erreur que les anarchistes et les réformistes en matière de principes quand ils jugent absurde d'employer la domination

de classe et l'Etat dictatorial du prolétariat pour supprimer les classes et le pouvoir d'Etat, ou la violence offensive visant à détruire le pouvoir actuel, et défensive visant à maintenir le pouvoir prolétarien, pour abolir toute violence sociale. De même, il serait faux de prétendre qu'un parti révolutionnaire doive être à tout moment pour la lutte, quel que soit le rapport entre les forces favorables et hostiles ; qu'en cas de grève, par exemple, les communistes ne puissent rien préconiser d'autre que sa poursuite illimitée ; qu'un communiste doive s'interdire certains moyens comme la dissimulation, la ruse, l'espionnage, etc., parce qu'ils manquent de noblesse ou sont peu sympathiques. La critique du marxisme et de Lénine à ce pseudo-révolutionnarisme superficiel qui empoisonne le mouvement prolétarien est un effort pour résoudre les problèmes tactiques sans recourir à ces critères stupides et sentimentaux, et elle est désormais partie intégrante de l'expérience du mouvement communiste.

Parmi les erreurs de tactique que cette critique permet d'éviter, on peut citer celle qui, sous prétexte que les communistes font la scission politique d'avec les opportunistes, préconise aussi la scission dans les syndicats dirigés par les jaunes. C'est uniquement par une polémique de mauvaise foi qu'on reproche depuis longtemps à la Gauche italienne de tirer ses conclusions d'arguments comme celui selon lequel il serait déshonorant de rencontrer personnellement les chefs opportunistes, et d'autres de même sorte.

La critique de l' «infantilisme » ne signifie pas que l'indétermination, le chaos et l'arbitraire doivent régner en matière de tactique, et qu'en somme « tous les moyens sont bons » pour atteindre nos buts. On dit que l'accord entre les moyens employés et le but à atteindre est garanti par la nature révolutionnaire du parti, par la contribution qu'apportent à ses décisions des hommes remarquables ou des groupes ayant derrière eux une brillante tradition. C'est là une pétition de principe étrangère au marxisme, car elle fait abstraction du jeu dialectique des causes et des effets et du fait que les moyens d'action que le parti emploie ont leurs répercussions sur lui. On oublie en outre que le marxisme nie toute valeur aux « intentions » qui dictent leurs initiatives aux individus et aux groupes, sans compter que, du fait des expériences sanglantes du passé, ces intentions pourront toujours inspirer des soupçons, au sens non injurieux du terme.

Dans son livre sur *La maladie infantile du communisme*, Lénine dit que les moyens tactiques doivent être choisis à l'avance en fonction du but révolutionnaire final et grâce à une vision claire de la lutte historique du prolétariat et de son aboutissement. Il montre qu'il serait absurde d'écarter tel ou tel moyen tactique sous le prétexte qu'on le trouve « laid » ou qu'il mérite le nom de « compromis » et qu'il faut au contraire établir si ce moyen répond ou non à ce but. Leur activité collective pose et posera toujours cette question au parti et à l'Internationale qui ont la tâche formidable de la résoudre. En matière de principes théoriques, nous pouvons dire que Marx et Lénine nous ont légué un solide héritage, sans vouloir prétendre pour autant que le communisme n'a plus aucune recherche théorique nouvelle à accomplir. En matière de tactique, par contre, on ne peut pas en dire autant, même après la révolution russe et l'expérience des premières années de la nouvelle Internatio-

nale qui a été trop tôt privée de Lénine. Le problème de la tactique est trop vaste pour qu'on puisse le résoudre à l'aide des réponses simplistes et sentimentales des communistes « infantiles », et il doit être approfondi avec la contribution de tout le mouvement communiste international et à la lumière de toute son expérience ancienne et récente. On ne va ni contre Marx ni contre Lénine quand on affirme que la solution de ce problème doit tendre à l'établissement de règles d'action qui, sans être aussi vitales et fondamentales que les principes, seront néanmoins obligatoires non seulement pour les militants, mais pour les organes dirigeants du mouvement, qui envisageront les différents développements possibles de la situation afin de tracer avec toute la précision possible la ligne d'action du parti, quelle que soit l'hypothèse qui doive se vérifier.

L'étude et la compréhension des situations sont nécessaires pour prendre des décisions tactiques, parce qu'elles permettent de signaler au mouvement que l'heure de telle action prévue dans toute la mesure du possible a sonné, mais elles n'autorisent en aucun cas les dirigeants à des « improvisations » qui seraient pour lui des « surprises ». On ne peut prévoir avec une certitude absolue la façon dont les situations objectives se développeront, mais on peut prévoir ce que nous devrons faire dans les différentes hypothèses, c'est-à-dire qu'on peut prévoir la tactique dans ses grandes lignes. Nier cette possibilité revient à nier la tâche du parti et nier du même coup la seule garantie que nous ayons qu'en toutes circonstances ses militants et les masses répondront aux ordres du centre dirigeant. Dans ce sens, le parti n'est ni une armée ni un quelconque autre organe étatique, car dans ces organes le rôle de l'autorité hiérarchique est prépondérant et celui de l'adhésion volontaire nul. Le membre du parti a au contraire toujours la possibilité de ne pas exécuter les ordres sans encourir pour autant des sanctions matérielles : sortir du parti. La bonne tactique est donc celle qui n'entraîne aucune répercussion inattendue et contraire au développement de la campagne révolutionnaire, ni dans le parti ni dans les masses, même quand, à un tournant donné de la situation, le centre dirigeant n'a le temps de consulter ni le premier ni à plus forte raison les secondes. Tout l'art de la tactique révolutionnaire est précisément de prévoir comment le parti réagira aux ordres et quels ordres susciteront la bonne réaction. Cet art exige une utilisation collective de l'expérience des actions passées, résumées en règles d'action claires et précises. En laissant aux dirigeants exclusivement le soin d'*appliquer* ces règles, les militants s'assurent qu'ils ne trahiront pas leur mandat et s'engagent réellement et non pas de façon simplement formelle à exécuter eux-mêmes les ordres du mouvement avec initiative et décision. Le parti lui-même n'étant pas parfait, quoique perfectible, nous n'hésitons pas à dire qu'il faut beaucoup sacrifier à la clarté et au pouvoir de persuasion des règles tactiques, même au prix d'une certaine schématisation : à supposer même que les situations ruinent les schémas tactiques préparés par nous, ce n'est pas en tombant dans l'opportunisme et dans l'éclectisme qu'on pourra y remédier, mais en faisant de nouveaux efforts pour adapter la ligne tactique du parti à ses tâches. Ce n'est pas seulement le bon parti qui fait la bonne tactique, mais aussi la bonne tactique qui fait le bon parti, et la bonne tactique ne peut être qu'une de celles que tous ont comprises et choisies dans leurs grandes lignes.

Ce que nous nions essentiellement est qu'on puisse mettre une sourdine à l'effort et au travail collectifs du parti pour définir les règles de sa propre tactique, et exiger de lui une obéissance pure et simple à un homme, un comité ou à un seul parti de l'Internationale et à son appareil dirigeant traditionnel.

L'action du parti prend l'aspect d'une *stratégie* aux moments cruciaux de la lutte pour le pouvoir, pendant lesquels cette action revêt un caractère essentiellement militaire. Dans les phases qui précèdent, l'action du parti ne se réduit pourtant pas purement et simplement à l'idéologie, la propagande et l'organisation, mais elle consiste, comme nous l'avons déjà dit, à participer aux différentes luttes auxquelles le prolétariat est conduit. La codification des règles tactiques du parti vise par conséquent à établir à quelles conditions son intervention et son activité dans ces mouvements, son agitation au feu des luttes prolétariennes seront en harmonie avec son but révolutionnaire final et permettront à sa préparation théorique, à son organisation et à sa préparation tactique de progresser simultanément.

Dans les points suivants, nous examinerons les différents problèmes qui se posent à nous pour montrer comment se présente cette élaboration des différentes normes de l'action communiste au stade actuel de développement du mouvement révolutionnaire.

II. QUESTIONS INTERNATIONALES

1. *La constitution de la Troisième Internationale.*

Du point de vue de la restauration de la doctrine révolutionnaire, la constitution de l'Internationale Communiste a fourni une solution complète et définitive à la crise de la IIe Internationale déterminée par la guerre mondiale. Mais si la formation du Komintern constitue une immense conquête historique du point de vue de l'organisation et de la tactique, on ne peut dire qu'elle ait fourni une solution aussi complète à la crise du mouvement prolétarien.

La révolution russe, première et glorieuse victoire du prolétariat mondial, a été un facteur décisif pour la formation de la nouvelle Internationale. Pourtant, du fait des conditions sociales régnant dans le pays, la révolution russe n'a pas fourni le modèle historique général de tactique applicable aux révolutions des autres pays. Entre l'époque du pouvoir féodal autocratique et celle de la dictature du prolétariat, elle n'a en effet pas connu de domination politique de la bourgeoisie organisée dans un Etat stable lui appartenant en propre.

C'est justement pourquoi la confirmation historique du programme marxiste par la révolution russe est de la plus grande portée et pourquoi cette révolution a puissamment contribué à la défaite du révisionnisme social-démocrate sur le terrain des principes. Mais sur le terrain de l'organisation, la lutte contre la IIe Internationale, partie intégrante de la lutte contre le capitalisme mondial, n'a pas eu le même succès décisif, et les multiples erreurs qui ont été

commises ont empêché les partis communistes d'avoir toute l'efficacité à laquelle les conditions objectives leur permettaient de prétendre.

On doit en dire autant de la tactique, beaucoup de problèmes liés au fait que les forces en présence sont la bourgeoisie, l'Etat bourgeois parlementaire moderne doté d'un appareil historiquement stable, et le prolétariat, ayant été résolus de façon insuffisante et continuant à l'être aujourd'hui, si bien que les partis communistes n'ont pas toujours obtenu les succès possibles dans l'offensive prolétarienne contre le capitalisme et dans la liquidation des partis social-démocratiques, organes politiques de la contre-révolution bourgeoise.

2. *Situation économique et politique mondiale* (1926).

La situation internationale apparaît aujourd'hui moins favorable au prolétariat qu'elle ne l'était dans les premières années de l'après-guerre. Du point de vue économique, on assiste à une stabilisation partielle du capitalisme, en entendant toutefois cette stabilisation comme une accalmie dans les perturbations subies par certaines parties de la structure économique, et non comme un état de choses excluant le retour à brève échéance de nouvelles perturbations.

La crise du capitalisme reste ouverte et son aggravation définitive est inéluctable. Dans le domaine politique, on assiste à un affaiblissement du mouvement ouvrier révolutionnaire dans presque tous les pays les plus avancés, que contrebalance heureusement la consolidation de la Russie soviétique et la lutte des peuples coloniaux contre les puissances capitalistes.

Une telle situation présente un double danger : tout d'abord, si l'on continue à employer la méthode erronée du situationnisme, une tendance à poser de façon menchéviste les problèmes de l'action prolétarienne risque de se dessiner, même à l'état d'ébauche. En second lieu, si l'action authentiquement prolétarienne perd de son poids, les conditions que Lénine avait préconisées pour une application correcte de la tactique communiste dans les questions nationale et paysanne risquent de faire défaut dans la politique générale du Komintern.

A l'offensive prolétarienne de l'après-guerre succéda une offensive patronale contre les positions prolétariennes, à laquelle le Komintern répliqua par le mot d'ordre du front unique. Par la suite se posa le problème de l'instauration dans divers pays de situations démocratiques-pacifistes, que le camarade Trotsky dénonça à juste titre comme un danger de dégénérescence pour notre mouvement. On doit éviter toute interprétation des situations présentant comme vitale pour le prolétariat l'issue de la lutte entre deux fractions de la bourgeoisie, celle de droite et celle de gauche, identifiées trop étroitement à des groupes sociaux distincts.

L'analyse juste est que la classe dominante possède plusieurs méthodes de gouvernement et de défense, qu'on peut essentiellement ramener à deux : la méthode réactionnaire et fasciste, et la méthode libérale démocratique.

Partant de l'analyse économique, les thèses de Lénine ont déjà établi que les couches les plus modernes de la bourgeoisie tendent à unifier non seulement le mécanisme de la production, mais encore leur défense politique, en recourant aux moyens les plus énergiques.

Il est donc faux d'affirmer qu'en règle générale la voie du communisme doit passer par l'étape d'un gouvernement bourgeois de gauche. Si cela se produisait pourtant dans un cas particulier, la condition d'une victoire prolétarienne résiderait dans une tactique du parti qui le dresse contre les illusions provoquées par l'avènement de ce gouvernement de gauche et qui n'atténue jamais, même dans les périodes de réaction, son opposition aux formes politiques démocratiques.

3. *Méthode de travail de l'Internationale.*

Une des tâches les plus importantes de l'Internationale Communiste a été de dissiper la défiance du prolétariat à l'égard de l'action politique qu'avait provoquée la dégénérescence parlementaire de l'opportunisme.

Par le terme de politique, le marxisme n'entend pas un art ou une technique de l'intrigue parlementaire ou diplomatique qui seraient communs à tous les partis et que chacun emploierait dans ses buts propres. La politique prolétarienne s'oppose aux méthodes de la politique bourgeoise, elle anticipe des formes supérieures de rapports pour culminer dans l'art de l'insurrection révolutionnaire. Cette opposition, dont nous ne donnerons pas ici une plus ample étude théorique, est une condition vitale de la liaison entre le prolétariat révolutionnaire et son état-major communiste ou de la bonne sélection de ce dernier.

La pratique et le travail de l'Internationale sont en contradiction avec cette nécessité révolutionnaire. Dans les rapports entre les différents organes du mouvement communiste prévalent bien souvent une politique à double face, une subordination des motivations théoriques à des mobiles occasionnels et un système d'accords et de négociations entre personnes qui ne réussissent pas à traduire heureusement les rapports entre partis et masses et ont par suite conduit à des résultats très décevants.

L'improvisation, la surprise, le coup de théâtre entrent trop souvent dans les grandes décisions fondamentales de l'Internationale, ce qui désoriente les militants et les prolétaires.

Tout cela se produit par exemple dans la plupart des questions intérieures des partis que les organes et les congrès internationaux résolvent par une série d'arrangements laborieux que l'on fait accepter aux divers groupes dirigeants, mais qui ne s'insèrent pas utilement dans le devenir réel des partis.

4. *Questions d'organisation.*

L'urgence d'une vaste concentration des forces révolutionnaires pesa d'un grand poids dans la décision de fonder le Komintern, car on prévoyait alors un développement de la situation objective beaucoup plus rapide que celui qui s'est réellement produit. On a pu constater depuis qu'il aurait été préférable d'établir les critères d'organisation avec une plus grande rigueur. La formation des partis ou la conquête des masses n'ont été favorisées ni par les concessions faites aux groupes syndicalistes et anarchistes, ni par les petites

transactions avec les centristes permises par les 21 conditions, ni par les fusions organiques avec d'autres partis ou fractions de partis obtenues par le « noyautage » politique, ni par la tolérance d'une double organisation communiste dans certains pays avec les partis sympathisants. Le mot d'ordre lancé après le Ve Congrès : organiser le parti sur la base des cellules d'entreprise, n'atteint pas son objectif, qui était d'éliminer les défauts unanimement constatés dans les sections de l'Internationale.

Par sa généralisation, et surtout dans l'interprétation qu'en a donnée la direction du parti italien, ce mot d'ordre entraîne de graves erreurs, en particulier une déviation à l'égard du postulat marxiste selon lequel la révolution n'est pas une question de formes d'organisation, ou de la thèse léniniste affirmant qu'une solution organique ne peut être valable pour tous les temps et tous les lieux.

L'organisation par cellules d'entreprise convient moins aux partis agissant actuellement dans les pays bourgeois à régime parlementaire stable que l'organisation à base territoriale. C'est du reste une erreur théorique d'affirmer que le parti à base territoriale est un parti social-démocratique, tandis que le parti fondé sur les cellules est un vrai parti communiste. Dans la pratique, ce second type d'organisation entrave le travail d'unification par le parti des groupes prolétariens de catégories et d'industries différentes, travail qui est d'autant plus vital que la situation est plus défavorable et les possibilités d'organisation du prolétariat plus réduites. Divers inconvénients pratiques découlent de l'organisation du parti sur la base exclusive des cellules. Dans la Russie tsariste, la question se posait en d'autres termes : les rapports entre le patronat, les industriels et l'État étaient différents et l'imminence de la lutte pour le pouvoir rendait le danger corporatiste moins aigu.

Le système des cellules d'entreprise n'augmente pas l'influence des ouvriers dans le parti, car à tous les nœuds du réseau se trouvent placés des éléments non-ouvriers ou ex-ouvriers qui forment un appareil de fonctionnaires. Etant donnés les défauts de la méthode de travail de l'Internationale, le mot d'ordre de la bolchevisation apparaît, du point de vue de l'organisation, comme une application servile et inadaptée de l'expérience russe, et tend déjà dans de nombreux pays à provoquer une paralysie, peut-être involontaire, des initiatives spontanées et des énergies prolétariennes et de classe par un appareil dont la sélection et la fonction obéissent à des critères en grande partie artificiels.

Conserver l'organisation territoriale du parti ne signifie pas renoncer à avoir des organes du parti dans les entreprises ; ceux-ci doivent être les groupes communistes liés au parti, dirigés par lui et constituant son encadrement syndical. Ce système permet d'établir un contact bien meilleur avec les masses et il rend l'organisation fondamentale du parti moins repérable.

5. *Discipline et fractions.*

Un autre aspect de la bolchevisation est qu'elle considère la centralisation disciplinaire complète et l'interdiction sévère du fractionnisme comme une garantie certaine de l'efficacité du parti.

L'ultime instance appelée à trancher toutes les questions controversées est l'organe central international dans lequel le Parti Communiste Russe se voit attribuer une hégémonie sinon hiérarchique, du moins politique.

En réalité, cette garantie n'existe pas et tout le problème est posé de façon inadéquate. En fait, on n'a pas évité le déchaînement du fractionnisme dans l'Internationale, mais on en a par contre encouragé des formes dissimulées et hypocrites. D'ailleurs, du point de vue historique, le dépassement des fractions dans le parti russe n'a jamais été un expédient ni une recette aux effets magiques appliquée sur le terrain statutaire, mais le résultat et l'expression d'une heureuse façon de poser les problèmes de doctrine et d'action politique.

Les sanctions disciplinaires sont un des éléments qui garantissent contre les dégénérescences, mais à condition que leur application reste dans les limites de cas exceptionnels et ne devienne pas la norme et presque l'idéal de fonctionnement du parti.

La solution ne réside pas dans l'exaspération à vide de l'autoritarisme de la hiérarchie, à laquelle manque l'investiture initiale, soit parce que les expériences historiques russes sont incomplètes, quoique grandioses, soit parce qu'au sein de la vieille garde elle-même, gardienne des traditions bolchéviques, surgissent en fait des dissensions dont la solution ne peut être considérée *a priori* comme la meilleure. De la même façon, cette solution ne peut pas venir non plus d'une application systématique des principes de la démocratie formelle qui n'ont pas dans le marxisme d'autre place que celle d'une pratique organisationnelle parfois commode.

Les partis communistes doivent réaliser un centralisme organique qui, avec le maximum possible de consultations de la base, assure l'élimination spontanée de tout regroupement tendant à se différencier. On ne peut obtenir cela à coups de prescriptions hiérarchiques formelles et mécaniques mais, comme le disait Lénine, par une juste politique révolutionnaire.

Ce n'est pas la répression, mais la prévention du fractionnisme qui est un aspect fondamental de l'évolution du parti.

Il est absurde, stérile et extrêmement dangereux de prétendre que le parti et l'Internationale sont mystérieusement assurés contre toute rechute dans l'opportunisme ou toute tendance à y retomber. Ces effets pouvant au contraire provenir soit de changements de la situation, soit du jeu des traditions social-démocratiques résiduelles, on doit admettre, pour résoudre nos problèmes, que toute différenciation d'opinion non réductible à des cas de conscience ou à un défaitisme individuels peut se développer utilement pour préserver le parti et le prolétariat en général de dangers graves.

Si ces dangers se précisaient, la différenciation prendrait inévitablement, mais utilement la forme du fractionnisme. Cela pourrait conduire à des scissions, non pas pour la raison enfantine que les dirigeants auraient manqué d'énergie dans la répression, mais uniquement parce que la maudite hypothèse d'une faillite du parti et de son asservissement à des influences contre-révolutionnaires se serait vérifiée.

On a un exemple de la fausse méthode suivie dans les solutions artificielles qui ont été données à la situation du parti allemand après la crise

opportuniste de 1923 et qui, sans réussir à éliminer le fractionnisme, ont empêché que dans les rangs d'un prolétariat aussi avancé que le prolétariat allemand se détermine spontanément une juste réaction révolutionnaire et de classe contre la dégénérescence du parti.

Le danger d'influences bourgeoises sur le parti de classe ne se manifeste pas historiquement par l'organisation de fractions, mais plutôt par une pénétration adroite usant d'une démagogie unitaire et opérant comme une dictature d'en haut qui a pour effet de paralyser les initiatives de l'avant-garde prolétarienne.

Ce n'est pas en posant la question de la discipline pour faire obstacle aux tentatives de fraction qu'on réussit à identifier et à éliminer ce facteur de défaite : c'est en réussissant à dresser le parti et le prolétariat contre ce piège au moment où il se manifeste non seulement comme une révision de la doctrine, mais comme une proposition positive en faveur d'une importante manœuvre politique aux effets anti-prolétariens.

Un des aspects négatifs de ce qu'on appelle la bolchevisation est le remplacement de l'élaboration politique complète et consciente au sein du parti, qui correspond à un progrès effectif vers un centralisme plus compact, par l'agitation bruyante et superficielle de formules mécaniques sur l'unité pour l'unité et la discipline pour la discipline.

Les résultats de cette méthode nuisent au parti et au prolétariat et retardent la constitution du « véritable » parti communiste. Appliquée dans de nombreuses sections de l'Internationale, elle est elle-même un grave symptôme d'opportunisme latent. Dans la situation actuelle de celle-ci, la constitution d'une opposition internationale de gauche ne se dessine pas encore, mais si les facteurs défavorables ci-dessus indiqués continuaient à se développer, la formation d'une telle opposition serait à la fois une nécessité révolutionnaire et un effet spontané de la situation.

6. *Questions de tactique jusqu'au Ve Congrès.*

Dans la résolution des problèmes tactiques posés par les situations évoquées précédemment dans le domaine international, on a commis des erreurs analogues en général aux erreurs organisatives, et provenant de la prétention de tout déduire des problèmes qui se sont posés dans le passé au Parti Communiste Russe.

La tactique du front unique ne doit pas être comprise comme une coalition politique avec d'autres partis soi-disant ouvriers, mais comme l'utilisation des revendications immédiates provoquées par la situation, dans le but d'étendre l'influence du parti communiste sur les masses sans compromettre son autonomie.

La base du front unique doit donc être recherchée dans les organisations prolétariennes auxquelles les travailleurs adhèrent en fonction de leur position sociale et indépendamment de leur foi politique ou de leur appartenance à un parti organisé. En effet, il s'agit d'abord de ne pas rendre impossible en pratique aussi bien la critique communiste des autres partis politiques que l'organisation progressive dans les rangs communistes de nouveaux éléments

issus de ces partis ; il s'agit d'assurer ensuite la compréhension par les masses des consignes directes du parti pour les mobiliser sur son programme et sous sa direction exclusive.

L'expérience a démontré mille fois que la seule façon d'assurer une application révolutionnaire du front unique était de repousser la méthode des coalitions politiques permanentes ou transitoires, des comités de direction de la lutte comprenant des représentants des divers partis politiques, ainsi que des négociations du parti communiste avec d'autres partis, des offres d'action commune et des lettres ouvertes.

La pratique a prouvé la stérilité de cette méthode et en a discrédité même l'effet initial après l'abus qu'on en a fait.

La tactique du « gouvernement ouvrier », c'est le front unique politique appliqué à une revendication centrale touchant au problème de l'Etat. Ici, il ne s'agit plus seulement d'une tactique erronnée, mais d'une criante contradiction avec les principes du communisme. Si le parti lance un mot d'ordre qui signifie la prise du pouvoir par le prolétariat à travers les organes représentatifs spécifiques de l'appareil d'Etat bourgeois, ou qui même n'exclut pas explicitement une telle possibilité, cela signifie l'abandon et le reniement du programme communiste, non seulement vis-à-vis de l'idéologie prolétarienne, avec toutes les conséquences néfastes qui en découlent inévitablement, mais dans la formulation idéologique même que ce parti établit et accrédite. La révision de cette tactique au Ve Congrès, après la défaite allemande, n'a pas été satisfaisante, et les développements ultérieurs des expériences tactiques justifient que l'on abandonne jusqu'à l'expression de « gouvernement ouvrier ».

Dans la question centrale de l'Etat, le parti ne peut donner qu'un seul mot d'ordre : dictature du prolétariat, car il n'y a pas d'autre « gouvernement ouvrier ».

Ce dernier mot d'ordre ne peut, lui, que faciliter un passage à l'opportunisme, c'est-à-dire à un appui, ou même à une participation, à des gouvernements de la classe bourgeoise soi-disant favorables aux ouvriers.

Tout cela n'est nullement en contradiction avec le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » ou à des organisations de type soviétique (élues exclusivement par les travailleurs) même quand les partis opportunistes y prédominent. Ces partis sont en effet contre la prise du pouvoir par les organisations prolétariennes qui constitue justement la dictature du prolétariat (exclusion des non-travailleurs des organes élus et du pouvoir) que seul le parti communiste pourra diriger.

Il n'est pas nécessaire et nous ne proposerons pas ici de remplacer la formule « dictature prolétarienne » par la seule qui en soit le synonyme : « gouvernement du parti communiste ».

7. *Questions de la « nouvelle tactique ».*

Hier on justifiait le front unique et le gouvernement ouvrier en disant que pour vaincre, il ne suffisait pas d'avoir des partis communistes, mais qu'il fallait conquérir les masses et donc ruiner l'influence des sociaux-démocrates

sur le terrain des revendications compréhensibles par tous les travailleurs.

Aujourd'hui, on fait un pas de plus et on pose un problème dangereux : pour pouvoir vaincre, dit-on, il faut obtenir de la bourgeoisie qu'elle gouverne d'une façon plus tolérante et plus souple qui nous permette de nous préparer, ou encore il faut que ce soient les classes intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat qui dirigent. Cette seconde position, qui admet la possibilité d'un gouvernement original des classes moyennes, constitue une révision de la doctrine marxiste et équivaut à la plateforme contre-révolutionnaire du réformisme.

La première position voudrait seulement définir les conditions objectives les plus favorables à la propagande, l'agitation et l'organisation. Elle n'est pas moins dangereuse que l'autre, comme nous l'avons déjà montré à propos de l'analyse des situations.

Tout laisse prévoir que le libéralisme et la démocratie bourgeoise, en opposition ou en accord avec la méthode « fasciste », évolueront vers une exclusion du parti communiste de leurs garanties juridiques (qui déjà valent bien peu) : il les nie dans son programme et s'en exclut donc de lui-même, dira-t-on. Cela n'est du reste pas incompatible avec les principes de la démocratie bourgeoise, et en tout cas les précédents historiques ne manquent pas dans l'œuvre de tous les soi-disant gouvernements de gauche, comme par exemple dans le programme de l'Aventin italien. La « liberté » offerte au prolétariat sera essentiellement une plus grande liberté d'agir en son sein pour les agents contre-révolutionnaires. La seule liberté pour le prolétariat, c'est sa dictature.

Nous avons déjà indiqué que dans les limites où un gouvernement de gauche peut créer des conditions utiles, elles ne peuvent être exploitées que si le parti a tenu continuellement une position clairement autonome. Il ne s'agit pas d'attribuer une habileté diabolique à la bourgeoisie, mais de tenir pour certain — une certitude sans laquelle on n'a plus aucun droit de se dire communiste ! — que la lutte finale dressera contre les conquêtes du prolétariat le front unique des forces bourgeoises, qu'elles soient personnifiées par Hindenburg, Mac Donald, Mussolini ou Noske.

Habituer le prolétariat à distinguer, dans ce front, des éléments qui lui seraient involontairement favorables, c'est introduire un facteur de défaite, même si toute faiblesse interne de ce front constitue un facteur évident de victoire.

En Allemagne, après l'élection d'Hindenburg, on a pratiqué l'alliance électorale avec la social-démocratie et d'autres partis « républicains », c'est-à-dire bourgeois, ainsi qu'une alliance parlementaire au Landtag de Prusse, pour éviter la formation d'un gouvernement de droite ; en France, on a appuyé le Cartel des gauches aux dernières élections municipales et cantonales (tactique de Clichy). Pour les raisons que nous venons de développer, de telles méthodes tactiques doivent être déclarées inacceptables. D'ailleurs les thèses du IIe Congrès de l'I.C. sur le parlementarisme révolutionnaire imposent au parti communiste de ne se présenter sur le terrain électoral et parlementaire qu'avec des positions rigoureusement indépendantes.

Les tactiques récentes rappelées ci-dessus présentent une analogie historique évidente, sinon complète, avec les méthodes traditionnelles de la IIe Internationale : blocs électoraux, collaborationnisme, qu'on prétendait aussi justifier par une interprétation marxiste.

Elles représentent un danger effectif pour les principes et l'organisation de l'Internationale ; de plus, elles n'ont été autorisées par aucune délibération des congrès internationaux et encore moins par les thèses tactiques du Ve Congrès.

8. *Question syndicale.*

L'Internationale a modifié plusieurs fois sa conception des rapports entre organisations politiques et économiques à l'échelle mondiale. C'est là un exemple remarquable de cette méthode qui, au lieu de faire découler les actions particulières des principes, improvise des théories nouvelles et variables pour justifier des actions qu'on entreprend en réalité parce qu'en apparence elles sont faciles à conduire et promettent un succès immédiat.

On préconisa d'abord l'admission des syndicats dans l'Internationale Communiste, puis on constitua une Internationale Syndicale Rouge. On affirmait que si chaque parti communiste devait lutter pour l'unité syndicale, qui permet le plus large contact avec les masses, et donc renoncer à créer ses propres syndicats par des scissions dans ceux que dirigeaient des jaunes, sur le plan international, par contre, le Bureau de l'Internationale d'Amsterdam ne pouvait être considéré comme une organisation des masses ouvrières, mais comme un organe politique contre-révolutionnaire de la Société des Nations.

Par la suite, pour des raisons certainement importantes mais malgré tout limitées (un projet d'utilisation du mouvement syndical de gauche en Angleterre), on a proposé de renoncer à l'Internationale Syndicale Rouge pour réaliser une unité organique, à l'échelle internationale, avec le Bureau d'Amsterdam.

Aucune considération sur le changement des situations ne peut justifier des tournants aussi graves, la question des rapports entre organisations politiques et syndicales internationales étant une question de principe puisqu'elle se ramène à celle des rapports entre parti et classe pour la mobilisation révolutionnaire.

Il faut ajouter que les garanties statutaires internes ne furent même pas respectées, les organes internationaux compétents ayant été placés devant le fait accompli.

Le maintien du mot d'ordre « Moscou contre Amsterdam » n'excluait ni n'exclut la lutte pour l'unité syndicale dans chaque pays. En effet, il n'a été possible de liquider les tendances à la scission syndicale (Italie et Allemagne) qu'en enlevant toute base à l'argument selon lequel on empêchait le prolétariat de se dégager de l'influence de l'Internationale d'Amsterdam.

Par contre, l'adhésion apparemment enthousiaste de notre parti en France à la proposition d'unité syndicale mondiale ne l'empêche pas de manifester une incapacité absolue à traiter son problème syndical national de façon non scissionniste.

Il ne faut par contre pas exclure l'utilité d'une tactique de front unique sur une base mondiale, même avec les syndicats adhérant à Amsterdam.

La gauche du parti italien a toujours lutté pour l'unité prolétarienne dans les syndicats, ce qui contribue à la distinguer des pseudo-gauches syndicalistes et volontaristes combattues par Lénine. En outre, la Gauche représente en Italie la conception léniniste exacte du problème des rapports entre syndicats et conseils d'usine. Sur la base de l'expérience russe et des thèses du IIe Congrès sur le sujet, elle repousse la grave déviation de principe qui consiste à dénier toute importance révolutionnaire au syndicat à adhésion volontaire, et à lui substituer l'idée utopique et réactionnaire d'un appareil institutionnel épousant organiquement sur toute son étendue le système de production capitaliste, erreur qui se traduit pratiquement dans une surestimation des conseils d'usine et dans un boycott de fait du syndicat.

9. *Question agraire.*

La question agraire a été définie par les thèses du IIe Congrès de l'Internationale dans lesquelles Lénine s'est fondamentalement attaché à rendre au problème de la production agricole sa place historique dans le système marxiste, montrant qu'à une époque où les prémisses de la socialisation des entreprises sont déjà mûres dans l'économie industrielle, elles font encore défaut dans l'économie agricole.

Loin de conduire à retarder la révolution prolétarienne (qui seule permettra de réaliser ces prémisses), cet état de fait rend les problèmes généraux des paysans pauvres insolubles dans le cadre de l'économie industrielle et du pouvoir bourgeois, ce qui permet au prolétariat d'associer à sa propre lutte l'émancipation du paysan pauvre de l'exploitation à laquelle le soumettent les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, même si cette émancipation ne coïncide pas avec une transformation générale du système productif rural.

Dans le cas des domaines qui juridiquement sont de grandes propriétés foncières, mais qui techniquement se composent de toutes petites entreprises productives, la destruction des superstructures légales se présente comme une répartition de la terre entre les paysans, qui en réalité n'est que la libération de ces petites entreprises, déjà séparées antérieurement, de l'exploitation commune qui pesait sur elles. Cela ne peut se faire sans une destruction révolutionnaire des rapports de propriété dont seul le prolétariat industriel est capable, parce qu'à la différence du paysan il n'est pas seulement une victime du système des rapports de production bourgeois, mais le produit historique de leur maturité, qui les condamne à céder la place à un système de rapports nouveaux et différents. Le prolétariat trouvera donc une aide précieuse dans la révolte du paysan pauvre, mais dans les conclusions tactiques de Lénine l'essentiel est en premier lieu la différence fondamentale qu'elles établissent entre d'une part les rapports du prolétariat avec la classe paysanne et d'autre part ses rapports avec les couches moyennes réactionnaires de l'économie urbaine représentées surtout par les partis social-démocrates ; et en second lieu le principe de la prééminence et de l'hégémonie intangibles de la classe ouvrière dans la conduite de la révolution.

Au moment de la conquête du pouvoir, le paysan se présente donc comme un facteur révolutionnaire. Mais si pendant la révolution son idéologie se modifie à l'égard des vieilles formes d'autorité et de légalité, elle ne change pas beaucoup à l'égard des rapports de production qui restent les rapports traditionnels de l'exploitation familiale isolée et en concurrence avec les autres. Le paysan reste donc un grave danger pour la construction de l'économie socialiste, à laquelle seul un grand développement de la force productive et de la technique agricole pourra l'intéresser.

D'après Lénine, sur le plan tactique et organisationnel le prolétariat agricole ne possédant pas de terre (journaliers agricoles) doit être considéré et encadré de la même façon que le reste du prolétariat ; avec le paysan pauvre soit parce qu'il cultive seul son lopin soit parce que ce lopin est insuffisant, on doit conclure une alliance, alors qu'on doit purement et simplement neutraliser le paysan moyen, à la fois victime de certains rapports capitalistes et exploiteur de main-d'œuvre ; enfin le paysan riche, chez qui ce dernier caractère prédomine, est un ennemi direct de la révolution.

Dans sa tactique agraire, l'Internationale doit éviter les erreurs d'application qui se sont déjà dessinées, par exemple dans le parti français, et qui consistent à croire que les paysans puissent faire une révolution originale qui serait à placer au même rang que la révolution ouvrière ou encore que la mobilisation révolutionnaire des ouvriers puisse être déterminée par une insurrection née dans les campagnes, alors que le rapport réel est inverse.

Le paysan gagné au programme des communistes et donc susceptible d'être un militant politique, doit adhérer au parti communiste. C'est le seul moyen de combattre la formation de partis exclusivement paysans inévitablement influençables par la contre-révolution.

L'Internationale paysanne doit rassembler les organisations paysannes de tous les pays caractérisées, comme les syndicats ouvriers, par le fait de regrouper tous ceux qui ont les mêmes intérêts économiques immédiats. Là aussi, la tactique des négociations politiques, du front unique politique et du noyautage des partis paysans, même pour les saper de l'intérieur, doit être repoussée.

Cette règle tactique n'entre pas en contradiction avec les rapports qui s'établirent entre bolcheviks et socialistes-révolutionnaires pendant la guerre civile, alors que les nouvelles institutions représentatives des ouvriers et des paysans existaient déjà.

10. *Question nationale.*

Lénine a également éclairci d'une façon fondamentale la théorie du mouvement populaire dans les pays coloniaux et dans certains pays exceptionnellement arriérés. Alors que le développement économique interne ou l'expansion du capitalisme étranger n'ont pas encore fourni les bases de la lutte de classe moderne dans ces pays, la satisfaction des revendications qui s'y posent exige une lutte insurrectionnelle et la défaite de l'impérialisme mondial.

A l'époque de la lutte pour la révolution prolétarienne dans les métropoles, la réalisation complète de ces deux conditions permet le déchaînement

dans ces pays d'un combat qui, toutefois, prendra localement l'aspect d'un conflit non pas de classes mais de races et de nationalités.

Les idées fondamentales de la conception léniniste restent toutefois que la lutte mondiale doit être dirigée par les organes du prolétariat révolutionnaire, et que la lutte de classe dans les zones indigènes, ainsi que la constitution et le développement indépendant des partis communistes locaux, doivent être encouragés, et jamais retardés ou étouffés.

L'extension abusive de ces considérations à des pays où le régime capitaliste et l'appareil d'Etat bourgeois existent depuis longtemps constitue un danger ; en effet, la question nationale et l'idéologie patriotique jouent dans ce cas un rôle directement contre-révolutionnaire en détournant le prolétariat de sa lutte de classe. De telles déviations se sont manifestées, par exemple, dans les concessions faites par Radek aux nationalistes allemands luttant contre l'occupation interalliée.

En Tchécoslovaquie, de même, l'Internationale a pour tâche d'effacer tout reflet du dualisme national dans l'organisation prolétarienne, les deux races étant au même niveau historique et le milieu économique qui leur est commun tout à fait évolué.

Elever la lutte des minorités nationales prise en elle-même à la hauteur d'un principe est donc déformer la conception communiste, car pour discerner si une telle lutte offre des possibilités révolutionnaires ou si elle se développera de façon réactionnaire, il faut de tout autres critères.

11. *Questions russes* (1926).

Dans l'Internationale Communiste, l'importance de la nouvelle politique économique de l'Etat russe, telle qu'elle ressort surtout du discours de Lénine en 1921 sur l'impôt en nature et du rapport de Trotsky au IVe Congrès mondial, est bien évidente. Etant donnés les conditions de l'économie russe et le fait que la bourgeoisie reste au pouvoir dans les autres pays, des marxistes ne pouvaient pas poser autrement la question de la perspective de développement de la révolution mondiale et de la construction de l'économie socialiste (1).

Les graves difficultés politiques causées à l'Etat russe par les rapports sociaux à l'intérieur du pays, par les problèmes de la technique productive et par les rapports avec l'étranger ont donné lieu à une série de divergences au sein du Parti Communiste Russe. A propos de ces divergences, on doit avant tout déplorer que le mouvement communiste international n'ait pas été en mesure de se prononcer de façon plus fondée et avec plus d'autorité.

Dans la première discussion, les considérations de Trotsky sur la vie intérieure du parti et sur son « cours nouveau » étaient indubitablement justes, et ses observations sur le développement de la politique économique de l'Etat

(1) Au cours du travail théorique accompli après la seconde guerre mondiale, notre parti a soumis à une critique marxiste rigoureuse cette formulation en usage dans l'I.C. à l'époque où les « Thèses » ont été écrites. Il a montré qu'elle ne pouvait signifier que « construction des bases matérielles du socialisme », puisque le socialisme lui-même résulte exclusivement de la *destruction* des rapports capitalistes de production.

étaient dans l'ensemble nettement prolétariennes et révolutionnaires. Dans la seconde discussion, les considérations de Trotsky sur les erreurs de l'Internationale n'étaient pas moins justifiées et il démontra bien que la meilleure tradition bolchevique ne militait pas en faveur de la façon dont le Komintern était dirigé.

Au sein du parti, ce débat a eu un écho déformé et artificiel parce que, selon la méthode désormais bien connue, c'est l'anti-fractionnisme qui a été mis au premier plan, et pire encore, un anti-bonapartisme ne répondant absolument à rien. Quant à la discussion toute récente, elle porte sur des questions de nature internationale ; le fait que la majorité du Parti Communiste Russe se soit déjà prononcée ne peut donc servir d'argument pour empêcher l'Internationale d'en débattre et de se prononcer à son tour, même si l'opposition russe battue a renoncé à l'exiger, ce qui ne change absolument rien au problème (1).

(1) La première discussion évoquée ici a été déclenchée par deux lettres de Trotsky au Comité Central, l'une du 8 octobre 1923, l'autre, intitulée « Cours nouveau », du 8 décembre, mais publiée seulement les 28 et 29 décembre dans la *Pravda*.

Après avoir pris une position ambiguë au XIIe Congrès (17-25 avril 1923) où il s'était abstenu de poser les questions brûlantes comme Lénine, frappé par une deuxième attaque, l'en avait chargé, Trotsky traitait dans ces deux lettres d'abord de la grave crise économique qui frappait l'U.R.S.S. (extension alarmante du chômage, hausse des prix industriels et stagnation des prix agricoles et, en conséquence, paralysie des échanges entre ville et campagne) et ensuite du régime d'oppression régnant dans le parti et de la persécution contre les opposants qui avait pris des proportions alarmantes.

Avant cette intervention de Trotsky, une opposition dite « des 46 » s'était déjà formée (Préobrajensky, Piatakov, etc.) sur des positions parallèles. Au terme d'une violente campagne, la direction du parti les condamnera toutes en bloc comme « anti-léninistes », « petites-bourgeoises » et « fractionnistes » à la XIIIe Conférence (16-18 janvier 1924).

La deuxième discussion eut pour arrière-plan la débâcle allemande d'octobre 1923 dont la direction de l'Internationale rejeta la responsabilité pour la faire retomber sur la direction du parti communiste allemand, qui pourtant avait toujours agi (ou plutôt refusé d'agir) en liaison avec l'Exécutif de l'Internationale. Elle fut déclenchée par la publication, en octobre 1924, des *Leçons d'Octobre* de Trotsky, préface au troisième volume de son « 1917 ». Tirant les leçons de la révolution russe, Trotsky y traitait des conditions requises pour que l'organisation du parti soit à la hauteur de sa tâche historique dans les périodes où la situation historique met à l'ordre du jour la prise du pouvoir et l'insurrection. En réponse, la direction lança une ignoble campagne contre le « trotskysme » en ressortant de façon systématique et unilatérale toutes les dissensions passées entre Lénine et Trotsky. Tel fut le prélude à la persécution sanglante contre l'opposition internationaliste de Russie et au triomphe de la thèse stalinienne du « socialisme dans un seul pays » qui eut précisément lieu en 1926.

Comme l'indiquent ici les *Thèses*, il est à noter que déjà à l'occasion du Ve Congrès mondial (juin-juillet 1924), et de nouveau l'année suivante, l'opposition dite trotskyste, se pliant au *diktat* stalinien selon lequel la question devait relever de la compétence exclusive du PCR, avait accepté de ne pas en appeler à l'Internationale, et que la « nouvelle opposition » de Zinoviev-Kamenev, après avoir mené au XIVe Congrès du parti russe (décembre 1925) une vigoureuse bataille contre la théorie du « socialisme dans un seul pays », l' « embellissement » de la NEP et le régime d'oppression et d'arbitraire introduit dans le parti, fit de même. Malgré cela, à l'Exécutif élargi de

Comme dans d'autres cas, les questions de procédure et de discipline servent à étouffer les questions de fond. Ce qui est en cause ici, ce n'est pas la violation des droits d'une minorité dont les chefs, sinon la base, partagent la responsabilité des nombreuses erreurs commises sur le plan international, mais des questions vitales pour le mouvement communiste mondial.

La question russe doit être posée devant l'Internationale pour une étude complète. Les termes en sont les suivants : dans l'économie russe actuelle se mêlent, selon Lénine, des éléments pré-bourgeois, bourgeois, de capitalisme d'Etat et de socialisme. La grande industrie étatisée est socialiste dans la mesure où elle obéit aux impératifs productifs de l'Etat qui est un Etat politiquement prolétarien. La distribution de ses produits s'opère toutefois sous une forme capitaliste, c'est-à-dire par le mécanisme du libre marché concurrentiel.

On ne peut pas nier en principe que ce système maintienne les ouvriers dans une situation économique peu brillante, mais qu'ils acceptent par conscience révolutionnaire, car c'est effectivement le cas. On ne peut pas davantage exclure que cette situation évolue dans le sens d'une extorsion croissante de plus-value au travers du prix payé par les ouvriers pour les denrées alimentaires et du prix payé par l'Etat dans ses achats, ainsi que des conditions obtenues par lui dans les concessions, le commerce et tous les rapports avec le capitalisme étranger. C'est ainsi qu'il faut poser la question de savoir si les éléments socialistes de l'économie russe progressent ou reculent, question qui inclut aussi celle du rendement technique et de la bonne organisation de l'industrie d'Etat (1).

---

février-mars 1926, la Gauche demanda de nouveau, sans être écoutée, que la « question russe » — c'est-à-dire la question des « rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de l'Etat russe et du Parti Communiste de l'Union Soviétique » — soit mise à l'ordre du jour d'un congrès mondial à réunir l'été suivant, après une discussion complète dans toutes les sections du Komintern.

(1) Ce passage a une valeur surtout polémique. Pris à la lettre, il pourrait faire croire au lecteur superficiel qu'en 1926, la Gauche italienne considérait, tout comme Trotsky, l'économie russe comme le théâtre d'une lutte entre capitalisme et communisme, le premier étant identifiable en gros avec l'industrie privée et le second avec l'industrie d'Etat. Pour s'apercevoir qu'il n'en est rien, il suffit pourtant de le rapprocher de la phrase du passage précédent qui dit (c'est nous qui soulignons) : « La grande industrie étatisée est socialiste *dans la mesure* où elle obéit aux impératifs productifs de l'Etat qui est un Etat *politiquement* prolétarien ». Le sens de cette phrase (parfaitement conforme aux meilleurs passages de Lénine) est clair : la grande industrie étatique *n'est pas* socialiste au sens économique du terme, puisque depuis la fin du communisme de guerre, elle repose à la fois sur le salariat et sur le marché. Si l'on peut la dire « socialiste », c'est uniquement dans la mesure où elle réalise les buts économiques immédiats d'un pouvoir *prolétarien,* ces buts se réduisant, du fait de l'arriération de la Russie et des retards de la révolution dans les pays avancés, à sortir le pays du chaos économique. Le lecteur d'aujourd'hui a malheureusement le plus grand mal à comprendre que, quoiqu'ambiguë, cette terminologie a eu sa raison d'être, le prétendu « marxisme occidental » et en particulier les différentes nuances du « conseillisme » condamnant le pouvoir et le parti bolcheviques non pas pour leurs erreurs réelles, mais parce qu'ils géraient une révolution *arrêtée économiquement à sa phase bourgeoise,* comme si sa « transcroissance » en révolution socialiste pure avait

La construction du socialisme intégral étendu à la production comme à la distribution, à l'industrie comme à l'agriculture, est impossible dans un seul pays. Un développement progressif des éléments socialistes de l'économie russe, supposant la faillite des plans contre-révolutionnaires qui tablent sur des facteurs internes — paysans riches, nouvelle bourgeoisie et petite-bourgeoisie — et externes — puissances impérialistes —, reste toutefois possible. Que ces plans prennent la forme d'une agression intérieure et extérieure, ou d'un sabotage et d'un infléchissement progressifs de la vie sociale et de l'Etat russes, qui les contraignent à une lente involution au terme de laquelle ils auraient perdu leurs caractères prolétariens, dans tous les cas l'étroite collaboration et la contribution de tous les partis de l'Internationale est une condition fondamentale du succès.

Il s'agit surtout d'assurer à la Russie prolétarienne et au parti communiste russe le soutien actif et énergique de l'avant-garde prolétarienne, celle des pays impérialistes surtout. Non seulement les agressions doivent être empêchées et une pression doit être exercée sur les Etats bourgeois en ce qui concerne leurs rapports avec la Russie, mais surtout il faut que le parti russe soit aidé, dans la résolution de ses problèmes, par les partis frères. Il est vrai que ceux-ci ne possèdent pas une expérience directe des problèmes de gouvernement, mais ils contribueront malgré cela à leur solution en apportant un coefficient classiste et révolutionnaire dérivant directement de la lutte de classe réelle qui se déroule dans leurs pays respectifs.

Comme nous l'avons montré plus haut, les rapports établis à l'intérieur de l'Internationale Communiste ne se prêtent pas à cette tâche. Un changement s'impose donc d'urgence, pour réagir surtout aux excès provoqués par la « bolchevisation » dans les domaines de l'organisation, de la tactique et des positions politiques.

---

dépendu de leur volonté politique, et non pas de l'existence en URSS des « conditions matérielles du socialisme », et plus encore de la victoire prolétarienne en Occident.

Dans ces conditions, parler comme le font les « Thèses de Lyon » d' « industrie étatique socialiste » ou d' « éléments socialistes » de l'économie russe ne signifiait nullement, comme c'est le cas pour le trotskysme d'aujourd'hui (et d'hier), commettre une grossière erreur théorique : c'était simplement reconnaître au parti bolchevique *ses finalités prolétariennes et socialistes.* C'est ce que la Gauche italienne fit *jusqu'au bout,* c'est-à-dire jusqu'à ce que ce parti ait été *détruit* par la contre-révolution stalinienne, sans pour autant renoncer, comme les présentes « Thèses » en témoignent, à combattre l'opportunisme grandissant qui s'y développa.

Pour en revenir à la polémique contenue dans le passage en question, son sens est également clair, bien que sa portée soit limitée, si on la compare à celle du travail théorique accompli par le parti issu de la Gauche après la seconde guerre mondiale, sur la base de l'amère expérience de la contre-révolution stalinienne. Elle signifie que le pouvoir et le parti bolcheviques (en passe de se ranger sous la bannière du « socialisme dans un seul pays ») ne doivent pas se vanter de pouvoir « abolir la plus-value » (c'est-à-dire une catégorie fondamentale du capitalisme) ni à plus forte raison de l'avoir déjà abolie — et que tout ce qu'ils pourraient faire de plus « socialiste », étant donné l'état des choses en 1926, serait beaucoup plus modestement d'améliorer la situation économique « peu brillante » des ouvriers salariés, au moins dans le secteur étatique.

III. QUESTIONS ITALIENNES

1. *La situation italienne* (1926).

Les appréciations de la situation italienne qui accordent une valeur décisive au développement insuffisant du capitalisme industriel sont erronées.

Sa faible extension quantitative et le relatif retard historique de son apparition ont été contrebalancés par une série d'autres circonstances qui ont permis à la bourgeoisie de s'emparer complètement et solidement du pouvoir politique à l'époque du *Risorgimento*, si bien qu'elle possède une tradition de gouvernement très riche et complexe.

Il n'est pas possible de ramener systématiquement les divergences politiques qui caractérisent historiquement les partis en lutte — droite et gauche, cléricalisme et franc-maçonnerie, démocratie et fascisme — aux différences sociales existant entre propriétaires fonciers et capitalistes, et entre grande et petite bourgeoisies.

Le mouvement fasciste doit être compris comme une tentative d'unification politique à des fins contre-révolutionnaires des intérêts divergents des divers groupes bourgeois. Créé et alimenté directement par toutes les classes dirigeantes, propriétaires fonciers, industriels, commerçants, banquiers, soutenu par l'appareil d'Etat traditionnel, la couronne, l'Eglise et la franc-maçonnerie, le fascisme a poursuivi ce but en mobilisant des éléments sociaux des classes moyennes, en plein désarroi, qu'il a réussi à lancer, en alliance étroite avec tous les éléments bourgeois, contre le prolétariat.

Ce qui s'est produit en Italie ne doit être expliqué ni comme l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle couche sociale, ni comme la formation d'un nouvel appareil d'Etat possédant une idéologie et un programme originaux, ni comme la défaite d'une partie de la bourgeoisie dont les intérêts coïncideraient mieux avec les méthodes libérales et parlementaires. Les libéraux et les démocrates, Giolitti et Nitti, sont les protagonistes d'une phase de la lutte contre-révolutionnaire liée dialectiquement à la phase fasciste et décisive pour la défaite du prolétariat. Leur politique de concessions, menée avec la complicité des réformistes et des maximalistes, a permis en fait à la bourgeoisie de détourner la pression prolétarienne et donc de tenir dans la période qui a suivi la guerre et la démobilisation, lorsque la classe dominante et tous ses organes n'étaient pas prêts à résister de front.

Directement aidé dans cette période par les gouvernements, la bureaucratie, la police, la magistrature, l'armée, etc., le fascisme a ensuite complètement remplacé le vieux personnel politique de la bourgeoisie. Cela ne doit pas induire en erreur et moins encore servir de base à une réhabilitation de partis et groupes qui ont été évincés parce que la tâche anti-prolétarienne qu'ils avaient remplie pendant toute une période était achevée, et non pas parce qu'ils auraient offert des conditions plus favorables à la classe ouvrière.

2. *Orientation politique de la Gauche communiste.*

Au cours du développement des situations ci-dessus évoquées, le groupe qui forma le parti communiste a obéi aux critères suivants : rejet des antagonismes illusoires de la scène politique bourgeoise et parlementaire et affirmation de l'antagonisme révolutionnaire du prolétariat avec la bourgeoisie ; propagande au sein du prolétariat pour détruire l'illusion que les classes moyennes soient capables de produire un état-major politique, de prendre le pouvoir et d'aplanir au prolétariat la voie de ses conquêtes ; diffusion dans la classe ouvrière de la confiance dans sa propre tâche historique grâce à la propagande de positions critiques, politiques et tactiques originales et autonomes solidement liées entre elles dans les situations successives.

La tradition de ce courant politique remonte à la gauche du parti socialiste qui existait dès avant la guerre. Si une majorité capable de lutter à la fois contre les erreurs réformistes et syndicalistes (cette dernière caractérisant jusque-là la gauche prolétarienne) s'était formée dès les congrès de Reggio Emilia (1912) et Ancône (1914), une extrême gauche aspirant à des positions de classe toujours plus radicales s'était également délimitée à l'intérieur de cette majorité. D'importants problèmes posés à la classe ouvrière purent être alors résolus, comme ceux de la tactique électorale, des rapports avec les syndicats, de la guerre coloniale ou de la franc-maçonnerie.

Pendant la guerre, si tout le parti ou presque s'opposa à une politique d'union sacrée, son extrême-gauche, bien individualisée, défendit les directives léninistes dans les réunions et congrès successifs (Bologne, mai 1915 ; Rome, février 1917 ; Florence, novembre 1917 ; Rome, 1918) : refus de la défense nationale et défaitisme ; exploitation de la défaite militaire pour poser le problème du pouvoir ; lutte incessante contre les chefs syndicaux et parlementaires opportunistes dont on exigeait l'expulsion du parti.

Dès la fin de la guerre, l'extrême-gauche s'exprima par le journal *Il Soviet* qui, le premier, exposa et défendit l'orientation de la révolution russe en luttant contre ses interprétations anti-marxistes, opportunistes, syndicalistes et anarchisantes, et posa correctement les problèmes essentiels de la dictature du prolétariat et du rôle du parti, en soutenant dès le début la nécessité d'une scission dans le parti socialiste.

Ce même groupe défendait l'abstentionnisme électoral, mais ses conclusions furent repoussées au IIe Congrès de l'Internationale. Toutefois, cet abstentionnisme ne dérivait pas d'erreurs théoriques anti-marxistes de type anarcho-syndicaliste comme le prouvent les sévères polémiques menées contre la presse anarchiste. La tactique abstentionniste était préconisée avant tout dans les conditions politiques de la démocratie parlementaire complète, car celle-ci crée des difficultés particulières à la conquête des masses et à la juste compréhension du mot d'ordre de dictature du prolétariat, difficultés que l'Internationale continue, croyons-nous, de sous-estimer.

D'autre part, l'abstentionnisme était proposé en fonction de l'imminence de grandes luttes mettant en mouvement les plus grandes masses du prolétariat (éventualité qui a malheureusement disparu aujourd'hui), et non pas comme une tactique valable partout et toujours.

Avec les élections de 1919, le gouvernement bourgeois de Nitti ouvrit une immense soupape à la pression révolutionnaire, et détourna la poussée du prolétariat et l'attention du parti en exploitant ses traditions d'électoralisme effréné. L'abstentionnisme du *Soviet* fut alors la seule réaction juste contre ce dernier, véritable cause du désastre qui suivit pour le prolétariat.

Au Congrès de Bologne (1919), la minorité abstentionniste fut seule à poser correctement le problème de la scission avec les réformistes ; elle tenta en vain de s'entendre sur ce point avec une partie des maximalistes, en renonçant pour cela à faire de l'abstentionnisme une question préalable. Après l'échec de cette tentative et jusqu'au IIe Congrès, la fraction abstentionniste fut la seule qui travailla à l'échelle nationale pour la formation du parti communiste.

Ce fut donc ce groupe qui représenta l'adhésion spontanée, à partir de son expérience et de ses traditions propres, de la gauche du prolétariat italien aux directives de Lénine et du bolchévisme qui triomphaient alors dans la révolution russe.

3. *Œuvre de la Gauche à la direction du parti.*

Le parti communiste une fois constitué à Livourne en janvier 1921, les abstentionnistes firent tout ce qui était en leur pouvoir pour se lier solidement aux autres groupes du parti. Si pour certains de ceux-ci la nécessité de la scission avec les opportunistes dérivait seulement des rapports internationaux, pour les abstentionnistes au contraire, qui par discipline avaient expressément renoncé à leurs positions sur les élections, et pour beaucoup d'autres éléments également, il existait une coïncidence complète entre les thèses de l'Internationale et les enseignements des luttes politiques qu'ils avaient menées précédemment.

Dans son travail, la direction du parti s'inspira de l'interprétation de la situation italienne et des tâches du parti que nous avons exposée plus haut. Il est désormais évident que le retard survenu dans la constitution du parti révolutionnaire et dont tous les autres groupes portaient la responsabilité, rendait inévitable une retraite ultérieure du prolétariat, et l'avait inéluctablement déterminée.

Pour placer le prolétariat dans les meilleures conditions possibles au cours des différentes luttes, la direction basa son action sur la nécessité de faire le maximum d'efforts pour utiliser l'appareil traditionnel des organisations rouges, tout en s'efforçant de convaincre le prolétariat qu'il ne devait pas compter sur les maximalistes et les réformistes, qui allèrent jusqu'à accepter le pacte de pacification (1) avec le fascisme.

(1) Le *pacte de pacification* fut signé, le 3 août 1921, sur l'initiative du président de la Chambre, de Nicola, par les organisations suivantes : parti fasciste, direction du parti socialiste, groupe parlementaire socialiste, Confédération Générale du Travail (dirigée par les socialistes). Expression du crétinisme démocratique des socialistes, il stipulait un désarmement des ouvriers devant les exactions des fascistes et des forces

Dès le début, le parti se déclara partisan de l'unité syndicale, puis proposa l'établissement du front unique qui se traduira par la formation de l' « Alliance du travail ». Quelles que soient les opinions sur le front unique politique, c'est un fait qu'il était irréalisable en Italie en 1921-22, pour des raisons contingentes ; le parti communiste ne reçut d'ailleurs jamais aucune invitation à une réunion ayant pour but d'établir une alliance des partis. Le parti n'intervint pas à la réunion convoquée par les cheminots pour constituer l'alliance syndicale, afin de ne pas se prêter à des manœuvres visant à compromettre la fondation de l'alliance elle-même tout en lui attribuant la responsabilité de cet échec ; mais il confirma par avance qu'il approuvait cette initiative en affirmant que les communistes observeraient la discipline à l'égard de cette nouvelle organisation. Certains contacts eurent lieu ensuite entre partis politiques ; le parti communiste ne refusa pas d'y participer, mais ils n'aboutirent à rien, démontrant du même coup l'impossibilité d'une entente sur le terrain de l'action politique et le défaitisme de tous les autres groupes. Au cours de la retraite, la direction sut maintenir la confiance dans la classe ouvrière et élever la conscience de son avant-garde en coupant court aux manœuvres traditionnelles en direction du prolétariat de groupes et de partis pseudo-révolutionnaires. Malgré les efforts du parti, ce n'est que plus tard, en août 1922, qu'on en arriva à une action générale ; mais la défaite du prolétariat était inévitable et dès lors le fascisme, ouvertement appuyé dans la lutte violente par les forces de l'Etat dirigé par la *démocratie libérale*, fut maître du pays, la « marche sur Rome » ne constituant qu'une sanction légale et formelle *a posteriori* de sa prédominance.

A ce moment, malgré le rétrécissement de l'action prolétarienne, l'influence du parti dépassait celle des maximalistes et des réformistes, ses progrès ayant été déjà marqués par les résultats des élections de 1921 et des grandes consultations qui se déroulèrent ensuite au sein de la Confédération du travail.

de l'ordre traditionnelles. Les termes mêmes de ce pacte valent d'être rapportées : « Les parties représentées s'engagent à œuvrer immédiatement pour que cessent au plus tôt les menaces, les voies de fait, les représailles, les punitions, les vengeances, les pressions, les violences personnelles de quelque espèce que ce soit. Les symboles, emblèmes et insignes respectifs seront respectés. Les parties contractantes s'engagent réciproquement à respecter les organisations économiques. Toute action, tout comportement violant cet engagement et cet accord sont dès à présent déplorés et désavoués par les différentes délégations. Le Parti socialiste italien déclare être étranger à l'organisation et à l'action des « Arditi del popolo », comme cela ressort du reste du congrès de ces derniers, au cours duquel ils se sont proclamés étrangers à tout parti ».

Le parti communiste prit une position particulièrement nette à l'égard de ce « pacte » en le dénonçant énergiquement. Dès l'annonce des pourparlers, l'Exécutif communiste envoya à la direction du parti socialiste le télégramme suivant : « Pour couper court à toute utilisation arbitraire de votre part du nom de notre Parti, nous vous communiquons officiellement et directement, en vous priant de nous en donner une confirmation télégraphique, que nous ne participerons à aucune réunion de partis ayant pour but la pacification ou le désarmement. Exécutif Parti communiste, le 27 juillet 1921 ».

4. *Rapports entre la Gauche italienne et l'Internationale Communiste.*

Le Congrès de Rome (mars 1922) mit en évidence une divergence théorique entre la Gauche italienne et la majorité de l'Internationale ; nos délégations au IIIe Congrès mondial et à l'Exécutif élargi de février 1922 l'exprimèrent fort mal, commettant, dans le premier cas surtout, des erreurs « gauchistes ». Les thèses de Rome constituèrent l'heureuse liquidation théorique et politique de tout danger d'opportunisme de gauche dans le parti italien.

En pratique, la seule divergence entre le parti et l'Internationale s'était manifestée à propos de la tactique à suivre à l'égard des maximalistes, mais la victoire des unitaires au congrès socialiste d'octobre 1921 semblait l'avoir réglée.

Les thèses de Rome furent adoptées comme contribution du parti aux décisions de l'Internationale et non pas comme une ligne d'action immédiate. La direction du parti le confirma à l'Exécutif élargi de 1922 ; si la discussion ne fut pas ouverte alors, c'est à la suite d'une décision de l'Internationale à laquelle la direction se plia par discipline.

En août 1922 pourtant, l'Internationale n'interpréta pas la situation selon les indications de la direction du parti, mais conclut que la situation italienne était instable en raison de l'affaiblissement de la résistance de l'Etat. Elle pensa alors renforcer le parti par une fusion avec les maximalistes, considérant la scission entre maximalistes et unitaires comme un facteur décisif, tandis que la direction du parti plaçait au contraire au premier plan les enseignements de la vaste manœuvre de la grève d'août.

C'est à partir de ce moment que les deux lignes politiques divergent définitivement. Au IVe Congrès mondial (décembre 1922), la direction de gauche s'oppose à la thèse qui l'emporte ; lors du retour de ses délégués en Italie, elle décline unanimement la responsabilité de la fusion, qui est confiée à une Commission, tout en conservant naturellement ses fonctions administratives. C'est alors que se produisent les arrestations de février 1923 et la grande offensive contre le parti ; finalement l'Exécutif élargi de l'I.C. de juin 1923 dépose l'ancien exécutif et le remplace par un autre complètement différent (1), situation dont les démissions d'une partie des membres de la direction furent une simple conséquence logique. En mai 1924, une conférence consultative du parti donnait encore à la Gauche une écrasante majorité sur le Centre et la Droite et c'est ainsi qu'on arriva au Ve Congrès mondial.

(1) Au mois d'avril, le Comité exécutif de l'Internationale avait désigné une direction provisoire de la section italienne dont les dirigeants étaient en prison ; elle était formée de Togliatti, Scoccimarro, Gennari, Tasca et Terracini ; à l'Exécutif élargi de juin, l'ancienne direction de la Gauche, toujours en prison, est accusée d'avoir provoqué l'échec de la fusion avec les maximalistes de gauche par son sectarisme ; la nouvelle direction, dirigée par Togliatti, est appuyée par Moscou du seul fait qu'elle n'est pas hostile à l'unification ; lorsque les dirigeants de la Gauche sortent de prison en décembre après avoir été acquittés par le tribunal, ils ne reprennent pas leurs fonctions à la tête du parti et ne les reprendront plus jamais.

5. *La tradition « ordinoviste » de la direction actuelle.*

Le groupe de l'*Ordine Nuovo* fut formé à Turin par quelques intellectuels, qui prirent contact avec les masses prolétariennes de l'industrie alors que la Fraction abstentionniste avait déjà une large audience à Turin même. Dans l'idéologie de ce groupe prédominaient des conceptions philosophiques bourgeoises, idéalistes, héritées en partie de Benedetto Croce, mais qui naturellement évoluèrent par la suite. Ce groupe s'aligna fort tard sur les directives communistes, et toujours avec un résidu d'erreurs lié à ses origines. Il comprit la signification de la révolution russe trop tard pour pouvoir en appliquer utilement les enseignements à la lutte prolétarienne en Italie. En novembre 1917, en effet, le camarade Gramsci publia dans l'*Avanti* un article dans lequel il soutenait que la révolution russe avait infligé un démenti au matérialisme historique de Marx et aux théories du *Capital*, et en donnait, lui, une explication essentiellement idéaliste. Le courant d'extrême-gauche auquel appartenait aussi la Fédération des jeunes répliqua aussitôt à cet article.

L'évolution ultérieure du groupe « ordinoviste » l'amena à une théorie non marxiste et non léniniste du mouvement ouvrier comme le prouve la lecture de l'*Ordine Nuovo*. Dans cette théorie, les problèmes de la fonction des syndicats et du parti, les questions de la lutte armée, de la conquête du pouvoir et de la construction du socialisme étaient posées de façon erronée. Elle développait au contraire la conception d'une organisation systématique non « volontaire », mais « nécessaire » de la classe ouvrière, strictement calquée sur le mécanisme industriel de la production capitaliste.

Partant du commissaire d'atelier ce système devait culminer en même temps dans l'Internationale prolétarienne et communiste, dans les Soviets et dans l'Etat ouvrier, en passant par le conseil d'usine qui aurait préfiguré ce dernier avant même la chute du pouvoir capitaliste.

De plus, même à l'époque bourgeoise, ce système devait assumer des fonctions de construction de la nouvelle économie en revendiquant et en exerçant le contrôle ouvrier sur la production.

Par la suite, ce courant a apparemment abandonné toutes les positions non marxistes de son idéologie — utopisme, syndicalisme d'inspiration proudhonienne, gradualisme économique avant la conquête du pouvoir, c'est-à-dire réformisme — pour les remplacer peu à peu par les théories bien différentes du léninisme. Si cette substitution n'avait pas été purement extérieure et factice, le groupe ordinoviste n'aurait pas pu se détacher de la Gauche dont les traditions convergeaient de façon bien plus spontanée avec celles du bolchevisme ni se dresser finalement contre elle, qui apportait au mouvement une contribution sérieuse tirée de l'expérience prolétarienne de classe et non pas d'exercices académiques sur des textes bourgeois. Cela n'exclut certes pas que l'*Ordine Nuovo* ait pu apprendre et s'améliorer par une étroite collaboration avec la Gauche, mais celle-ci a été trop rapidement interrompue. En conséquence, on ne peut accueillir sans ironie la prétention des leaders ordinovistes de bolcheviser ceux qui en réalité les avaient eux-mêmes mis sur la voie du bolchevisme au sens marxiste du terme et non point par des procédés mécaniques et bureaucratiques.

Peu avant le Congrès mondial de 1920, les « ordinovistes » s'opposaient à la scission du vieux parti socialiste et posaient tous les problèmes syndicaux d'une façon erronée. Le représentant de l'Internationale en Italie dut polémiquer contre eux à propos des conseils d'usine et de la constitution prématurée des Soviets.

En avril 1920, la section de Turin approuva les thèses de l'*Ordine Nuovo* rédigées par le camarade Gramsci et adoptées par le comité comprenant les « ordinovistes » et les abstentionnistes. Ces thèses, qui sont citées dans la résolution du IIe Congrès, exprimaient en réalité, à part la question électorale, la pensée de toute la Fraction communiste, qui se constituait alors ; elles ne représentent donc pas la construction théorique propre à l'*Ordine Nuovo*, mais les positions clairement acceptées depuis longtemps par le groupe de gauche du parti.

Les « ordinovistes » se rallièrent pendant quelque temps à la position de la Gauche à l'égard de l'Internationale, mais leur conception divergeait en réalité de celle qu'exprimaient les thèses de Rome, bien qu'ils aient trouvé opportun de les voter.

Le véritable précurseur de l'adhésion actuelle des « ordinovistes » à la tactique et à la ligne générale de l'Internationale fut le camarade Tasca qui défendit la position hostile à la Gauche au Congrès de Rome.

Etant données, d'une part, les caractéristiques du groupe « ordinoviste », son particularisme et son goût pour le concret hérité de l'idéologie idéaliste bourgeoise et, d'autre part, la possibilité d'adhésions superficielles et donc incomplètes que permet la méthode de direction de l'Internationale, on doit conclure, quoi qu'il en soit des déclamations sur l'orthodoxie, que l'adhésion théorique (et celle-ci revêt une importance décisive pour les développements politiques réels qui se préparent) des « ordinovistes » au léninisme ne vaut guère mieux que leur ancienne adhésion aux Thèses de Rome.

6. *L'œuvre politique de la direction actuelle du parti.*

De 1923 à aujourd'hui, l'œuvre de la Centrale du parti qui, il faut le reconnaître, s'est effectuée dans une situation difficile, a donné lieu à des erreurs qui, en substance, sont les mêmes que celles relevées par nous à propos du problème international, mais qui en partie sont devenues beaucoup plus graves du fait des déviations initiales propres à la construction ordinoviste.

La participation aux élections de 1924 fut un acte politique très heureux, mais on ne peut en dire autant de la proposition d'action commune faite aux partis socialistes, ni de l'étiquette d' « unité prolétarienne » qu'elle a prise. Tout aussi déplorable fut la tolérance excessive à l'égard de certaines manœuvres électorales des « Terzini ». Mais les problèmes les plus graves se sont posés à propos de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti.

La politique de la direction reposait sur l'idée absurde que l'affaiblissement du fascisme aurait mis en mouvement d'abord les classes moyennes, puis le prolétariat. Cela signifiait d'une part un manque de confiance dans les capacités de classe du prolétariat, resté vigilant même sous l'appareil écrasant du

fascisme et, d'autre part, une surestimation de l'initiative des classes moyennes. Outre la clarté des positions théoriques marxistes en la matière, l'enseignement central tiré de l'expérience italienne prouve au contraire que les couches intermédiaires se laissent entraîner d'un côté ou de l'autre et suivent passivement le plus fort : le prolétariat en 1919-20, le fascisme en 1921-22-23, et aujourd'hui, après une période d'agitation bruyante en 1924-25, elles suivent de nouveau le fascisme.

La direction commit une erreur en abandonnant le Parlement et en participant aux premières réunions de l'Aventin (1), alors qu'elle aurait dû rester au Parlement, y faire une déclaration de lutte politique contre le gouvernement et prendre aussi immédiatement position contre le préalable constitutionnel et moral de l'Aventin, qui détermina l'issue de la crise à l'avantage du fascisme. Il n'est pas exclu que les communistes auraient pu en venir à abandonner le Parlement. Mais ils l'auraient fait en donnant à cette démarche leur physionomie propre et seulement lorsque la situation leur aurait permis d'appeler les masses à l'action directe. C'était alors un moment où se décident les développements ultérieurs d'une situation ; l'erreur fut donc fondamentale et décisive pour apprécier les capacités d'un groupe dirigeant. Elle conduisit à une utilisation très défavorable à la classe ouvrière de l'affaiblissement du fascisme d'abord, puis de la faillite retentissante de l'Aventin.

La rentrée au Parlement en novembre 1924 et la déclaration de Repossi furent bénéfiques comme l'a montré le mouvement d'approbation du prolétariat. Mais elles se sont produites trop tard. La direction hésita longtemps et elle n'arriva à se décider que sous la pression du parti et de la Gauche. La préparation du parti s'appuya sur des instructions incolores et une appréciation fantastiquement erronée des perspectives (rapport Gramsci au Comité Central en août 1924). La préparation des masses, tout entière axée non sur la faillite de l'Aventin, mais sur sa victoire, fut la plus mauvaise possible avec l'offre de se constituer en Anti-Parlement que le parti a faite à l'opposition. Une telle tactique tournait avant tout le dos aux décisions de l'Internationale qui n'a jamais envisagé de faire des propositions à des partis nettement bourgeois ; et de plus elle était de nature à nous faire sortir du domaine des principes et de la politique communistes, comme en général de la conception marxiste de l'histoire. Indépendamment des explications que la direction pouvait essayer de donner sur les buts et les intentions qui inspiraient sa proposition, et qui n'auraient jamais eu que des répercussions très limitées, il est certain que cette tactique présentait aux masses l'illusion d'un Anti-Etat luttant contre l'appareil d'Etat traditionnel, alors que dans la perspective historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un Anti-Etat que la représentation de la seule classe productrice : le Soviet.

Lancer le mot d'ordre d'un Anti-Parlement s'appuyant dans le pays sur les comités ouvriers et paysans, c'était confier l'état-major du prolétariat à des représentants de groupes sociaux capitalistes, comme Amendola, Agnelli, Albertini, etc.

(1) Après l'assassinat du député socialiste Matteotti par les fascistes, les partis démocratiques abandonnèrent le Parlement, se retirant, comme on dit alors, « sur l'Aventin ».

Outre la certitude qu'on n'en viendrait pas à une telle situation, qui ne saurait être caractérisée que comme une trahison, le seul fait de la présenter comme perspective d'une offre communiste signifie violer nos principes et affaiblir la préparation révolutionnaire du prolétariat.

L'œuvre de la direction prête le flanc à d'autres critiques. On a assisté à un véritable défilé de mots d'ordre qui, non seulement ne correspondaient à aucune possibilité de réalisation, mais pas même à une agitation appréciable en dehors de l'appareil du parti. Le mot d'ordre central sur les comités ouvriers et paysans, justifié de manière contradictoire et confuse, n'a été ni compris ni suivi.

7. *Activité syndicale du parti.*

Une autre grave erreur a été commise lors de la grève de la métallurgie en mars 1925. La direction n'avait pas compris que la déception provoquée dans le prolétariat par l'expérience de l'Aventin le pousserait à des actions de classe et à une vague de grèves. Si elle l'avait prévu, il aurait été possible de pousser la F.I.O.M. (1) à la grève nationale (tout comme on avait réussi à la faire intervenir lors de la grève déclenchée par les fascistes), en constituant un comité d'agitation dans la métallurgie appuyé sur les organisations locales qui étaient tout à fait favorables à la grève dans tout le pays.

L'orientation syndicale de la direction n'a pas répondu clairement au mot d'ordre d'unité syndicale dans la confédération, auquel elle aurait dû rester fidèle malgré la désagrégation de cette dernière. Les directives syndicales du parti furent influencées par les erreurs ordinovistes à propos de l'action dans les usines : non seulement on y créa ou on proposa des organismes multiples et contradictoires, mais bien souvent on lança des mots d'ordre dépréciant le syndicat et du même coup la conception selon laquelle il est nécessaire comme organe de la lutte prolétarienne.

L'accord malheureux de la FIAT à Turin fut la conséquence de cette erreur ; il en va de même des directives confuses au sujet des élections d'entreprises, qui n'ont pas posé de manière juste, c'est-à-dire sur le terrain du syndicat, le critère du choix entre la tactique des listes de classe et celle de la liste de parti.

8. *Activité du parti dans les questions agraire et nationale.*

C'est avec juste raison que l'on a lancé le mot d'ordre de formation d'Associations de défense des paysans, mais ce travail a été mené trop exclusivement d'en haut, par un bureau du parti.

Malgré les difficultés de la situation, il faut dénoncer dans cette question le danger que nous fait courir cette conception bureaucratique de nos tâches, que l'on retrouve du reste dans les autres activités du parti.

(1) F.I.O.M. : Fédération Italienne des Ouvriers de la Métallurgie.

De justes rapports entre les associations paysannes et les syndicats ouvriers doivent être clairement établis : les salariés agricoles forment une fédération adhérant à la Confédération du travail, tandis qu'une alliance étroite doit se nouer centralement et localement entre celle-ci et les Associations de défense des paysans.

Toute conception régionaliste, tout « sudisme » en particulier, dont quelques tendances se sont déjà manifestées, doivent être évités dans la question agraire. Cela vaut également pour les revendications d'autonomie régionale avancées par certains nouveaux partis : on doit les combattre ouvertement comme réactionnaires au lieu d'entamer avec eux de fallacieuses négociations.

La tactique consistant à rechercher une alliance avec la gauche du parti populaire (Miglioli) et avec le parti des paysans a donné des résultats défavorables (1).

Une fois de plus, on a fait des concessions à des hommes politiques étrangers à toute tradition de classe, sans obtenir pour autant le déplacement des masses que l'on espérait, mais en désorientant au contraire souvent des parties de notre organisation. C'est également une erreur que de surestimer la portée des manœuvres parmi les paysans pour une hypothétique campagne politique contre l'influence du Vatican ; le problème se pose certainement, mais on le résoud ainsi d'une manière inadéquate.

9. *Travail d'organisation de la direction.*

Le travail de réorganisation du parti après la tempête fasciste donna indubitablement de bons résultats. Mais ce travail d'organisation conserva pourtant un caractère trop technique ; au lieu d'assurer la centralisation par la mise en vigueur de normes statutaires claires et uniformes, applicables à tout camarade ou comité local, on essaya de l'obtenir par la seule intervention de l'appareil central. On pouvait aller plus loin et rétablir l'élection des comités des organisations de base, surtout dans les périodes les plus favorables de la situation.

L'augmentation puis la diminution des effectifs du parti, ainsi que la facilité avec laquelle s'éloignent de nous des éléments recrutés avec la même facilité durant la crise Matteotti, montrent que de tels faits dépendent de l'évolution de la situation et non des bienfaits hypothétiques d'un changement d'orientation générale.

Les effets et les avantages de la campagne de recrutement lancée durant un mois (2) ont été exagérés. En ce qui concerne l'organisation par cellules

(1) Fondé après la première guerre mondiale, le *parti populaire* domina, avec le parti socialiste, la consultation électorale de 1919 ; il peut être considéré comme l'ébauche de l'actuelle *démocratie chrétienne*. Le parti *des paysans* formait son aile avant de jouer un rôle indépendant.

(2) Le « mois de recrutement » fut lancé immédiatement après l'assassinat de Matteotti, du 15 août au 15 septembre 1925, sur le modèle de la trop fameuse promotion du parti russe dite « Appel de Lénine » qui avait fourni à la direction du parti la masse de manœuvre qu'elle désirait. Les effectifs du parti augmentèrent ainsi de 10.000, alors qu'il ne comptait que 12.000 membres à la fin mai, 14.000 en comptant les *Terzini*.

d'usine, la direction devait évidemment appliquer les dispositions générales du Komintern dont nous avons déjà parlé. Mais elle le fit sans directives uniformes, d'une manière discontinue et au milieu de contradictions multiples, et c'est seulement à la suite de pressions réitérées de la base qu'on obtint une certaine systématisation.

Il serait souhaitable que l'on remplace le système des secrétaires interrégionaux par un corps d'inspecteurs établissant un lien direct, politique sinon technique, entre la direction et les organisations de base traditionnelles du parti, les Fédérations provinciales. La tâche de ces inspecteurs devrait être surtout d'intervenir activement là où il est nécessaire de reconstruire l'organisation fondamentale du parti, en la suivant et en l'assistant jusqu'à ce qu'elle soit capable de fonctionner normalement.

10. *La direction et la question du fractionnisme.*

La campagne qui a atteint son paroxysme pendant la préparation de notre IIIe Congrès a été délibérément déclenchée après le Ve Congrès mondial, non comme un travail de propagande et d'élaboration des directives de l'Internationale par tout le parti pour créer une véritable conscience collective plus avancée, mais comme une agitation visant, par les méthodes les plus expéditives et comportant le minimum d'efforts, à obtenir des camarades qu'ils renoncent aux positions de la Gauche. On ne s'est pas demandé si cette méthode était utile ou au contraire nuisible au parti et à son efficacité face à ses ennemis extérieurs, on s'est seulement efforcé d'atteindre à tout prix ce but intérieur.

Nous avons parlé ailleurs en termes historiques et théoriques de la répression illusoire, par le haut, du fractionnisme. Dans le cas de l'Italie, le Ve Congrès avait accepté la requête de la Gauche qui, renonçant à tout travail d'opposition et s'engageant à participer à l'ensemble du travail de parti, à l'exclusion de la direction politique, réclamait que cessent les pressions d'en haut dont elle était l'objet. La direction du parti rompit cet engagement par une campagne menée non sur des positions idéologiques ou tactiques, mais sur des accusations de manquement à la discipline portées contre des camarades isolés et développées d'une manière unilatérale devant les congrès fédéraux.

A l'annonce du Congrès, un comité d'entente (1) fut spontanément constitué afin d'éviter des réactions désordonnées des militants et des groupes qui auraient conduit à la désagrégation, et afin de canaliser l'action de tous les camarades de la Gauche sur une ligne commune et responsable, dans les

(1) Pour préparer le IIIe congrès du P.C. d'Italie, les camarades de la Gauche avaient constitué un *Comité d'entente*. Ce fut l'occasion pour la direction du parti d'ouvrir contre ces camarades une campagne de diffamation basée sur l'accusation de « fractionnisme ». Le présidium de l'Internationale sanctionna la manœuvre en donnant l'ordre formel de dissoudre ce comité ; la Gauche se plia à cette décision par discipline en publiant un communiqué dont nous donnons quelques extraits : « Accusés de fractionnisme et de scissionnisme, nous sacrifierons nos opinions à l'unité du parti *en exécutant un ordre que nous considérons injuste et ruineux pour le parti*. Nous démontrerons ainsi que la Gauche italienne est peut-être le seul courant qui considère *la discipline comme une chose sérieuse que l'on ne saurait marchander*. Nous réaffirmons toutes nos positions précédentes et tous nos actes. Nous nions que le *comité d'entente* ait constitué une manœuvre visant à la scission du Parti et à la constitution d'une fraction en son sein, et nous protestons à nouveau contre la campagne menée sur cette base sans même nous donner le droit de nous défendre *et en trompant scandaleusement* le parti. Toutefois, puisque le Présidium pense que la dissolution du *comité d'entente* éloignera le fractionnisme, et bien que nous soyons de l'avis contraire, nous obéirons. Mais nous laissons au Présidium l'entière responsabilité de l'évolution de la situation intérieure du Parti et des réactions déterminées par la façon dont la direction a administré la vie intérieure... ».

strictes limites de la discipline, le respect de leurs droits étant garanti à tous dans la consultation du parti. La direction s'empara de ce fait et l'utilisa dans son plan d'agitation qui présentait les camarades de la Gauche comme des fractionnistes et des scissionnistes auxquels il fut interdit de se défendre et contre lesquels on obtint les votes des comités fédéraux par des pressions exercées d'en haut.

Ce plan d'agitation se poursuivit par une épuration fractionniste de l'appareil du parti et des cadres locaux, par la manière dont furent présentés les textes de contribution à la discussion, par le refus opposé aux représentants de la Gauche d'intervenir dans les congrès fédéraux. Les modalités inouïes du vote couronnèrent dignement le tout : tout absent était automatiquement considéré comme ayant voté pour les thèses de la direction.

Quel que soit le résultat d'un tel travail du point de vue de la simple majorité numérique, il n'a pas fait progresser, mais au contraire gravement lésé et la conscience doctrinale du parti, et son prestige auprès des masses. Si les pires conséquences ont été évitées, c'est à la modération des camarades de la Gauche qu'on le doit ; mais s'ils ont subi sans broncher un tel martèlement, c'est uniquement par dévouement à la cause du parti et non parce qu'ils le croyaient le moins du monde justifié.

11. *Schéma de programme de travail pour le parti.*

Les prémisses dont devraient découler, selon la Gauche, les tâches générales et particulières du parti, sont définies dans les thèses précédentes. Mais il est évident qu'un tel problème ne peut être résolu que sur la base des décisions internationales. La Gauche ne peut donc qu'indiquer le schéma d'un programme d'action à proposer à l'Internationale pour la réalisation des tâches de sa section italienne.

Le parti doit préparer le prolétariat à la reprise de son activité de classe et de la lutte contre le fascisme en utilisant les sévères expériences qu'il a faites ces derniers temps. Il doit, en même temps, détruire toutes ses illusions sur la portée des changements de la politique bourgeoise ou sur les possibilités d'aide apportée par les classes moyennes urbaines, en se servant des expériences de la période libérale et démocratique pour éviter le renouvellement des illusions pacifistes.

Le parti n'adressera aucune proposition d'action commune aux partis de l'opposition anti-fasciste, et ne mettra même pas en œuvre de politique tendant à détacher de cette opposition une aile gauche présumée, ou à « gauchir » les positions des partis dits de gauche.

En vue de mobiliser les masses sur son programme, le parti se fixera une tactique de front unique à la base et suivra attentivement l'évolution de la situation économique afin de formuler les revendications immédiates. Le parti évitera de poser comme revendication centrale l'avènement d'un gouvernement qui concèderait des garanties de liberté ; il ne présentera pas « la liberté pour tous » comme un objectif à atteindre par la classe ouvrière, mais mettra au contraire en évidence que la liberté des ouvriers suppose l'écrasement de la liberté des exploiteurs et des bourgeois.

Les syndicats de classe et les autres organes immédiats du prolétariat étant aujourd'hui saignés à blanc, le parti affrontera ce grave problème en agitant avant tout le mot d'ordre de la défense des syndicats rouges traditionnels et de la nécessité de leur renaissance. L'action dans les usines évitera de créer des organismes susceptibles d'amoindrir l'efficacité des mots d'ordre sur la reconstitution des syndicats. Tenant compte de la situation actuelle, le parti agira pour le fonctionnement des syndicats dans le cadre des « sections syndicales d'entreprise » qui, représentant une forte tradition syndicale, sont des organismes appropriés pour la direction des luttes ouvrières qui, précisément, peuvent être menées aujourd'hui dans les entreprises. On tentera de faire élire la commission interne (1) illégale par la section syndicale de l'entreprise, sous réserve de revenir, dès que possible, à la commission interne élue par l'ensemble du personnel de l'entreprise.

En ce qui concerne l'organisation dans les campagnes, on peut se référer à ce qui a été dit à propos de la question agraire.

Toutes les possibilités d'organisation des groupes prolétariens étant utilisées au maximum, on devra se servir du mot d'ordre des Comités ouvriers et paysans en observant les critères suivants :

a) le mot d'ordre de constitution des Comités ouvriers et paysans ne sera pas lancé de temps en temps au hasard, mais imposé par une vigoureuse campagne à un tournant de la situation qui mette nettement en évidence aux yeux des masses la nécessité d'un nouvel encadrement ; ce mot d'ordre pourra alors apparaître clairement comme une directive d'action du prolétariat, et non pas comme une consigne de pure organisation ;

b) le noyau de ces Comités devra être constitué par des représentants d'organisations traditionnellement connues par les masses, même si elles ont été mutilées par la réaction, comme les syndicats et autres organisations analogues, à l'exclusion de délégués politiques ;

c) on pourra lancer par la suite le mot d'ordre de l'élection des Comités, mais il devra être clair dans la première période qu'ils ne sont pas des Soviets, c'est-à-dire des organes du gouvernement prolétarien, mais seulement l'expression d'une alliance locale et nationale de tous les exploités pour leur défense commune.

(1) Fondées après la première guerre mondiale, les *Commissions internes* étaient des organes de lutte à l'intérieur des entreprises, élus par l'ensemble des ouvriers, syndiqués ou non.

Quant aux rapports avec les syndicats fascistes qui, aujourd'hui, ne se présentent plus, même d'un point de vue formel, comme des associations volontaires des masses, mais sont de véritables organes officiels de l'alliance entre le patronat et le fascisme, il faut repousser en général la consigne d'y pénétrer dans le but de les désagréger. Le mot d'ordre de reconstruction des syndicats rouges doit s'accompagner d'une dénonciation des syndicats fascistes.

Les mesures d'organisation à adopter au sein du parti ont été déjà indiquées en partie. Dans la situation actuelle, elles doivent satisfaire à certaines exigences dont il ne peut être question ici (clandestinité). Il est toutefois urgent qu'elles soient formulées systématiquement dans des normes statutaires claires et obligatoires pour tous, afin d'éviter la confusion entre un sain centralisme et une obéissance aveugle à des dispositions arbitraires et hétérogènes qui mettrait en péril la solidité réelle du parti.

12. *Perspectives de la situation interne du parti.*

La situation interne de notre parti du point de vue politique et organisationnel ne peut pas être définitivement résolue dans le cadre national, la solution dépendant de la situation intérieure et de la politique de toute l'Internationale. Les dirigeants nationaux et internationaux commettront une grave erreur et une véritable faute s'ils continuent à employer envers la Gauche la méthode insensée des pressions d'en haut, et à réduire le problème complexe de la doctrine et de la politique du parti à des considérations sur la conduite personnelle de ses militants.

La Gauche restant ferme sur ses positions, les camarades qui n'entendent pas renoncer à celles-ci doivent pouvoir remplir l'engagement loyal qu'ils ont pris dans une atmosphère débarrassée des manœuvres et des accusations réciproques, c'est-à-dire pouvoir exécuter les décisions des organes du parti en renonçant à toute œuvre d'opposition, mais sans qu'on exige d'eux qu'ils participent à la direction. Cette proposition prouve évidemment que la situation n'est pas parfaite, mais il serait dangereux de faire croire au parti que ces inconvénients peuvent être éliminés par une mécanique purement organisationnelle et par des positions personnelles. Quiconque répandrait cette illusion commettrait un grave attentat contre le parti.

Si l'on veut vraiment éviter que l'atmosphère du parti s'envenime et si l'on souhaite qu'il s'achemine vers la solution de toutes les difficultés dans lesquelles il se débat aujourd'hui, il faut en finir avec cette façon mesquine d'aborder le problème et le poser dans toute son ampleur face au parti et à l'Internationale.

THESES D'APRES 1945

INTRODUCTION

Le parti devra consacrer une vaste étude historique et critique à la longue période durant laquelle la Gauche communiste, réduite au silence par le régime disciplinaire stalinien, puis dispersée par le fascisme, réussit à maintenir une continuité physique *de groupe*, en particulier grâce à sa *fraction à l'étranger* et à ses organes de presse (*Prometeo, Bilan*, etc.). A l'Exécutif élargi de février-mars 1926, son représentant avait rapporté ces mots d'un camarade résidant en Russie : « *Nous jouons en quelque sorte un rôle international, parce que le peuple italien est un peuple d'émigrants au sens économique et social du terme et, depuis l'avènement du fascisme, également au sens politique... Il nous arrive un peu ce qui est arrivé aux juifs ; si nous avons été battus en Italie, nous pouvons nous consoler en pensant que les juifs eux aussi sont forts non en Palestine, mais ailleurs.* » Le rôle de la « Fraction de gauche à l'étranger » fut justement de préserver la continuité de notre tradition et d'en jeter la semence là où elle n'existait pas. C'est à cette matrice que nous devons notre réseau international, aussi faible qu'il soit numériquement, et en grande partie les premiers « cadres » du parti de 1943, qui se constitua lorsqu'il fut désormais devenu évident que les partis « communistes » officiels étaient définitivement passés au réformisme, au légalitarisme, au social-nationalisme, bref à la contre-révolution.

La tentative de 1943 et des années suivantes constitua un effort généreux mais confus, et à bien des égards discontinu : malgré la solide base doctrinale des *Thèses de la Gauche*, rédigées alors que l'Italie était encore divisée en deux et publiées dans les numéros 2, 3, 5, 6, 7, 8 de *Prometeo*, première série (nous reproduisons ici le texte intitulé *Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière*, particulièrement efficace en raison du lien qu'il établit entre « passé et présent »), malgré une série d'autres textes qui ont été republiés depuis ou le seront bientôt dans la série de nos textes de parti (1), malgré enfin les articles fondamentaux de la série *Sul filo del tempo* (« Sur le fil du temps ») publiés à partir de 1949 dans notre organe bimensuel d'alors *Battaglia Comunista*, on peut dire que c'est seulement à partir de la seconde moitié de 1951 et surtout à partir de 1952 que le parti a pris une orientation *ferme et homogène*, sur la base des thèses fondamentales de la période 1920-1926 et du bilan dynamique des vingt-cinq années suivantes, qui leur donnait un caractère encore plus net et distinct ; c'est au même moment que le parti se donna une structure correspondant à cet apport théorique, autour de son nouvel organe, *Il Programma Comunista*.

Le problème central était sans aucun doute la *restauration intégrale* de la doctrine marxiste, mille fois reniée et falsifiée par la contre-révolution stalinienne : mais ni en théorie, ni en pratique, cet objectif ne pouvait être séparé, et il ne le fut jamais, d'un effort constant non seulement pour diffuser nos positions théoriques et programmatiques, mais pour les « importer » dans la classe ouvrière, selon la définition classique de Lénine, en participant dans les limites de nos forces aux luttes qu'elle mène, même pour des objectifs immédiats et contingents, et sans jamais faire du parti, même réduit numériquement, une académie de penseurs, un cercle de gens éclairés, une secte de conspirateurs armés d'un bagage inestimable mais connu des seuls initiés.

C'est cette fidélité tenace et courageuse au « fil du temps », à la doctrine immuable, confirmée et rendue encore plus tranchante par le bilan historique des luttes et des défaites du prolétariat, c'est cette fidélité toujours liée à un effort quotidien pour établir une liaison avec une couche croissante de travailleurs, qui a fait notre force : c'est elle qui explique non seulement que nous ayons survécu dans une des périodes les plus sombres de l'histoire du mouvement ouvrier, mais que nous ayons défini d'une façon de plus en plus précise les limites infranchissables de notre doctrine et de notre programme, et que ceux-ci aient passé les frontières. International dans ses bases programmatiques, le parti tend également à l'être dans sa structure organisationnelle, et il a pu préciser les caractères de cette structure, ainsi que les normes tactiques impératives pour tous ses militants, d'une façon bien plus précise et plus complète qu'il n'a été possible de le faire au sein de la Troisième Internationale. Bref, il s'est reconstitué sur *ses bases propres*, affranchies des concessions qu'il avait dû faire dans la période 1922-1926, par discipline envers le Komintern, tout en réaffirmant toujours franchement et durement son désaccord.

Ce développement a son point de départ dans les *Thèses caractéristiques du Parti*, texte intégral d'un rapport tenu à la réunion générale de Florence des 8 et 9 décembre 1951 et mettant un point final à la scission qui eut lieu cette année-là dans notre mouvement et s'accompagna du changement de nom de notre organe bimensuel. Ce corps de thèses constitua la base pour l'adhésion au parti : ses membres les acceptent *toutes*, et ceux qui en refusent *certaines* restent en dehors du parti. Il joua efficacement son rôle non seulement à ce moment-là, mais aussi les très rares fois où, par la suite, le parti dut se débarrasser des scories inutiles et nuisibles. Pour s'unir, disait Lénine, il faut se diviser : la Gauche italienne a toujours eu

(1) Par exemple *Eléments d'orientation marxiste ; Force, violence, dictature dans la lutte de classe ; Propriété et capital* ; etc.

pour méthode d'éliminer organiquement tous ces éléments incertains, et n'a jamais partagé l'illusion de ceux qui croient obtenir des succès immédiats au moyen de combinaisons et d'alliances avec des groupes hétérogènes comme ceux qui naissaient et renaissent continuellement de la crise du stalinisme et des vicissitudes du post-stalinisme.

Bien entendu, il ne s'agissait pas là d'un « tournant » ni d'un « changement de cap » ; il s'agissait bien au contraire, comme la lecture de ce texte fondamental de parti en fournit la preuve évidente, de reprendre le « fil » de notre programme intégral en le reliant au présent et en le projetant dans l'avenir. Ce texte se compose de quatre parties. La première (*Théorie*) reprend le programme du parti, celui-là même du congrès de Livourne de 1921, complété par certains points que nous y avons insérés après la deuxième guerre mondiale, *sans rien y changer.*

La seconde partie (*Tâche du parti communiste*) développe des points de principe *valables pour toutes les époques et tous les pays.*

La troisième partie (*Vagues historiques sucessives de dégénérescence opportuniste*) critique les *déviations successives par rapport à la ligne révolutionnaire,* jusqu'à celles qui amenèrent la IIIe Internationale au désastre.

La quatrième partie (*Action du parti en Italie et dans les autres pays*) définissait (et définit toujours aujourd'hui — d'où la grande signification que présente ce texte) notre activité pratique, qui est aussi sérieuse et tenace que discrète et non publicitaire, n'en déplaise à quelques sots qui aimeraient que l'on fasse *plus de bruit* autour des grandes traditions de la Gauche italienne. Que ceux qui aiment faire du bruit se résignent ou se vendent à qui bon leur semble. Quant à nous, nous poursuivons notre route nette et droite.

Ce texte a valeur de norme aussi bien pour le travail interne, la propagande et le prosélytisme, que pour la lutte contre nos adversaires, dont une longue expérience nous a appris que les plus dangereux sont ceux qui se prétendent les plus proches de nous. Nous rappellerons brièvement certains points qui méritent d'être soulignés, tout en renvoyant le lecteur, pour une discussion plus détaillée, au texte lui-même et aux nombreux développements dont chaque thèse fait l'objet dans nos autres textes de parti.

Dans la *seconde partie :* le point 3 reprend une thèse fondamentale, à savoir que la dictature révolutionnaire est la dictature du parti communiste ; ceux que cette thèse gêne se sont déjà exclus d'eux-mêmes. Le point 4 revendique l'*invariance* de la doctrine et affirme la nécessité d'intervenir dans toutes les luttes immédiates du prolétariat. Le point 6 condamne toutes les théories syndicalistes, mais affirme la nécessité de la présence et de la pénétration du parti dans les syndicats par la constitution d'un réseau communiste au sein de ceux-ci, comme condition non seulement de la victoire finale, mais même de tout progrès et de tout succès. Le point 7 développe également cette thèse et condamne la conception limitée et localiste des luttes économiques, chère aux traîtres opportunistes.

Dans la *troisième partie :* les points 9 et 10 reprennent la vision léniniste de l'action des peuples de couleur et de l'appui à tout mouvement utilisant la violence armée contre les pouvoirs locaux arriérés et les colonisateurs blancs. Cette question fut développée à fond, entre autres, lors de la réunion de Trieste sur les *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste,* et constitua une des pierres de touche de la petite scission de 1952.

Le point 18 contient la condamnation non seulement du bloc antifasciste pour l'Italie, mais de la résistance antiallemande pendant la guerre. Le point 20 établit une thèse fondamentale, à savoir que la troisième vague opportuniste (la dernière en date) a été plus désastreuse encore que les précédentes. Le point 21 condamne toute occupation des pays vaincus par les vainqueurs, russes y compris. Le point 22 condamne la coexistence et l'émulation pacifiques entre Etats capitalistes et Etats socialistes préconisées par la Russie et les pays « frères », principes qui pourtant ne furent proclamés qu'en 1956 par Khrouchtchev (en 1952 on était encore sous le règne de Staline). Le point 23 dénonce encore une fois la troisième vague opportuniste et condamne l'ignoble pacifisme qui n'a cessé d'empirer après Staline, sous Khrouchtchev et ses successeurs.

Dans la *quatrième partie :* le point 3 constate qu'en 1951 nous nous trouvions au plus bas de la dépression contre-révolutionnaire commencée en 1926, 25 ans auparavant. Dès 1951, mais aujourd'hui surtout, nous commençons lentement à remonter la pente. Mais seuls des débiles ou des pantins peuvent rêver de « tournants ». Au point 4 nous affirmons que le parti ne rejette aucune occasion, même modeste, de s'approcher des masses, *même dans les époques sombres.* Le point 5 réaffirme l'*invariance* de la doctrine, tandis que les points 6 et 7 condamnent toute conception *scolastique* ou *académique* du parti. Au point 10, nous repoussons tous recours à des *manœuvres* pour surmonter une phase hostile, ainsi que nous le ferons plus tard contre les tentatives répétées de prétendus groupes « de gauche » pour constituer des rassemblements hétérogènes de trois ou quatre courants (1). Au point 11 nous retraçons la perspective de reprise inévitable de l'action syndicale, et au point 12, après avoir rappelé qu'il s'agit d'une question tactique, *nous tournons le dos aux illusions morbides de l'électoralisme.*

Enfin, au point 13, nous lançons aux *jeunes* un appel qui devra avoir un effet encore plus grand que celui déjà obtenu. « C'est la relève des générations ! », commentions-nous en 1962. « C'est le moment, car c'est *toujours* le moment ! »

∴

L'affirmation de l'invariance de la doctrine ne dispense et ne dispensera jamais le parti de la tâche d'en tracer, ou plutôt d'en graver toujours plus nettement les traits, tant dans le domaine strictement théorique que dans celui, inséparable du précédent, de l'application des principes dans le vif de l'action et des rapports entre les classes (la tactique), à la lumière non pas d'élucubrations cérébrales, mais du bilan dynamique des luttes sociales menées par les générations prolétariennes au cours d'une période historique immense, que ces luttes se soient soldées par la victoire ou par la défaite (2).

---

(1) Tel le « Quadrifoglio » (trèfle à quatre feuilles), nom que notre parti avait donné à 4 groupuscules hétérogènes (trotskystes, internationalistes de *Battaglia Comunista,* anarchistes et dissidents du PC italien publiant le périodique *Azione Comunista*) qui, en 1956, avaient fondé un prétendu « mouvement de la Gauche Communiste », qui fit bientôt naufrage.

(2) Une thèse classique du marxisme affirme que la défaite sur le champ de bataille apprend autant et même plus qu'une victoire, surtout si c'est une victoire obtenue à peu de frais : cf. nos *Leçons des contre-révolutions.*

Il ne s'agit donc pas pour nous de découvrir et de frayer de « nouvelles voies », mais de tracer de plus en plus nettement, grâce à la vivante *confirmation* des faits historiques, le sillon de *notre voie de toujours*. Cette tâche, avons-nous dit en une autre occasion, « *n'est pas du ressort d'un individu, ni d'un comité, ni à plus forte raison d'un bureau ; elle représente un moment et un secteur d'un travail* unitaire *qui se poursuit depuis plus d'un siècle, par-delà la succession des générations, et ne peut être mis à l'actif d'aucun individu, fût-il de ceux qui ont eu une très longue période d'élaboration et de maturation cohérentes des résultats* ». Ce travail est développé dans notre presse internationale, avec une homogénéité totale, dans tous les secteurs : économie marxiste, tant du point de vue général que des multiples aspects particuliers, question agraire, question nationale et coloniale, analyse de la structure sociale et économique de la Russie, question chinoise, cours de l'impérialisme mondial, question militaire, etc. Parallèlement, le développement de l'activité « extérieure » du parti, avec ses répercussions organisationnelles « internes », nous imposait de préciser toujours mieux la nature et la fonction de cette activité, ainsi que le sens et le caractère des rapports entre travail « pratique » et travail « théorique », entre « conscience » et action, entre réalité du « parti historique » et tendance au « parti formel ».

C'est à ces exigences toujours actuelles, dont le militant doit pouvoir trouver la solution claire et définitive dans les bases programmatiques du parti, que répondent les *Considérations*, rédigées à la fin de 1964 et publiées au début de 1965. Dans cette synthèse brillante et riche de contenu se trouve démentie sans appel la vieille accusation stupide selon laquelle la Gauche rêverait d'une élite de révolutionnaires « purs » et parfaits enfermés dans une tour d'ivoire. Les *Considérations* terminent sur la revendication du « centralisme organique » par opposition au « centralisme démocratique » de la IIIe Internationale. Postulat constant de la Gauche dès 1921, le « centralisme organique » ne peut qu'aujourd'hui se réaliser pleinement et sans possibilité de retour en arrière, excluant définitivement *tout* recours à des mécanismes « démocratiques » même au sein de l'organisation du parti. Cette question avait été éclaircie dans les *Notes sur la question de l'organisation de* 1964, publiées la même année (1) après la réunion générale de Florence (31 octobre-1er novembre 1964). Elle a été reprise et complétée dans les *Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui depuis plus d'un demi-siècle constituent le patrimoine historique de la Gauche communiste* (juillet 1965) et dans les *Thèses supplémentaires* d'avril 1966, ainsi que dans la vaste documentation publiée entre ces deux dates pour bien montrer que, loin d'innover, le parti ne faisait que reprendre avec une continuité et une cohérence parfaites une lutte qu'il avait menée tout au long des années glorieuses de l'Internationale Communiste et des premières années de sa décadence.

En fait l'opposition entre centralisme organique et centralisme démocratique est bien autre chose qu'une question de... vocabulaire. La seconde formule, contradictoire, reflète bien dans le substantif l'*aspiration* au parti mondial *unique* tel que nous l'avons toujours envisagé, mais dans l'adjectif elle reflète la *réalité* de partis encore *hétérogènes* par leur formation historique et leur base doctrinale, qui étaient coiffés par un Comité exécutif (ou un autre organisme analogue) considéré comme *l'arbitre* suprême (et non comme le sommet d'une pyramide, relié à la base par une ligne unique et homogène, sans solution de continuité). N'étant pas lié par ce fil unique, mais *libre* de prendre des décisions changeantes au gré des « situations » et des vicissitudes de la lutte de classe, cet arbitre a périodiquement recours — exactement comme dans la tradition de la démocratie bourgeoise — soit à la farce de la « consultation » de la périphérie (dont il est sûr qu'elle lui apportera un appui plébiscitaire ou presque), soit à l'arme de l'intimidation et de la « terreur idéologique », qui dans l'Internationale Communiste s'appuya sur la force physique et le « bras séculier » de l'Etat.

(1) *Appunti sulla questione di organizzazione, Il Programma Comunista* n° 22, 1964.

Dans notre conception, par contre, il s'agit de *centralisme organique* parce que le parti n'est pas seulement une « fraction », même d'avant-garde, de la classe prolétarienne, mais son *organe*, qui réalise la synthèse de toutes les poussées élémentaires de la classe et de tous ses militants, d'où qu'elles viennent. *Le parti est l'organe de la classe* parce qu'il possède une théorie, un ensemble de principes, un programme, qui dépassent les limites temporelles du présent pour exprimer la tendance historique, le but final et la méthode d'action des générations prolétariennes et communistes du passé, du présent et de l'avenir, et qui dépassent les limites de la nationalité et de l'Etat pour incarner les intérêts des salariés révolutionnaires du monde entier. *Il l'est aussi* parce qu'il prévoit, au moins dans ses grandes lignes, le développement des situations historiques, et qu'il est donc en mesure d'*établir* un ensemble de directives et de règles tactiques obligatoires pour tous (en tenant compte, bien sûr, de la différence entre les périodes et les aires de « révolution double » ou au contraire de « révolution prolétarienne pure », périodes et aires qui sont elles-mêmes prévues et impliquent des tactiques différentes, mais bien définies). Cette homogénéité théorique et pratique n'est pas une donnée garantie pour toujours, mais une réalité à défendre avec acharnement et à reconquérir au besoin à chaque fois. Si le parti possède une telle homogénéité, son organisation — c'est-à-dire sa discipline — naît et se développe *de façon organique* sur la base unique du programme et de la pratique, et exprime dans ses diverses manifestations, dans la hiérarchie de ses organes, l'adéquation parfaite du parti à l'ensemble de ses tâches, sans exception.

L'organisation, comme la discipline, n'est pas un point de départ mais un aboutissement ; elle n'a besoin ni de codifications statutaires ni de règlements disciplinaires ; elle ne connaît pas d'opposition entre la « base » et le « sommet » ; elle exclut les *barrières rigides* d'une division du travail héritée du régime capitaliste : ce n'est pas qu'elle n'ait pas besoin de « chefs », et même de « spécialistes » dans certains secteurs, mais ceux-ci sont et doivent être, comme le plus « humble » des militants, *et plus encore* que lui, liés par un programme, par une doctrine et par une définition claire et sans équivoque des normes tactiques communes à *tout* le parti, connues de *tous* ses membres, affirmées *publiquement* et surtout traduites en pratique devant l'ensemble de la classe ; et de même que les « chefs » sont *nécessaires* dans ces conditions, de même le parti peut *s'en passer* dès qu'ils cessent de répondre à la fonction à laquelle le parti les a délégués en vertu d'une sélection toute naturelle et non d'une comptabilité électorale de pacotille ; à plus forte raison lorsqu'ils dévient de la voie qui a été tracée pour tous. Voilà ce que notre parti tend à être et s'efforce de devenir, sans prétendre pour autant à une « pureté » ou à une « perfection » anti-

historiques. Un parti comme celui-là ne confie pas sa vie, son développement et, disons le mot, sa hiérarchie de fonctions *techniques*, au caprice de décisions contingentes et majoritaires : il croît et se renforce de par la dynamique même de la lutte de classe et de son intervention dans cette lutte ; il crée, sans les inventer à l'avance, ses propres armes de lutte et ses propres organes, à tous les niveaux ; il n'a pas besoin — sinon dans des cas pathologiques exceptionnels — d'expulser après un « procès » en règle les éléments qui ne veulent plus suivre la voie commune et immuable, car il *doit être* capable de les éliminer comme un organisme sain élimine spontanément ses propres déchets.

« *La révolution n'est pas une question de formes d'organisation.* » C'est au contraire l'organisation, avec toutes ses formes, qui se constitue en fonction des exigences de la révolution *dont nous prévoyons non seulement l'issue, mais le chemin.* Les consultations, les constitutions, les statuts, sont le propre des sociétés divisées en classes et des partis qui expriment non le cours historique d'une classe, mais la rencontre des cours *divergents ou partiellement convergents* de *plusieurs* classes. Démocratie interne et « bureaucratisme », culte de la « liberté d'expression » individuelle ou de groupe et « terrorisme idéologique », sont des termes non pas antithétiques mais dialectiquement liés : unité de doctrine et d'action tactique, et caractère organique du centralisme organisationnel, sont également les deux faces d'une même médaille.

Voilà ce qu'implique, entre autres, notre conception du parti, considéré dans sa structure et dans sa dynamique internes. Les *Thèses* le disent d'une façon bien plus complète et plus incisive que nous ne pouvons le faire dans le cadre de cette présentation générale (1).

---

(1) *Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière* a paru dans *Prometeo*, première série, n° 7, mai-juin 1947, mais a été rédigé au début de 1945.

Thèses caractéristiques du parti : réunion générale du parti, Florence 8-9 décembre 1951 ; texte intégral reproduit dans *Il Programma Comunista*, n° 16, 1962 ; un premier résumé avait été publié dans le fascicule *Sul filo del tempo*, mai 1953.

Les *Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable ont paru dans Il Programma Comunista* n° 2, 1965.

Les *Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui forment depuis plus d'un siècle le patrimoine historique de la Gauche communiste* (appelées aussi *Thèses de Naples* parce qu'elles ont été présentées à la réunion générale du parti tenue dans cette ville les 17 et 18 juillet 1965) ont été publiées dans *Il Programma Comunista* n° 14, 1965.

Les *Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial* (appelées aussi *Thèses de Milan* parce qu'elles ont été présentées à la réunion générale du parti tenue dans cette ville les 2 et 3 avril 1966) ont été publiées dans *Il Programma Comunista* n° 7, 1966.

NATURE, FONCTION ET TACTIQUE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE (1945)

La question de la tactique du parti est d'une importance fondamentale, et elle doit être abordée en liaison avec l'histoire des luttes de tendances dans la IIe et la IIIe Internationales.

La considérer comme secondaire ou accessoire, ce serait retomber dans l'erreur d'admettre que des groupes d'accord sur la doctrine et le programme peuvent, sans altérer ces bases, défendre et appliquer des orientations différentes dans l'action, ne serait-ce même que momentanément.

Lorsqu'on pose les problèmes relatifs à la nature et à l'action du parti, cela signifie qu'on est passé de l'interprétation critique des processus sociaux à l'étude de l'influence que peut exercer sur eux une force activement agissante. Ce passage constitue le point le plus important et le plus délicat de tout le système marxiste ; on le trouve délimité dans ces phrases du jeune Marx : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières : il importe maintenant de le transformer » et « De l'arme de la critique, il faut passer à la critique des armes ».

Ce passage de la pure connaissance à l'intervention active, la méthode du matérialisme dialectique le comprend d'une manière radicalement différente de celle des idéologies traditionnelles. On a trop souvent vu les adversaires du communisme exploiter le bagage théorique du marxisme pour saboter et renier ses conséquences dans le domaine de l'action et de la lutte ou bien, d'un autre bord, affecter d'adhérer à la praxis du parti prolétarien, mais tout en réfutant et en rejetant ses bases critiques de principe. Dans ces deux cas, la déviation était le reflet d'influences anti-classistes et contre-révolutionnaires, et elle s'est manifestée dans la crise que, par souci de brièveté, nous appelons opportunisme.

Les principes et les doctrines n'existent pas en soi, comme une base établie avant l'action ; ils se forment au contraire dans un processus parallèle à celui de l'action. Ce sont leurs intérêts matériels opposés qui jettent les groupes sociaux dans la lutte pratique, et c'est de l'action suscitée par ces intérêts matériels que naît la théorie qui devient le patrimoine caractéristique du parti. Que viennent à changer les rapports d'intérêts, les stimulants et la direction pratique de l'action, et la doctrine du parti sera du même coup modifiée et déformée.

Croire que, du seul fait qu'elle a été codifiée dans un texte programmatique et que l'organisation du parti a été dotée d'un encadrement strict et discipliné, la doctrine du parti est devenue intangible et sacrée, et que par conséquent on peut se permettre d'emprunter des directions variées et de recourir à de multiples manœuvres dans le domaine de l'action, signifie simplement qu'on ne voit pas de façon marxiste quel est le véritable problème à résoudre pour parvenir au choix des méthodes d'action.

Revenons sur la signification du déterminisme. Les événements sociaux sont-ils engendrés par des forces incoercibles, en créant chez les hommes diverses idéologies, théories et optiques, ou bien peuvent-ils être modifiés par la volonté plus ou moins consciente des hommes ? La méthode propre au parti prolétarien résoud cette alternative en en bouleversant complètement les bases traditionnelles. En effet, on posait toujours le problème et on prétendait le résoudre à l'échelle de l'individu isolé, pour en déduire ensuite la solution applicable à la société tout entière, alors qu'il s'agit au contraire de considérer la collectivité à la place de l'individu. Par ailleurs, on entendait toujours par collectivité cette autre abstraction métaphysique qu'est la société de tous les hommes, tandis que pour le marxisme une collectivité est un regroupement concrètement défini d'individus qui, dans une situation historique donnée, ont des intérêts parallèles découlant des rapports sociaux, c'est-à-dire de leur place dans la production et dans l'économie — et ces regroupements sont précisément les classes.

La capacité de comprendre exactement les rapports dans lesquels elles vivent et d'exercer sur eux une certaine influence n'est pas la même pour toutes les classes sociales de l'histoire humaine. Chaque classe historique a eu son parti, son système d'opinions et de propagande ; avec la même insistance, chacune a prétendu interpréter exactement le sens des événements et pouvoir les diriger vers un but plus ou moins vaguement défini. Le marxisme fournit la critique et l'explication de toutes ces théories et montre que les diverses généralisations idéologiques étaient le reflet dans les opinions des conditions et des intérêts des classes en lutte.

Dans cette succession de luttes entre partis et organismes étatiques de classe, engendrées par des intérêts matériels et suscitant des représentations politiques et philosophiques, la classe prolétarienne moderne se présente, une fois que les conditions sociales de sa formation ont mûri, avec des capacités nouvelles et supérieures, tant parce qu'elle possède une méthode non illusoire d'interprétation de tout le mouvement historique, que par l'efficacité concrète

de sa lutte sociale et politique pour influer sur le déroulement général de ce mouvement.

Cette autre notion fondamentale a été énoncée par les marxistes dans ces phrases célèbres et classiques : « Avec la révolution prolétarienne, la société humaine sort de sa préhistoire » ; « La révolution socialiste constitue le passage du monde de la nécessité à celui de la liberté ».

Il s'agit donc de sortir de la banale alternative traditionnelle : l'homme est-il maître de sa volonté, ou bien est-il déterminé par son milieu ? La classe et son parti ont-ils conscience de leur mission historique et puisent-ils dans cette conscience théorique la force de la réaliser pour une amélioration générale du sort de l'humanité, ou bien sont-ils entraînés dans la lutte, vers le succès ou vers l'échec, par des forces supérieures et inconnues ? Avant tout, il faut se demander de quelles classes et de quels partis il s'agit, quelle est leur situation à l'égard des forces productives et du pouvoir d'Etat, quel cycle historique elles ont parcouru et quel autre leur reste à parcourir selon les prévisions de l'analyse critique.

Pour les doctrines religieuses, la cause des événements réside hors de l'homme, dans la divinité créatrice, qui a tout établi et a même cru devoir concéder à l'individu une certaine liberté d'action, dont il devra répondre dans une autre vie. Il est évident qu'une telle solution du problème de la volonté et du déterminisme est complètement abandonnée par l'analyse sociale marxiste.

Fondée sur les « Lumières » et prétendant avoir éliminé tout postulat arbitraire et révélé, la philosophie bourgeoise propose une solution tout aussi mensongère. En effet, le problème de l'action y est toujours réduit au rapport sujet-objet et, dans les versions anciennes comme dans les versions modernes des divers systèmes idéalistes, le point de départ est recherché dans le sujet individuel, dans le Moi : il réside en effet dans le mécanisme de la pensée de l'individu, et se traduit par la suite dans l'action de celui-ci sur le milieu naturel et social. De là le mensonge politique et juridique du système bourgeois, qui déclare l'homme libre et lui accorde, en tant que citoyen, le droit d'administrer la chose publique, et donc également ses propres intérêts, selon l'opinion mûrie dans sa propre tête.

L'interprétation marxiste de l'histoire et de l'action humaine, si elle exclut donc l'intervention de toute influence transcendante et de tout verbe révélé, renverse d'une façon tout aussi décidée le concept bourgeois de libre volonté de l'individu, en montrant que ce sont ses besoins et ses intérêts qui expliquent son comportement et son action — ses opinions, ses croyances et ce qu'on appelle sa conscience n'étant que les effets ultimes de facteurs plus complexes.

Quand on passe du concept métaphysique de conscience et de volonté du Moi à la notion réelle et scientifique de connaissance théorique et d'action historique et politique du parti de classe, le problème se trouve clairement posé et l'on peut en aborder la solution.

Cette solution a une signification originale pour le mouvement et le parti du prolétariat moderne. Pour la première fois, en effet, il s'agit d'une classe sociale qui est poussée à briser les vieux systèmes et les vieilles formes poli-

tiques et juridiques qui entravent le développement des forces productives (tâche révolutionnaire qu'ont déjà affrontée les classes sociales précédentes), non pas pour se constituer en une nouvelle classe dominante, mais pour établir des rapports de production qui permettront d'éliminer la pression économique et l'exploitation d'une classe par l'autre.

Le prolétariat dispose donc d'une plus grande clarté historique et d'une influence plus directe sur les événements, que les classes qui ont dirigé jusqu'ici la société.

Cette aptitude historique particulière, cette faculté nouvelle du parti de classe prolétarien, doit être suivie dans le processus complexe de ses manifestations au cours de l'histoire que le mouvement prolétarien a connu jusqu'ici.

L'influence qu'exerça sur le prolétariat la phase de développement pacifique et apparemment progressif du monde bourgeois dans la dernière partie du XIXe siècle se manifesta par le révisionnisme de la IIe Internationale, qui aboutit à l'opportunisme concrétisé par la collaboration des socialistes aux gouvernements bourgeois, en temps de paix comme en temps de guerre. Il semblait alors que l'expansion du capitalisme n'entraînait pas, contrairement au schéma classique de Marx, l'exaspération inexorable des contradictions de classes, de l'exploitation et de la paupérisation du prolétariat. Il semblait que tant que le monde capitaliste pourrait s'étendre sans provoquer de crise violente, le niveau de vie des classes travailleuses pourrait s'améliorer graduellement à l'intérieur même du système capitaliste. Le réformisme élabora sur le plan théorique ce schéma d'une évolution menant sans heurts de l'économie capitaliste à l'économie prolétarienne et, dans le domaine pratique, il affirma en toute cohérence que le parti prolétarien pouvait développer une action positive axée sur la réalisation quotidienne de conquêtes partielles — syndicales, coopératives, administratives, législatives — qui devenaient autant de noyaux du futur système socialiste à l'intérieur du régime actuel, qu'ils devaient peu à peu transformer complètement.

On abandonna l'idée que le parti devait soumettre toute son action à la préparation d'un effort final visant à réaliser les conquêtes maximales, pour adopter une conception foncièrement volontariste et pragmatiste : l'activité quotidienne était présentée comme une réalisation solide et définitive que l'on opposait à la vacuité de l'attente passive d'une grande victoire future qui devait résulter de l'affrontement révolutionnaire.

L'école syndicaliste n'était pas moins volontariste, jusque dans son adhésion aux philosophies bourgeoises les plus récentes. En effet, elle parlait bien de conflit de classe déclaré, de destruction et d'abolition de cet appareil d'Etat bourgeois que les réformistes voulaient imbiber de socialisme, mais en réalité, en localisant les luttes et la transformation sociales dans les entreprises de production prises isolément, elle pensait elle aussi que les prolétaires pouvaient conquérir par leur lutte syndicale des positions avantageuses successives qui seraient comme autant d'îlots prolétariens dans l'océan capitaliste. Le mouvement italien de l'*Ordine Nuovo* dérivait de cette conception syndicaliste : avec sa théorie des conseils d'usine, il brisait l'unité internationale et historique du

mouvement de classe et de la transformation sociale pour proposer, au nom d'une détermination concrète et analytique de l'action, la conquête d'une série de positions successives au sein des unités de production.

Pour en revenir au révisionnisme gradualiste, de même que la réalisation du programme maximum du parti était éclipsée par les conquêtes partielles et quotidiennes, de la même façon on préconisait la fameuse tactique d'alliance et de coalition avec des groupes et des partis politiques qui, tour à tour, consentiraient à appuyer les revendications partielles et les réformes proposées par le parti prolétarien.

Dès cette époque, une critique fondamentale fut portée contre cette pratique : l'alignement du parti, aux côtés d'autres formations politiques, sur un front changeant suivant les problèmes d'actualité qui divisaient le monde politique à un moment donné, conduisait nécessairement à dénaturer le parti, à obscurcir sa clarté théorique, à affaiblir son organisation et à compromettre sa capacité à encadrer la lutte des masses prolétariennes dans la phase de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Que le parti rejoigne un des deux camps qui se partagent l'opinion à propos de la solution à donner à quelque problème brûlant mais contingent, et la nature même de la lutte politique fera que toute l'action des militants se concentrera sur ce sujet transitoire et sur ce but immédiat, au détriment de la propagande pour le programme et de la cohérence avec les principes du mouvement. Ainsi prendra corps dans les groupes de militants une orientation reflétant directement et de façon immédiate les mots d'ordre du moment.

La tâche du parti devrait être — comme les sociaux-démocrates eux-mêmes l'admettaient en paroles — de concilier l'intervention dans les problèmes quotidiens et les conquêtes partielles avec la sauvegarde de sa physionomie programmatique et de sa capacité de se placer sur son terrain de lutte propre pour le but suprême de la classe prolétarienne. Mais en réalité, l'activité réformiste fit non seulement oublier aux prolétaires leur préparation révolutionnaire de classe, mais conduisit les chefs et les théoriciens du mouvement eux-mêmes à la rejeter ouvertement pour proclamer que désormais, il n'était plus question de s'occuper des réalisations maximales, que la crise révolutionnaire finale prévue par le marxisme n'était elle aussi qu'une utopie, et que seules importaient les conquêtes de chaque jour. « Le but n'est rien, le mouvement est tout » devint la devise commune aux réformistes et aux syndicalistes.

La crise du réformisme éclata dans toute son ampleur avec la guerre, qui anéantissait le postulat historique d'un adoucissement continuel de la domination capitaliste. Les richesses collectives accumulées par la bourgeoisie et dont une maigre part était destinée à l'amélioration apparente du niveau de vie des masses, furent jetées dans la fournaise de la guerre : non seulement toutes les améliorations réformistes furent englouties dans la crise économique, mais la vie même de millions de prolétaires fut sacrifiée. Parallèlement, alors que la fraction demeurée saine des socialistes entretenait encore l'espoir que cette manifestation violente de la barbarie capitaliste arracherait les groupes prolétariens à la collaboration de classe pour les jeter dans une lutte générale

ouverte en vue de la destruction du système bourgeois, on assista au contraire à la crise et à la faillite de toute, ou presque toute, l'organisation prolétarienne internationale.

Le déplacement du front de l'agitation et de l'action immédiate effectué dans la période de pratique réformiste se révéla une faiblesse incurable : les prolétaires avaient oublié et ne comprenaient plus les buts suprêmes de leur classe. La classe dominante sut largement exploiter les conséquences néfastes de la tactique de participation à l'un des deux camps entre lesquels les partis se partageaient de manière variable au gré des pays et des mots d'ordre contingents les plus divers (plus grande liberté d'organisation, élargissement du droit de vote, étatisation de certains secteurs économiques, etc.), et qui aboutit pour les chefs du prolétariat à des positions politiques qui constituèrent la dégénérescence social-patriotique.

La popularité qu'apportait à ces postulats non classistes la propagande des puissantes organisations de masse des grands partis socialistes de la IIe Internationale fut habilement utilisée pour dénaturer l'orientation politique de ceux-ci : on démontrait que, dans l'intérêt du prolétariat et dans l'intérêt même de sa marche vers le socialisme, il fallait, en attendant, défendre d'autres résultats acquis, comme la civilisation allemande contre le tsarisme féodal et théocratique, ou bien la démocratie occidentale contre le militarisme teuton.

Née de la révolution russe, la IIIe Internationale se dressa contre cette orientation désastreuse pour le mouvement ouvrier. Il faut toutefois dire que, si sa restauration des valeurs révolutionnaires fut grandiose et complète en ce qui concerne les principes doctrinaux, l'orientation théorique et le problème fondamental du pouvoir d'Etat, il n'en fut pas de même par contre pour l'organisation de la nouvelle Internationale et la définition de sa tactique et de celle des partis adhérents.

La critique des opportunistes de la IIe Internationale fut cependant complète et décisive : on critiqua non seulement leur abandon total des principes marxistes, mais aussi leur tactique de coalition et de collaboration avec des gouvernements et des partis bourgeois.

On mit en évidence que l'orientation particulariste et immédiate donnée aux vieux partis socialistes n'avait nullement procuré de petits avantages et des améliorations matérielles aux travailleurs en échange de leur renonciation à préparer et à réaliser l'attaque suprême contre les institutions et le pouvoir bourgeois ; au contraire, compromettant tout à la fois les buts immédiats et le but historique, elle avait conduit à une situation pire encore, c'est-à-dire à l'utilisation des organisations, des forces, de la combativité, des personnes et des vies des prolétaires pour réaliser des objectifs qui, loin de correspondre aux buts politiques et historiques de leur classe, conduisaient à un renforcement de l'impérialisme capitaliste. La guerre avait permis à celui-ci d'éloigner, au moins pour toute une phase historique, le danger qu'engendraient les contradictions de son mécanisme productif, tandis que le ralliement des cadres syndicaux et politiques de la classe ennemie au travers de la méthode politique des coalitions nationales lui permettait de surmonter la crise politique déterminée par la guerre et ses répercussions.

Comme le montre la critique léniniste, on avait ainsi complètement dénaturé la tâche et la fonction du parti prolétarien qui n'est pas de sauver la patrie bourgeoise ou les institutions de la soi-disant liberté bourgeoise, mais de tenir les forces prolétariennes en ordre de bataille sur la ligne historique générale du mouvement, qui doit culminer dans la conquête totale du pouvoir politique par le renversement de l'Etat bourgeois.

Dans l'immédiat après-guerre, alors que ce que l'on appelle les conditions subjectives de la révolution (c'est-à-dire l'efficacité des organisations et des partis du prolétariat) apparaissaient défavorables, tandis que la crise du monde bourgeois qui se manifestait alors dans toute son ampleur fournissait au contraire des conditions objectives favorables, il s'agissait de remédier à la première déficience par la rapide réorganisation de l'Internationale révolutionnaire.

Ce processus fut dominé, et il ne pouvait en être autrement, par le grandiose fait historique de la première victoire révolutionnaire prolétarienne en Russie, qui avait permis de remettre en pleine lumière les grandes directives communistes. Mais on voulut faire de la tactique des partis communistes, qui dans les autres pays réunissaient les groupes socialistes opposés à l'opportunisme de guerre, une imitation directe de la tactique appliquée victorieusement en Russie par le parti bolchévique pour conquérir le pouvoir au cours de sa lutte historique de février à novembre 1917.

Dès les premiers temps, cela donna lieu à d'importants débats sur les méthodes tactiques de l'Internationale, et en particulier sur celle du front unique, qui consistait à adresser fréquemment aux autres partis prolétariens et socialistes des invitations à pratiquer une agitation commune et à agir de concert, dans le but de démasquer ces partis et de détourner à l'avantage des communistes leur influence traditionnelle sur les masses.

En fait, malgré les mises en garde pressantes de la Gauche communiste italienne et d'autres groupes d'opposition, les chefs de l'Internationale ne se rendirent pas compte que cette tactique du front unique, en alignant les organisations révolutionnaires aux côtés des organisations social-démocrates, social-patriotes, opportunistes, dont elles venaient de se séparer par suite d'une opposition irréductible, non seulement désorienterait les masses et rendrait du même coup illusoires les avantages attendus de cette tactique, mais — ce qui était plus grave encore — finirait par corrompre les partis révolutionnaires eux-mêmes. S'il est vrai que le parti révolutionnaire est le meilleur facteur de l'histoire et le moins étroitement conditionné, il n'en reste pas moins un produit de cette histoire et subit donc des changements à chaque modification des forces sociales. On ne peut considérer le problème de la tactique comme celui du maniement à volonté d'une arme qui, brandie dans n'importe quelle direction, demeurerait identique à elle-même ; la tactique du parti influence et modifie le parti lui-même. Aucune tactique ne doit être condamnée au nom de dogmes *a priori*, mais toute tactique doit être préalablement analysée et discutée en fonction du critère suivant : pour gagner éventuellement en influence sur les masses, ne va-t-on pas compromettre le caractère du parti et sa capacité de guider ces masses vers le but final ?

L'adoption de la tactique du front unique signifiait en réalité que l'Internationale Communiste s'engageait elle aussi sur la voie de l'opportunisme qui avait conduit la IIe Internationale à la défaite et à la liquidation. Sacrifier la victoire finale et totale aux succès contingents et partiels, telle avait été la caractéristique de la tactique opportuniste ; celle du front unique se révélait elle aussi opportuniste, puisqu'elle aussi sacrifiait justement la garantie primordiale et irremplaçable de la victoire totale et finale (la capacité révolutionnaire du parti de classe) à l'action contingente qui devait assurer des avantages momentanés et partiels au prolétariat (l'augmentation de l'influence du parti sur les masses, et une participation plus massive du prolétariat à la lutte pour l'amélioration graduelle de ses conditions matérielles et pour le maintien des conquêtes éventuelles déjà obtenues).

Dans la situation du premier après-guerre, qui apparaissait comme objectivement révolutionnaire, la direction de l'Internationale se laissa guider par la crainte — non dénuée de fondements — de ne pas être prête ou en tous cas peu suivie des masses lors de l'explosion d'un mouvement européen général qui pouvait amener à la conquête du pouvoir dans quelques-uns des grands pays capitalistes. L'éventualité d'un rapide effondrement du monde capitaliste était tellement importante pour l'Internationale léniniste, qu'on peut comprendre aujourd'hui comment, dans l'espoir de pouvoir diriger de plus vastes masses dans la lutte pour la révolution européenne, elle alla jusqu'à accepter l'adhésion de mouvements qui n'étaient pas de véritables partis communistes, et chercha, par la tactique élastique du front unique, à garder le contact avec les masses qui étaient derrière les appareils des partis qui oscillaient entre la conservation et la révolution.

Si l'éventualité favorable s'était réalisée, ses conséquences sur la politique et sur l'économie du premier pouvoir prolétarien en Russie auraient eu une importance telle qu'un redressement immédiat des organisations internationales et nationales du mouvement communiste aurait été possible.

L'éventualité la plus défavorable, celle de la stabilisation relative du capitalisme, s'étant au contraire réalisée, le prolétariat révolutionnaire dut reprendre la lutte avec un mouvement qui, ayant sacrifié sa claire orientation politique et l'homogénéité de sa composition et de son organisation, se trouvait exposé à de nouvelles dégénérescences opportunistes.

Toutefois, l'erreur qui ouvrit la porte de la IIIe Internationale à la nouvelle vague opportuniste, plus grave que les deux précédentes, n'était pas seulement une erreur de calcul sur les probabilités futures de la révolution prolétarienne : c'était une erreur d'orientation et d'interprétation historique, qui consistait à vouloir généraliser les expériences et les méthodes du bolchevisme russe en les appliquant à des pays de civilisation bourgeoise et capitaliste bien plus avancée. La Russie d'avant février 1917 était encore une Russie féodale dans laquelle les forces productives capitalistes étaient étouffées par le carcan des vieux rapports de production : il était évident que dans cette situation, analogue à celle de la France de 1789 et de l'Allemagne de 1848, le parti politique du prolétariat devait combattre le tsarisme même s'il avait semblé impossible d'éviter que s'établisse un régime bourgeois capitaliste après

son renversement ; et en conséquence, il était tout aussi évident que le parti bolchévique pouvait prendre avec d'autres groupements politiques les contacts rendus nécessaires par la lutte contre le tsarisme. Entre février et octobre 1917, le parti bolchévique rencontra les conditions objectives favorables à un plus vaste dessein : greffer directement sur le renversement du tsarisme la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Il durcit donc ses positions tactiques, luttant ouvertement et sans merci contre toutes les autres formations politiques, des réactionnaires fauteurs d'une restauration tsariste et féodale aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Mais, tandis que l'on pouvait effectivement craindre une restauration du féodalisme absolutiste et théocratique, les formations politiques et étatiques de la bourgeoisie, ou influencées par elle, n'avaient encore, dans la situation extrêmement instable d'alors, aucune solidité et se montraient incapables d'attirer et d'absorber les forces autonomes du prolétariat : ces conditions mirent le parti bolchévique en mesure d'accepter des contacts et de prendre des accords provisoires avec d'autres organisations ayant une certaine influence dans le prolétariat, comme cela se produisit lors de l'épisode Kornilov.

Lorsqu'il réalisait le front unique contre Kornilov, le parti bolchevique luttait contre une réaction féodale réelle ; par ailleurs, il n'avait à craindre ni un renforcement des organisations menchéviques et socialistes-révolutionnaires qui eût pu le soumettre à leur influence, ni qu'un solide pouvoir d'Etat puisse tirer avantage de son alliance contingente avec les bolcheviks pour se retourner ensuite contre eux.

La situation et le rapport des forces étaient complètement différents dans les pays de civilisation bourgeoise avancée. Là, la perspective d'une restauration féodale était totalement absente (et à plus forte raison l'est-elle aujourd'hui) ; l'objet même d'éventuelles actions communes avec d'autres partis n'existait donc pas. De plus, le pouvoir d'Etat et les organisations bourgeoises y étaient tellement affermis par le succès et la tradition de domination, qu'il était bien prévisible que les organisations autonomes du prolétariat, poussées par la tactique du front unique à des contacts fréquents et étroits avec elles, risquaient d'être quasi inévitablement influencées et absorbées progressivement par les organisations bourgeoises.

Le fait d'avoir ignoré cette profonde différence de situation et d'avoir voulu appliquer à des pays développés les méthodes tactiques bolcheviques adaptées à la situation du régime bourgeois naissant de la Russie, ont conduit l'Internationale Communiste à une série de désastres de plus en plus graves, et enfin à sa honteuse liquidation.

On poussa la tactique du front unique jusqu'à lancer des mots d'ordre contraires au programme du parti sur la question de l'Etat : on revendiqua la formation de *gouvernements ouvriers*, c'est-à-dire de gouvernements formés à la fois de communistes et de sociaux-démocrates et parvenant au pouvoir par les voies parlementaires normales sans briser l'appareil d'Etat bourgeois par la violence. Ce mot d'ordre du gouvernement ouvrier fut présenté au IVe Congrès de l'Internationale Communiste comme le corollaire logique et naturel de la

tactique du front unique ; et il fut appliqué en Allemagne, avec pour résultat une grave défaite du prolétariat allemand et de son parti communiste.

Avec la dégénérescence ouverte et progressive de l'Internationale après le IVe Congrès, le mot d'ordre du front unique servit à introduire la tactique aberrante des blocs électoraux non seulement non communistes, mais même non prolétariens, des fronts populaires, et enfin de l'appui aux gouvernements bourgeois. Là où la contre-offensive bourgeoise du fascisme avait conquis le monopole du pouvoir, on proclama — nous touchons ici la question la plus actuelle — que le parti ouvrier, suspendant la lutte pour ses buts spécifiques, devait constituer l'aile gauche d'une coalition antifasciste comprenant non plus seulement les partis prolétariens, mais même les partis bourgeois démocratiques et libéraux, dans le but de combattre les régimes totalitaires bourgeois et de constituer, après leur chute, un gouvernement de coalition de tous les partis, bourgeois et ouvriers, opposés au fascisme. Partant du front unique de la classe prolétarienne, on aboutit ainsi à l'unité nationale de toutes les classes, bourgeoise et prolétarienne, dominante et dominée, exploiteuse et exploitée. Autrement dit, à partir d'une manœuvre tactique discutable et contingente, qui exigeait explicitement l'autonomie absolue des organisations révolutionnaires et communistes, on aboutit à la liquidation effective de cette autonomie et à la négation, non plus seulement de l'intransigeance révolutionnaire bolchevique, mais même de la notion marxiste de classe.

Cette évolution progressive de l'Internationale Communiste se trouve en contradiction avec les thèses tactiques adoptées lors de ses premiers congrès et avec les solutions classiques défendues par Lénine dans *La maladie infantile du communisme* ; d'autre part, elle nous autorise à affirmer, après l'expérience de plus de vingt ans de vie de l'Internationale, qu'une déviation aussi considérable par rapport au but initial est dérivée, parallèlement aux revers de la lutte révolutionnaire anticapitaliste, d'une position au départ inadéquate du problème des tâches politiques du parti.

Il est aujourd'hui possible, sans rappeler l'ensemble des arguments développés dans les discussions d'alors, de conclure que le bilan de la tactique trop élastique et trop manœuvrière a été non seulement négatif, mais désastreux.

A plusieurs reprises et dans tous les pays, les partis communistes dirigés par le Komintern ont essayé d'exploiter les situations dans un sens révolutionnaire en recourant à la manœuvre du front unique, puis de s'opposer à la victoire de la droite bourgeoise, comme on disait, par la tactique des blocs de gauche. Cette tactique n'a apporté que des défaites retentissantes. De l'Allemagne à la France, de la Chine à l'Espagne, nulle part ces expériences de coalition n'ont soustrait les masses aux partis opportunistes et à l'influence bourgeoise ou petite-bourgeoise pour les porter sur la voie révolutionnaire et communiste, mais elles ont conduit au résultat inverse au profit des anti-communistes. Les partis communistes, ou bien furent attaqués sans pitié par leurs ex-alliés à la rupture de la coalition et subirent de cuisantes défaites dans leur tentative de lutter seuls, ou bien, absorbés par les coalitions, furent

peu à peu complètement dénaturés au point de ne plus différer pratiquement des partis opportunistes.

Il est bien vrai qu'entre 1928 et 1934 le Komintern, se retournant de manière inattendue contre les courants bourgeois de gauche et la social-démocratie, a relancé les mots d'ordre d'autonomie politique et de lutte indépendante. Mais ce brusque virage tactique n'a réussi qu'à désorienter complètement les partis communistes, sans apporter aucun succès historique dans la lutte contre des contre-offensives fascistes ou des actions solidaires de la coalition anti-prolétarienne de la bourgeoisie. On doit chercher la cause de ces revers dans le fait que les divers mots d'ordre tactiques successifs pleuvaient sur les partis et leurs cadres comme autant d'improvisations inattendues, sans que l'organisation communiste soit le moins du monde préparée aux différentes éventualités. Or, les plans tactiques du parti ne peuvent ni ne doivent devenir le monopole ésotérique de cercles dirigeants ; définissant au contraire par avance l'attitude correspondant aux diverses situations prévisibles, ils doivent être étroitement liés à la cohérence théorique, à la conscience politique des militants, aux traditions du mouvement, et doivent imprégner l'organisation de telle sorte qu'elle soit toujours préparée à l'avance et qu'elle puisse prévoir quelles seront les réactions de la structure unitaire du parti devant les événements favorables ou défavorables du cours de la lutte. Ce n'est pas avoir une conception plus complète et plus révolutionnaire du parti que d'en attendre autre chose ou plus, que de croire qu'il peut résister à des coups de gouvernail imprévus dans le domaine de la tactique ; au contraire, comme le prouvent les faits historiques, c'est là le processus classique défini par le terme d'opportunisme, qui amène le parti révolutionnaire, ou bien à se dissoudre et à faire naufrage dans l'influence défaitiste de la politique bourgeoise, ou bien à se trouver plus vulnérable et plus désarmé devant la répression.

Lorsque le degré de développement de la société et le cours des événements conduisent le prolétariat à servir des causes qui ne sont pas les siennes en figurant dans ces fausses révolutions dont la bourgeoisie manifeste le besoin de temps à autre, c'est l'opportunisme qui triomphe : le parti de classe entre en crise, sa direction passe sous l'influence bourgeoise, et la reprise de la voie prolétarienne ne peut plus passer que par la scission des vieux partis, la formation de nouveaux noyaux et la reconstruction nationale et internationale de l'organisation politique prolétarienne.

En conclusion, la tactique qu'appliquera le parti prolétarien international lorsqu'il se reconstituera dans tous les pays devra se baser sur les directives suivantes.

L'expérience pratique des crises opportunistes et des luttes conduites par les groupes marxistes de gauche contre les révisionnismes de la IIe Internationale, a montré qu'on ne peut conserver intacts le programme, la tradition politique et la solidité d'organisation du parti si celui-ci applique une tactique qui, ne serait-ce que dans la forme, comporte des attitudes et des mots d'ordre acceptables par les mouvements politiques opportunistes.

De même, tout flottement, tout relâchement dans le domaine doctrinal trouve son reflet dans une tactique et une action opportunistes.

Par conséquent, le parti se distingue de tous les autres, ennemis déclarés ou prétendus cousins, et même de ceux qui prétendent recruter leurs adhérents dans les rangs de la classe ouvrière, en ce que sa praxis politique rejette les manœuvres, les combinaisons, les alliances, les blocs qui se forment traditionnellement sur la base de postulats et de mots d'ordre contingents communs à plusieurs partis.

Cette position du parti a une valeur essentiellement historique, et elle le distingue dans le domaine tactique de tous les autres, au même titre que son appréciation originale de la période que traverse actuellement la société capitaliste.

Le parti révolutionnaire de classe est le seul à comprendre que les postulats économiques, sociaux et politiques du libéralisme et de la démocratie sont aujourd'hui anti-historiques, illusoires et réactionnaires, et que le monde en est à la phase où, dans les grands pays, l'organisation libérale disparaît et cède la place au système fasciste, plus moderne.

Par contre, dans la période où la classe capitaliste n'avait pas amorcé son cycle libéral et devait encore renverser le vieux pouvoir féodal, ou même lorsque certaines phases essentielles de son expansion — encore libérale dans le domaine économique, et démocratique dans celui du pouvoir d'Etat — restaient encore à parcourir dans des pays importants, une alliance transitoire des communistes était compréhensible et admissible : dans le premier cas, avec des partis qui étaient ouvertement révolutionnaires, anti-légalitaires et organisés pour la lutte armée, et dans le second avec des partis qui assumaient encore un rôle assurant des conditions utiles et réellement « progressives » pour que le régime capitaliste avance plus rapidement sur le chemin qui doit le conduire à sa chute.

Ce changement de tactique des communistes correspond donc au passage d'une période historique à une autre ; il ne peut être émietté dans une casuistique locale et nationale, ni aller se perdre dans l'analyse des incertitudes complexes que comporte indubitablement le cycle historique du capitalisme, sous peine d'aboutir à la pratique fustigée par Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*.

La politique du parti prolétarien est avant tout internationale (et cela le distingue de tous les autres) depuis que, pour la première fois, son programme a été formulé et qu'est apparue l'exigence historique de son organisation effective. Comme le dit le *Manifeste*, les communistes, en appuyant tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant, mettent en avant et font valoir, en même temps que la question de la propriété, les intérêts communs à tout le prolétariat, qui sont indépendants de la nationalité.

Tant qu'elle ne fut pas dévoyée par le stalinisme, la stratégie révolutionnaire des communistes inspira une tactique internationale visant à enfoncer le front bourgeois dans le pays où apparaissent les meilleures possibilités, en mobilisant dans ce but toutes les ressources du mouvement.

La seconde guerre impérialiste et ses conséquences, déjà évidentes, se caractérisent par l'influence prépondérante, étendue à toutes les aires du monde, même celles où subsistent les formes les plus arriérées de société indigène, non pas tant des puissantes formes économiques capitalistes, que du contrôle politique et militaire inexorable qu'exercent les grandes centrales impériales du capitalisme — pour l'instant rassemblées dans une gigantesque coalition qui inclut l'Etat russe.

En conséquence, les tactiques locales ne peuvent être que des aspects de la stratégie révolutionnaire générale, qui doit avant tout restaurer le programme du parti prolétarien mondial, puis tisser à nouveau le réseau de son organisation dans chaque pays.

Cette lutte se développe dans une ambiance où triomphent les illusions et les séductions de l'opportunisme : la propagande en faveur de la croisade pour la liberté contre le fascisme dans le domaine idéologique, et dans la pratique politique les coalitions, les blocs, les fusions et les revendications illusoires présentées de concert par les directions des innombrables partis, groupes et mouvements.

Proclamer que l'histoire a rejeté irrévocablement la pratique des accords entre partis, qu'il s'agit là d'une directive essentielle et fondamentale et non pas d'une simple réaction contingente aux saturnales opportunistes et aux combinaisons acrobatiques des politiciens, est le seul moyen pour que les masses prolétariennes comprennent la nécessité de la reconstruction du parti révolutionnaire, fondamentalement différent de tous les autres.

Même pour des phases transitoires, aucun des mouvements auxquels participe le parti ne doit être dirigé par un super-parti, par un organisme supérieur coiffant un groupe de partis affiliés.

Dans la phase historique moderne de la politique mondiale, les masses prolétariennes ne pourront se mobiliser de nouveau pour des buts révolutionnaires qu'en réalisant leur unité de classe autour d'un parti unique et compact dans la théorie, dans l'action, dans la préparation de l'assaut insurrectionnel, dans la gestion du pouvoir.

Toute manifestation, même limitée, du parti doit faire apparaître aux masses que cette solution historique constitue le seul moyen de s'opposer victorieusement au renforcement international de la domination économique et politique de la bourgeoisie et de sa capacité — non définitive, mais grandissante aujourd'hui — de maîtriser les contradictions et les convulsions qui menacent l'existence de son régime.

THESES CARACTERISTIQUES DU PARTI (1951)

I. — THÉORIE

La doctrine du Parti est fondée sur les principes du matérialisme historique et du communisme critique de Marx et Engels, qui ont été énoncés dans le *Manifeste du Parti Communiste*, *Le Capital* et leurs autres œuvres fondamentales, ont formé la base constitutive de l'Internationale Communiste en 1919, du Parti Communiste d'Italie en 1921, et sont contenus dans le programme du Parti publié dans *Battaglia Comunista* (n° 1 de 1951) et republié plusieurs fois depuis dans *il Programma Comunista*.

Ce programme déclare :

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste).

1. *Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.*

2. *Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.*

3. *Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.*

4. *L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.*

5. *Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politiques la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique programmatique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.*

6. *Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.*

7. *Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.*

⁂

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants :

8. *Dans la première moitié du XXe siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant*

jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat ; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois ; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation ; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois et petit-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. *Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.*

10. *L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils des travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.*

11. *La défense du régime prolétarien contre les dangers de dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'œuvre de transformation économique et sociale — dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays — ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.*

II. — TACHES DU PARTI COMMUNISTE

1. La classe laborieuse ne pourra se libérer de l'exploitation capitaliste que par une lutte politique, dirigée par un organe politique de la classe révolutionnaire : le parti communiste.

2. L'aspect le plus important de la lutte politique au sens marxiste est la guerre civile et l'insurrection armée par lesquelles une classe renverse le pouvoir de la classe dominante ennemie et instaure le sien. Une telle lutte ne peut aboutir à la victoire que si elle est dirigée par l'organisation du parti.

3. Pas plus que la lutte contre le pouvoir de la classe exploiteuse, l'extirpation ultérieure des structures économiques antérieures ne peut se faire sans le parti politique révolutionnaire : la dictature du prolétariat, qui est nécessaire pendant la longue période historique où se réalisera ce passage d'un mode de production à l'autre, est exercée ouvertement par le parti.

4. Sont également nécessaires avant, pendant et après la lutte armée pour la prise du pouvoir, les tâches suivantes du parti : défense et diffusion de la théorie ; défense et renforcement de l'organisation interne par le prosélytisme et la propagande de la théorie et du programme communiste ; activité constante dans les rangs du prolétariat, partout où celui-ci est poussé par les besoins et les déterminations économiques à lutter pour défendre ses intérêts.

5. Non seulement le parti ne rassemble pas dans ses rangs tous les individus composant la classe prolétarienne, mais il n'en regroupe même pas la majorité. Il rassemble cette minorité qui acquiert, dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action, la préparation et la maturité collectives corespondant à la vision générale du mouvement historique et de son but final, dans le monde entier et pendant le cours historique qui va de la formation du prolétariat jusqu'à sa victoire révolutionnaire.

Le parti ne se forme pas sur la base de la conscience individuelle : non seulement il n'est pas possible que chaque prolétaire parvienne à la conscience, et à plus forte raison à la maîtrise culturelle de la doctrine de classe, mais ce n'est même pas le cas de chaque militant pris individuellement, et même les chefs ne constituent à cet égard aucune garantie. Celle-ci ne peut résider que dans l'unité organique du parti.

De même, donc, que nous rejetons toute conception faisant dériver la révolution de l'action individuelle ou encore de l'action d'une masse d'individus

non reliés entre eux par un tissu organisationnel précis, de même nous refusons celle qui considère le parti comme un regroupement d'individus savants, éclairés ou conscients : pour nous, le parti est un tissu, un système dont la fonction organique au sein de la classe prolétarienne est d'accomplir les tâches révolutionnaires de celle-ci sous tous leurs aspects et dans toutes leurs phases successives et complexes.

6. Le marxisme a toujours énergiquement repoussé, chaque fois qu'elle est apparue, la théorie syndicaliste, qui donne à la classe ouvrière des organisations uniquement économiques — associations de métier, d'industrie ou d'entreprise — auxquelles elle attribue la capacité de développer la lutte révolutionnaire et de réaliser la transformation de la société.

Tout en considérant le syndicat comme un organe insuffisant, à lui seul, pour la révolution, le marxisme le considère cependant comme un organe indispensable pour la mobilisation politique et révolutionnaire de la classe, réalisée par la présence et la pénétration du parti communiste dans les organisations économiques de classe. Dans les phases difficiles de la formation des associations économiques, on doit considérer comme se prêtant au travail du parti les organisations dont la composition est purement prolétarienne, auxquelles l'adhésion est volontaire, mais qui n'imposent pas d'opinions politiques, religieuses et sociales données à leurs adhérents. Tel n'est pas le cas des organisations confessionnelles ou à adhésion obligatoire, ou de celles qui sont devenues partie intégrante de l'appareil d'Etat.

7. Le parti n'adopte jamais la méthode consistant à former des associations économiques partielles ne comprenant que les travailleurs qui acceptent les principes et la direction du parti communiste. Le parti affirme au contraire que non seulement la phase pré-insurrectionnelle, mais aussi toute la phase d'augmentation décisive de l'influence du parti dans les masses, ne peuvent se dessiner sans que se développe entre le parti et la classe une couche d'organisations pour la défense des intérêts économiques immédiats, auxquelles adhèrent de nombreux travailleurs et au sein desquelles il existe un réseau émanant du parti (noyaux, groupes et fraction communiste syndicale). Dans les périodes défavorables et de passivité de la classe prolétarienne, le parti a pour tâche de prévoir les formes et d'encourager l'apparition des organisations immédiates à objectifs économiques qui, dans l'avenir, pourront même prendre des aspects tout à fait nouveaux, après les formes bien connues telles que ligues de métier, syndicats d'industrie, conseils d'usine, etc. Le parti encourage toujours les formes d'organisation qui facilitent le contact entre les travailleurs de différentes localités et de différents métiers et leur action commune, et repousse les formes d'organisation fermées.

8. Dans la succession des situations historiques, le parti repousse donc à la fois la vision idéaliste et utopiste qui confie l'amélioration de la société à une union d'individus élus et conscients, d'apôtres ou de héros ; la vision libertaire qui la fait dépendre de la révolte d'individus ou de foules inorganisées ; la vision syndicaliste ou économiste qui la confie à l'action d'organisations économiques et apolitiques, préconisant ou non l'usage de la violence ; la vision volontariste et sectaire qui, faisant abstraction des déterminations réelles, ignore que la rébellion de classe surgit d'un enchaînement de réactions et d'actions bien antérieures à une claire conscience théorique et même à une volonté résolue d'action, et préconise la formation d'un petit parti d'élite qui s'entoure de syndicats extrémistes qui ne sont que sa doublure, ou bien commet l'erreur de s'isoler du réseau d'associations économico-syndicales du prolétariat. Cette dernière erreur, propre aux « ka-a-pédistes » allemands et aux tribunistes hollandais (1), a toujours été combattue au sein de la IIIe Internationale par la gauche italienne.

Cette dernière se démarqua de la IIIe Internationale sur des questions de stratégie et de tactique de la lutte prolétarienne, qui ne peuvent être traitées que par référence à l'époque et aux différentes phases historiques du mouvement prolétarien.

III. — VAGUES HISTORIQUES SUCCESSIVES DE DÉGÉNÉRESCENCE OPPORTUNISTE

1. Il est impossible de préconiser une position d'*intransigeance*, c'est-à-dire de refus *par principe* de toute alliance, front unique ou compromis, valable pour toutes les phases historiques successives du mouvement prolétarien, sans tomber dans un idéalisme fondé sur des considérations mystiques, éthiques ou esthétiques étrangères à la conception marxiste. Les questions de stratégie, de manœuvre, de tactique et de pratique de la classe et du parti se posent sur le plan historique et c'est donc exclusivement sur ce plan qu'elles doivent être résolues. Cela signifie qu'il faut les traiter en rapport avec le grand processus mondial de l'avancée prolétarienne entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, et non selon une casuistique de détail préoccupée de chaque particularité de temps et de lieu et laissée au choix arbitraire de groupes ou de comités directeurs.

2. Le prolétariat lui-même est avant tout un produit de l'économie et de l'industrialisation capitalistes. Par conséquent, s'il est vrai que le communisme ne peut naître des inspirations d'individus, de cénacles ou de confréries, mais seulement de la lutte des prolétaires eux-mêmes, il a pour condition la victoire irrévocable du capitalisme sur les formes qui le précèdent historiquement, c'est-à-dire la victoire de la bourgeoisie sur l'aristocratie foncière féodale et sur les autres classes de l'ancien régime, en Europe, en Asie, et dans tous les pays.

(1) Les membres du *Kommunistische Arbeiter-partei Deutschlands* (KAPD) en Allemagne et du groupe hollandais inspiré par Gorter et Pannekoek et rassemblé autour de la revue *De Tribune*. Ils se détachèrent définitivement de l'Internationale en 1921.

A l'époque du *Manifeste du Parti Communiste*, l'industrie moderne en était encore à ses débuts et n'était développée que dans un fort petit nombre de pays. Pour accélérer l'explosion de la lutte de classe moderne, il fallait inciter le prolétariat à lutter aux côtés des révolutionnaires bourgeois dans les insurrections anti-féodales et de libération nationale, qui à l'époque ne se déroulaient que sous la forme d'une lutte armée. C'est ainsi que la participation des travailleurs à la grande révolution française et à sa défense contre les coalitions européennes, même pendant la phase napoléonienne, appartient au grand cours historique de la lutte prolétarienne, bien que dès cette époque la dictature bourgeoise ait férocement réprimé les premières luttes sociales communistes.

Pour les marxistes, après les défaites subies par les bourgeois et les prolétaires, même alliés, au cours des mouvements révolutionnaires de 1848, cette période de stratégie anti-féodale se prolonge jusqu'en 1871 : en Europe, il subsistait en effet des régimes historiques féodaux en Russie, en Autriche et en Allemagne, et la conquête de l'unité nationale en Italie, en Allemagne, ainsi que dans les pays de l'Europe de l'Est, était une condition du développement industriel en Europe.

3. L'année 1871 constitue un tournant historique évident. La lutte contre Napoléon III et sa dictature est déjà clairement dirigée contre une forme capitaliste et non féodale ; elle est à la fois le produit et la preuve d'une concentration antagonique des forces de classe de la société moderne, et bien qu'il voie en Napoléon III un obstacle militaire au développement historique bourgeois et moderne de l'Allemagne, le marxisme révolutionnaire se place immédiatement sur le front de la lutte exclusivement prolétarienne, contre la bourgeoisie française, de tous les partis de la Commune, première dictature des travailleurs.

A partir de cette date, il n'est plus possible, dans le cadre européen, de choisir entre deux groupes historiques en lutte et entre deux armées nationales, car toute « restauration » de formes pré-bourgeoises est devenue socialement impossible dans deux grandes *aires* : l'Angleterre et l'Amérique du Nord, d'une part, l'Europe jusqu'aux confins des empires ottoman et tsariste, de l'autre.

a) *Première vague opportuniste : fin du XIXe siècle.*

4. Si l'on fait abstraction du bakouninisme dans la Première Internationale (1867-1871) et du sorélisme dans la Deuxième (1907-1914), que nous considérons comme des mouvements étrangers au marxisme, une première vague de l'opportunisme au sein du mouvement prolétarien marxiste est représentée par le révisionnisme social-démocrate. Sa vision était la suivante : la victoire de la bourgeoisie étant partout assurée, une phase historique sans insurrections et sans guerres s'ouvre ; sur la base de l'extension de l'industrie, de l'augmentation du nombre des travailleurs et du suffrage universel, le socialisme devient possible par évolution graduelle et sans violence. On tente ainsi (Bernstein) de vider le marxisme de son contenu révolutionnaire, en prétendant que celui-ci

n'appartiendrait pas en propre à la classe ouvrière, mais serait un reflet de mauvais aloi de la période insurrectionnelle bourgeoise. Dans cette période, la question tactique de l'alliance entre partis bourgeois avancés, ou de gauche, et partis prolétariens, revêt un aspect différent : il ne s'agit plus d'aider le capitalisme à naître, mais d'en faire dériver le socialisme à l'aide de lois et de réformes ; il ne s'agit plus de se battre ensemble dans les villes et dans les campagnes, mais de voter ensemble dans les assemblées parlementaires. Cette proposition de former des alliances et des blocs allant jusqu'à l'acceptation de postes de ministres par des chefs ouvriers, revêt le caractère historique d'un abandon de la voie révolutionnaire : c'est pourquoi les marxistes radicaux condamnent tout bloc électoral.

b) *Seconde vague opportuniste :* 1914.

5. La terrible seconde vague de l'opportunisme s'abat sur le mouvement prolétarien avec l'éclatement de la guerre de 1914. De nombreux chefs parlementaires et syndicaux, de forts groupes de militants, parfois des partis entiers, présentent le conflit entre les Etats comme une lutte susceptible de conduire à une restauration de l'absolutisme féodal et à la destruction des conquêtes civiques de la bourgeoisie, ainsi que du réseau productif de l'économie moderne. En conséquence, ils prêchent la solidarité avec l'Etat national en guerre, et ce, des deux côtés du front, puisque les bourgeoisies avancées de France et d'Angleterre se trouvent alliées à la Russie du tsar.

La majorité de la Deuxième Internationale tombe dans l'opportunisme de guerre. Peu de partis y échappent, parmi lesquels le parti socialiste italien ; mais seuls des groupes et fractions avancés se placent sur le terrain de Lénine qui, ayant défini la guerre comme un produit du capitalisme et non d'un conflit entre le capitalisme et des formes moins évoluées, en tire la conclusion non seulement que l'union sacrée et l'alliance nationale doivent être condamnées, mais que le parti prolétarien doit revendiquer à l'intérieur de chaque pays le défaitisme révolutionnaire contre chaque Etat et chaque armée en guerre.

6. La Troisième Internationale naît sur la base d'une double donnée historique : la lutte contre le social-démocratisme et la lutte contre le social-patriotisme.

Non seulement toute l'Internationale prolétarienne récuse la méthode des alliances avec d'autres partis pour la gestion du pouvoir parlementaire, mais elle nie que le pouvoir puisse être conquis par des voies légales, même si c'est de façon « intransigeante » (1) et par le seul parti prolétarien, et elle réaffirme sur les ruines de la phase pacifique du capitalisme la nécessité de la violence armée et de la dictature.

(1) Allusion à l'« intransigeance » dont se glorifiait le Parti Socialiste italien, mais qui se réduisait en fait au refus d'accorder un *appui parlementaire* à des gouvernements bourgeois, et n'excluait pas explicitement la possibilité d'une accession légale et graduelle au pouvoir.

Non seulement on ne conclut pas d'alliances avec les gouvernements en guerre, même s'il s'agit d'une guerre « défensive », et on persiste, même pendant la guerre, dans l'opposition de classe, mais on s'efforce, dans tous les pays, d'engager l'action défaitiste à l'arrière du front, pour transformer la guerre impérialiste entre les Etats en guerre civile entre les classes .

7. La réponse révolutionnaire à la première vague de l'opportunisme avait été : aucune alliance électorale, parlementaire ou ministérielle pour obtenir des réformes.

La réponse à la seconde était cette autre formule tactique : aucune alliance de guerre (depuis 1871) avec l'Etat et la bourgeoisie.

L'efficacité tardive de ces réactions empêcha le prolétariat de profiter du tournant et de l'écroulement de 1914-1918 pour engager partout la bataille du défaitisme révolutionnaire et de la destruction de l'Etat bourgeois, et la gagner.

8. Il n'y eut qu'une grandiose exception historique : la victoire d'octobre 1917 en Russie. La Russie était le seul grand Etat européen encore régi par le pouvoir féodal et où les formes capitalistes de production n'avaient encore que peu pénétré. En Russie, il existait un parti, pas très nombreux mais possédant une tradition de grande fermeté doctrinale sur les justes positions de la doctrine marxiste ; il s'était opposé, dans l'Internationale, aux deux vagues successives d'opportunisme et s'était en même temps montré capable de poser, dès les luttes grandioses de 1905, les problèmes de l'articulation des deux révolutions, bourgeoise et prolétarienne.

En février 1917, ce parti lutte avec les autres contre le tsarisme, mais tout de suite après il combat non seulement les partis bourgeois libéraux, mais les partis prolétariens opportunistes, et il réussit à les battre tous. De plus, il joue un rôle central dans la reconstruction de l'Internationale révolutionnaire.

9. La portée de cet événement formidable se condense dans des résultats historiques irrévocables. Dans le dernier pays proche de l'aire de l'Europe occidentale, une lutte permanente a conduit au pouvoir le prolétariat, et lui seul, bien que son développement social ne fût pas entièrement achevé. Après avoir balayé les formes libérales-démocratiques de type occidental récemment instaurées, la dictature prolétarienne affronte l'immense tâche d'accélérer l'évolution économique, ce qui signifie à la fois dépasser les formes féodales, et dépasser les formes capitalistes récentes. La réalisation de cette tâche exige avant tout de résister victorieusement aux attaques des bandes contre-révolutionnaires et des forces capitalistes. D'où la mobilisation de tout le prolétariat mondial, aux côtés du pouvoir soviétique et pour l'assaut direct aux pouvoirs bourgeois occidentaux. D'où également, avec l'extension de la lutte révolutionnaire aux confins des continents peuplés par les races de couleur, la mobilisation de toutes les forces prêtes à se soulever les armes à la main contre les impérialismes des métropoles blanches.

10. Dans l'aire européenne, la stratégie des blocs anti-féodaux avec des mouvements bourgeois de gauche est entièrement close et a laissé la place à

la stratégie de la lutte armée du prolétariat pour le pouvoir ; mais dans les pays arriérés, sur le terrain de la lutte armée, les partis prolétariens communistes naissants ne dédaigneront pas de participer, même avec d'autres éléments sociaux, aux insurrections anti-féodales dirigées tant contre les despotismes locaux que contre les colonisateurs blancs.

A l'époque de Lénine, l'alternative historique était la suivante : ou bien la lutte mondiale du prolétariat se terminait par la victoire, avec la chute du pouvoir capitaliste au moins dans une grande partie de l'Europe avancée, et alors l'économie russe se transformait à un rythme accéléré, *en sautant* le stade capitaliste et en se mettant au niveau de l'industrie de l'Occident déjà mûre pour le socialisme ; ou bien les grands centres de l'impérialisme bourgeois se maintenaient, et alors le *pouvoir révolutionnaire* russe était contraint de se cantonner dans les tâches d'une seule des deux révolutions sociales, la révolution bourgeoise, accomplissant un effort de développement productif immense, mais de type capitaliste et non socialiste.

11. Il était donc indispensable d'accélérer la conquête du pouvoir en Europe, pour éviter que l'Etat soviétique ne soit en peu d'années renversé par la violence, ou ne dégénère en Etat capitaliste. Or, dès qu'il apparut que la société bourgeoise se consolidait après la grave secousse de la première guerre mondiale, et que les partis communistes ne parvenaient pas à vaincre, à l'exception de quelques tentatives vite réprimées, l'évidence même de cette nécessité impérieuse conduisit à se demander par quelle manœuvre on pourrait conjurer l'influence social-démocrate et opportuniste encore subie par de larges couches prolétariennes.

Deux méthodes s'affrontèrent : la première considérait les partis de la Deuxième Internationale, qui menaient ouvertement une campagne impitoyable tant contre le programme communiste que contre la Russie révolutionnaire, comme des ennemis déclarés, et elle les combattait comme un détachement, et le plus dangereux, du front de classe bourgeois ; la seconde consistait à recourir à des expédients, à des « manœuvres » stratégiques et tactiques, pour détourner vers le parti communiste les masses influencées par les partis sociaux-démocrates.

12. Pour justifier cette seconde méthode, on invoqua à tort les expériences de la politique bolchevique en Russie, déviant ainsi de la juste ligne historique. Là, en effet, les propositions d'alliances faites à d'autres partis, petits-bourgeois et même bourgeois, étaient fondées sur une situation où le pouvoir tsariste mettait tous ces mouvements hors la loi et les contraignait à lutter de façon insurrectionnelle. En Europe, au contraire, on ne pouvait proposer d'actions communes, même dans un but de pure manœuvre, que sur le terrain légalitaire, qu'il fût parlementaire ou syndical. En Russie, l'expérience du parlementarisme libéral avait été extrêmement brève en 1905 et n'avait duré que quelques mois en 1917, de même que celle d'un syndicalisme reconnu par la loi. Dans le reste de l'Europe, un demi-siècle de dégénérescence du mouvement prolétarien avait fait de ces deux domaines un terrain propice à l'assoupissement de toute énergie révolutionnaire et au passage des chefs prolétariens

au service de la bourgeoisie. La garantie que constituait la fermeté d'organisation et de principes du parti bolchevique était une chose, celle que devait constituer l'existence du pouvoir de l'Etat prolétarien en Russie en était une tout autre car, du fait même des conditions sociales existantes et du rapport de forces international, ce pouvoir était précisément le plus exposé (comme l'histoire l'a démontré) à sombrer dans la renonciation aux principes et aux directives révolutionnaires.

13. C'est pourquoi la gauche de l'Internationale, à laquelle appartint l'immense majorité du Parti Communiste d'Italie jusqu'au moment où il fut pratiquement détruit par la réaction (favorisée essentiellement par l'erreur de stratégie historique), affirma qu'en Occident il fallait résolument écarter toute alliance et toute proposition d'alliance aux partis socialistes et petits-bourgeois (tactique du front unique politique). Elle admit que les communistes devaient tendre à élargir leur influence sur les masses en participant à toutes les luttes économiques et locales et en appelant les travailleurs de toutes tendances et organisations à leur donner le maximum de développement, mais elle nia résolument qu'on puisse jamais subordonner l'action du parti à celle de comités politiques, fronts, blocs ou alliances entre plusieurs partis, même s'il ne s'agissait que de déclarations publiques ne correspondant pas aux intentions réelles et aux directives internes à l'appareil du parti. Elle repoussa encore plus vigoureusement la prétendue tactique « bolchevique » lorsqu'elle prit la forme du « gouvernement ouvrier » (mot d'ordre qui aboutit d'ailleurs à plusieurs reprises à des expériences pratiques désastreuses), car il s'agissait de formules d'agitation pour la prise du pouvoir par la voie parlementaire, avec la constitution de majorités hybrides formées de communistes et de socialistes de toutes les nuances.

Si le parti bolchevik avait pu envisager sans danger la participation, au cours de la phase révolutionnaire, à des gouvernements provisoires comprenant différents partis, et si cela lui avait permis de reprendre aussitôt l'autonomie d'action la plus résolue, jusqu'à mettre hors la loi ses alliés d'un moment, c'était *uniquement* parce que la situation des forces historiques en présence était totalement différente : on était en pleine période de révolution double et, d'autre part, toute prise de pouvoir par la voie parlementaire était destinée à être liquidée par l'Etat en place. Mais il est absurde de prétendre transposer cette stratégie à une situation où l'Etat bourgeois a derrière lui une tradition démocratique remontant à plus d'un demi-siècle, avec des partis qui se placent tous sur le terrain de la légalité constitutionnelle.

14. L'expérience de la méthode tactique appliquée par l'Internationale de 1921 à 1926 fut négative, mais malgré cela on en donna, à chaque congrès, des versions de plus en plus opportunistes (IIIe, IVe, Ve Congrès et Exécutif élargi de 1926). Cette méthode était fondée sur le principe suivant : changer de tactique en fonction de l'examen des situations. Sur la base de prétendues analyses, on découvrait tous les six mois de nouveaux stades du développement du capitalisme, qu'on prétendait combattre chaque fois par de nouvelles manœuvres. Au fond, c'est bien là ce qui caractérise le révisionnisme, qui a

toujours été « volontariste » : lorsqu'il constate que les prévisions sur l'avènement du socialisme ne se sont pas encore réalisées, il pense forcer l'histoire par une pratique nouvelle, mais en même temps il cesse de lutter pour le but prolétarien et socialiste de notre programme maximum. En 1900, les réformistes raisonnaient ainsi : la situation exclut désormais toute possibilité d'insurrection ; cela ne mène à rien d'attendre l'impossible, travaillons pour des possibilités concrètes, élections et réformes légales, conquêtes syndicales.

Lorsque cette méthode échoua, le volontarisme des syndicalistes réagit en rejetant toute la faute sur la méthode politique et sur le parti politique en soi, et préconisa, pour forcer la situation, l'action de minorités audacieuses convergeant dans la grève générale dirigée par les seuls syndicats.

De même, quand elle vit que le prolétariat occidental ne passait pas à l'attaque pour instaurer sa propre dictature, l'Internationale prétendit recourir à des expédients pour sortir de l'impasse. Le résultat fut que, une fois passé le moment de déséquilibre des forces capitalistes, la situation objective et le rapport des forces ne changèrent pas pour autant, mais le mouvement fut par contre affaibli, puis de plus en plus corrompu — de même que naguère les impatients révisionnistes de droite ou de gauche avaient fini par s'enrôler au service de leurs bourgeoisies dans les unions sacrées de la guerre. La préparation théorique et la restauration des principes furent sabotées lorsqu'on introduisit la confusion entre le programme de conquête intégrale du pouvoir par le prolétariat, et la formation de gouvernements « proches » grâce à l'appui et à la participation parlementaire et ministérielle des communistes. En Saxe et en Thuringe, l'expérience se termina en farce, puisqu'il suffit d'une poignée de policiers pour renverser le chef communiste du gouvernement.

15. La confusion introduite dans l'organisation interne ne fut pas moindre, et on compromit les résultats du difficile travail de sélection et de délimitation des éléments révolutionnaires par rapport aux opportunistes dans les différents partis et pays. On crut se gagner de nouveaux effectifs, bien manœuvrables à partir du centre, en arrachant en bloc aux partis social-démocrates leurs ailes gauches. Ce qu'il aurait fallu au contraire, c'est qu'après une première période de formation, la nouvelle Internationale fonctionne de façon stable comme parti mondial du prolétariat, et que les nouveaux membres adhèrent individuellement à ses sections nationales. On voulut conquérir des groupes importants de travailleurs, et on négocia en réalité avec les chefs, en désorganisant continuellement les cadres des partis communistes, et en bouleversant la composition de leur direction jusque dans des périodes de lutte active. On reconnut comme communistes des fractions et des cellules à l'intérieur des partis socialistes et opportunistes, et on pratiqua des fusions organisationnelles. Ainsi, au lieu de devenir aptes à la lutte, presque tous les partis furent maintenus dans un état de crise permanente, ils agirent sans continuité et sans frontières bien définies entre amis et ennemis, essuyant des échecs répétés dans les différents pays. La gauche revendique au contraire l'unicité et la continuité organisationnelle.

Le remplacement de l'organisation territoriale des partis communistes par un réseau de cellules sur les lieux de travail constitua un autre point de

divergence. Cela rétrécissait en effet l'horizon des organisations de base, dont les membres se trouvaient avoir tous le même métier et des intérêts économiques parallèles. La synthèse des diverses « poussées » sociales, qui s'effectue tout naturellement dans le parti en tant qu'organisation tendant vers un but final unitaire, disparut. Elle ne s'exprima plus que dans les mots d'ordre émis par les instances supérieures, dont les représentants étaient pour la plupart devenus des fonctionnaires, et commençaient à présenter toutes les caractéristiques qu'on avait critiquées dans le bureaucratisme politique et syndical de l'ancienne Internationale. Cette critique ne doit pas être prise pour une revendication de « démocratie interne » et pour le regret qu'on ne puisse pas faire de « libres élections » pour désigner les cadres du parti. Il s'agit au contraire d'une divergence profonde portant sur le caractère organique du parti, corps historique vivant dans la réalité de la lutte de classe et déterminé par elle ; il s'agit d'une profonde déviation de principe, qui rendit les communistes incapables de prévoir et d'affronter le danger opportuniste.

16. Des déviations analogues se produisirent en Russie où, pour la première fois dans l'histoire, se posait le difficile problème de l'organisation et de la discipline au sein d'un parti communiste parvenu au pouvoir total et dont les effectifs avaient naturellement augmenté dans d'énormes proportions. La difficulté d'harmoniser la lutte sociale intérieure pour une nouvelle économie et la lutte politique révolutionnaire à l'extérieur provoquait par elle-même des divergences d'opinion entre les bolchéviks de la vieille garde et les nouveaux adhérents. Or le groupe dirigeant du parti, qui avait entre les mains non seulement l'appareil du parti, mais le contrôle de tout l'appareil d'Etat, ne se contenta pas, pour faire prévaloir ses opinions ou celles des majorités qui se formaient au sein de la direction, d'utiliser des éléments déduits de la doctrine du parti, de sa tradition de lutte, et du caractère unitaire et organique du mouvement révolutionnaire international : il commença à réprimer les oppositions et les protestations de certains militants au moyen de mesures exécutées par l'appareil d'Etat. On affirma que, dans l'intérêt même de la révolution, toute désobéissance à la centrale du parti devait non seulement être réprimée par des mesures organisationnelles internes pouvant aller jusqu'à l'expulsion du parti, mais devait être considérée comme une atteinte à l'ordre de l'Etat révolutionnaire. Le rapport entre les deux organes, le parti et l'Etat, étant ainsi complètement faussé, le groupe qui contrôle l'un et l'autre peut évidemment imposer tous les abandons des principes et de la ligne historique caractérisant le parti depuis la période pré-révolutionnaire, qui appartiennent à tout le mouvement prolétarien révolutionnaire mondial.

Le parti doit être considéré comme un organisme unitaire dans sa doctrine et dans son action ; l'appartenance au parti impose des obligations impératives aux chefs et aux militants, mais on n'adhère pas au parti (pas plus qu'on ne s'en éloigne) sous la contrainte, et il ne doit y avoir aucun changement à cet égard, qu'on soit avant, pendant, ou après la conquête du pouvoir. Le parti dirige seul et de façon autonome la lutte de la classe exploitée pour abattre l'Etat capitaliste ; c'est également seul et de façon autonome qu'il dirige l'Etat du prolétariat révolutionnaire ; mais l'Etat (précisément en tant qu'organe révolutionnaire historiquement transitoire) ne peut intervenir contre

des membres ou des groupes du parti par des mesures légales ou policières sans que ce soit le signe d'une crise grave. Dès le moment où cette pratique prévalut en Russie, il se produisit un afflux au parti d'éléments opportunistes qui n'avaient d'autre but que de se procurer des avantages ou de voir leurs intérêts tolérés par l'appareil d'Etat, et ces adhésions douteuses furent acceptées sans hésitation. Ainsi, au lieu d'un début de dépérissement de l'Etat, on eut un dangereux « gonflement » du parti au pouvoir. A cause de ce renversement mécanique d'influence, les hétérodoxes réussirent à éliminer les marxistes orthodoxes de la conduite du parti et de l'Etat des Soviets, et ceux qui trahissaient les principes révolutionnaires purent paralyser, puis mettre en accusation et condamner ceux qui les défendaient de façon cohérente, y compris ceux qui avaient saisi trop tard l'irrémédiable glissement.

En fait, le gouvernement, qui subissait le contrecoup des rapports (fussent-ils de lutte et de conflit) qu'il entretenait tant avec les forces sociales ennemies de l'intérieur, qu'avec les gouvernements bourgeois de l'extérieur, résolut les questions et dicta les solutions à la direction du parti russe. Celle-ci, à son tour, eut beau jeu, dans l'organisation et dans les congrès internationaux, de dominer et de manœuvrer à son gré les partis des autres pays et les directives du Komintern, qui devinrent de plus en plus éclectiques et conciliatrices.

Tout en ne contestant pas au parti russe, qui avait conduit à la victoire la première révolution prolétarienne, ses mérites historiques révolutionnaires, la Gauche italienne a toujours affirmé que la contribution des autres partis, qui étaient encore en lutte ouverte avec le régime bourgeois, restait indispensable. Pour résoudre les problèmes de l'action révolutionnaire dans le monde et en Russie, la *hiérarchie* devait donc être la suivante : l'Internationale des partis communistes du monde ; ses différentes sections, parmi lesquelles la section russe ; enfin, pour la politique russe, le gouvernement communiste, exécutant les directives du parti. Autrement, le caractère internationaliste du mouvement et son efficacité révolutionnaire ne pouvaient qu'être compromis.

Lénine lui-même avait bien souvent admis que si la révolution européenne et mondiale s'étendait à d'autres pays, le parti communiste de Russie passerait non à la seconde, mais au moins à la quatrième place dans la direction générale, politique et sociale, de la révolution communiste. Et c'est seulement à cette condition qu'on aurait pu éviter que se produise une divergence entre les intérêts de l'Etat russe et les buts de la révolution mondiale.

17. Il n'est pas possible de dater exactement le début de la troisième vague opportuniste, de la troisième dégénérescence pathologique du parti prolétarien mondial, succédant à celle qui avait paralysé l'Internationale de Marx et à celle qui avait mené la Seconde Internationale à une fin honteuse. Après les déviations et les erreurs politiques, tactiques et d'organisation traitées aux points 11, 12, 13, 14, 15 et 16, on tomba dans un total opportunisme avec l'attitude prise par Moscou devant les formes bourgeoises totalitaires de gouvernement et de répression du mouvement révolutionnaire. Ces formes apparurent après les grandes attaques prolétariennes qui, en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Bavière et dans les pays Balkaniques, suivirent la première guerre mondiale. Dans une formule d'une exactitude marxiste douteuse,

l'Internationale les définit sur le plan économique comme des offensives patronales tendant à abaisser le niveau de vie des classes travailleuses et, sur le plan politique, comme une initiative visant à supprimer les libertés de la démocratie libérale présentée comme un milieu favorable à une avancée prolétarienne, alors que le marxisme la considérait traditionnellement comme la pire atmosphère de corruption du prolétariat. En fait, il s'agissait de la réalisation pleine et entière du grand moment historique prévu par le marxisme et par lui seul, et caractérisé par deux phénomènes : d'une part la concentration économique qui, mettant en évidence le caractère social et mondial de la production capitaliste, poussait celle-ci à unifier son mécanisme propre, et d'autre part les conséquences politiques et de guerre sociale qui dérivaient de l'affrontement final entre les classes attendu par le marxisme, mais dont les caractères correspondaient à une situation où la pression exercée par le prolétariat restait toutefois inférieure au potentiel de défense de l'Etat capitaliste de classe.

Les chefs de l'Internationale, au contraire, firent une grossière confusion historique avec la période de Kérensky en Russie, confusion qui non seulement constituait une grave erreur d'interprétation théorique, mais qui entraîna un véritable bouleversement de tactique. On établit pour le prolétariat et les partis communistes une stratégie de défense et de conservation des conditions existantes, en leur conseillant de former un front avec tous les groupes bourgeois moins aguerris et perspicaces (et par là-même, de bien piètres alliés), qui soutenaient qu'il fallait garantir aux ouvriers certains avantages immédiats et ne pas priver les classes populaires de leurs droits d'association, de vote, etc. L'Internationale ne comprit pas que le fascisme ou le national-socialisme n'avaient rien à voir avec une tentative de retour à des formes despotiques et féodales de gouvernement, ni avec une victoire de prétendues couches bourgeoises de droite opposées à la classe capitaliste plus avancée de la grande industrie, ou avec une tentative de gouvernement autonome de classes intermédiaires entre le patronat et le prolétariat. Elle ne comprit pas davantage que, se libérant du masque répugnant du parlementarisme, le fascisme héritait par contre en plein du réformisme social pseudo-marxiste, et assurait aux ouvriers et aux classes les plus déshéritées non seulement un minimum vital, mais une série de progrès dans le domaine de l'assistance sociale, grâce à un certain nombre de mesures et d'interventions de l'Etat de classe effectuées dans l'intérêt de la conservation du capitalisme. L'Internationale donna donc le mot d'ordre de la lutte pour la liberté, qui dès 1926 fut imposé au parti italien par le président de l'Internationale. Pourtant la presque totalité de ses militants voulaient mener contre le fascisme, au pouvoir depuis quatre ans, une politique autonome de classe, et non celle de bloc avec tous les partis démocratiques et même monarchistes et catholiques pour le retour des garanties constitutionnelles et parlementaires. Dès cette époque, les communistes italiens auraient voulu qu'on dénonçât ouvertement le contenu réel de l'antifascisme de tous les partis moyens-bourgeois, petits-bourgeois et pseudo-prolétariens ; et c'est en vain que, dès cette époque, ils avertirent l'Internationale que la voie qu'elle empruntait (et qui devait aboutir aux Comités de Libération Nationale pendant la deuxième guerre mondiale) était

celle de la dégénérescence, et conduirait au naufrage de toutes les énergies révolutionnaires.

La politique du parti communiste est par nature offensive, et en aucun cas il ne doit lutter pour une conservation illusoire de conditions propres au régime capitaliste. Si, dans la période antérieure à 1871, le prolétariat avait à lutter aux côtés des forces bourgeoises, ce n'était pas pour que celles-ci puissent conserver des positions établies ou éviter la chute de formes historiques acquises, mais pour qu'elles puissent au contraire détruire et dépasser des formes historiques antérieures. Dans la lutte économique quotidienne comme dans la politique générale et mondiale, la classe prolétarienne n'a rien à perdre et donc rien à défendre : l'*attaque* et la *conquête*, telles sont ses seules tâches. En conséquence, le parti révolutionnaire doit avant tout reconnaître dans l'apparition de formes concentrées, unitaires et totalitaires du capitalisme, la confirmation de sa doctrine, et donc sa victoire idéologique intégrale. Il ne doit donc se préoccuper que du rapport de forces réel pour la préparation à la guerre civile révolutionnaire, rapport que seules les vagues successives de dégénérescence opportuniste et gradualiste ont jusqu'ici rendu défavorable. Il doit faire tout son possible pour déclencher l'attaque finale et, lorsqu'il ne le peut pas, il doit affronter la défaite, mais jamais il ne doit lancer un « vade retro Satanas » lâche et défaitiste, qui reviendrait à implorer stupidement la tolérance ou le pardon de l'ennemi de classe.

c) *Troisième vague opportuniste : à partir de 1926*

18. Dans la deuxième des grandes vagues historiques opportunistes, la trahison se présentait sous des formes humanitaires, philanthropiques et pacifistes, atteignant son point culminant dans la répudiation de la méthode insurrectionnelle et de l'action armée (quitte à tomber par la suite dans l'apologie de la violence légale des Etats en guerre). Fait nouveau, dans la troisième vague de dégénérescence, la déviation et la trahison de la ligne révolutionnaire de classe se sont présentées même sous des formes de combat et de guerre civile. La critique de la dégénérescence opportuniste reste la même dans la phase actuelle, qu'il s'agisse de fronts communs, de blocs ou d'alliances formés dans un but de propagande ou dans un but électoral et parlementaire, ou qu'il s'agisse de collusions avec des mouvements étrangers au parti communiste pour faire prévaloir à l'intérieur d'un pays un gouvernement donné sur un autre, au moyen d'une lutte militaire comportant la conquête de territoires et de positions de force. Ainsi, toute la politique d'alliance qui caractérise la guerre civile espagnole (qui eut lieu dans une phase de paix entre les Etats), de même que tout le mouvement partisan et la « Résistance » contre les Allemands ou les fascistes, qui eurent lieu dans une phase de guerre entre les Etats au cours du second conflit mondial, représentent sans aucun doute possible une trahison de la lutte de classe et une forme de collaboration avec les forces capitalistes, en dépit des moyens violents dont ils ont fait usage. Le refus du parti communiste de se soumettre à des comités réunissant des partis hétérogènes et se situant au-dessus des partis, ne doit être que plus *résolu* quand on passe de l'agitation légale au domaine vital et

primordial de la conspiration, de la préparation et de l'encadrement militaire, où il est criminel d'avoir quoi que ce soit de commun avec des mouvements non prolétariens. Il est inutile de rappeler que, dans les cas de défaite, les collusions se sont toujours conclues par la concentration des représailles sur les communistes et, dans les cas de succès apparent, par le désarmement complet de l'aile révolutionnaire et par le passage de son parti dans le camp ennemi, amenant une nouvelle consolidation de la légalité et de l'ordre bourgeois.

19. Toutes ces manifestations d'opportunisme dans la tactique imposée aux partis européens et dans la pratique gouvernementale et policière en Russie, ont été couronnées au cours de la seconde guerre mondiale par la politique de l'Etat russe à l'égard des autres Etats belligérants, et par les directives données par Moscou aux partis communistes. Non seulement ceux-ci n'ont pas refusé d'adhérer à la guerre, ni tenté de profiter de celle-ci pour entreprendre des actions de classe défaitistes visant à abattre l'Etat bourgeois, mais tout au contraire, dans une première phase, la Russie conclut un accord avec l'Allemagne : on décida alors que la Section allemande ne tenterait rien contre le pouvoir hitlérien, et on osa dicter aux communistes français une tactique soi-disant « marxiste », qui consistait à dénoncer comme guerre impérialiste et guerre d'agression la guerre des bourgeoisies française et anglaise, en invitant ces partis à mener des actions illégales contre l'Etat et l'armée de leur pays ; mais dès que l'Etat russe entra en conflit avec l'Allemagne et eut donc intérêt à ce que tous les adversaires de celle-ci soient puissants, les partis de France, d'Angleterre, etc., reçurent des directives politiques opposées et l'ordre de passer dans le front de la défense nationale, tout comme les socialistes de 1914 dénoncés par Lénine ; bien plus, on inversa toutes les positions théoriques et historiques, en déclarant que la guerre des occidentaux contre l'Allemagne n'était pas une guerre impérialiste, mais une croisade pour la liberté et la démocratie, et ce dès le début, dès 1939, c'est-à-dire au moment où toute la presse et la propagande pseudo-communistes avaient été lancées contre les franco-anglais ! Il est donc clair que les forces de l'Internationale Communiste (qui, à un certain moment, fut liquidée sur le plan formel pour donner des garanties supplémentaires aux puissances impérialistes et les assurer que les partis communistes étaient complètement passés au service de leurs nations et patries respectives) ne furent à aucun moment de cette longue guerre employées pour provoquer la chute d'un pouvoir capitaliste quelconque et les conditions d'une conquête du pouvoir par le prolétariat. Elles servirent uniquement à une collaboration ouverte avec l'un des deux blocs impérialistes, et de plus on expérimenta la collaboration avec chacun des deux au gré du changement des intérêts militaires et nationaux de la Russie. Il ne s'agissait donc plus d'une simple tactique opportuniste, même poussée à l'extrême, mais d'un abandon total des positions historiques du communisme, d'ailleurs prouvé par la rapidité avec laquelle on modifia la définition de la nature de classe des Etats en guerre. Impérialistes et ploutocratiques en 1939-40, la France, l'Angleterre et l'Amérique devinrent par la suite des représentants du progrès, de la liberté et de la civilisation, et eurent en commun avec la Russie un programme de réorganisation mondiale. Mais une volte-face aussi spectaculaire, que l'on prétendait accorder avec les théories et les textes marxistes et léninistes, n'était même pas définitive, puisqu'il suffit des premières dissensions, à partir de 1946, et des premiers conflits locaux en Europe et en Asie, pour qu'on accable à nouveau ces mêmes Etats sous les plus terribles accusations d'impérialisme !

Il ne faut donc pas s'étonner si, commençant par des contacts avec les sociaux-patriotes répudiés la veille, continuant par les fronts uniques, les expériences de gouvernements « ouvriers » communs qui renonçaient à la dictature, les blocs avec les partis petit-bourgeois et démocratiques, pour finir par un asservissement total à la politique de guerre des puissances capitalistes dont on reconnaît aujourd'hui ouvertement qu'elles sont non seulement impérialistes mais tout aussi « fascistes » que l'Allemagne et l'Italie d'autrefois, les épreuves successives auxquelles furent soumis les partis révolutionnaires qui s'étaient réunis à Moscou en 1919-1921 ont fini par détruire complètement, en trente ans, jusqu'au dernier vestige du caractère révolutionnaire de classe de ces partis.

20. La troisième vague historique de l'opportunisme réunit les pires caractéristiques des deux précédentes, tout comme le capitalisme actuel comprend les différentes phases de son développement.

Une fois la seconde guerre impérialiste terminée, les partis opportunistes, unis à tous les partis expressément bourgeois dans les Comités de Libération Nationale, participent avec eux à des gouvernements constitutionnels. En Italie, ils entrent même dans des cabinets monarchistes, renvoyant la question de la forme institutionnelle de l'Etat à un moment plus « opportun ». Ils renient donc l'usage de la méthode révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, affirmant au contraire la nécessité de la lutte légale et parlementaire, à laquelle toutes les poussées prolétariennes doivent être sacrifiées, en vue d'une conquête du pouvoir politique par la voie pacifique et la conquête de la majorité. Ils préconisent la participation à des gouvernements de défense nationale, empêchant toute opposition aux gouvernements en guerre, de même que pendant la première année du conflit ils s'étaient bien gardés de saboter les gouvernements fascistes, allant même jusqu'à alimenter leur potentiel militaire par l'envoi des marchandises de première nécessité.

L'opportunisme suit son cours funeste, sacrifiant même formellement la Troisième Internationale à l'ennemi de classe du prolétariat, l'impérialisme, pour « renforcer encore le front unique des Alliés et des autres nations unies ». Ainsi s'accomplissait la prévision historique de la Gauche italienne, lancée dès les premières années de vie de l'Internationale. En envahissant le mouvement ouvrier, l'opportunisme devait inéluctablement conduire à la liquidation de toutes les exigences révolutionnaires.

La reconstitution de la force de classe du prolétariat mondial apparaît donc comme fortement retardée et difficile, et elle réclamera un effort plus grand qu'autrefois.

21. L'influence contre-révolutionnaire sur le prolétariat mondial, étendue et aggravée par la participation directe des partis opportunistes au second

conflit mondial aux côtés des Etats vainqueurs, conduisit à l'occupation militaire des pays vaincus, pour empêcher le soulèvement des masses exploitées. Cette occupation fut acceptée et justifiée à des fins contre-révolutionnaires par tous les partis soi-disant socialistes et communistes durant les conférences de Yalta et de Téhéran. On empêchait ainsi toute possibilité sérieuse d'attaque révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois, aussi bien dans les pays alliés vainqueurs que dans les pays vaincus. Cela démontrait la justesse de la position de la Gauche italienne qui, considérant la seconde guerre mondiale comme impérialiste, et l'occupation des pays vaincus comme contre-révolutionnaire, prévoyait la totale impossibilité d'une reprise révolutionnaire immédiate.

22. En parfaite cohérence avec tout un passé toujours plus ouvertement contre-révolutionnaire, la Russie et les partis affiliés ont modernisé la théorie de la collaboration permanente entre les classes, en postulant la coexistence pacifique entre Etats capitalistes et socialistes. Ils ont remplacé la guerre entre les Etats par l'émulation pacifique entre les Etats, enterrant ainsi une nouvelle fois la doctrine du marxisme révolutionnaire. La seule position conforme au programme des partis communistes, qui ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts (*Manifeste du Parti communiste*, 1848), mais qui enseignent et préconisent la destruction violente du pouvoir bourgeois, c'est qu'un Etat socialiste, s'il ne déclare pas une guerre sainte contre les Etats capitalistes, déclare et entretient la guerre de classe à l'intérieur des pays bourgeois, dont il prépare théoriquement et pratiquement les prolétaires à l'insurrection.

Donc les Etats et les partis qui admettent l'hypothèse de la « coexistence » et de l'émulation pacifiques entre Etats au lieu d'affirmer l'incompatibilité absolue entre les classes ennemies et de proclamer la nécessité de la lutte armée pour l'émancipation du prolétariat, ne sont pas en réalité des Etats ou des partis révolutionnaires, et leur phraséologie ne fait que dissimuler le contenu capitaliste de leur structure.

La persistance de cette idéologie au sein du prolétariat retarde tragiquement toute reprise de classe, et celle-ci ne pourra avoir lieu sans que cet obstacle soit dépassé.

23. L'opportunisme politique de la troisième vague est aussi le plus abject et le plus ignoble des trois, car il pêche dans la plus trouble des eaux : celle du pacifisme.

L'alternance entre le pacifisme et l'apologie de la Résistance recouvre de scandaleuses volte-faces dans l'appréciation du capitalisme impérialiste anglo-américain, défini comme impérialiste en 1939, comme démocratique et « libérateur » du prolétariat européen en 1942, et à nouveau comme impérialiste aujourd'hui.

En réalité, c'est dès la première guerre impérialiste mondiale que le capitalisme américain a montré (bien qu'à un degré moindre qu'aujourd'hui) qu'il se trouvait au premier rang des puissances réactionnaires et impérialistes ; Lénine et la Troisième Internationale l'ont souvent mis en lumière durant la période glorieuse de la lutte révolutionnaire.

En exploitant l'attraction que le pacifisme exerce sur les prolétaires, l'opportunisme jouit auprès d'eux d'une influence diffuse incontestable, bien qu'il soit de toute évidence inséparable du pacifisme social.

La défense de la paix et celle de la patrie constituent des thèmes de propagande communs à tous les Etats et partis qui coexistent au sein de l'ONU, réédition actuelle de la Société des Nations, cette « caverne de brigands » dont parlait Lénine. Reposant sur la collaboration de classe, elles représentent les principes fondamentaux de l'opportunisme.

Les opportunistes d'aujourd'hui montrent qu'ils sont complètement en dehors du processus révolutionnaire, et qu'ils n'arrivent même pas à la cheville des utopistes, Saint-Simon, Owen, Fourier et même de Proudhon.

Le marxisme révolutionnaire rejette le pacifisme comme théorie et comme moyen de propagande, et subordonne la paix au renversement violent de l'impérialisme mondial : il n'y aura pas de paix tant que le prolétariat du monde entier ne sera pas libéré de l'exploitation bourgeoise. De plus, il dénonce le pacifisme comme une arme de l'ennemi de classe pour désarmer les prolétaires et les soustraire à l'influence de la Révolution.

24. Tendre la perche aux partis de l'impérialisme pour constituer avec eux des gouvernements d'« unité nationale » entre les classes est une pratique désormais courante ; l'opportunisme stalinien réalise cette aspiration dans le plus grand des organismes inter-étatiques, l'ONU, préconisant une collaboration de classes toujours plus étendue, à condition que la guerre entre les deux blocs impérialistes rivaux soit évitée, et que les appareils répressifs des Etats se dissimulent sous un masque de vague démocratie et de réformisme.

Là où le stalinisme domine sans partage, il a réalisé ce postulat en installant des pouvoirs nationaux où toutes les classes sociales sont représentées. Il prétend ainsi harmoniser les intérêts opposés, comme en Chine — où règne le bloc des quatre classes et où le prolétariat, loin d'avoir conquis le pouvoir politique, subit la pression incessante du jeune capitalisme industriel et fait les frais de la « Reconstruction Nationale », au même titre que les prolétaires de tous les autres pays du monde.

Le désarmement des forces révolutionnaires offert à la bourgeoisie par les sociaux-patriotes de 1914 et par les ministérialistes à la Millerand, Bissolati, Vandervelde, Mac Donald et Cie, fustigés par Lénine et par l'Internationale Communiste, pâlit devant le collaborationnisme scandaleux et cynique des sociaux-patriotes et des ministérialistes actuels. La Gauche italienne s'est opposée au mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » en montrant qu'ou bien il signifiait la même chose que la dictature du prolétariat — pléonasme qui ne pouvait qu'entretenir une équivoque — ou bien il signifiait autre chose et était donc inacceptable. A plus forte raison rejette-t-elle la théorisation ouverte de la collaboration de classe, même présentée comme une condition tactique transitoire. Elle revendique pour le prolétariat et le parti le classe le monopole inconditionnel de l'Etat et de ses organes, la dictature de classe unitaire et *indivisible*.

IV. — ACTION DU PARTI EN ITALIE ET DANS LES AUTRES PAYS EN 1952

1. Depuis sa naissance, l'histoire du capitalisme présente un développement irrégulier, marqué par le retour périodique de crises alternant (tous les dix ans environ selon Marx) avec des périodes de développement économique intense et continu.

Les crises sont inséparables du capitalisme, qui, toutefois, ne cesse de croître, de s'étendre et de s'enfler jusqu'au moment où les forces révolutionnaires, arrivées à maturité, lui assèneront le coup final. Parallèlement, l'histoire du mouvement prolétarien dans la période capitaliste présente des phases de forte pression et d'avancée, des phases de repli provoquées par des défaites brutales ou de lentes dégénérescences, et des phases de longue attente avant la reprise. La Commune de Paris fut vaincue violemment et sa défaite ouvrit une période de développement relativement pacifique du capitalisme, pendant laquelle naquirent des théories révisionnistes et opportunistes, dont l'existence même prouvait le repli de la révolution.

La Révolution d'Octobre a été vaincue au travers d'une lente régression, qui culmina avec la suppression violente de ceux de ses artisans qui avaient survécu. Depuis 1917 la révolution est la grande absente et aujourd'hui encore la reprise des forces révolutionnaires n'apparaît pas imminente.

2. Malgré ces crises cycliques, le mode de production capitaliste s'étend et s'affirme dans tous les pays d'une manière à peu près continue dans son aspect technique et social. Au contraire, l'histoire tourmentée des forces de classe antagonistes dépend des vicissitudes de la lutte historique générale, du conflit existant déjà en puissance à l'aube de la domination bourgeoise sur les classes féodales et précapitalistes, et du développement politique des deux classes ennemies, bourgeoisie et prolétariat ; ce développement est marqué par des victoires et par des défaites, par des erreurs de méthode tactiques et stratégiques. Les premiers affrontements remontent déjà à 1789 et ils se poursuivent jusqu'à nos jours, à travers les révolutions de 1848, 1871, 1905 et 1917, durant lesquelles la bourgeoisie a affiné de plus en plus ses armes de lutte contre le prolétariat, dans la mesure même où son économie connaissait un développement croissant.

En contrepartie, face à l'extension et à l'accroissement gigantesques du capitalisme, le prolétariat n'a pas toujours su employer son énergie de classe avec succès, retombant après chaque défaite dans les filets de l'opportunisme et de la trahison, et restant éloigné de la révolution pour une période toujours plus longue.

3. Le cycle des luttes victorieuses, des défaites, même les plus désastreuses, et des vagues opportunistes au cours dequelles le prolétariat est soumis à l'influence de la classe ennemie, constitue un vaste domaine d'expériences positives où mûrit la révolution.

Après les défaites, la reprise révolutionnaire est longue et difficile ; mais le mouvement, bien qu'il n'apparaisse pas à la surface des événements politiques, ne s'interrompt pas : cristallisé dans une avant-garde réduite, il maintient en vie l'exigence révolutionnaire de classe.

Périodes de dépression politique : de 1848 à 1867, de la deuxième révolution parisienne à la veille de la guerre franco-prussienne, le mouvement révolutionnaire s'incarne presque exclusivement en Marx et Engels et en un cercle restreint de camarades. De 1872 à 1889, de la défaite de la Commune de Paris au début des guerres coloniales et au retour de la crise capitaliste qui mènera à la guerre russo-japonaise puis à la première guerre mondiale, c'est une nouvelle période de reflux, où l'intelligence de la Révolution est représentée par Marx et Engels. De 1914 à 1918, période de la première guerre mondiale, qui voit la chute de la Deuxième Internationale, c'est Lénine avec d'autres camarades de quelques pays, peu nombreux, qui assure la continuité du mouvement.

En 1926 s'est ouverte une nouvelle période défavorable à la révolution, qui a vu la liquidation de la victoire d'Octobre. Seule la Gauche italienne a maintenu intacte la théorie du marxisme révolutionnaire et en elle seule se sont cristallisées les prémisses de la reprise de classe. Durant la seconde guerre mondiale, les conditions du mouvement ont encore empiré, puisque la guerre a entraîné tout le prolétariat au service de l'impérialisme et de l'opportunisme stalinien.

Aujourd'hui nous sommes au fond de la dépression et on ne peut prévoir de reprise du mouvement révolutionnaire avant de longues années. La longueur de cette période de dépression correspond à la gravité de la vague de dégénérescence, ainsi qu'à la concentration toujours plus grande des forces capitalistes adverses. D'une part l'opportunisme stalinien réunit les pires caractéristiques des deux vagues précédentes, et d'autre part le processus de concentration capitaliste est beaucoup plus poussé aujourd'hui qu'après la première guerre mondiale.

4. Aujourd'hui, bien que nous soyons au cœur de la dépression et que les possibilités d'action s'en trouvent considérablement réduites, le parti, suivant en cela la tradition révolutionnaire, n'entend pas interrompre la continuité historique de la préparation d'une future reprise généralisée du mouvement de classe, qui fera siens tous les résultats des expériences passées. La réduction de l'activité pratique n'entraîne pas le renoncement aux postulats révolutionnaires. Le parti reconnaît que la réduction de son activité est plus marquée quantitativement dans certains secteurs, mais l'ensemble des aspects de cette activité ne change pas pour autant, et le parti n'y renonce pas expressément.

5. L'activité principale, aujourd'hui, est le rétablissement de la théorie du communisme marxiste. Nous en sommes encore à l'arme de la critique. Le parti ne présentera pour cela aucune théorie nouvelle, mais il réaffirmera la pleine validité des thèses fondamentales du marxisme révolutionnaire, amplement confirmées par les faits et plusieurs fois falsifiées et trahies par l'opportunisme pour couvrir les retraites et les défaites.

La Gauche italienne dénonce et combat aujourd'hui les staliniens, ainsi qu'elle l'a toujours fait pour tous les révisionnistes et opportunistes.

Le parti fonde son action sur des positions anti-révisionnistes. Dès son entrée sur la scène politique, Lénine combattit le révisionnisme de Bernstein et restaura les principes communistes en démolissant les arguments des deux révisions du marxisme, la révision social-démocrate et la révision social-patriote.

La Gauche italienne dénonça dès leur apparition les premières déviations tactiques au sein de la Troisième Internationale comme les premiers symptômes d'une troisième révision, qui s'est aujourd'hui pleinement manifestée et qui réunit les erreurs des deux précédentes.

Le prolétariat est la dernière classe exploitée de l'histoire et aucun régime d'exploitation ne succèdera au capitalisme : c'est précisément pour cela que la doctrine est née avec le prolétariat lui-même, et ne peut être ni modifiée ni réformée.

Le développement du capitalisme de ses origines à aujourd'hui a confirmé et confirme les théorèmes du marxisme, tels qu'ils sont énoncés dans les textes fondamentaux ; toutes les prétendues « innovations » ou « enseignements » de ces trente dernières années ne font que confirmer une seule chose : le capitalisme vit encore et il doit être abattu.

Le point central de la position doctrinale actuelle du mouvement est donc le suivant : aucune révision des principes originels de la révolution prolétarienne.

6. Le parti accomplit aujourd'hui un travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux, afin de confirmer les thèses fondamentales du marxisme. Il analyse, confronte et commente les faits récents et contemporains. Il répudie l'élaboration doctrinale qui tend à fonder de nouvelles théories ou à démontrer l'insuffisance du marxisme pour expliquer les phénomènes.

Tout ce travail de démolition de l'opportunisme et du déviationnisme (Lénine, *Que faire ?*) est aujourd'hui à la base de l'activité du parti, qui suit en cela aussi la tradition et les expériences du mouvement communiste pendant les périodes de reflux de la révolution et de prolifération de théories opportunistes, que Marx, Engels, Lénine et la Gauche italienne ne cessèrent de combattre violemment et impitoyablement.

7. Sur la base de cette juste appréciation révolutionnaire de ses tâches actuelles, le parti, bien que peu nombreux et n'ayant que peu de liens avec la masse du prolétariat, et bien que toujours jalousement attaché à sa tâche théorique comme à une tâche de premier plan, refuse absolument d'être considéré comme un cercle de penseurs ou de simples chercheurs en quête de vérités nouvelles, ou qui auraient perdu la vérité d'hier en la considérant comme insuffisante.

Aucun mouvement ne peut triompher dans l'histoire sans la continuité théorique qui n'est autre chose que l'expérience des luttes passées. En conséquence le parti interdit la liberté personnelle d'élaborer (ou mieux d'élucubrer) de nouveaux schémas et explications du monde social contemporain : il proscrit la liberté individuelle d'analyse, de critique et de perspective pour tous ses

membres, même les plus formés intellectuellement, et il défend l'intégralité d'une théorie qui n'est pas le produit d'une foi aveugle, mais la science de classe du prolétariat, édifiée avec des matériaux séculaires, non par la pensée des hommes, mais par la force des faits matériels reflétés dans la conscience historique d'une classe révolutionnaire et cristallisés dans son parti. Les faits matériels n'ont fait que confirmer la doctrine du marxisme révolutionnaire.

8. Malgré le nombre restreint de ses adhérents, déterminé par les conditions nettement contre-révolutionnaires, le parti n'interrompt pas son activité de prosélytisme et de propagande de ses principes, sans toutes ses formes, orales et écrites, même si ses réunions ne rassemblent que peu de monde et si sa presse n'a qu'une diffusion limitée. Le parti considère la presse comme sa principale activité dans la phase actuelle, car elle est un des moyens les plus efficaces autorisés par la situation réelle pour indiquer aux masses la ligne politique à suivre et pour diffuser de façon organique et plus large les principes du mouvement révolutionnaire.

9. Ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes, qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant.

10. L'accélération du processus dépend non seulement des causes sociales profondes des crises historiques, mais de l'activité de prosélytisme et de propagande du parti, avec les moyens réduits qui sont à sa disposition. Le parti exclut absolument qu'on puisse stimuler ce processus par des recettes, expédients et manœuvres en direction des groupes, des cadres, des appareils qui usurpent le nom de prolétariens, socialistes et communistes. Ces moyens, qui caractérisèrent la tactique de la Troisième Internationale après que Lénine eut disparu de la scène politique, n'ont eu d'autre résultat que de désagréger le Komintern en tant que théorie organisative et que force agissante du mouvement, chaque « expédient tactique » faisant perdre aux partis un peu de leur substance. Ces méthodes sont revendiquées et revalorisées par le mouvement troskyste de la IVe Internationale, qui les considère à tort comme des méthodes communistes.

Il n'y a pas de recettes toutes faites permettant d'accélérer la reprise de classe. Il n'y a pas de manœuvres et d'expédients qui disposeraient les prolétaires à écouter la voix du parti de classe. Ces moyens en effet ne feraient pas apparaître le parti pour ce qu'il est vraiment, mais dénatureraient sa fonction, ce qui ne pourrait avoir qu'un effet désastreux sur la reprise effective du mouvement révolutionnaire, qui se base sur la maturité réelle des faits et sur l'aptitude du parti à y répondre de façon adéquate, aptitude qu'il ne peut acquérir que par son inflexibilité doctrinale et politique.

La Gauche italienne a toujours combattu la méthode des expédients tactiques pour rester toujours à flot, en la dénonçant comme une déviation de principe incompatible avec le déterminisme marxiste.

Dans la ligne des expériences passées, le parti s'abstient donc de lancer

et d'accepter des invitations, des lettres ouvertes ou des mots d'ordre d'agitation en vue de constituer des comités, des fronts et des ententes avec d'autres mouvements et organisations politiques, quels qu'ils soient.

11. Le parti ne dissimule pas que, dans une phase de reprise, il ne réussira à se renforcer de façon autonome que s'il naît une forme d'associationnisme économico-syndical des masses.

Bien qu'il n'ait jamais été libre de l'influence des classes ennemies et qu'il ait servi de véhicule à des déviations et des déformations profondes et continues, bien qu'il ne soit pas un instrument révolutionnaire spécifique, le syndicat ne peut cependant rester indifférent au parti, qui ne renonce jamais volontairement à y travailler, en se démarquant nettement de tous les autres groupements politiques. Tout en reconnaissant qu'aujourd'hui son travail syndical ne peut se faire que de façon sporadique, le parti n'y renonce jamais ; dès lors que le rapport numérique concret entre ses membres, ses sympathisants, et les syndiqués d'une branche donnée sera d'une certaine importance, et à condition que cette organisation n'ait pas exclu jusqu'à la dernière possibilité virtuelle et statutaire d'y mener une activité autonome de classe, le parti entreprendra d'y pénétrer et s'efforcera d'en conquérir la direction.

12. Notre parti n'est pas une filiation de la fraction abstentionniste du Parti socialiste italien, bien que celle-ci ait joué un rôle prépondérant dans le mouvement jusqu'à la fondation du Parti Communiste d'Italie à Livourne en 1921. L'opposition de la Gauche dans le Parti Communiste d'Italie et dans l'Internationale Communiste n'était pas fondée sur l'abstentionnisme, mais sur d'autres questions de fond. Avec le développement de l'Etat capitaliste qui prendra ouvertement la forme de dictature de classe que le marxisme a découverte en lui dès le début, le parlementarisme perd peu à peu de son importance. Même là où elles semblent survivre, les institutions parlementaires élues des bourgeoisies traditionnelles se vident de plus en plus de leur contenu, ne subsistant qu'à l'état de phraséologie ; et dans les moments de crise sociale elles laissent voir au grand jour la forme dictatoriale de l'Etat en tant que dernière instance du capitalisme, contre laquelle doit s'exercer la violence du prolétariat révolutionnaire. Cet état de chose et les rapports de force actuels subsistant, le parti se désintéresse donc des élections démocratiques de toute sorte et ne déploie pas son activité dans ce domaine.

13. Les générations révolutionnaires se succèdent rapidement et le culte des individus est un aspect dangereux de l'opportunisme, car c'est un fait naturel, confirmé par les rares exceptions à la règle, que les vieux dirigeants finissent par être usés, par passer à l'ennemi et tomber dans le conformisme. S'appuyant sur cette donnée de l'expérience révolutionnaire, le parti accorde le maximum d'attention aux jeunes et consacre le maximum d'efforts à recruter de jeunes militants et à les préparer à l'activité politique, en dehors de tout arrivisme et de tout culte de la personnalité.

Dans le contexte historique actuel, à haut potentiel contre-révolutionnaire, la formation de jeunes dirigeants capables d'assurer la continuité de la Révolution s'impose. L'apport d'une nouvelle génération révolutionnaire est une condition nécessaire pour la reprise du mouvement.

CONSIDERATIONS SUR L'ACTIVITE ORGANIQUE DU PARTI QUAND LA SITUATION GENERALE EST HISTORIQUEMENT DEFAVORABLE (1965)

INTRODUCTION

Les *Considérations* furent rédigées au début de l'année 1965, sous une forme lapidaire, avec l'intention précise d'éclaircir et de réaffirmer les tâches du Parti dans une phase, non de grands affrontements de classe, mais de profonde stagnation du mouvement réel du prolétariat et d'obscurcissement de sa conscience politique (le parti). Elles représentent ce qu'on peut appeler à juste titre notre *Que faire ?* ; nous ne disons pas cela pour faire de la rhétorique, ou en raison d'analogies extérieures, mais, dans un sens bien plus profond et dialectique, parce qu'elles se situent exactement sur la même ligne et répondent, avec des mots différents, au même objectif inscrit dans la vision générale du marxisme.

Comme *Que faire ?*, elles visent à donner une juste orientation à l'organe-parti, qui, dans une « situation générale historiquement défavorable » ne peut être que ce « petit groupe compact, qui suit une voie escarpée et difficile en se tenant fortement par la main » dont parle Lénine. Dans une telle situation *il ne s'agit pas, il ne peut pas s'agir* d'attaque, mais il s'agit et doit s'agir de préparation révolutionnaire, ce qui exige qu'on regarde en face la réalité objective, non pour s'y adapter, mais pour ne pas se laisser emporter par elle.

De même que le marxisme ne contient pas un grain d'utopisme, de même notre texte — à l'opposé, même sur le plan formel, des innombrables plates-formes des variantes sans nombre du trotskysme — ne fait de concession ni à la doucereuse rhétorique de ceux qui cherchent une voie rapide, courte et facile pour sortir de la plus terrible contre-révolution de l'histoire, ni à la résignation passive de ceux qui, parce qu'ils ne l'ont pas

trouvée (ou parce qu'ils ont jugé la voie trop longue et trop difficile), déposent les armes. Le parti dont ce texte émane ne cache pas, mais *déclare* au contraire ouvertement que la situation objective actuelle de la société et donc de la classe « ne pourrait être pire ». Non seulement il ne refuse pas, mais il *accepte* d'être — en vertu de déterminations matérielles, et non parce qu'il l'aurait désiré ou choisi — un noyau petit et même très petit de militants : si on veut, l'embryon du parti de *demain*, celui qui enfin méritera « à la fois le nom de parti historique et de parti formel », lorsque « l'action et l'histoire réelles [auront] résolu la contradiction apparente (...) entre parti historique, c'est-à-dire *contenu* (programme historique invariant) et parti contingent, c'est-à-dire *forme*, agissant comme force et pratique physique d'une partie décisive du prolétariat en lutte ». Comme Lénine dans le premier chapitre de *Que faire ?*, mais avec d'autant plus de sévérité que la phase actuelle est en retard par rapport à celle de 1902, et qu'il importe que tous les militants en aient clairement conscience, il sait et ne craint pas de dire que l'histoire lui a confié la tâche de « survivre et transmettre la flamme le long du fil du temps historique », ce qui est mille fois plus difficile que d'attaquer, et au moins aussi difficile que de vaincre après avoir pu et su attaquer. Comme le texte classique de Lénine, il ne craint pas de dire, à la barbe de tous les concrétistes, que la « restauration des principes doctrinaux » du mouvement communiste, c'est-à-dire de la théorie, est *la condition première, essentielle*, de cette transmission, dont dépend, non le retour des situations révolutionnaires — qui sont le produit d'un concours de circonstances matérielles extérieures à 95 % au parti de classe (et à tout parti, même le mieux armé) — mais leur aboutissement à la conquête et à l'exercice du pouvoir.

Comme *Que faire ?*, d'autre part, *il rejette* l'idée que la restauration et la défense intégrales de la doctrine marxiste invariante puissent s'accomplir autrement que par le moyen d'un organe, d'une organisation militante, d'un noyau compact exerçant de façon unitaire *l'ensemble* des fonctions qui caractériseront le parti à la fois historique et formel — même si les conditions objectives restreignent son champ global d'action (1), et plus encore son intervention secteur par secteur —; *s'il n'exerçait pas ces fonctions*, et s'il ne s'y *préparait* pas par un entraînement difficile, pénible et sans gloire, même cette jonction lointaine ne serait pas *possible*.

Nous ne serions pas des marxistes si nous dressions « une barrière entre théorie et action pratique », car le matérialisme nous enseigne que « au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe ». Mais cette affirmation ne suffit pas : notre texte la complète en affirmant que le parti, qui par principe et comme il l'a toujours ouvertement déclaré, s'oppose à toute conception qui voudrait le réduire à une secte secrète ou une élite, une association « labouriste » composée uniquement de prolétaires, ou enfin un cénacle culturel, intellectuel et scolastique, « développe en son propre sein (non pas demain mais, de façon embryonnaire, dès aujourd'hui) les organes aptes à différentes fonctions que nous appelons propagande, prosélytisme, travail syndical, etc., et, demain, organisation armée [un demain qui ne viendra

(1) Pour une interprétation correcte et plus complète du point 8 des *Considérations*, voir les § 4, 8, 9, de la IVe partie des *Thèses caractéristiques*.

jamais si on n'en prépare pas longtemps à l'avance les conditions *minimales*] » ; c'est pourquoi, dans la mesure où les conditions réelles en offrent la possibilité objective, il consacre à *chacune* de ces fonctions le même soin attentif, sans jamais les considérer comme des secteurs séparés (car « une telle distinction est mortelle non seulement pour l'ensemble du parti mais aussi pour chaque militant »), en proclamant au contraire « qu'en principe, aucun camarade ne doit être étranger à aucune d'entre elles » (1) car toutes sont, qualitativement, également vitales pour le parti, et aucune, aussi modeste soit-elle, ne doit être abandonnée sous prétexte qu'elle donne dans l'immédiat — ce n'est pas pour nous une surprise — des résultats dérisoires.

Comme *Que faire ?*, notre texte a pour point de départ la défense vigoureuse et passionnée du *dogmatisme*, c'est-à-dire de l'invariance de la doctrine, et de l'affirmation que celle-ci doit prévaloir pour que l'action, quelle que soit son importance quantitative, soit conforme aux principes ; il poursuit en revendiquant le caractère *indissociable* de ces tâches plus modestes et moins exaltantes, mais nécessaires aussi comme oxygène de la théorie, que sont le prosélytisme, la propagande, le travail syndical, l'agitation (2), etc., — en somme l'importation de la théorie dans une couche même minime de la classe. Ainsi les *Considérations* combattent pour défendre de manière inséparable *et* la lourde tâche — aujourd'hui presque surhumaine — de réaffirmation des « principes doctrinaux » en les précisant toujours davantage, *et* les tâches plus humbles, mais tout aussi difficiles, de préparation du petit noyau communiste rescapé — mais bien décidé à survivre — à l'ensemble des missions qu'il ne saurait négliger sans se condamner lui-même à mort.

Elles le font en envisageant *moins* les chances — évidemment infinitésimales — d'influencer la classe ou même une minorité restreinte de celle-ci, que la possibilité de préparer et donc de former le noyau qui sera appelé à devenir l'état-major de la révolution — dans des situations qui, sans doute, seront radicalement différentes de celle d'aujourd'hui, mais qui lui seront dialectiquement et indissolublement reliées.

Ou bien on admet, avec humilité mais avec fermeté, que ces tâches, toutes ces tâches sans exception — encore qu'à des degrés différents pour des raisons *de fait* —, *se conditionnent mutuellement* de sorte que l'une dépérit si elle est coupée de l'autre, *ou bien* on détruit, en même temps que le parti, la théorie elle-même, c'est-à-dire qu'on détruit *l'avenir de la classe*. *Ou bien* on reconnaît que l'organe-parti se forme précisément dans des situations contre-révolutionnaires en développant (bien qu'à des degrés différents comme c'est le cas de tout organisme dans certaines phases de

(1) Tel est également le sens — le seul possible pour des marxistes — du dépassement tendanciel au sein du parti, non pas de la division sociale du travail, mais de ses ignobles barrières : ni réduction de toutes les fonctions à une seule, qu'elle soit simple ou complexe, ni égalisation de tous les dons personnels et même de toutes les « compétences et spécialisations » des individus, mais **intégration** de ceux-ci dans la collectivité-parti et dans l'activité militante de chacun de ses membres.

(2) Il faut souligner que même aujourd'hui l'agitation ne peut être exclue, dans des moments épisodiques et fugitifs sans doute, mais féconds pour la préparation des militants.

son cycle de vie), toutes ses fonctions *spécifiques*, et donc en préparant des militants qui soient le plus complets possible (ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient pas plus aptes à exercer telle fonction plutôt que telle autre en s'intégrant dans la vie collective du parti révolutionnaire — c'est là le sens de l'unitarisme et du centralisme organique), *ou bien* on retombe dans la métaphysique des sectes, des élites et des cercles intellectuels, culturels et scolastiques : c'est-à-dire qu'on se suicide en tant que parti.

Contre cette débâcle finale née de l'impuissance à tirer les « leçons de la contre-révolution », notre texte est une sévère et vigoureuse *mise en garde*. Tel est notre mot d'ordre, non de 1965, mais de toujours.

CONSIDÉRATIONS SUR L'ACTIVITÉ ORGANIQUE DU PARTI QUAND LA SITUATION GÉNÉRALE EST HISTORIQUEMENT DÉFAVORABLE

1. Les marxistes traditionnels, et la gauche communiste actuelle, née en opposition aux erreurs de l'Internationale de Moscou, ont toujours pris position sur la question de l'organisation interne du Parti. Naturellement, cette question est inséparable de l'ensemble de nos positions, et ne peut donc constituer un secteur isolé, un compartiment étanche.

2. Tout ce qui fait partie de la doctrine, de la théorie générale du parti, se retrouve dans les textes classiques et est résumé de façon approfondie dans des textes plus récents, comme les Thèses de Rome et de Lyon et bien d'autres, où la Gauche montre qu'elle a pressenti que l'opportunisme conduirait la IIIe Internationale à une faillite non moins grave que celle de la IIe Internationale. Aujourd'hui encore, nous avons utilisé une partie de ce matériel dans notre travail sur l'organisation (au sens restreint d'organisation du parti et non au sens large d'organisation du prolétariat dans ses diverses formes historiques et sociales). Il n'est pas question de le résumer ici. Nous renvoyons les camarades à ces textes et au vaste travail en cours sur l'*Histoire de la Gauche* dont le second volume est en préparation.

3. Tout ce qui concerne la doctrine et la nature du parti, et les rapports entre le parti et la classe prolétarienne, que l'on peut résumer dans cette conclusion évidente que c'est seulement au moyen du parti et par l'action du parti que le prolétariat devient une classe pour soi et pour la révolution — tout cela appartient à la théorie pure à laquelle nous adhérons tous et qui est désormais hors de discussion.

4. Nous avons coutume d'appeler questions de tactique (toujours avec cette réserve qu'il n'existe pas de domaine autonome) celles qui surgissent et se développent historiquement dans les rapports entre le prolétariat et les autres classes, entre le parti prolétarien et les autres organisations prolétariennes, entre le parti prolétarien et les partis bourgeois et non prolétariens.

5. Le rapport existant entre les solutions tactiques (qui ne doivent pas aller à l'encontre des principes doctrinaux et théoriques) et le développement multiforme des situations objectives, qui sont, en un sens, extérieures au parti, est certainement très variable ; mais comme on peut le voir dans les Thèses

de Rome sur la tactique, qui sont un projet de thèses pour la tactique internationale, la Gauche a soutenu que le parti doit dominer et prévoir ce rapport.

Pour simplifier à l'extrême, il y a des périodes où la situation objective est favorable tandis que le parti en tant que sujet se trouve dans des conditions défavorables ; il peut y avoir le cas contraire ; il y a eu également des exemples, rares mais significatifs, d'un parti bien préparé et d'une situation sociale qui pousse les masses vers la révolution et vers le parti qui l'a prévue et décrite par avance : tel fut, comme l'a montré Lénine, le cas des bolchéviks en Russie.

6. Mettant de côté tout « distinguo » pédant, on peut se demander dans quelle situation objective se trouve la société d'aujourd'hui. Il ne fait pas de doute qu'elle ne pourrait être pire : une grande partie du prolétariat est non seulement écrasée par la bourgeoisie, mais contrôlée par des partis qui travaillent au service de celle-ci, et interdisent au prolétariat tout mouvement révolutionnaire de classe. C'est pourquoi on ne peut prévoir combien de temps s'écoulera avant qu'on sorte de cette situation de paralysie mortelle et que se manifeste de nouveau ce que nous avons défini comme une « polarisation » ou « ionisation » des molécules sociales, prélude à l'explosion du grand antagonisme de classe.

7. Quelles sont les conséquences de cette période défavorable pour la dynamique organique interne du parti ? Dans tous les textes mentionnés ci-dessus, nous avons toujours dit que le parti ne peut pas ne pas se ressentir des caractères de la situation réelle qui l'entoure. C'est pourquoi les grands partis prolétariens qui existent sont nécessairement et ouvertement opportunistes.

C'est une thèse fondamentale de la Gauche que notre parti ne doit pas pour autant renoncer à résister, mais qu'il doit survivre et transmettre la flamme tout au long du « fil du temps » historique. Il est clair que ce sera un petit parti, non parce que nous l'aurons désiré ou choisi, mais par nécessité inéluctable. En ce qui concerne la structure de ce parti, déjà à l'époque de la décadence de la IIIe Internationale, et dans des polémiques innombrables, nous avons repoussé différentes accusations, avec des arguments qu'il n'est pas nécessaire de rappeler. Nous ne voulons nullement que le parti soit une secte secrète, ou une élite qui refuserait tout contact avec l'extérieur par manie de pureté. Nous repoussons toute formule de parti ouvrier et labouriste excluant les non-prolétaires, formule qui est celle de tous les opportunistes de l'histoire. Comme cela apparaît clairement dans des polémiques remontant à plus d'un demi-siècle, nous ne voulons pas réduire le parti à une organisation de type culturel, intellectuel et scolastique. Nous ne croyons pas davantage, comme certains anarchistes ou blanquistes, que l'on puisse penser à un parti de conspirateurs tramant des conjurations et des actions armées.

8. Etant donné que la dégénérescence de toute la société se caractérise par la falsification et la destruction de la théorie et de la saine doctrine, il est clair que le petit parti d'aujourd'hui se caractérise essentiellement par la restauration des principes et de la doctrine, bien que les conditions favorables dans lesquelles Lénine a accompli cette tâche après le désastre de la première guerre fassent défaut aujourd'hui. Cependant, nous ne pouvons pour autant

dresser une barrière entre théorie et action pratique, parce que, au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent.

9. Tout cela mériterait de plus amples développements, mais nous pouvons dès maintenant conclure en ce qui concerne la structure organisative du parti dans une période si difficile. Ce serait une erreur fatale de considérer qu'il peut être divisé en deux groupes, dont l'un se consacrerait à l'étude et l'autre à l'action : une telle distinction est mortelle non seulement pour l'ensemble du parti mais aussi pour chaque militant. L'unitarisme et le centralisme organique signifient que le parti développe en son propre sein les organes aptes à différentes fonctions, que nous appelons propagande, prosélytisme, organisation du prolétariat, travail syndical, etc. et, demain, organisation armée, mais qu'on ne doit rien conclure du nombre des camarades qui ont été chargés de ces fonctions, parce qu'en principe aucun camarade ne doit être étranger à aucune d'entre elles.

C'est par accident de l'histoire que, dans la phase actuelle, les camarades qui se consacrent à la théorie et à l'histoire du mouvement peuvent sembler trop nombreux, et trop rares ceux qui sont déjà prêts à l'action. Surtout, il serait insensé de rechercher quel devrait être le nombre de camarades se consacrant à l'une ou l'autre activité. Nous savons tous que, quand la situation se radicalisera, d'innombrables éléments se rangeront à nos côtés d'une façon immédiate, instinctive, et sans avoir suivi des cours singeant ceux de l'université.

10. Nous savons fort bien que, depuis la lutte de Marx contre Bakounine, Proudhon et Lassalle, et dans toutes les phases ultérieures de l'infection opportuniste, le danger de dégénérescence a été entièrement lié à l'influence sur le prolétariat de faux alliés petits-bourgeois.

Notre infinie méfiance à l'égard de l'apport de ces couches sociales ne doit ni ne peut nous empêcher d'en utiliser, sur la base de puissants enseignements de l'histoire, les éléments d'exception, que le parti destinera au travail de restauration de la théorie, sans laquelle il n'y a que la mort, et qui dans l'avenir devra connaître une diffusion à la mesure de l'immense extension des masses révolutionnaires.

11. Les décharges à haute tension qui ont jailli des pôles de notre dialectique nous ont appris que le camarade, le militant communiste et révolutionnaire, est celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans laquelle l'a rangé l'état civil de cette société en putréfaction; celui qui se voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre les bêtes féroces aux membres de la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social.

12. *Parti historique et parti formel.* Marx et Engels, à qui appartient cette distinction, se moquaient bien d'être membres d'un parti formel, et ils en avaient le droit puisque leur œuvre les plaçait dans la ligne du parti historique. Aucun militant d'aujourd'hui ne peut pour autant en déduire qu'il a le droit de choisir : d'être en règle avec le parti historique et de se moquer

du parti formel. Ce n'est pas que Marx et Engels aient été des surhommes d'une espèce ou d'une race particulière. Mais il faut bien comprendre leur position, qui a un sens dialectique et historique.

Marx dit : parti *dans son acception historique*, au sens *historique*, et *parti formel* ou *éphémère*. La première notion implique la continuité et nous en avons tiré notre thèse caractéristique de l'invariance de la doctrine depuis que Marx l'a formulée, non comme une invention de génie mais comme la découverte d'un résultat de l'évolution humaine. Mais il n'y a pas d'opposition métaphysique entre les deux notions, et il serait stupide de les exprimer dans une formulette du genre : je tourne le dos au parti formel et je vais vers le parti historique.

Quand nous déduisons de notre doctrine invariante que la victoire révolutionnaire de la classe laborieuse ne peut être obtenue qu'avec le parti de classe et la dictature *de ce parti*, quand nous affirmons, guidés par les paroles de Marx, qu'avant l'existence du parti révolutionnaire et communiste le prolétariat est peut-être une classe pour la science bourgeoise, mais pas pour Marx ni pour nous, voici ce qu'il faut en conclure : la victoire exige l'existence d'un parti méritant à la fois le nom de parti historique et de parti formel; autrement dit, elle exige que l'action et l'histoire réelles aient résolu la contradiction apparente — qui a dominé un long et difficile passé — entre parti historique, c'est-à-dire *contenu* (programme historique invariant) et parti contingent, c'est-à-dire *forme*, agissant comme force et pratique physique d'une partie décisive du prolétariat en lutte.

Cette mise au point synthétique de la doctrine doit égalemnt être appliquée aux étapes historiques passées.

13. C'est avec la fondation de la Ire Internationale en 1864 qu'on passe pour la première fois d'un ensemble de petits groupes et de ligues dans lesquels se manifeste la lutte ouvrière, au parti international prévu par la doctrine. Ce n'est pas ici le lieu de reconstruire le processus de la crise de cette Internationale qui fut défendue jusqu'au bout, sous la direction de Marx, contre les infiltrations de programmes petits-bourgeois comme celui des libertaires.

La IIe Internationale est reconstituée en 1889, après la mort de Marx, mais sous le contrôle d'Engels — dont les indications ne sont cependant pas appliquées. Pendant quelque temps, le parti formel tend de nouveau à représenter la continuation du parti historique, mais ce lien est brisé au cours des années suivantes par le système fédéraliste et non centraliste de l'Internationale, par les influences de la pratique parlementaire et du culte de la démocratie, et par la vision nationaliste des différentes sections, qui ne sont plus conçues comme des armées de guerre contre leur propre Etat, ainsi que le voulait le *Manifeste* de 1848; on voit apparaître le révisionnisme ouvert, qui dévalue le *but* historique et exalte le *mouvement* contingent et formel.

Lorsque naquit la IIIe Internationale, après le désastreux naufrage, en 1914, de presque toutes les sections dans le pur démocratisme et dans le nationalisme, nous y vîmes dans les années immédiatement postérieures à 1919, la pleine conjonction, à nouveau, du parti historique dans le parti formel. La nouvelle

Internationale naquit ouvertement centraliste et anti-démocratique, mais le processus historique du passage des sections fédérées dans l'Internationale faillie à la nouvelle organisation fut particulièrement difficile, et précipité par le désir de passer immédiatement de la conquête du pouvoir en Russie à la conquête du pouvoir dans les autres pays enropéens.

Si la section née en Italie sur les ruines du vieux parti de la IIe Internationale fut particulièrement portée à saisir la nécessité de la soudure entre le mouvement historique et sa forme actuelle, ce n'est pas grâce au mérite des individus, mais pour des raisons historiques : elle avait mené des luttes particulièrement tenaces contre les formes dégénérées, en refusant toute infiltration non seulement des courants dominés par le nationalisme, le parlementarisme, et le démocratisme, mais également des courants (comme le maximalisme en Italie) qui se laissèrent influencer par un extrémisme de nature petite-bourgeoise comme l'anarcho-syndicalisme. Ce courant de gauche lutta particulièrement pour rendre rigoureuses les conditions d'adhésion (construction de la nouvelle structure formelle) ; il les appliqua pleinement en Italie, et quand elles donnèrent des résultats imparfaits en France, en Allemagne, etc., il fut le premier y voir un danger pour toute l'Internationale.

La situation historique (l'Etat prolétarien s'était constitué dans un seul pays, alors que dans les autres on n'avait pas réussi à prendre le pouvoir) rendait difficile la claire solution *organique* consistant à laisser à la section russe le gouvernail de l'organisation mondiale.

La Gauche fut la première à comprendre qu'au cas où des déviations, dans l'économie intérieure comme dans les rapports internationaux, commenceraient à apparaître dans le comportement de l'Etat russe, il en résulterait une dissociation entre la politique du parti historique, c'est-à-dire de tous les communistes révolutionnaires du monde, et la politique d'un parti formel défendant les intérêts de l'Etat russe contingent.

14. Depuis, cet abîme est devenu si profond que les sections « apparentes » qui dépendent du parti-guide russe font au sens éphémère une vulgaire politique de collaboration avec la bourgeoisie, qui n'a rien à envier à la pratique traditionnelle des partis corrompus de la IIe Internationale.

C'est ce qui donne la possibilité (nous ne disons pas le droit) aux groupes issus de la lutte de la Gauche italienne contre la dégénérescence de Moscou, de comprendre mieux que tout autre à quelles conditions le parti véritable, actif, c'est-à-dire le parti formel, peut demeurer fidèle aux caractères du parti historique révolutionnaire, qui potentiellement existe au moins depuis 1847, et qui pratiquement s'est affirmé dans de grandes déchirures historiques, à travers la série tragique des défaites de la révolution.

Pour opérer le passage de cette tradition fidèlement transmise à un effort pour réaliser une nouvelle organisation de parti international sans rupture historique, on ne peut se fonder organisativement sur le choix d'hommes particulièrement qualifiés ou particulièrement au fait de la doctrine historique : on ne peut qu'utiliser organiquement la continuité la plus fidèle entre l'action du groupe qui défendait cette doctrine il y a quarante ans, et la ligne actuelle.

Le nouveau mouvement ne peut attendre de surhommes ni avoir de Messie, mais il doit se fonder sur la renaissance d'une tradition qu'on aura réussi à préserver à travers une longue période. Conserver cette tradition ne signifie pas seulement transmettre des thèses et rechercher des documents, mais utiliser des instruments vivants, qui forment une vieille garde et qui comptent transmettre une consigne intacte et puissante à une jeune garde. Celle-ci s'élance vers de nouvelles révolutions qui n'auront peut-être pas à attendre plus de dix ans pour se trouver au premier plan sur la scène de l'histoire; quant aux noms des uns et des autres, le parti et la révolution n'en ont que faire.

Transmettre correctement cette tradition par-delà les générations (et donc par-delà les noms d'hommes vivants ou morts) ce n'est pas seulement transmettre des textes critiques et utiliser la doctrine du parti communiste de manière conforme et fidèle aux classiques; c'est se rattacher à la bataille de classe que la Gauche marxiste (nous n'entendons pas nous référer à la seule région italienne) mena au feu de la lutte réelle la plus acharnée dans les années 1919 et suivantes, et qui fut brisée moins par le rapport de forces avec la classe ennemie, qu'à cause du lien qui la faisait dépendre d'un centre qui, de centre du parti mondial historique, dégénérait en centre d'un parti éphémère infecté d'opportunisme, ce qui finit par entraîner sa défaite historique.

La Gauche tenta historiquement, sans rompre avec le principe de la discipline mondiale centralisée, de mener un combat révolutionnaire, même défensif, en sauvant l'avant-garde prolétarienne de la collusion avec les couches intermédiaires, leurs partis et leurs idéologies voués à la défaite. Cette possibilité historique de sauver sinon la révolution, du moins le noyau de son parti historique, nous ayant également fait défaut, nous avons recommencé aujourd'hui, dans une situation objective de paralysie totale, avec un prolétariat infecté jusqu'à la mœlle par le démocratisme petit-bourgeois. Mais l'organisme naissant, utilisant toute la tradition doctrinale et pratique confirmée par la vérification historique de nos justes prévisions, l'applique même à son action quotidienne, en s'efforçant de reprendre contact, à une échelle toujours plus grande, avec les masses exploitées, et il élimine de sa structure ce qui avait représenté une des erreurs de départ de l'Internationale de Moscou, en liquidant la thèse du centralisme démocratique et l'application de tout système de vote, de même qu'il a éliminé de l'idéologie du moindre adhérent toute concession à des positions démocratisantes, pacifistes, autonomistes et libertaires.

C'est dans cette direction que nous nous efforçons de faire d'autres pas en avant, en utilisant les amères leçons du passé pour conjurer de nouvelles crises de la ligne du parti historique, et en éliminant les misères et les mesquineries que nous a présentées l'histoire de tant de malheureux partis formels. En cela également nous suivons les mises en garde de nos premiers grands maîtres sur l'âpreté de la lutte contre les influences d'un milieu bourgeois dominé par le commerce, l'adulation personnelle, et la vulgaire chasse au pouvoir et à la popularité de gnomes qui, trop souvent, rappellent ceux que Marx et Engels écartaient avec un tranquille mépris de leur chemin, pour qu'ils ne le salissent pas.

THESES SUR LA TACHE HISTORIQUE L'ACTION ET LA STRUCTURE DU PARTI COMMUNISTE MONDIAL

selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la Gauche communiste (Thèses de Naples, 1965)

1. Les positions historiquement formulées concernant l'idéologie et la doctrine du parti, son action dans les situations historiques successives et donc son programme, sa tactique et sa structure organisationnelle, doivent être considérées comme un tout unique. Au cours de sa lutte, la Gauche les a maintes fois réordonnées et énoncées sans jamais y apporter de modifications. La presse du parti pourra reproduire les textes relatifs à ces questions ; il suffira pour l'instant d'en rappeler quelques-uns qui sont fondamentaux :

a) Thèses complètes de la Fraction communiste abstentionniste italienne de 1920 ;

b) Thèses de Rome, c'est-à-dire du IIe Congrès du Parti Communiste d'Italie, mars 1922 ;

c) Prise de position de la Gauche communiste aux Congrès internationaux de 1922 et 1924 et à l'Exécutif Elargi de 1926 ;

d) Thèses de la Gauche à la conférence illégale du Parti Communiste d'Italie, en mai 1924 ;

e) Thèses présentées par la Gauche au IIIe Congrès du Parti Communiste d'Italie, Lyon, 1926.

2. Dans ces textes, ainsi que dans les nombreux autres textes que nous utiliserons et qui seront notamment publiés dans les volumes de notre *Histoire de la Gauche Communiste* nous avons notamment revendiqué et réaffirmé, avec une continuité parfaite, certains résultats historiques qui sont le patrimoine du marxisme révolutionnaire, en nous fondant sur ses textes program-

matiques classiques tels que le *Manifeste du parti communiste* et les *Statuts* de la Ire Internationale de 1864.

Nous revendiquons également les bases programmatiques des Ier et IIe Congrès de la IIIe Internationale fondée en 1919, ainsi que les thèses fondamentales de Lénine sur la guerre impérialiste et sur la révolution qui leur sont antérieures. En même temps, en prenant clairement position sur les grandes crises qu'a affrontées le mouvement prolétarien, la Gauche a fait sien le bilan historique et programmatique que le marxisme en a tiré, qui englobe la théorie des contre-révolutions et la doctrine de la lutte contre le danger toujours renaissant de l'opportunisme. Parmi ces leçons historiques, produits non seulement d'une saine vision théorique, mais aussi de luttes de masses grandioses, on peut citer :

a) La liquidation des courants petits-bourgeois et anarchistes, voulue par Marx pour rétablir le principe fondamental de la centralisation et de la discipline à l'égard du centre de l'organisation et pour condamner définitivement des conceptions nuisibles comme l'autonomie des sections locales et le fédéralisme des différentes sections du parti mondial ; ces conceptions furent ensuite à l'origine de la honteuse faillite de la IIe Internationale fondée en 1889 et qui devait sombrer avec la guerre de 1914.

b) Le bilan de la glorieuse expérience de la Commune de Paris dans les textes rédigés par Marx au nom de l'Internationale, qui sanctionnaient le dépassement des méthodes parlementaires et applaudissaient à la vigueur insurrectionnelle et terroriste du grand mouvement parisien.

c) La condamnation, portée à la veille de la première guerre mondiale par la véritable Gauche marxiste révolutionnaire, non seulement du réformisme révisionniste et évolutionniste, qui avait contaminé toute l'Internationale et tendait à démanteler la perspective marxiste de la catastrophe révolutionnaire, mais aussi du syndicalisme révolutionnaire des Sorel et autres, qui pouvait passer pour une réaction prolétarienne contre le réformisme mais ne l'était qu'au sens « ouvriériste » du terme, et rejoignait ainsi le « labourisme » de l'extrême-droite ; sous prétexte de revenir à l'action directe et violente, le syndicalisme révolutionnaire rejetait en effet la position fondamentale du marxisme, qui affirme la nécessité d'un parti révolutionnaire centralisé et d'un Etat prolétarien dictatorial et terroriste, seuls instruments capables de mener l'insurrection de classe à la victoire et de briser les tentatives de réaction et de corruption de la contre-offensive bourgeoise, en posant les prémisses de la société communiste sans classe et sans Etat, qui sera le couronnement de la victoire prolétarienne dans le monde entier.

d) La critique et la démolition impitoyable, par Lénine et la Gauche de tous les pays, de l'ignoble trahison de 1914, dont l'aspect le plus mortel et le plus ruineux ne fut pas tant le ralliement aux bannières de la patrie et de la nation, que la rechute dans les déviations, nées en même temps que le communisme marxiste, qui prétendent enfermer le programme et l'action de la classe ouvrière à l'intérieur des principes bourgeois de la liberté et de la démocratie parlementaire, en célébrant ces conquêtes de la bourgeoisie montante comme des acquis éternels.

3. Dans la période suivante, celle de la nouvelle Internationale, ce qui forme le patrimoine inoubliable de la Gauche communiste, c'est son juste diagnostic théorique et sa juste prévision historique des nouveaux dangers d'opportunisme qui se dessinaient dans l'Internationale dès ses premières années de vie. La méthode historique permettra de traiter ce point sans lourds développements théoriques. Les premières manifestations d'opportunisme dénoncées et combattues par la Gauche apparurent dans la tactique à propos des rapports à établir avec les vieux partis socialistes de la IIe Internationale, dont les communistes s'étaient séparés sur le plan organisationnel par des scissions ; par suite, ces tendances apparurent également dans des mesures erronées en matière d'organisation.

Dès 1921 on pouvait prévoir que la grande vague révolutionnaire d'après-guerre était en train de s'affaiblir et que le capitalisme tenterait une contre-offensive aussi bien économique que politique. Le IIIe Congrès avait constaté avec raison qu'il ne suffisait pas d'avoir formé des partis communistes fermement attachés au programme de l'action violente, de la dictature prolétarienne et de l'Etat communiste, si une large fraction des masses prolétariennes restait accessible à l'influence des partis opportunistes, que tous les communistes considéraient alors comme les pires instruments de la contre-révolution bourgeoise, et qui avaient les mains souillées du sang de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Mais la Gauche communiste n'accepta pas la formule qui voulait, pour éviter les initiatives de type blanquiste prises par de trop petits partis, que l'action révolutionnaire fût subordonnée à la conquête de la « majorité » du prolétariat (on ne sut jamais, entre autres, s'il s'agissait de la « majorité » du véritable prolétariat salarié ou du « peuple », comprenant également des paysans propriétaires et des petits capitalistes, des artisans et toutes sortes d'autres couches petites-bourgeoises). Avec son allure démocratique, cette formule de la « majorité » éveillait une première crainte, qui fut hélas confirmée par l'histoire : celle que l'opportunisme ne renaisse dans la nouvelle Internationale par le biais habituel d'un hommage aux funestes notions de démocratie et de comptabilité électorale.

Le IVe Congrès, qui eut lieu à la fin de 1922, et les Congrès suivants, n'infirmèrent pas les prévisions pessimistes de la Gauche. Celle-ci continua à lutter vigoureusement et à dénoncer les tactiques dangereuses (front unique entre partis communistes et socialistes, mot d'ordre du « gouvernement ouvrier ») et les erreurs dans le domaine de l'organisation (tentatives d'accroître les effectifs des partis communistes non seulement par l'afflux de prolétaires abandonnant les autres partis à programme, action et structure social-démocrates, mais par des *fusions* avec des partis entiers ou des fractions de partis après des tractations avec leurs états-majors ; et, pis encore, par l'admission de prétendus partis « sympathisants » comme sections nationales du Komintern, ce qui constituait une erreur fédéraliste évidente).

Le troisième point sur lequel porta la critique de la Gauche était celui des méthodes de travail au sein de l'Internationale; dès cette époque, et de plus en plus vigoureusement dans les années suivantes, elle dénonça le danger croissant d'opportunisme que représentait l'emploi par le centre, représenté par l'Exécutif de Moscou, non seulement de la « terreur idéologique », mais surtout

des pressions organisationnelles sur les partis ou même les sections de partis ayant pu commettre des erreurs politiques. Une telle méthode de travail constituait une application erronée — puis, au fur et à mesure, une falsification totale — des justes principes de la centralisation et de la discipline absolues. Son utilisation s'accentua dans tous les pays, mais surtout après 1923 en Italie où la Gauche, suivie par tout le parti, donna une preuve de discipline exemplaire en passant la direction à des camarades de la droite et du centre désignés par Moscou. On ne cessa en effet, à seule fin de faire prévaloir dans la politique du parti les dangereuses erreurs centristes, d'agiter abusivement le spectre du « fractionnisme » et de menacer d'exclusion le courant de gauche sous le prétexte mensonger qu'il préparait une scission. Ce troisième point vital fut discuté à fond dans les Congrès internationaux et en Italie, et il est aussi important que la condamnation des tactiques opportunistes et des formules d'organisation de type fédéraliste. En Italie, par exemple, la direction centriste, tout en accusant la direction de Gauche de 1921-1922 d'avoir exercé une dictature sur le parti (qui, pourtant avait manifesté à plusieurs reprises son accord total avec elle), continua à agiter le spectre des ordres de Moscou, osant même exploiter la formule de « parti communiste international », comme le fit en 1925, dans la polémique qui précéda le congrès de Lyon, Palmiro Togliatti, véritable champion de la liquidation de l'Internationale Communiste.

4. Lorsque la Gauche dénonçait alors les signes avant-coureurs d'une crise mortelle, il était facile de lui reprocher de n'obéir qu'à des préoccupations purement doctrinales ; c'est pourquoi il importe de montrer quelles confirmations l'histoire a apportées à ses critiques et à son diagnostic.

En ce qui concerne la question tactique, il suffit de rappeler que le front unique avait été proposé, à l'origine, comme un moyen de « *ruiner* » les partis socialistes et de priver leurs états-majors des masses qui les suivaient, et qui devaient passer dans notre camp. L'évolution de cette tactique a confirmé qu'elle comportait un danger : celui de conduire à une trahison et à un abandon des bases révolutionnaires de classe de notre programme. Les héritiers historiques du *front unique* de 1922 sont aujourd'hui bien connus de tous : ce sont les fronts populaires constitués pour appuyer la deuxième guerre mondiale du capitalisme démocratique, et les « fronts de libération » antifascistes, qui ont conduit à la collaboration de classe la plus large, puisqu'elle s'étendait à des partis ouvertement bourgeois : tel était le fruit monstrueux de la deuxième vague de l'opportunisme qui se développait sur le cadavre de la IIIe Internationale. Quant aux premières manœuvres organisationnelles, c'est-à-dire les fusions de 1922, elles ont posé les bases de la totale confusion d'aujourd'hui, où parlementarisme et démocratisme constituent l'orientation commune de tous les partis, y compris le parti communiste, qui a ainsi complètement renié les thèses parlementaires de Lénine au IIe Congrès. En renonçant à l'unité de l'organisation mondiale pour admettre divers partis socialistes, ouvriers ou même populaires dans tel ou tel pays, le XXe Congrès du parti russe a fini, en 1956, par faire exactement ce que la Gauche avait prévu : il a abandonné également le programme de la dictature du prolétariat, en présentant celle-ci comme un phénomène exclusivement russe et en introduisant les « voies nationales » et démocratiques au socialisme, qui ne signifient rien d'autre qu'une rechute dans

l'ignoble opportunisme de 1914 — ou plutôt dans un opportunisme plus vil et plus infâme encore, puisqu'il ose se réclamer du nom de Lénine.

Pour en venir au troisième point, c'est la féroce terreur stalinienne qui a confirmé historiquement que la Gauche avait eu raison de dénoncer la méthode de travail de l'Internationale et les pressions néfastes exercées d'en haut. En effet le but de la terreur stalinienne était de démolir le parti de l'intérieur, en utilisant le pouvoir d'Etat pour briser par des dizaines de milliers d'assassinats une résistance menée au nom du retour au marxisme révolutionnaire et des grandes traditions léninistes et bolchéviques de la révolution d'octobre. La Gauche qui en 1926 avait repoussé avec raison l'offre fallacieuse, faite par les centristes, d' « un peu plus de démocratie dans le parti et dans l'Internationale » et était restée dans l'opposition (mais sans jamais parler jusqu'à ce moment là (1926) de sortir de l'Internationale ou de provoquer des scissions), avait exactement prévu sur tous les plans le cours ultérieur des événements; le rapport des forces ne lui permit malheureusement pas d'empêcher l'infâme troisième vague opportuniste de tout submerger.

La Gauche avait indiqué en temps voulu la juste voie à suivre dans les rapports entre les partis et l'Internationale d'une part, entre le parti et l'Etat russe d'autre part. Historiquement, le renversement de ces positions se rattache à la question des rapports entre la politique de l'Etat russe et la politique du prolétariat dans les autres pays. A l'Exécutif de l'Internationale de l'automne 1926, Staline abattit son jeu en déclarant que l'Etat russe cesserait désormais de subordonner son avenir à un affrontement de classe général capable de renverser le pouvoir du capital dans tous les autres pays, et qu'il s'agissait désormais, dans l'économie sociale intérieure, de « construire le socialisme » — chose qui chez Lénine ne signifiait rien d'autre que construire le capitalisme —. Dès lors il était facile de prévoir la suite des évènements, marquée par le sanglant conflit au cours duquel l'opposition, apparue trop tardivement en Russie, et rapidement écrasée sous l'ignoble accusation de fractionnisme, fut exterminée.

Cette question se rattache à un délicat problème : au nom d'un centralisme truqué, on imposa à tous les partis dans lesquels militaient d'ardents révolutionnaires un appareil étouffant, en se servant moins du prestige du bolchévisme, de Lénine et de l'octobre rouge, que d'un vulgaire rapport économique : c'était l'Etat de Moscou qui détenait les moyens de payer les fonctionnaires de l'Internationale.

La Gauche observa un silence héroïque devant cette honte, car elle savait bien qu'il y avait un autre terrible danger : celui de la déviation petite-bourgeoise et anarchisante dont on risquait de provoquer les jacassements habituels : « Vous voyez bien qu'on en arrive toujours là ; dès qu'il y a Etat, dès qu'il y a pouvoir, dès qu'il y a parti, il y a corruption, et si le prolétariat veut s'émanciper, il doit le faire sans partis ni Etats autoritaires ». Nous savions trop bien que, si l'orientation de Staline revenait à donner à partir de 1926 la victoire à l'ennemi bourgeois, ces aberrations d'intellectuels petits-bourgeois sont de tous temps et depuis désormais un siècle la meilleure garantie de survie pour l'odieux capitalisme, puisqu'elles enlèvent des mains de ses fossoyeurs la seule arme qui puisse l'abattre.

A cette honteuse influence de l'argent — qui disparaîtra dans la société communiste, mais seulement après une série d'évènements dont l'instauration de la dictature prolétarienne n'est que le premier acte — s'ajoutait dans l'Internationale l'utilisation d'une arme que la Gauche dénonça ouvertement comme digne des parlements et des diplomaties bourgeoises, ou de la très bourgeoise Société des Nations : on encourageait ou on flétrissait selon les cas le carriérisme et les vaniteuses ambitions personnelles des chefaillons qui pullulaient dans les rangs du mouvement; si bien que chacun d'eux se trouvait placé devant l'alternative suivante : ou bien une notoriété immédiate et commode s'il acceptait docilement les thèses de la toute-puissante Centrale, ou bien un anonymat irrémédiable et peut-être la misère s'il voulait défendre les justes thèses révolutionnaires dont la Centrale avait dévié.

C'est aujourd'hui une évidence historique que ces Centrales internationales et nationales étaient sur la voie de la déviation et de la trahison; selon ce qu'a toujours affirmé la Gauche, c'est là la raison qui doit leur retirer tout droit à exiger au nom d'une discipline hypocrite l'obéissance aveugle de la base.

5. Le travail effectué pour reconstituer partout le parti de classe après la fin de la seconde guerre mondiale s'est heurté à une situation extrêmement défavorable, les événements internationaux et sociaux de cette terrible époque ayant permis à l'opportunisme d'obscurcir tous les termes du conflit entre les classes et de convaincre un prolétariat rendu aveugle de la nécessité de contribuer dans le monde entier au rétablissement des régimes constitutionnels parlementaires et démocratiques.

Notre mouvement, qui se trouvait inexorablement placé à contre-courant, d'autant plus que de larges masses prolétariennes s'étaient jetées à corps perdu dans la pratique mortelle de l'électoralisme (dont les faux révolutionnaires faisaient une apologie mille fois plus éhontée que celle des révisionnistes cinquante ans plus tôt), ne put répondre qu'en s'appuyant sur tout le patrimoine qui avait été le sien au cours de cette longue période historique défavorable. En appliquant la classique méthode marxiste, qui vise à renouer le « fil du temps », notre mouvement s'employa à rappeler au prolétariat la valeur des résultats historiques enregistrés tout au long de la douloureuse retraite. Il ne s'agissait pas de nous réduire à une tâche de diffusion culturelle ou de propagande de petites doctrines de sectes, mais de démontrer que la théorie et l'action sont des domaines dialectiquement inséparables et que les leçons de l'histoire n'ont rien de livresque ou d'académique, mais résultent (pour éviter ce terme d'*expériences*, qui est aujourd'hui la tarte à la crème des philistins) des bilans dynamiques que nous avons tirés des affrontements intervenus sur une très grande échelle entre des forces réelles considérables, en utilisant même les cas où les forces révolutionnaires ont finalement été vaincues. C'est ce que nous avons appelé, selon un critère marxiste classique, les « leçons des contre-révolutions ».

6. Dans son effort pour s'organiser sur ses bases propres, notre mouvement rencontra d'autres difficultés, dues à des perspectives trop optimistes : on crut que, de même que la fin de la première guerre mondiale avait entraîné une immense vague révolutionnaire et la condamnation de la peste opportuniste

grâce à l'action des bolchéviks, de Lénine, et à la victoire révolutionnaire en Russie, de même la fin de la seconde guerre mondiale en 1945 entraînerait des phénomènes historiques parallèles, et rendrait possible la constitution rapide d'un parti révolutionnaire reprenant la grande tradition.

Cette perspective pouvait être généreuse; elle constituait néanmoins une grave erreur, car elle ne tenait pas compte de la « faim de démocratie » qu'avaient suscitée dans le prolétariat non tant les exploits plus ou moins féroces des fascismes italien et allemand, mais surtout le retour de la funeste illusion qu'il suffirait de rétablir la démocratie pour qu'on en revienne tout naturellement aux positions révolutionnaires.

Au contraire, ce qui constitue un des points fondamentaux du patrimoine de la Gauche, c'est la conscience que les illusions populistes et social-démocrates représentent le danger le plus grand, et qu'elles ne conduisent pas à une révolution opérant de nouveau le passage de Kérenski à Lénine, mais sont à la base de l'opportunisme, qui est la plus puissante force contre-révolutionnaire.

Pour la Gauche, l'opportunisme n'est pas un phénomène de nature morale et réductible à la corruption des individus, mais un phénomène de nature sociale et historique qui fait qu'au lieu de combattre le front réactionnaire de la bourgeoisie et des couches petites bourgeoises plus conservatrices encore, l'avant-garde prolétarienne tend à établir une soudure entre le prolétariat et les classes moyennes. En cela, le phénomène social de l'opportunisme ne diffère donc pas du fascisme, puisqu'il s'agit toujours d'asservir le prolétariat aux couches petites-bourgeoises (« intellectuels », « classe politique » et classe bureaucratique administrative), qui en réalité ne sont pas des classes douées d'une vitalité historique propre, mais des couches marginales et parasitaires tout à fait méprisables. Il ne s'agit pas là de ces déserteurs de la bourgeoisie dont Marx décrit le passage fatal dans le camp de la classe révolutionnaire, mais au contraire des meilleurs serviteurs et défenseurs de la conservation capitaliste, qui vivent de la plus-value extorquée aux prolétaires.

Le nouveau mouvement faillit même tomber dans l'illusion selon laquelle il y avait encore quelque chose à faire dans les parlements bourgeois, en se plaçant sans doute dans l'optique des fameuses thèses de Lénine, qu'il s'efforçait de ressusciter, mais sans comprendre qu'un bilan historique irrévocable avait montré que cette tactique ne pouvait aboutir, quelles qu'aient pu être en 1920, à un moment où l'histoire tout entière semblait prête à basculer, la grandeur et la noblesse des perspectives révolutionnaires visant à faire sauter les parlements de l'intérieur ; mais tout se réduisit au contraire à la triviale revanche sur le fascisme du cri de Modigliani : « Vive le parlement ! ».

7. Il s'agissait de transmettre l'expérience historique de la génération qui avait vécu les luttes glorieuses du premier après-guerre et de la scission de Livourne à la nouvelle génération de prolétaires qu'il fallait libérer de l'enthousiasme insensé suscité par la chute du fascisme, pour la ramener à la conscience de la nécessité d'une action autonome du parti révolutionnaire contre tous les autres partis, et surtout contre le parti social-démocrate, et

reconstituer des forces décidées à lutter pour la dictature et la terreur prolétariennes, contre la grande bourgeoisie et tous ses ignobles serviteurs. Pour accomplir cette tâche, le nouveau mouvement trouva organiquement et spontanément une forme structurelle d'activité qui, en quinze ans, a fait ses preuves. Le parti réalisa des aspirations déjà présentes dans la Gauche communiste au temps de la IIe Internationale, et qui s'exprimèrent ensuite au cours de sa lutte théorique contre les premières manifestations du danger opportuniste dans la IIIe Internationale. Cette aspiration séculaire est la lutte contre la démocratie et contre toute influence de cet ignoble mythe bourgeois, en parfaite continuité avec la critique marxiste, les textes fondamentaux et les premiers documents des organisations prolétariennes, depuis le *Manifeste du parti communiste*.

L'histoire de l'humanité ne s'explique pas par l'influence d'individus exceptionnels par leur force et leur valeur physique ou même intellectuelle et morale ; il est faux et anti-marxiste de considérer la lutte politique comme un processus de sélection de ces personnalités d'exception, et le démocratisme, qui prétend effectuer cette sélection par le décompte des voix de tous les membres de la société, nous est encore plus étranger que les vieilles doctrines qui y voyaient l'œuvre de la divinité ou l'apanage d'une aristocratie sociale. L'histoire est au contraire l'histoire de la lutte des classes : on ne peut la déchiffrer et en appliquer les enseignements aux batailles non plus théoriques et critiques mais violentes et armées opposant les différentes classes, qu'en mettant à nu les rapports économiques qui, dans des formes de production données, s'établissent entre les classes. Ce théorème fondamental avait été confirmé par le sacrifice des innombrables militants tombés sous les coups du capital, et dont la mystification démocratique avait brisé les généreux efforts ; et c'est sur ce bilan d'oppression, d'exploitation et de trahison que la Gauche communiste avait institué son patrimoine révolutionnaire. Il était donc clair que la seule voie à suivre était celle qui nous libérerait toujours plus du mortel mécanisme démocratique, non seulement dans la société et dans ses différentes institutions, mais dans la classe révolutionnaire elle-même et avant tout dans son parti politique. Cette aspiration de la Gauche ne peut être ramenée ni à une institution miraculeuse, ni aux lumières de quelque penseur, mais elle découle intimement de toute une série de luttes réelles, violentes, sanglantes, impitoyables et même de celles qui se sont terminées par la défaite des forces révolutionnaires. On en trouve les traces historiques dans toutes les manifestations de la Gauche, que ce soit à l'époque où elle luttait contre les blocs électoraux et l'influence de l'idéologie maçonnique, contre l'appui aux guerres coloniales puis à la gigantesque première guerre européenne, qui triompha de l'aspiration prolétarienne à déserter l'armée et à retourner les armes contre sa propre bourgeoisie, surtout par une propagande ignoble sur la conquête de la liberté et de la démocratie ; que ce soit enfin à l'époque où, dans tous les pays d'Europe et derrière le prolétariat révolutionnaire russe, la Gauche se jeta dans la lutte pour abattre son ennemi direct, qui protégeait le cœur de la bourgeoisie capitaliste : la droite social-démocrate, et le centrisme plus ignoble encore, qui, nous diffamant comme il diffamait le bolchevisme, le léninisme et la dictature soviétique

russe, faisait tous ses efforts pour jeter de nouveau un pont — pour nous, c'était un guet-apens — entre le prolétariat en marche et les criminelles illusions démocratiques. Parallèlement, cette aspiration à se libérer de toute influence de la *démocratie* jusque dans le vocabulaire se retrouve dans d'innombrables textes de la Gauche que nous avons rapidement énumérés au début de nos thèses.

8. L'ampleur, la difficulté et la longueur historique de l'œuvre à accomplir par le nouveau mouvement ne pouvaient pas attirer les éléments douteux et désireux de faire une carrière rapide, car loin de promettre des succès historiques à brève échéance, elles les excluaient au contraire. Le travail s'organisa sur la base de fréquentes rencontres de délégués de toute l'organisation, dans lesquelles il n'y avait ni débats contradictoires, ni polémiques entre des thèses opposées, ni donc la moindre manifestation sporadique de nostalgie pour la maladie de l'antifascisme démocratique. Dans ces réunions, il n'y avait rien à voter ni à délibérer, leur but étant uniquement de continuer de façon organique l'important travail de transmission historique des fécondes leçons du passé aux générations présentes et futures, aux nouvelles avant-gardes destinées à se former dans les masses prolétariennes. Cent fois battues, trompées et déçues, celles-ci finiront bien par s'insurger contre les souffrances que leur inflige la purulente décomposition de la société capitaliste, et par sentir dans le vif de leur chair que ses produits les plus achevés et les plus venimeux sont l'opportunisme de type populiste, les bureaucrates des grands syndicats et des grands partis, et toute la ridicule pléïade des intellectuels et artistes « engagés » (« engagés » comme des laquais, pour faire leur sale besogne !) qui se prostituent aux classes riches par l'intermédiaire des partis traîtres et sont animés du pire esprit bourgeois et capitaliste, celui des classes intermédiaires et soi-disant « populaires ».

Ce travail du parti et cette dynamique s'inspirent d'enseignements classiques de Marx et de Lénine, qui donnèrent la forme de thèses à leur présentation des grandes vérités historiques révolutionnaires. Ces thèses et ces rapports, fidèles aux grandes traditions marxistes vieilles de plus d'un siècle, étaient répercutés par tous les délégués présents, ainsi que par les comptes rendus de notre presse, dans toutes les réunions périphériques, locales et régionales, où ce matériel historique était ainsi porté à la connaissance de tout le parti. Il serait absurde de dire qu'il s'agit de textes parfaits, irrévocables, et non modifiables, car durant toutes ces années nous avons au contraire toujours affirmé qu'il s'agissait de matériaux en continuelle élaboration, destinés à recevoir une forme toujours meilleure et toujours plus complète ; d'ailleurs on n'a pas cessé de constater un apport de plus en plus fréquent d'excellentes contributions, parfaitement en accord avec les positions classiques de la Gauche, provenant de tout le parti et même de très jeunes camarades.

C'est seulement en développant notre travail dans cette direction que nous pouvons espérer un accroissement quantitatif de nos effectifs et des adhésions spontanées qui arrivent au parti et qui en feront un jour une force sociale plus importante.

9. Avant de conclure sur cette question de la formation du parti après la seconde guerre mondiale, il est bon de réaffirmer certains résultats qui ont

aujourd'hui la valeur de thèses caractéristiques pour le parti, car il s'agit, malgré les effectifs réduits du mouvement, de résultats historiques, et non d'inventions d'inutiles génies ni de solennelles résolutions de congrès « souverains ».

Le parti reconnut très vite que, même dans une situation extrêmement défavorable et même dans les pays où elle l'est le plus, il faut éviter l'erreur de considérer le mouvement comme une pure activité de propagande écrite et de prosélytisme politique. Partout, toujours et sans exceptions, la vie du parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres. C'est une vieille thèse du marxisme de gauche qu'on doit accepter de travailler dans les syndicats de droite où se trouvent les ouvriers ; le parti repousse l'attitude individualiste de ceux qui dédaignent d'y mettre les pieds et en arrivent même à théoriser le sabotage des rares et timides grèves auxquelles se risquent les syndicats actuels. Dans de nombreuses régions, le parti a déjà mené une activité non négligeable dans ce sens, même s'il se heurte toujours à de graves difficultés et à des forces contraires qui lui sont supérieures, numériquement du moins. Il est important de préciser que même là où ce travail ne s'est pas encore développé de façon sensible, on doit repousser la conception qui voudrait réduire notre petit parti à des cercles fermés sans lien avec l'extérieur, ou se contentant de chercher des adhésions dans le seul monde des opinions, qui, aux yeux des marxistes, est un monde faux tant qu'on ne le traite pas comme une superstructure du monde des confiits économiques. Il serait tout aussi faux de vouloir subdiviser le parti ou ses sections locales en compartiments étanches se consacrant exclusivement, selon les cas, à la théorie, à l'étude, à la recherche historique, à la propagande, au prosélytisme ou à l'activité syndicale : dans l'esprit de notre théorie et de notre histoire ces domaines sont absolument inséparables et en principe accessibles à tous les militants, quels qu'ils soient.

Un autre point, qui constitue un acquis historique auquel le parti ne pourra jamais renoncer, est le refus absolu de toutes les propositions tendant à accroître ses effectifs et à élargir ses bases au moyen de congrès constitutifs communs avec les nombreux groupes et groupuscules qui pullulent depuis la fin de la guerre, en élaborant des théories incohérentes et absurdes, ou n'ayant d'autre base que la condamnation du stalinisme russe et de tous ses dérivés locaux.

10. Revenant à l'histoire des premières années de l'Internationale Communiste, nous rappellerons que les dirigeants russes, qui avaient derrière eux non seulement une connaissance profonde de la doctrine et de l'histoire du marxisme, mais aussi le résultat grandiose de la victoire révolutionnaire d'Octobre, considéraient des thèses comme celles de Lénine comme un matériel que tous les militants devaient accepter, tout en reconnaissant qu'on pourrait ultérieurement les développer dans la vie du parti international. Ils demandèrent qu'on ne votât jamais, car toutes les thèses devaient être acceptées par adhésion unanime, spontanément confirmée par toute la périphérie de l'organisation qui, dans ces années glorieuses, vivait dans une atmosphère d'enthousiasme et même de triomphe.

La Gauche partageait ces généreuses aspirations, mais elle considérait que pour atteindre les résultats auxquels nous aspirions tous il aurait fallu rendre plus rigoureuses et plus rigides certaines mesures d'organisation et de constitution du parti communiste unique, et préciser dans le même sens toutes les normes de sa tactique.

Lorsqu'il apparut qu'un certain relâchement dans ces domaines fondamentaux — relâchement que nous avions dénoncé devant le grand Lénine lui-même — commençait à avoir des effets néfastes, nous fûmes contraints d'opposer nos rapports aux rapports de l'Exécutif, et nos thèses à ses thèses.

A la différence d'autres groupes d'opposition, de ceux qui se formaient en Russie même et du courant trotskyste lui-même, nous avons toujours soigneusement évité de donner à notre travail au sein de l'Internationale la forme d'une revendication de consultations démocratiques et électorales de toute la base, ou de réclamer des élections générales des comités directeurs.

La Gauche espérait sauver l'Internationale et son tronc sain et fort de grandes traditions sans organiser de mouvements scissionnistes, et elle repoussa toujours l'accusation de s'être organisée ou de vouloir s'organiser en fraction, ou en parti dans le parti. Même lorsque les manifestations d'un opportunisme naissant devinrent de plus en plus évidentes, elle n'encouragea ni n'approuva le système des démissions individuelles du parti ou de l'Internationale.

Pourtant, cent passages des textes mentionnés ci-dessus montrent que la Gauche, dans sa pensée fondamentale, a toujours considéré que la voie conduisant à la suppression des élections de camarades ou des votes de thèses générales conduisait également à l'abolition des radiations, des expulsions et des dissolutions de groupes locaux, autre ignoble bagage du démocratisme politicard. Nous avons plusieurs fois énoncé en toutes lettres la thèse selon laquelle ces procédés disciplinaires devaient devenir de plus en plus exceptionnels et disparaître peu à peu.

Si c'est le contraire qui se produit, et, pire encore, si ces questions disciplinaires, au lieu de servir à sauver des principes sains et révolutionnaires, servent à imposer les positions conscientes ou inconscientes d'un opportunisme naissant — comme ce fut le cas en 1924, 1925, 1926 —, cela signifie seulement que le centre n'a pas rempli correctement sa fonction, que cela lui a fait perdre toute influence réelle sur la base, et qu'il peut d'autant moins obtenir la discipline qu'il chante plus fort les louanges d'une rigueur disciplinaire parfaitement artificielle.

Dans les toutes premières années, la Gauche espérait que les concessions faites sur le plan de l'organisation et de la tactique n'étaient dues qu'à la fécondité de ce moment historique, qu'elles ne seraient que provisoires, puisqu'elles étaient liées à la perspective de Lénine envisageant de grandes révolutions en Europe centrale et peut-être occidentale, et qu'on en reviendrait ensuite à la claire ligne de conduite intégralement conforme à nos principes vitaux. Mais cet espoir fit progressivement place à la certitude que l'Internationale allait à sa perte, et que le nouvel opportunisme ne pourrait manquer de prendre les formes classiques d'une glorification et d'une exaltation de l'intrigue démocratique et électorale. La Gauche continua donc sa lutte his-

torique de défense du communisme, sans jamais relâcher sa méfiance à l'égard du mécanisme démocratique, même quand on pouvait croire qu'elle y serait contrainte malgré elle par de véritables opérations de truquage électoral au sein des partis : quand le fascisme falsifiait les élections, il était juste de saluer ce fait en invitant le prolétariat à relever le défi par les armes, mais quand ces pratiques prirent place au sein même des partis communistes, perpétrées effrontément par les pères de ce nouvel opportunisme qui s'évertuait à reconquérir les partis et l'Internationale, il fallut les dénoncer dans les faits ; car même si nous pouvions théoriquement éprouver une certaine satisfaction ironique à les entendre dire : « Nous sommes dix et nous voulons vous soumettre, vous qui êtes mille », nous n'étions que trop certains qu'ils parachèveraient leur ignoble carrière en escroquant les votes des ouvriers par millions.

11. La position de la Gauche a cependant toujours été ferme et constante : si les crises disciplinaires se multiplient au point de devenir la règle, cela signifie que quelque chose ne va pas dans la direction générale du parti, et que le problème mérite d'être étudié. Naturellement, nous ne renierons pas nos propres principes en commettant la sottise de croire que le salut consiste dans la recherche d'individualités plus capables et dans le renouvellement des chefs, grands et petits, car il ne s'agit là que des positions caractéristiques de l'antagoniste historique du marxisme révolutionnaire de gauche, l'opportunisme.

Une autre thèse de Marx et de Lénine sur laquelle la Gauche est extrêmement ferme, c'est que le remède aux vicissitudes et aux crises historiques auxquelles le parti prolétarien est nécessairement exposé, ne peut se trouver dans une formule constitutionnelle ou organisationnelle qui aurait la vertu magique de la préserver des dégénérescences. Cette illusion relève des conceptions petites-bourgeoises qui remontent à Proudhon et, à travers une longue chaîne, aboutissent à l'ordinovisme italien, c'est-à-dire à la conception selon laquelle le problème social peut être résolu par une formule d'organisation des producteurs. Indéniablement, dans l'évolution suivie par les partis, on peut opposer à la ligne ascendante du parti *historique* la ligne tourmentée des partis *formels*, avec ses zigzags, ses hauts et ses bas, voire ses chutes brutales. Les marxistes de gauche s'efforcent précisément d'agir sur la ligne brisée des partis contingents pour la ramener à la courbe continue et harmonieuse du *parti historique*. Ceci est une position de principe, mais il est puéril de vouloir la transformer en recette d'organisation. Selon notre ligne historique, nous utilisons non seulement la connaissance du passé et du présent de l'humanité, de la classe capitaliste et de la classe prolétarienne, mais aussi une connaissance directe et sûre de l'avenir de la société et de l'humanité, tel que le prévoit avec certitude notre doctrine, à savoir la société sans classes et sans Etat, qui en un sens peut-être sera aussi une société sans parti, à moins que l'on n'entende par parti un organe qui ne lutte pas contre d'autres partis mais assure la défense de l'espèce humaine contre les risques que lui fait courir la nature physique avec ses processus évolutifs et sans doute aussi ses catastrophes.

La Gauche communiste a toujours considéré que sa longue lutte contre les tristes vicissitudes contingentes des partis formels du prolétariat s'est

déroulée en affirmant des positions qui s'enchaînent de façon continue et harmonieuse dans le sillage lumineux du parti historique, qui traverse sans se briser les années et les siècles, depuis les premières affirmations de la doctrine prolétarienne naissante jusqu'à la société future, que nous connaissons bien, dans la mesure même où nous avons bien appris à connaître les tissus et les centres nerveux de l'odieuse société présente, que la révolution devra abattre.

La proposition d'Engels, d'adopter l'excellent vieux mot allemand de *Gemeinwesen* (être commun, c'est-à-dire communauté sociale) au lieu du mot Etat, se rattachait au jugement de Marx selon lequel la Commune de Paris n'était déjà plus un Etat, précisément parce qu'elle n'était plus une corporation démocratique. Après Lénine, cette question n'a plus besoin d'autres clarifications théoriques, et il n'y a pas de contradiction dans la géniale observation selon laquelle *en apparence* Marx était beaucoup plus étatiste qu'Engels, dans la mesure où c'est Marx qui a le mieux précisé que la dictature est un véritable Etat muni de forces armées, d'une police répressive et d'une justice politique appliquant la terreur sans se laisser arrêter par des scrupules juridiques. La question est également liée à la condamnation par Marx et Engels de l'idéalisation révisionniste qui caractérise la stupide formule d' « Etat populaire libre » des socialistes allemands : non seulement cette formule pue le démocratisme bourgeois, mais elle détruit toute la notion du conflit inexorable entre les classes, avec la destruction de l'Etat historique de la bourgeoisie et l'instauration sur ses ruines de la dictature révolutionnaire du prolétariat qui, si elle ne revendique pas de constitutions éternelles, n'en est pas moins l'Etat le plus implacable qui soit.

Il ne s'agissait donc pas de trouver un « modèle » de l'Etat futur dans des dispositions constitutionnelles ou organisationnelles, ce qui est aussi stupide que de vouloir construire dans le premier pays conquis à la dictature du prolétariat un modèle des Etats et des sociétés socialistes dans d'autres pays.

Mais l'idée de fabriquer un modèle de parti parfait serait tout aussi vaine, et peut-être davantage encore. Une telle idée se ressent des faiblesses de la bourgeoisie décadente qui, impuissante à défendre son pouvoir, à conserver son système économique qui s'en va en morceaux, et même à maîtriser sa pensée doctrinale, se réfugie dans une absurde technologie robotisée, cherchant dans ces stupides modèles formels automatiques une garantie de survie, pour échapper à la certitude scientifique qui nous a fait porter sur l'époque bourgeoise et sur sa civilisation un diagnostic infaillible : la mort !

12. Parmi les élaborations doctrinales que nous appellerons provisoirement « philosophiques », et qui font partie des tâches de la Gauche communiste et de son mouvement international, il nous faut parler d'une thèse à laquelle nous avons déjà apporté de nombreuses contributions, en démontrant qu'elle est tout à fait conforme aux positions classiques de Marx, d'Engels et de Lénine.

La première vérité que l'homme pourra conquérir, c'est la notion de la société communiste future. Cette notion n'emprunte aucun élément à l'infâme société présente, capitaliste, démocratique ou chrétienne, et elle ne considère nullement comme un patrimoine humain sur lequel elle pourrait se fonder la prétendue science positive élaborée par la révolution bourgeoise, qui est

pour nous une science de classe qu'il faut détruire et remplacer intégralement, au même titre que les religions et les scolastiques des formes de production précédentes. En ce qui concerne la théorie des transformations économiques permettant de passer du capitalisme — dont nous connaissons bien la structure, alors que les économistes officiels l'ignorent totalement — au communisme, nous nous passons également des apports de la science bourgeoise, et nous avons le même mépris à l'égard de la technique et de la technologie bourgeoises dont tout le monde, traîtres opportunistes radoteurs en tête, proclame qu'elles vont vers de grandes conquêtes. C'est de façon totalement révolutionnaire que nous avons édifié la science de la société, de sa vie actuelle et de son développement futur. Quand cette œuvre de l'esprit humain sera parfaite — et elle ne pourra l'être qu'après la mise à mort du capitalisme, de sa civilisation, de ses écoles, de sa science et de sa technologie de truands —, l'homme pourra aussi pour la première fois écrire la science et l'histoire de la nature physique et résoudre les grands problèmes de la vie de l'Univers, depuis les origines (que des savants réconciliés avec le dogme continuent à appeler « création ») jusqu'à ses développements aux échelles de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, dans l'avenir le plus lointain, aujourd'hui indéchiffrable.

13. Ces problèmes, et d'autres encore, sont un domaine d'action du parti que nous maintenons physiquement en vie et qui n'est pas indigne de s'insérer dans la ligne du grand parti historique. Mais ces notions de haute théorie ne sont pas des expériences permettant de résoudre de petites querelles et de petites incertitudes humaines qui, malheureusement, dureront aussi longtemps qu'il y aura dans nos rangs des individus cernés et dominés par le milieu barbare de la civilisation capitaliste. Ces développements ne peuvent donc servir à définir le mode de vie propre au parti libéré de tout opportunisme : contenu dans la notion de centralisme organique, ce mode de vie s'affirme graduellement et ne peut surgir d'une « révélation ».

Cette thèse marxiste évidente appartient au patrimoine de la Gauche, et on pourra la retrouver dans toutes les polémiques qu'elle a dirigées contre le Centre de Moscou en voie de dégénérescence. Le parti est en même temps un facteur et un produit du développement historique des situations et, à moins de retomber dans un nouvel utopisme plus lamentable encore que le précédent, on ne pourra jamais le considérer comme un élément extérieur et abstrait, capable de dominer le milieu ambiant.

Que dans le parti on puisse tendre à créer un milieu farouchement antibourgeois, qui annonce dans une large mesure les caractères de la société communiste, cela a été affirmé depuis longtemps, par exemple par les jeunes communistes italiens dès 1912.

Mais cette juste aspiration ne peut nous amener à considérer le parti idéal comme un phalanstère entouré de murs infranchissables.

Dans notre conception du centralisme organique, nous avons toujours affirmé contre les centristes de Moscou que dans la sélection des membres du parti il n'y a qu'une seule garantie. Le parti continue inlassablement à graver toujours plus nettement les lignes directrices de sa doctrine, de son action et de sa tactique au moyen d'une méthode unique, dans l'espace comme dans le

temps. Tous ceux qui se trouvent mal à l'aise devant ces positions ont la ressource évidente de quitter le parti. Même après la conquête du pouvoir on ne peut pas concevoir d'adhésion forcée au parti ; c'est pourquoi le terrorisme disciplinaire est étranger à la juste acception du centralisme organique : de telles mesures ne peuvent que copier, jusque dans le vocabulaire, des pratiques constitutionnelles dont la bourgeoisie n'a que trop usé, comme la faculté pour le pouvoir exécutif de dissoudre et de reconstituer les assemblées élues — formes que l'on considère depuis longtemps comme dépassées non seulement pour le parti prolétarien, mais même pour l'Etat révolutionnaire historiquement transitoire du prolétariat victorieux. A celui qui veut adhérer, le parti n'a pas à présenter de plans constitutionnels et juridiques de la société future, car de telles formes sont le propre des sociétés de classe et d'elles seules. Celui qui, voyant le parti avancer sur cette voie claire et nette, que nous nous sommes efforcés de résumer dans ces thèses pour la réunion générale de Naples en juillet 1965, ne se sent pas encore à une telle hauteur historique, sait parfaitement qu'il peut prendre n'importe quel chemin différent du nôtre. Nous n'avons aucune autre mesure à prendre en la matière.

THESES SUPPLEMENTAIRES
SUR LA TACHE HISTORIQUE, L'ACTION ET LA STRUCTURE DU PARTI COMMUNISTE MONDIAL (MILAN 1966)

1. Les thèses de Naples revendiquent la continuité des positions qui, depuis plus d'un demi-siècle, constituent le patrimoine de la Gauche communiste. Ce n'est pas en consultant des articles de codes ou de règlements que l'on parviendra jamais à comprendre ces positions et à les appliquer naturellement et spontanément; cette application ne peut pas non plus être garantie par des scrutins d'assemblées, ou pis, de collèges ou de tribunaux appelés à trancher les questions soulevées par des éléments moins éclairés; la pratique à laquelle nous tendions depuis toujours, et que nous avons enfin adoptée, est tout autre. Le difficile travail que nous accomplissons pour atteindre ces résultats ne peut aboutir si nous n'utilisons pas le vaste matériel historique tiré de l'expérience vivante du mouvement révolutionnaire au cours des différents cycles de sa longue lutte, matériel que nous avons assidûment travaillé à ordonner et à diffuser collectivement, aussi bien avant qu'après la publication des thèses.

2. Le petit mouvement actuel se rend parfaitement compte que dans la phase historique bien grise que nous traversons il est très difficile d'utiliser, à une distance historique aussi grande, la leçon des grandes luttes passées (et non seulement des victoires éclatantes, mais aussi des défaites sanglantes et des replis sans gloire). Dans la vision correcte et non déformée de notre courant, ni la rigueur doctrinale, ni la profondeur de la critique historique ne suffisent à forger le programme révolutionnaire, car celui-ci puise sa lymphe vitale dans la liaison avec les masses en révolte, aux époques où elles sont irrésistiblement poussées à combattre. Ce lien dialectique est particulièrement difficile à établir aujourd'hui, alors que le caractère rampant de la crise du capitalisme sénile et l'ignominie croissante des courants opportunistes ont étouffé et éteint la poussée des masses. Tout en reconnaissant que l'influence du parti est limitée, nous devons sentir que nous préparons le véritable parti, à la fois sain et efficace, pour l'époque historique où les infâmies de la société contemporaine pousseront à nouveau les masses insurgées à l'avant-garde de l'histoire, et que leur élan pourrait une fois de plus échouer s'il manquait le parti, non pas pléthorique mais compact et puissant, qui est l'organe indispensable de la révolution. Aussi douloureuses soient-elles, nous devons surmonter les contradictions de cette période en tirant la leçon dialectique des amères désillusions du passé et en signalant avec courage les dangers que la Gauche avait reconnus et dénoncés dès leur apparition, et toutes les formes insidieuses sous lesquelles la terrible infection opportuniste s'est présentée au cours de l'histoire.

3. A cette fin, nous développerons plus profondément encore notre travail de présentation critique des batailles passées et des réactions réitérées de la gauche marxiste et révolutionnaire aux vagues historiques de déviationnisme et d'errements qui, depuis plus d'un siècle, ont fait obstacle à la marche en avant de la révolution prolétarienne. C'est en nous référant à ces phases où existaient les conditions d'une ardente lutte de classe, mais où manqua le facteur de la théorie et de la stratégie révolutionnaires, et surtout en retraçant l'histoire des événements qui perdirent la Troisième Internationale alors qu'on croyait le point de non-retour dépassé pour toujours, et en rappelant les positions critiques prises par la Gauche pour conjurer le danger grandissant et le désastre qui, malheureusement, s'ensuivit, que nous pourrons dégager des enseignements qui ne peuvent ni ne veulent être des recettes de succès, mais une mise en garde sévère pour surmonter les faiblesses et nous défendre des dangers et des pièges où l'histoire a si souvent fait tomber des forces qui semblaient pourtant dévouées à la cause de la révolution.

4. Les brèves illustrations que nous donnerons ici ne doivent pas être comprises comme une allusion directe à des erreurs ou à des difficultés pouvant menacer notre travail actuel, mais comme une contribution de plus à la transmission de l'expérience des générations passées. Cette expérience s'est constituée dans une phase où il y avait déjà une excellente restauration de la juste doctrine (dictature prolétarienne en Russie; œuvre de Lénine et des bolchéviks dans le domaine théorique; fondation de la IIIe Internationale dans le domaine pratique) et où d'autre part, en Italie comme dans le monde entier, la lutte révolutionnaire des partis communistes battait son plein, avec une large participation des masses. Ces résultats jouent aujourd'hui avec un fort « décalage » historique et chronologique, mais leur correcte utilisation reste une nécessité vitale pour le présent comme pour l'avenir, dont nous savons avec certitude qu'il sera plus fécond que le présent.

5. Une des caractéristiques fondamentales du phénomène que Lénine a appelé, après Marx et Engels, *opportunisme*, et qu'il n'a cessé de combattre impitoyablement, est de préférer une voie plus courte, plus commode et moins ardue, à la voie longue, difficile et hérissée d'obstacles qui est la seule où il puisse y avoir pleine et entière convergence entre l'affirmation de nos principes

et de notre programme, c'est-à-dire de nos buts suprêmes, et l'action pratique immédiate et directe dans la situation réelle du moment. Lénine avait raison lorsqu'il disait qu'on ne pouvait pas, pour soutenir la proposition tactique de renoncer dès cette époque (fin de la Première Guerre mondiale) à l'action électorale et parlementaire, utiliser comme argument l'extrême difficulté d'une action communiste et révolutionnaire au parlement, car l'insurrection armée puis le contrôle de la longue et complexe transformation économique du monde social arraché par la violence au capitalisme sont à coup sûr plus difficiles encore. Quant à nous, nous montrions que les préférences pour l'emploi de la méthode démocratique s'expliquaient de toute évidence par la tendance à préférer les rites commodes de l'action légale aux tragiques difficultés de l'action illégale, et qu'une telle pratique ne manquerait pas de faire retomber tout le mouvement communiste dans la fatale erreur social-démocrate dont on n'était sorti qu'au prix d'efforts héroïques. Comme Lénine, nous savions que l'opportunisme n'est pas une tare de nature morale ou éthique, mais qu'il correspond (comme Marx et Engels le disaient déjà pour l'Angleterre de la fin du XIXe siècle) à la prédominance dans les rangs ouvriers de positions propres aux couches intermédiaires petites-bourgeoises et plus ou moins consciemment inspirées par les idées-mères de la classe dominante, c'est-à-dire par ses intérêts sociaux. La puissante et généreuse position de Lénine sur l'action parlementaire comme élément de la lutte pour la destruction violente du système bourgeois et de l'appareil démocratique lui-même et pour son remplacement par la dictature prolétarienne, allait faire place sous nos yeux à l'assujettissement des députés prolétariens aux pires influences des faiblesses petites-bourgeoises, qui aboutissent au reniement du communisme et à la trahison, voire même au passage à l'ennemi par vénalité.

De cette confirmation obtenue à une échelle historique immense (même si une généralisation aussi vaste peut sembler ne pas être contenue à la lettre dans l'enseignement de Lénine, qui comme nous a été à l'école de l'histoire) nous tirons la leçon que le parti doit éviter toute décision et tout choix qui pourraient être dictés par le désir d'obtenir de bons résultats par un travail et un sacrifice moindres. Un tel désir peut sembler innocent, mais il traduit la tendance des petits-bourgeois à la paresse et obéit à l'influence de la règle fondamentale du capitalisme, qui est d'obtenir le maximum de profit pour le minimum de frais.

6. Tel qu'il est apparu dans la IIe Internationale et tel qu'il triomphe aujourd'hui après la faillite plus désastreuse encore de la IIIe, le phénomène opportuniste présente un autre aspect régulier et constant, qui est d'allier la pire déviation par rapport aux principes du parti à une admiration de façade pour les textes classiques, pour l'enseignement et l'œuvre des grands maîtres et des grands chefs. C'est une caractéristique constante de l'hypocrisie petite-bourgeoise que d'applaudir servilement la puissance du chef victorieux, la grandeur des textes d'illustres auteurs, l'éloquence de l'orateur disert, pour tomber ensuite, dans la pratique, dans les déviations les plus méprisables et les plus contradictoires. C'est pourquoi un corps de thèses ne sert à rien si ceux qui l'accueillent avec un enthousiasme de type littéraire ne réussissent pas ensuite, dans l'action pratique, à en saisir l'esprit et à le respecter, et s'ils

s'efforcent d'en masquer la transgression par une adhésion ostentatoire, mais platonique, au texte théorique.

7. L'histoire de la IIIe Internationale comporte une autre leçon (que la Gauche mit souvent en évidence à l'époque par ses critiques et qu'on peut retrouver dans nos textes) : celle de la vanité de la « terreur idéologique ». Alors que la diffusion de notre doctrine se fait par la rencontre de celle-ci avec les forces réelles en ébullition dans le milieu social, cette méthode désastreuse consistait à vouloir remplacer ce processus naturel par une catéchisation forcée des éléments récalcitrants et égarés, soit pour des raisons plus fortes que les hommes et que le parti, soit pour des raisons tenant à l'imperfection du parti lui-même, en les humiliant et en les mortifiant publiquement dans des congrès, sous les yeux mêmes de l'ennemi de classe, même quand ils avaient représenté notre parti et dirigé notre action dans des épisodes de portée politique et historique. Imitant la méthode fidéiste et piétiste de la pénitence et du *mea culpa*, on prit l'habitude de contraindre ces éléments à une confession publique de leur erreurs, en les plaçant le plus souvent devant l'alternative de retrouver ou de perdre une position importante dans les rouages de l'organisation. Ce moyen vraiment philistin et digne de la morale bourgeoise n'a jamais amendé aucun membre du parti ni protégé celui-ci contre les menaces de dégénérescence. Lorsque le parti révolutionnaire est en plein développement et s'achemine vers la victoire, l'obéissance des militants est spontanée et totale, mais non aveugle ni forcée; la discipline envers le centre répond (comme le montrent nos thèses et la documentation présentée à l'appui) à l'harmonie parfaite entre les fonctions et l'action de la base et du centre : on ne peut la remplacer par un dressage bureaucratique témoignant d'un volontarisme antimarxiste.

L'importance capitale de ce point pour la juste compréhension du centralisme organique s'éclaire par le souvenir terrible des confessions auxquelles furent contraints de grands chefs révolutionnaires, massacrés ensuite dans les purges de Staline, de ces inutiles *autocritiques* auxquelles ils durent se soumettre sous peine d'être expulsés du parti et diffamés comme traîtres : infâmies et absurdités que la méthode non moins bigote et non moins bourgeoise de la « réhabilitation » n'effacera jamais. L'abus croissant de pareilles méthodes ne fait que marquer la progression triomphale de la dernière vague opportuniste, la plus terrible de toutes.

8. Pour que l'action du parti soit véritablement organique et pour qu'il puisse avoir une fonction collective qui dépasse et élimine tout personnalisme et tout individualisme, le parti doit répartir ses membres entre les diverses fonctions et activités qui constituent sa vie. La succession des camarades à ces tâches est un fait naturel qui ne peut obéir à des règles semblables à celles des carrières des bureaucraties bourgeoises. Dans le parti il n'y a pas de concours pour se disputer des positions plus ou moins brillantes ou plus ou moins en vue : nous devons tendre organiquement à cette répartition des tâches qui n'est pas une imitation de la division bourgeoise du travail, mais une adaptation naturelle à sa fonction de cet organe complexe et structuré qu'est le parti.

Nous savons bien que la dialectique historique amène tout organisme de lutte à perfectionner ses moyens d'attaque en employant les techniques de l'ennemi. Nous en déduisons que dans la phase de la lutte armée, les communistes auront un encadrement militaire avec une organisation hiérarchique précise et unitaire qui assurera les meilleurs résultats à l'action commune. Mais cette vérité ne doit pas être calquée inutilement pour toutes les activités, même non militaires, du parti. La voie par laquelle les directives sont transmises doit être unique, mais cette leçon de la bureaucratie bourgeoise ne doit pas nous faire oublier de quelle façon cette règle se corrompt et dégénère, même lorsque ce sont des associations ouvrières qui l'adoptent. La nature organique du parti n'exige nullement que chaque camarade voie la personnification de la force du parti dans tel ou tel camarade spécifiquement désigné pour transmettre des dispositions venues d'en haut. Cette transmission entre les différentes molécules composant l'organe-parti se fait toujours dans les deux sens; et la dynamique de chaque unité s'intègre dans la dynamique historique de l'ensemble. Abuser sans raison vitale des formalismes d'organisation a toujours été et sera toujours un défaut stupide et suspect, et un danger.

9. Le capitalisme, forme historique de production qui mystifie et dissimule le monopole d'une classe minoritaire derrière le mythe du droit de tous les hommes à la propriété privée, a eu besoin de grands noms d'une notoriété croissante pour désigner les articulations de ses structures et les étapes de son évolution, devenue aujourd'hui une involution. Au cours du long cycle bourgeois, dont l'histoire sinistre pèse comme un joug sur nos épaules de rebelles, c'était au départ l'homme le plus capable et le plus fort qui obtenait la plus grande notoriété et visait le pouvoir suprême; aujourd'hui où le philistinisme petit-bourgeois domine, le plus vil et le plus faible peut devenir un personnage grâce aux sales méthodes publicitaires.

Notre parti, dont la tâche est si difficile, fait actuellement tous les efforts pour se libérer à tout jamais de la vague de trahison qu'on a cru pouvoir identifier à des noms d'hommes illustres, et pour rejeter définitivement la méthode qui consiste, pour atteindre ses objectifs et remporter des succès, à fabriquer une stupide notoriété en faisant de la publicité pour d'autres noms d'individus. Dans aucun des méandres de sa route, le parti ne doit manquer de la volonté et du courage de lutter pour ce résultat, qui anticipe véritablement l'histoire et la société de demain.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale 5

Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920) 9

Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922) 27

La tactique de l'Internationale Communiste - Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IVe Congrès mondial (Moscou, 1922) 59

Projet de thèses présenté par la Gauche au IIIe Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926) 81

Introduction aux thèses d'après 1945 147

Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945) 154

Thèses caractéristiques du parti (1951) 167

Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965) 192

Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965) 202

Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966) 217

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages . . 4,00 F

Revue « Programme Communiste »:

- N°s 1 à 46 . . . épuisés
- N°s 47, 50, 56, 61 . . . 4,00 F
- N^os doubles: 43-44, 48-49, 51-52, 55 . . . 7,00 F
- N°s 58, 71, 72, 73 . . . 10,00 F
- N°s 59, 60, 62, 63 . . . 5,00 F
- N°s 64, 65 . . . 6,00 F
- N°s 66, 67, 68, 74, 75, 76, 77 . . . 8,00 F

Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées:

- Volumes 1 à 4 . . . en reliure
- Volume 5: du n° 211 au n° 257 (années 1976-77) . . . 40,00 F

Série: « Les textes du Parti Communiste International »:

1. **Communisme et fascisme,** 158 pages . . . 8,00 F
2. **Parti et classe,** 112 pages . . . 8,00 F
4. **Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes,** 56 pages . . . en réimpression
5. **La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats.** Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages . . . 7,00 F
6. **Force, violence, dictature dans la lutte de classes,** 60 pages . . . 4,00 F
7. **Défense de la continuité du programme communiste,** 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours . . . 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F

Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F

Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages . . . 45,00 F

Série: « I testi del partto comunista internazionale »:

1. **Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario,** 62 pages . . . 7,00 F
2. **In difesa della continuità del programma comunista,** 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours . . . 12,00 F
3. **Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana,** 125 pages . . . 12,00 F
4. **Partito e classe,** 137 pages . . . 15,00 F
5. **« L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati,** 123 pages . . . 12,00 F
6. **Per l'organica sistemazione dei principi comunisti,** 198 pages . . 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

1. **Die Frage der revolutionären Partei,** 56 pages . . . 4,00 F
2. **Revolution und Konterrevolution in Russland,** 86 pages . . . 6,00 F
3. **Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus,** 76 pages . . . 6,00 F
4. **Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus,** 88 pages . . . 8.00 F
5. **Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen?,** 132 pages . . . 10.00 F
6. **Gewalt und Diktatur im Klassenkampf,** 74 pages . . . 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

Série: « The Texts of the International Communist Party »:

1. **The Fundamentals of Revolutionary Communism** . . . 4,00 F
2. **Party and Class** . . . 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

Série: « Los textos del partido comunista internacional »:

1. **Los fundamentos del comunismo revolucionario** . . . 4,00 F
2. **Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase** . . . 4,00 F
3. **Partido y clase** . . . 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro . . . 5,00 F

Série: « Os textos do partido comunista internacional »:

1. **Teses caracteristicas do partido: bases de adesão** . . . 3,00 F
2. **Lições das contra-revoluções** . . . 3,00 F
3. **Os fundamentos do comunismo revolucionario** . . . 5,00 F

Finito di stampare
Ottobre 1979
Edizione Reprint

TIMEC - Albairate (Mi) - per conto
delle Edizioni « Programme Communiste »

Commandes: Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris. Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L. Marseille (F. Gambini). Suplément à « Programme Communiste » n. 80. Editeur responsable: F. Gambini. C.P.P.P. n. 53116.

DEFENSE DE LA CONTINUITE DU PROGRAMME COMMUNISTE

Depuis plus d'un demi-siècle, notre courant a suivi le fil continu *de positions programmatiques, tactiques et, dans son existence de parti, organisationnelles, indissolublement liées à* l'intégralité *de la doctrine marxiste. Il ne l'a pas fait par amour de la cohérence morale ni par manie de la rigueur logique, mais par conviction que, dans l'alternance des phases de progression et de recul de la lutte de classe, on ne préserve et on ne prépare l'avenir de la révolution qu'en préservant le passé au sein du présent pour le projeter dans l'avenir.*

Les textes que nous publions ici comme autant de repères émanent d'un courant qui se rattache au Manifeste *de* 1848 *jusque dans le refus de se présenter au prolétariat avec l'éclat trompeur de noms de personnalités célèbres ou aspirant à le devenir ; ils ne sont pas nés du cerveau de « tel ou tel réformateur du monde », mais sont le cri de guerre d'un mouvement réel, sans étiquette nationale ni limites de temps. A la rigueur, on pourrait les lire à reculons, et les retrouver* toujours *identiques, si ce n'est que les derniers contiennent le bilan de la chute du mouvement communiste dans un opportunisme sans précédent dans l'histoire, et d'autant plus virulent qu'il s'est développé sur le tronc des traditions démocratiques dans les plus vieux pays capitalistes ; un opportunisme dont seuls les soi-disant « talmudistes », les « dogmatiques », les « sectaires » du marxisme pouvaient tirer non un motif de reniement ou d'abandon, mais une raison supplémentaire pour affiler toujours plus les armes héritées du passé — c'est-à-dire les principes de la révolution violente, de la dictature du prolétariat, de la terreur rouge, et de l'instrument nécessaire de leur réalisation, le parti de classe, armé d'une tactique et d'une organisation correspondant à ces buts, ainsi que d'une théorie et d'un programme invariants et contraignants — pour les tenir solidement en main, et les transmettre intactes aux générations qui devront les utiliser sans hésitation pour abattre le monstre du capital.*

Dire cela aujourd'hui, c'est aller plus que jamais contre le courant. *Mais si, sur le chemin tourmenté de sa lutte, le prolétariat peut avoir un point de repère fixe afin de ne pas risquer à chaque pas de s'égarer et d'avoir à tout recommencer, c'est seulement dans la mesure où une avant-garde, même restreinte et solitaire, aura su résister aux faciles suggestions de la dernière mode ou de la voie « la plus courte », et échapper au destin pitoyable des mouvements qui durent* l'espace d'un matin, *avec pour seul résultat de brouiller les cartes, de jeter la confusion dans les idées, de détruire les conquêtes laborieusement acquises, pour finir par se prostituer à l'ennemi.*

15,00